

Zeitschrift: Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz
Band: 6/1892 (1894)

Rubrik: Kantonale Gesetze und Verordnungen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 31.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

3. 3. Reglement über die Abgabe der Lehrerkarten an die Kantone durch das eidgenössische Topographische Bureau. (Gemäss den Verfügungen des schweiz. Militärdepartements vom 5. Mai und 11. Juni 1892.)

1. Das eidg. Topographische Bureau liefert den Kantonen auf Verlangen für die an ihren öffentlichen Schulen (Primar-, Sekundar- und höhere Schulen) wirkenden Lehrer — gleichviel ob militärpflichtig oder nicht — und für Lehrerinnen die Generalkarte der Schweiz in 4 Blatt 1:250,000 unter folgenden Bedingungen:

	Preise:	Kupferdruck.	Überdruck.
a. die 4 Blatt unaufgezogen	Fr. 4. —	Fr. 2. —	
b. die 4 Blatt einzeln, aufgezogen in Taschenformat „	7. 20	„ 5. 20	
c. die 4 Blatt als Wandkarte aufgezogen mit Stäben „	15. —	„ —. —	

2. Diese Karten werden mit dem Titel (oder Stempel) „Lehrerkarte“ versehen. Sie sind von den Eigentümern aufzubewahren und dürfen weder verkaufs- noch geschenkweise an andere Personen abgetreten werden.

Ein Lehrer oder eine Lehrerin kann nur ein Exemplar dieser Karte beziehen. Es können demnach diejenigen Lehrer, welche die Generalkarte schon in einer Lehrerrekutenschule als „Dienstexemplar“ erhalten haben, die „Lehrerkarte“ nicht mehr beziehen.

3. Die Karten sind von den kantonalen Militärbehörden in die Dienstbüchlein der Lehrer einzutragen.

In denjenigen Kantonen, in welchen die Erziehungsbehörde die Kartenabgabe vermittelt, hätte die betreffende Militärbehörde, gestützt auf ein Visum der Erziehungsbehörde, immerhin das Eintragen in das Dienstbüchlein zu besorgen.

Die Kantone sind für die richtige Abgabe und Eintragung der Karten verantwortlich.

Die Kontrolle über die Abgabe an Lehrerinnen wird den Kantonen überlassen.

4. Die Kantone senden dem Topographischen Bureau jährlich in zwei von letzterem zu bestimmenden Zeitabschnitten die Bestellscheine mit den Namen der bezugsberechtigten Lehrer und Lehrerinnen ein.

Das Topographische Bureau nimmt nur diese Bestellungen der Kantone und zwar nur in den von ihm fixirten Zeiträumen entgegen.

5. Das Topographische Bureau stellt über die gelieferten Karten den Kantonen Rechnung.

Der Betrag dieser Rechnung ist nach Empfang der Karten an die eidg. Militärkasse einzubezahlen.

Bern, 15. Juni 1892.

Eidg. Topographisches Bureau.

Genehmigt,

Bern, 17. Juni 1892.

Schweiz. Militärdepartement.

B. Kantonale Gesetze und Verordnungen.

I. Allgemeine Unterrichtsgesetze und Verfassungsbestimmungen.

4. 1. Loi sur l'instruction publique secondaire dans le Canton de Vaud. (Du 19 Février 1892.)

Le Grand Conseil du Canton de Vaud

Vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat;

DÉCRÈTE:

Titre I. Organisation générale.

Chapitre premier. Dispositions générales.

Art. 1^{er}. L'enseignement secondaire sert de complément à l'enseignement primaire. Il prépare les élèves aux carrières spéciales et aux études supérieures.

Art. 2. Les établissements d'enseignement secondaire du Canton de Vaud sont :

- 1^o Les Ecoles secondaires; 2^o les Ecoles supérieures de jeunes filles;
- 3^o les Collèges communaux; 4^o l'Ecole cantonale d'agriculture; 5^o les Ecoles industrielle et commerciale cantonales; 6^o le Collège cantonal;
- 7^o le Gymnase classique; 8^o les Ecoles normales.

Art. 3. L'Ecole cantonale d'agriculture, les Ecoles industrielle et commerciale, le Collège cantonal, le Gymnase classique et les Ecoles normales sont placés au chef-lieu du canton. Ces établissements sont à la charge de l'Etat.

Art. 4. Les Ecoles secondaires, les Ecoles supérieures de jeunes filles et les Collèges communaux sont à la charge des communes. Toutefois, l'Etat supporte une partie de cette charge en tenant compte de l'importance de l'établissement et des besoins de la localité. Cette part ne pourra excéder la moitié du traitement des maîtres et des maîtresses.

Art. 5. Les établissements d'instruction secondaire cantonaux sont sous la surveillance du Département de l'instruction publique et des cultes qui l'exerce directement ou par des délégués.

Art. 6. Le Département de l'instruction publique et des cultes connaît des difficultés qui peuvent s'élever entre les communes, les commissions scolaires, les directeurs et les maîtres et de toutes celles que peut soulever l'application de la loi sur l'instruction secondaire.

Il y a recours au Conseil d'Etat.

Chapitre II. Ecoles secondaires.

Art. 7. Les Ecoles secondaires servent de complément aux Ecoles primaires. Elles reçoivent des élèves des deux sexes.

Art. 8. Les objets d'études des Ecoles secondaires sont ceux de l'Ecole industrielle cantonale.

Pour les jeunes filles, l'enseignement comprend encore les travaux à l'aiguille et l'économie domestique.

Art. 9. Les communes peuvent, avec l'autorisation du Département de l'instruction publique et des cultes, introduire dans le programme de leurs écoles secondaires des objets d'enseignement autres que ceux de l'Ecole industrielle ou en retrancher quelques-uns.

Art. 10. Les Ecoles secondaires sont fréquentées dans la règle par des élèves âgés de 12 ans au moins. Des divisions professionnelles supérieures peuvent y être ajoutées.

Le Département de l'instruction publique et des cultes établit l'équivalence entre les études faites dans ces écoles et celles faites à l'Ecole industrielle cantonale.

Art. 11. Les communes sont autorisées à faire passer d'office des élèves méritants du degré supérieur des Ecoles primaires dans les Ecoles secondaires. Dans ce cas, ces élèves sont dispensés de toute finance.

Art. 12. Le nombre des maîtres attachés à une Ecole secondaire ne peut être inférieur à deux.

Art. 13. Un règlement, arrêté par le Conseil d'Etat, détermine les détails d'organisation, d'administration et de discipline des Ecoles secondaires.

Chapitre III. Ecoles supérieures de jeunes filles.

Art. 14. Les Ecoles supérieures ont pour but de donner aux jeunes filles une bonne et solide instruction générale et de les préparer, par des études spéciales, soit à leur vocation future dans la famille, soit aux diverses professions se rattachant à l'industrie, au commerce et à l'enseignement.

Art. 15. Les principaux objets d'études des Ecoles supérieures de jeunes filles sont :

1^o La langue et la littérature françaises; 2^o la langue et la littérature allemandes; 3^o la langue et la littérature anglaises; 4^o l'arithmétique, la comptabilité et les éléments des mathématiques; 5^o la géographie; 6^o l'histoire; 7^o les éléments des sciences physiques et naturelles; 8^o l'écriture; 9^o le dessin; 10^o la musique; 11^o les travaux à l'aiguille; 12^o l'économie domestique; 13^o la gymnastique.

Il est en outre donné un enseignement religieux facultatif conforme aux principes du christianisme et distinct des autres branches.

Art. 16. Les communes peuvent, avec l'autorisation du Département de l'instruction publique et des cultes, ajouter ou retrancher quelques objets d'études.

Art. 17. Les Ecoles supérieures sont fréquentées par des jeunes filles âgées de 10 ans ou moins.

Art. 18. Les communes élaborent les règlements des Ecoles supérieures. Les règlements sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Chapitre IV. Collèges communaux.

Art. 19. Les Collèges communaux ont pour but de donner aux élèves qui les fréquentent soit une instruction classique, soit une instruction industrielle, soit ces deux instructions réunies.

Art. 20. Les objets d'études des Collèges communaux sont ceux des classes correspondantes du Collège cantonal ou de l'Ecole industrielle cantonale.

Le Département de l'instruction publique et des cultes établit la concordance des classes; il veille à ce que l'âge des élèves qui fréquentent ces établissements corresponde à celui des élèves des établissements cantonaux.

Art. 21. Les communes peuvent, avec l'autorisation du Département de l'instruction publique et des cultes, introduire dans le programme de leurs collèges des objets d'études autres que ceux du Collège cantonal ou de l'Ecole industrielle cantonale, ou en retrancher quelques-uns. Elles peuvent aussi, avec la même autorisation, y ajouter des divisions professionnelles supérieures et des classes préparatoires industrielles.

Art. 22. Un règlement général, arrêté par le Conseil d'Etat, détermine les détails d'organisation, d'administration et de discipline des Collèges communaux.

Chapitre V. Dispositions communes aux Ecoles secondaires, aux Ecoles supérieures et aux Collèges communaux.

Art. 23. Toute Ecole secondaire, Ecole supérieure et tout Collège communal a un directeur chargé de la surveillance de l'établissement.

Il peut être choisi parmi les maîtres.

Dans les communes qui ont un directeur général des écoles, celui-ci est de droit directeur des établissements secondaires.

Art. 24. Les directeurs des écoles secondaires et les directeurs généraux des écoles sont nommés pour quatre ans par le Conseil d'Etat sur préavis de la Municipalité et de la Commission scolaire réunies.

Leur traitement est fixé par les autorités communales sur le préavis de la Commission scolaire et sous réserve de l'approbation du Département de l'instruction publique et des cultes.

Art. 25. Les établissements secondaires communaux sont placés sous la haute surveillance du Département de l'instruction publique et des cultes et sous la surveillance spéciale de la Commission scolaire de leur commune respective. Deux membres de ces commissions sont nommés pour quatre ans par le Département de l'instruction publique et des cultes.

Chapitre VI. Ecole cantonale d'agriculture.

Art. 26. L'Ecole cantonale d'agriculture a pour but de donner un enseignement agricole portant sur toutes les branches dont la connaissance est utile à l'agriculteur.

Art. 27. L'Ecole cantonale d'agriculture est fréquentée par des élèves âgés de 16 ans au moins.

Art. 28. Les principaux objets d'études de l'Ecole cantonale d'agriculture sont :

1^o L'agriculture (connaissance des terrains, cultures); 2^o l'économie rurale et l'économie alpestre; 3^o la viticulture; 4^o la sylviculture; 5^o l'horticulture maraîchère; 6^o l'arboriculture; 7^o la zootechnie; 8^o la zoologie agricole; 9^o l'apiculture; 10^o la pisciculture; 11^o l'industrie laitière; 12^o la mécanique élémentaire et les machines agricoles, technologie agricole; 13^o la géométrie et l'arpentage; 14^o le dessin technique; 15^o les constructions rurales; 16^o les drainages et les irrigations; 17^o la comptabilité agricole; 18^o la géologie agricole; 19^o la météorologie agricole et les éléments de la physique; 20^o la chimie agricole; 21^o la botanique agricole; 22^o la législation rurale; 23^o l'instruction civique; 24^o les travaux manuels; 25^o la gymnastique.

Art. 29. L'enseignement agricole est réparti en deux semestres d'hiver. Des cours spéciaux peuvent être donnés en dehors de ce temps.

Art. 30. L'enseignement est donné à l'Ecole cantonale d'agriculture par des professeurs de l'Université, des maîtres secondaires et des maîtres spéciaux.

Art. 31. L'Ecole cantonale d'agriculture a un directeur chargé de la surveillance de l'enseignement.

Il peut être choisi parmi les professeurs ou les maîtres.

Il est nommé pour quatre ans par le Conseil d'Etat.

Art. 32. L'Ecole cantonale d'agriculture délivre un diplôme de connaissance agricoles. Les conditions pour l'obtention de ce diplôme sont fixées par le règlement.

Chapitre VII. Ecoles industrielle et commerciale cantonales.

Section I. *Dispositions générales.*

Art. 33. Les Ecoles industrielle et commerciale ont pour but de préparer les élèves aux carrières industrielles, commerciales et techniques.

Art. 34. Les Ecoles industrielle et commerciale comprennent :

1^o L'Ecole industrielle; 2^o l'Ecole professionnelle; 3^o l'Ecole de commerce; 4^o le Gymnase mathématique.

Ces divers établissements sont réunis sous une même direction.

Section II. *Ecole industrielle.*

Art. 35. Les principaux objets d'études de l'Ecole industrielle sont :

1^o La langue française; 2^o la langue allemande; 3^o l'arithmétique; 4^o la géométrie et l'algèbre; 5^o la comptabilité; 6^o la géographie et la cosmographie; 7^o l'histoire; 8^o l'écriture; 9^o le dessin artistique et industriel; 10^o la physique et la chimie; 11^o les sciences naturelles; 12^o les éléments de la mécanique; 13^o les travaux manuels; 14^o le chant; 15^o la gymnastique.

Il est en outre donné un enseignement religieux facultatif conforme aux principes du christianisme et distinct des autres branches.

Art. 36. L'Ecole industrielle comprend trois classes. La durée de études dans chaque classe est d'une année.

Art. 37. L'Ecole industrielle est fréquentée par des élèves âgés de 12 ans au moins.

Art. 38. En cas de nécessité reconnue une classe préparatoire pourra être ajoutée.

Section III. *Ecole professionnelle.*

Art. 39. Les principaux objets d'études de l'Ecole professionnelle sont :

1^o La langue française; 2^o la langue allemande; 3^o l'histoire générale, au point de vue du commerce et de l'industrie; 4^o les mathématiques; 5^o la mécanique; 6^o la comptabilité industrielle; 7^o le dessin artistique et le modelage; 8^o le dessin industriel; 9^o la physique; 10^o la chimie; 11^o les sciences naturelles; 12^o la législation industrielle; 13^o les travaux manuels sur bois, sur pierre et sur métaux.

Art. 40. L'Ecole professionnelle comprend trois classes. La durée des études dans chaque classe est d'une année.

Art. 41. L'Ecole professionnelle est fréquentée par des élèves âgés de 15 ans au moins.

Art. 42. L'Ecole professionnelle délivre un diplôme de connaissances professionnelles. Les conditions pour l'obtention de ce diplôme sont fixées par le règlement.

Section IV. *Ecole de commerce.*

Art. 43. Les principaux objets d'études de l'Ecole de commerce sont:

1^o La langue française; 2^o la langue allemande; 3^o la langue anglaise; 4^o la langue italienne; 5^o la langue espagnole; 6^o la calligraphie; 7^o le dessin; 8^o la comptabilité; 9^o L'arithmétique commerciale; 10^o la géographie commerciale; 11^o l'histoire générale, spécialement au point de vue du commerce et de l'industrie; 12^o la physique; 13^o la chimie; 14^o le droit civil; 15^o la législation commerciale; 16^o l'économie politique; 17^o la connaissance des marchandises; 18^o des exercices pratiques.

Art. 44. L'Ecole de commerce comprend trois classes. La durée des études dans chaque classe est d'une année.

Art. 45. L'Ecole de commerce est fréquentée par des élèves âgés de 15 ans au moins.

Art. 46. L'Ecole de commerce délivre un diplôme de connaissances commerciales. Les conditions pour l'obtention de ce diplôme sont fixées par le règlement.

Section V. *Gymnase mathématique.*

Art. 47. Les principaux objets d'études du Gymnase mathématique sont:

1^o La langue et la littérature françaises; 2^o la langue et la littérature allemandes; 3^o l'histoire; 4^o les mathématiques, la topographie et l'astronomie; 5^o le dessin industriel; 6^o le dessin artistique; 7^o la physique; 8^o la chimie; 9^o les sciences naturelles; 10^o la mécanique.

Art. 48. Le Gymnase mathématique comprend trois classes. La durée des études dans chaque classe est d'une année.

Art. 49. Le Gymnase mathématique est fréquenté par des élèves âgés de 15 ans au moins.

Art. 50. Le Gymnase mathématique décerne le grade de bachelier ès-sciences mathématiques (certificat de maturité). Les conditions pour l'obtention de ce diplôme sont fixées par le règlement.

Chapitre VIII. Collège cantonal.

Art. 51. Le Collège cantonal a pour but de préparer les élèves aux études classiques supérieures.

Art. 52. Les principaux objets d'études du Collège cantonal sont:

1^o La langue française; 2^o la langue latine; 3^o la langue grecque; 4^o la langue allemande; 5^o l'histoire; 6^o la géographie; 7^o l'arithmétique, la comptabilité, la géométrie et l'algèbre; 8^o l'écriture; 9^o l'instruction civique; 10^o l'introduction aux sciences naturelles; 11^o le chant; 12^o le dessin; 13^o la gymnastique.

Il est en outre donné un enseignement religieux facultatif conforme aux principes du christianisme et distinct des autres branches.

Art. 53. Le Collège cantonal comprend six classes. La durée des études dans chaque classe est d'une année.

Art. 54. Le Collège cantonal est fréquenté par des élèves âgés de 10 ans au moins.

Chapitre IX. Gymnase classique.

Art. 55. Le Gymnase classique complète l'enseignement des collèges et prépare les élèves aux études supérieures.

Art. 56. Les principaux objets d'études du Gymnase classique sont:

1^o La langue et la littérature françaises; 2^o la langue et les éléments de la littérature latines; 3^o la langue et les éléments de la littérature grecques; 4^o la langue et la littérature allemandes; 5^o la langue et la littérature anglaises; 6^o la langue et la littérature italiennes; 7^o l'histoire; 8^o les éléments de la philosophie; 9^o les mathématiques élémentaires trigonométrie et géométrie analytique (un cours spécial de mathématiques et des leçons de dessin technique sont donnés aux élèves qui se destinent à entrer dans la faculté des sciences); 10^o la physique générale; 11^o les éléments de la chimie, des sciences naturelles et de l'astronomie; 12^o la langue hébraïque pour les élèves qui se destinent aux études théologiques.

Art. 57. Le Gymnase classique est divisé en deux classes. La durée des études dans chaque classe est d'une année.

Art. 58. Le Gymnase classique est fréquenté par des élèves âgés de 16 ans au moins.

Art. 59. Le Gymnase classique décerne le grade de bachelier ès-lettres (baccalauréat et baccalauréat restreint, soit certificat de maturité). Les conditions pour l'obtention de ce grade sont fixées par le règlement.

Chapitre X. Ecoles normales.

Art. 60. Les Ecoles normales instruisent et forment des élèves des deux sexes qui se destinent à l'enseignement primaire dans le canton de Vaud.

Art. 61. Les Ecoles normales comprennent:

1^o Une Ecole normale pour les élèves régents; 2^o une Ecole normale pour les élèves régentes; 3^o des Cours spéciaux pour les maîtresses d'ouvrages; 4^o des Cours spéciaux pour les maîtresses de classes enfantines (Ecole normale fröbelienne); 5^o une Ecole d'application de deux classes.

Art. 62. Les principaux objets d'études de l'Ecole normale des élèves régents sont:

1^o La pédagogie; 2^o la langue et la littérature françaises; 3^o l'arithmétique et la comptabilité commerciale et agricole; 4^o les éléments d'algèbre, de géométrie avec exercices pratiques d'arpentage; 5^o la géographie et la cosmographie; 6^o l'histoire; 7^o l'instruction civique; 8^o la langue allemande; 9^o la physique générale; 10^o les éléments de la chimie et des sciences naturelles; 11^o l'hygiène; 12^o la calligraphie; 13^o la musique vocale et la musique instrumentale; 14^o le dessin; 15^o les travaux manuels; 16^o les notions élémentaires d'agriculture; 17^o la gymnastique.

Le Département de l'instruction publique et des cultes fixe les branches dont l'enseignement est suivi au Gymnase ou à l'Université.

Art. 63. Les principaux objets d'études de l'Ecole normale des élèves régentes sont:

1^o La pédagogie; 2^o la langue et la littérature françaises; 3^o l'arithmétique et la comptabilité commerciale et agricole; 4^o les éléments de la géométrie; 5^o la géographie et la cosmographie; 6^o l'histoire; 7^o l'instruction civique; 8^o les éléments des sciences physiques et naturelles; 9^o l'hygiène; 10^o la calligraphie; 11^o la musique vocale et la musique instrumentale; 12^o le dessin; 13^o les travaux à l'aiguille; 14^o l'économie domestique; 15^o la gymnastique; 16^o l'allemand à titre facultatif.

Art. 64. Il est donné, dans les deux écoles, un enseignement religieux facultatif conforme aux principes du christianisme et distinct des autres branches.

Art. 65. L'Ecole normale pour les élèves régents est divisée en quatre classes. La durée des études dans chaque classe est d'une année.

Art. 66. L'Ecole normale pour les élèves régents est fréquentée par des élèves âgés de 15 ans au moins.

Art. 67. L'Ecole normale pour les élèves régentes est divisée en trois classes. La durée des études dans chaque classe est d'une année.

Art. 68. L'Ecole normale pour les élèves régentes est fréquentée par des élèves âgées de 16 ans au moins.

Art. 69. Les objets d'études des maîtresses d'ouvrages et des maîtresses d'écoles enfantines sont fixés par le programme des cours de ces divisions.

Art. 70. Les Ecoles normales décernent les brevets de capacité pour l'enseignement primaire, pour l'enseignement des travaux à l'aiguille et pour la direction de classes enfantines. Les conditions pour l'obtention de ces brevets sont fixées par le règlement.

Titre II. Personnel enseignant.

Art. 71. Le corps enseignant secondaire comprend :

- a. les directeurs, les directrices et les maîtresses d'études ;
- b. les maîtres secondaires ;
- c. les maîtresses secondaires ;
- d. les maîtres spéciaux et les maîtresses spéciales.

Art. 72. Pour aspirer à une place de maître secondaire, le candidat doit être porteur de la licence ès-lettres de l'Université de Lausanne (licence ès-lettres classiques, licence ès-lettres modernes), ou de la licence ès-sciences (licence ès-sciences mathématiques, licence ès-sciences physiques et naturelles) de l'Université de Lausanne et prouver qu'il possède des connaissances théoriques et pratiques de pédagogie.

Exceptionnellement, le Département de l'instruction publique et des cultes peut accorder l'équivalence aux porteurs d'autres titres universitaires.

Art. 73. Pour aspirer à une place de maîtresse secondaire, il faut être munie du brevet de capacité secondaire dont les conditions seront fixées par un règlement.

Art. 74. Les maîtres et maîtresses de branches spéciales sont nommés à la suite d'épreuves concernant leur spécialité.

Art. 75. Lorsqu'une place de maître secondaire est à repourvoir, le Département de l'instruction publique et des cultes l'annonce par la voie de la Feuille des avis officiels.

Les candidats se font inscrire au Département de l'instruction publique et des cultes pendant le mois qui suit cette publication.

A la suite de ces inscriptions, le Département de l'instruction publique et des cultes et la Commission scolaire décident s'il y a lieu de procéder à des épreuves destinées à connaître la valeur pédagogique des candidats. En cas de désaccord, les épreuves ont lieu.

Art. 76. Dans ce dernier cas, le Département de l'instruction publique et des cultes fixe la date des épreuves des candidats admis.

Les épreuves consistent en exercices pratiques. Elles sont publiques.

Art. 77. Pour les Ecoles secondaires, supérieures et les Collèges communaux, ces épreuves ont lieu devant un jury composé de trois délégués de la Commission scolaire et de la Municipalité réunies, et de trois délégués du Département de l'instruction publique et des cultes. Le président du jury est désigné par le Département de l'instruction publique et des cultes.

Art. 78. Le jury fait à la Municipalité et au Département de l'instruction publique et des cultes un rapport détaillé sur les résultats de l'examen et sur les titres de chacun des candidats.

Art. 79. Le Conseil d'Etat nomme les maîtres parmi les candidats, sur le préavis de la Municipalité et de la Commission scolaire réunies. Si le Conseil d'Etat juge qu'il n'y a pas lieu à nommer, il peut provoquer un nouveau concours ou pourvoir provisoirement à l'enseignement.

Art. 80. Les autorités communales, sur le préavis des commissions scolaires et sous réserve de l'approbation du Département de l'instruction publique et des cultes, nomment les maîtres spéciaux et déterminent le nombre des leçons de ces maîtres.

Art. 81. Lorsqu'une place est vacante à l'Ecole cantonale d'agriculture, aux Ecoles industrielle et commerciale, au Collège cantonal, au Gymnase et aux Ecoles normales, si le Département de l'instruction publique et des cultes estime que les épreuves pratiques sont nécessaires, il désigne le jury devant lequel ces épreuves ont lieu.

Le Conseil d'Etat nomme sur le rapport de ce jury.

Art. 82. Des hommes avantageusement connus par des travaux ou par un enseignement sur les branches en question et munis des titres exigés par l'article 72 peuvent être appelés sans concours à des places de maîtres secondaires ou de maîtres spéciaux.

Pour les nominations à faire dans une Ecole secondaire, dans une Ecole supérieure ou dans un Collège communal, le préavis de la Municipalité et de la Commission scolaire réunies est requis.

Art. 83. Les maîtres des Ecoles secondaires et des Ecoles supérieures reçoivent un traitement minimum de fr. 2200 par an.

Les maîtresses des Ecoles supérieures reçoivent un traitement minimum de fr. 1700 par an.

Les maîtres des Collèges communaux reçoivent un traitement minimum de fr. 2500 par an.

Les traitements des maîtres secondaires, des maîtresses secondaires et des maîtres spéciaux des Ecoles secondaires, des Ecoles supérieures et des Collèges communaux sont fixés par les autorités communales, sur préavis de la Commission scolaire et sous réserve de l'approbation du Département de l'instruction publique et des cultes.

Art. 84. Les maîtres et les maîtresses des Ecoles secondaires, des Ecoles supérieures et des Collèges communaux ne peuvent être tenus de donner plus de 30 heures de leçons par semaine.

Art. 85. Les maîtres des Ecoles industrielle et commerciale, du Collège cantonal, du Gymnase et des Ecoles normales reçoivent un traitement de 3000 à 4000 francs par an.

Les traitements des maîtres spéciaux sont fixés, dans chaque cas, par le Conseil d'Etat, sur le préavis du Département de l'instruction publique et des cultes.

Art. 86. Les maîtres des Ecoles industrielle et commerciale, du Collège cantonal et des Ecoles normales peuvent être tenus de donner au maximum 25 heures de leçons par semaine.

Les maîtres du Gymnase classique peuvent être tenus de donner au maximum 20 heures de leçons par semaine.

Art. 87. Les maîtres et maîtresses secondaires peuvent être appelés à donner des leçons, jusqu'à concurrence du maximum fixé par les articles précédents dans d'autres établissements que celui auquel ils sont attachés.

Art. 88. Les fonctions et les traitements du personnel enseignant de l'Ecole cantonale d'agriculture sont fixés par le Conseil d'Etat, sur le préavis des Départements de l'agriculture et de l'instruction publique et des cultes.

Art. 89. Les Ecoles industrielle et commerciale, le Collège cantonal, le Gymnase classique et les Ecoles normales ont chacun leur directeur, chargé de la direction générale de l'école et de la surveillance de l'enseignement. Ces directeurs sont nommés par le Conseil d'Etat, pour le terme de quatre ans.

Ils peuvent être choisis parmi les maîtres secondaires et les maîtres spéciaux.

Les directeurs reçoivent un traitement annuel de fr. 2500 à 3000; s'ils sont, en outre, chargés d'une partie de l'enseignement, les deux traitements réunis peuvent s'élever à la somme de fr. 5000.

Art. 90. La nomination des directrices et des maîtresses d'études a lieu dans la même forme que celle des directeurs. Leur traitement est fixé, dans chaque cas, par le Conseil d'Etat sur le préavis des autorités intéressées.

Art. 91. Les directeurs sont entendus sur toutes les questions qui intéressent la marche de l'école et le bon ordre de l'enseignement.

Art. 92. Le directeur et les maîtres réunis forment la conférence de l'établissement auquel ils sont attachés.

Les conférences concourent avec les directeurs à la bonne marche des établissements.

Art. 93. Les plaintes des parents ou des tuteurs contre les directeurs doivent être portées au Département de l'instruction publique et des cultes, qui en décide, sauf recours au Conseil d'Etat.

Art. 94. Les plaintes des parents ou des tuteurs contre un maître ou une maîtresse, excepté dans le cas prévu à l'art. 93, doivent être portées au directeur de l'établissement intéressé.

Pour les cas concernant les établissements communaux, les plaintes sont portées au directeur, qui les transmet à la Commission scolaire avec son préavis.

Si les plaignants ou le maître le demandent, elles sont transmises au Département de l'instruction publique et des cultes, qui statue, sauf recours au Conseil d'Etat.

Art. 95. Lorsqu'un maître ou une maîtresse est momentanément empêché de remplir ses fonctions, le Conseil d'Etat pourvoit à l'enseignement aux frais du titulaire.

Toutefois, si l'empêchement provient de maladie ou de toute autre cause indépendante de la volonté de l'intéressé, il est pourvu à l'enseignement aux frais des communes pour les établissements communaux et aux frais de l'Etat pour les établissements cantonaux.

Si l'empêchement est de nature à se prolonger, il peut y avoir lieu à l'application de l'art. 97.

Art. 96. Le Conseil d'Etat peut suspendre ou destituer un directeur, une directrice, un maître ou une maîtresse pour cause d'incapacité, d'immoralité ou d'insubordination.

L'inculpé doit être entendu dans l'enquête qui est instruite par les soins du Département de l'instruction publique et des cultes.

Art. 97. Lorsqu'un directeur, une directrice, un maître ou une maîtresse ne remplit plus utilement ses fonctions, le Conseil d'Etat peut le mettre hors d'activité de service, après une enquête instruite conformément à l'article 96.

Il peut être alloué une indemnité à l'intéressé.

Si l'intéressé enseignait dans un établissement communal, l'indemnité est supportée, par parts égales, par l'Etat et la Commune.

Art. 98. Dans les cas prévus aux articles 96 et 97, si la personne intéressée est attachée à un établissement communal, la Municipalité et la Commission scolaire sont appelées à préaviser.

Titre III. Fréquentation et discipline.

Art. 99. Les leçons sont données dans les établissements secondaires, à l'exception de l'Ecole cantonale d'agriculture, pendant neuf mois de l'année au moins, le temps nécessaire aux examens non compris.

Art. 100. L'admission des élèves dans les établissements secondaires, à l'exception de l'Ecole cantonale d'agriculture, a lieu ensuite d'examens.

Les conditions d'admission, dans les divers établissements secondaires, sont fixées par les règlements de ces établissements. Ces règlements sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Art. 101. La promotion d'une classe dans l'autre a lieu, dans les écoles de garçons et dans les écoles mixtes, aux conditions fixées par le règlement.

Les examens servant à déterminer la promotion seront simplifiés dans les établissements et les classes dans lesquels ils seront maintenus.

Dans les Ecoles supérieures de jeunes filles et à l'Ecole normale pour les élèves régentes, la promotion est déterminée par le travail de l'année seul.

Art. 102. L'admission dans une classe d'un Collège communal donne droit à l'admission dans la classe correspondante du Collège cantonal ou de l'Ecole industrielle au commencement de l'année scolaire.

Art. 103. En cas de fréquentation irrégulière ou d'infraction grave à la discipline des écoles, le Département de l'instruction publique et des cultes prononce l'exclusion temporaire, pour un temps excédant trois mois ou l'exclusion définitive.

Titre IV. Finances et matériel.

Art. 104. Les finances scolaires des établissements secondaires sont fixées par les règlements de ces divers établissements, sous les réserves suivantes:

La finance des élèves réguliers des Ecoles secondaires ne doit pas dépasser fr. 40 par an.

La finance des élèves régulières des Ecoles supérieures de jeunes filles ne doit pas dépasser fr. 100 par an.

La finance des élèves réguliers des Collèges communaux ne doit pas dépasser fr. 60 par an.

Les communes peuvent toutefois élever d'un quart la finance des élèves domiciliés sur le territoire d'autres communes qui ne participent pas aux dépenses de l'établissement.

Le Département de l'instruction publique et des cultes connaît des difficultés qui peuvent s'élever entre les communes à ce sujet. Il y a recours au Conseil d'Etat.

Art. 105. Des bourses et des subsides peuvent être accordés par l'Etat ou par les communes, aux élèves méritants qui en font la demande et dont la position de fortune des parents justifie une pareille mesure.

Art. 106. Les bâtiments destinés à l'enseignement secondaire doivent remplir, au point de vue de l'hygiène et de la salubrité, des conditions au moins égales à celles qui sont exigées pour les bâtiments primaires. Le Département de l'instruction publique et des cultes veille à l'exécution des mesures nécessaires.

Les plans et devis de bâtiments destinés à l'enseignement secondaire ou de modifications à ces bâtiments doivent être soumis, pour approbation, au Département de l'instruction publique et des cultes.

Il y a recours au Conseil d'Etat.

Titre V. Dispositions transitoires et finales.

Art. 107. Le Conseil d'Etat prendra toutes les mesures qui seront nécessaires à la mise en vigueur de la présente loi et il fixera les délais dans lesquels les établissements secondaires existants devront être mis en harmonie avec les dispositions de la dite loi.

Art. 108. Les instituteurs secondaires et les institutrices secondaires, les maîtres spéciaux et les maîtresses spéciales seront soumis à confirmation avant l'entrée en vigueur de la loi.

Art. 109. Les instituteurs secondaires, les institutrices secondaires, les maîtres spéciaux et les maîtresses spéciales, ainsi que les porteurs de titres d'éligibilité pour les écoles secondaires, demeurent au bénéfice de leurs titres et peuvent, en conséquence, concourir avec les porteurs des diplômes exigés par la présente loi.

Art. 110. Sont et demeurent abrogés:

1^o Les titres I, II, III, IV, VI et VII de la loi sur l'instruction supérieure du 12 mai 1869;

2^o La loi sur l'organisation des Ecoles normales du 20 février 1868;

3^o Toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

Art. 111. Le Conseil d'Etat est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi, qui sera exécutoire le 1^{er} mars 1892.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 19 février 1892.

Le Président du Grand Conseil: Louis Paschoud.

Le secrétaire: Lecomte, chancelier.

Le Conseil d'Etat ordonne l'impression et la publication de la présente loi.

Lausanne, le 3 mars 1892.

Le Président: Viquerat.

Le Chancelier: Lecomte.

5. 2. **Verfassung**¹⁾ **des Kantons Baselland.** (Vom 4. April 1892.)

§ 35. Dem Staate steht das Oberaufsichtsrecht über das gesamte Unterrichtswesen zu. Er hat in Verbindung mit den Gemeinden für genügenden und unentgeltlichen Schulunterricht zu sorgen und allen öffentlichen Schulanstalten seine kräftige Unterstützung angedeihen zu lassen.

Für Ausübung des Lehrerberufes ist ein staatliches Patent notwendig. Es ist Pflicht des Staates und der Gemeinden, das Mittelschulwesen im Interesse beider Geschlechter zu vervollkommen. Der Besuch von Mittelschulen ist möglichst zu erleichtern mit Berücksichtigung der örtlichen Lage der Gemeinden. Die Ausführung bleibt der Gesetzgebung vorbehalten.

Der Staat unterstützt auch gewerbliche Schulen und ähnliche Lehranstalten.

§ 52. (Übergangsbestimmungen aus Titel V). Bis zum Erlass eines neuen Primarschulgesetzes gelten folgende Bestimmungen:

1. Die Bestreitung der Ausgaben für das Primarschulwesen ist Sache der Gemeinden unter Mithilfe des Staates.
2. Der Staat bezahlt an sämtliche Gemeinden aus der Staatskasse Beiträge von wenigstens Fr. 500 auf jede Lehrerstelle und Fr. 100 auf jede Arbeitslehrerinnenstelle. Ferner übernimmt er die Besoldung der Vikare.
3. An Gemeinden, welche durch Aufbringung der Schulkosten unverhältnismässig gedrückt sind, kann der Landrat auf dem Budgetwege im Sinne von § 18¹⁰ der Verfassung weitere Beiträge bewilligen.
4. Der Staat bezahlt an die Lehrerunterstützungskassen einen jährlichen bei Beratung des Voranschlages vom Landrat festzusetzenden Beitrag.
5. Die Lehrmittel werden den Schülern unentgeltlich verabfolgt. Die Kosten der gedruckten Lehrmittel trägt der Staat. Die Auslagen für die übrigen Schulbedürfnisse, mit Ausnahme derjenigen für die Anstaltsschulen, werden von den Gemeinden zurückvergütet.

§ 53. Bis zu einer anderweitigen gesetzlichen Regelung wird das Kirchen- und Schulgut in bisheriger Weise verwaltet. Der Landrat bestimmt jeweilen

¹⁾ In Kraft getreten auf 1. Januar 1893.

bei Festsetzung des jährlichen Voranschlags der Verwaltung die Höhe des Beitrages derselben an die Gemeinden des alten Kantonsteils für die Lehrbesoldungen.

6.3. Nachtrag zum Schulgesetz. (Vom 9. März 1893.)

Der Grosse Rat des Kantons Baselstadt, in der Absicht, die Besoldungen der Lehrerinnen an den öffentlichen Schulen zu erhöhen, beschliesst was folgt:

Die §§ 87, 88 und 89 des Schulgesetzes vom 21. Juni 1880 erhalten folgende Fassung:

§ 87. Die Besoldungen an den Primarschulen betragen für Lehrer Fr. 90 bis 120, für Lehrerinnen Fr. 50—70 für die wöchentliche Lehrstunde im Jahr.

Lehrerinnen, welche wissenschaftlichen Unterricht erteilen, werden für denselben mit Fr. 70—100 für die wöchentliche Lehrstunde im Jahr, in Ausnahmefällen auch mit der vollen Besoldung eines Lehrers honorirt.

§ 88. Die Besoldungen an den Sekundarschulen, dem untern Gymnasium, der untern Realschule und der untern Töchterschule betragen für Lehrer Fr. 100 bis 140 und bei besondern Leistungen bis Fr. 160, für Lehrerinnen Fr. 50—80 für die wöchentliche Lehrstunde im Jahr.

Lehrerinnen, welche wissenschaftlichen Unterricht erteilen, werden für denselben mit Fr. 80—120 für die wöchentliche Lehrstunde im Jahr, in Ausnahmefällen auch mit der vollen Besoldung eines Lehrers honorirt.

§ 89. Die Besoldung der Lehrer an dem obern Gymnasium, an der obern Realschule und an der obern Töchterschule beträgt Fr. 130—250, der Lehrerinnen an der obern Töchterschule Fr. 60—90 für die wöchentliche Lehrstunde im Jahr.

Lehrerinnen an der obern Töchterschule, welche wissenschaftlichen Unterricht erteilen, werden für denselben mit Fr. 100—140 für die wöchentliche Lehrstunde im Jahr, in Ausnahmefällen auch mit der vollen Besoldung eines Lehrers honorirt.

Dieser Gesetzesnachtrag tritt in Kraft am 1. Juli 1893.

Basel, den 9. März 1893.

Namens des Grossen Rates,

Der Präsident: Rob. Stünzi-Sprüngli.

Der I. Sekretär: Dr. S. Scheuermann.

II. Verordnungen betreffend das Volksschulwesen.

7.1. Lehrplan der Primarschule des Kantons Zürich. (Vom 27. April 1892.)

A. Bezeichnung des Unterrichtstoffes.

1. Religionsunterricht.

1. Klasse. Erweckung religiös-sittlicher Gefühle vermittelt einfacher Erzählungen. Von Zeit zu Zeit Zusammenfassung des Dargestellten und Besprochenen in kurzen und bei öfterer Wiederholung auch leicht dem Gedächtnis sich einprägenden Spruchsätzen und Versen.

2. Klasse. Weitere Erweckung und Schärfung des religiös-sittlichen Gefühls auf Grund einfacher Erzählungen. Von Zeit zu Zeit Zusammenfassung des Besprochenen in kurzen Spruchsätzen und Versen und Auswendiglernen einiger religiöser Liedchen.

3. Klasse. Fortsetzung des bisherigen Unterrichts in weitem der Lehrstufe angemessenen Beispielen. Auswendiglernen einiger Spruchsätze, religiöser Liedchen und Gebete.

4. Klasse. Betrachtung ausgewählter Bilder aus dem Alten Testament, im weitem auch Erzählungen allgemein religiösen und ethischen Inhalts aus dem täglichen Leben und der Geschichte. Memoriren einer mässigen Anzahl Bibelsprüche und religiöser Liederverse.

5. Klasse. Ausgewählte Erzählungen aus dem Leben Jesu, im weitem wie in der 4. Klasse. Memoriren einer mässigen Anzahl Bibelsprüche und religiöser Lieder.

6. Klasse. Betrachtung und Erklärung einiger Gleichnisse, Stellen aus der Bergpredigt und einiger Bilder aus der Wirksamkeit der Apostel. Daneben wie in der vorhergehenden Klasse. Memoriren einer mässigen Anzahl Bibelsprüche und religiöser Lieder.

In der gesamten Alltagsschule sollen bei Erteilung des Religionsunterrichts die konfessionellen Besonderheiten zurücktreten.

7. Klasse. Biblische Geschichte des Alten Testaments als Vorbereitung auf Jesus Christus, mit Hervorhebung der geschichtlich und religiös bedeutendsten Abschnitte der alttestamentlichen Bücher.

8. Klasse. Leben und Lehre Jesu auf Grund eines der drei ersten Evangelien und mit Beziehung von Abschnitten aus den übrigen.

9. Klasse. Die Wirksamkeit der Apostel, insbesondere des Paulus auf Grund von Abschnitten aus der Apostelgeschichte und der neutestamentlichen Briefe. Dazu einige lebensvolle Bilder aus der Reformationszeit.

Daneben in allen drei Klassen kurze Besprechung und Einprägung einer mässigen Anzahl von Bibelsprüchen und Liedern des Kirchengesangbuches.

II. Sprachunterricht.

Alltagsschule.

Elementarschule.

I. Klasse.

A. Anschauungs-, Denk- und Sprechübungen.

a. Beschreibender Anschauungsunterricht. Anschauung und Betrachtung von Gegenständen aus der Schultube, dem Wohnhause, der Umgebung etc., welche den Kindern entweder bekannt sind oder ihnen in der Wirklichkeit oder in guten Abbildungen vorgewiesen werden können. Angabe ihrer Tätigkeiten, ihrer Eigenschaften und ihrer Art.

b. Erzählender Anschauungsunterricht. Einfache Erzählungen, Gedichte, Rätsel u. s. w. in engem Anschluss an den beschreibenden Anschauungsunterricht. Auswendiglernen kleiner Gedichte.

c. Formelle Satzübungen. Bilden von einfachen Sätzen über die Tätigkeiten, Eigenschaften und die Art der im beschreibenden Anschauungsunterricht besprochenen Gegenstände unter allmäliger Einführung in die Schriftsprache und den richtigen Gebrauch der Einzahl- und Mehrzahlform.

B. Lesen und Schreiben.

a. Vorübungen zum Lesen. Übung des Gehörs und der Sprachorgane durch sorgfältige Lautirübungen; Zerlegen zwei- und mehrlautiger Silben und zwei- bis mehrsilbiger Wörter, sowie Verbindung der Laute zu Silben und dieser zu Wörtern.

b. Vorübungen zum Schreiben. Übung der Hand und des Auges durch Zusammenstellen von Punkten in verschiedenen Lagen; Ziehen von geraden und krummen Linien in allen Richtungen zuerst einzeln, dann in mannigfachen Verbindungen.

c. Schreibleseunterricht. Bezeichnung der Selbstlaute (Buchstaben in Antiqua), ebenso der Mitlaute, und zwar nach ihrer Schreibschwierigkeit ge-

ordnet. Anlautende oder auslautende Verbindung der Mitlaute mit den Selbstlauten zuerst in zwei-, nachher in mehrlautigen Silben. Beständige Wiederbelautung der selbst gemachten oder vom Lehrer vorgelegten Zeichen als erste Einübung des Lesens der Schreibschrift. — In der zweiten Hälfte des Schuljahrs Übung des grossen Alphabets und gegen Ende des Schuljahrs Benutzung des Inhalts der Denk- und Sprechübungen zur fortgesetzten Übung im Lesen und Schreiben der vorgekommenen Wörter.

2. Klasse.

A. Anschauungs-, Denk- und Sprechübungen.

a. Beschreibender Anschauungsunterricht. Anschauung, Benennung und Beschreibung weiterer Gegenstände mit besonderer Berücksichtigung der Natur; Unterscheidung ihrer Teile, Tätigkeiten, Eigenschaften; kurze mündliche Vergleichen von verwandten Gegenständen; einfache Beschreibungen von Sachen, Tieren und Pflanzen.

b. Erzählender Anschauungsunterricht. Einfache Erzählungen, Gedichte etc. wie in der 1. Klasse. Auswendiglernen von Gedichten.

c. Formelle Satzübungen. Im Anschluss an den Anschauungsunterricht allmähliche Erweiterung des einfachen Satzes bis zur Einübung sämtlicher Satzglieder: Ergänzung im 4., 3. und 2. Fall, Zuschreibung, Bestimmung. Fallformen des Hauptwortes, einfache Zeitformen des Zeitwortes und Steigerung des Beiwortes.

B. Lesen und Schreiben.

Fortgesetzte Übungen im Lautiren, Sillabiren und Buchstabiren. Einführung der Druckschrift. Lesen und Abschreiben von gedruckten Buchstaben, Silben und Wörtern. Lesen und Schreiben der im Anschauungsunterricht vorgekommenen Sätze und Übergang zu kurzen Beschreibungen und einfachen Erzählungen. Schriftliche Übungen: Abschreiben, Schreiben nach Diktat, schriftliche Beantwortung von Aufgaben.

3. Klasse.

A. Anschauungs-, Denk- und Sprechübungen.

a. Beschreibender Anschauungsunterricht. Anschauung, Benennung und Beschreibung weiterer Gegenstände aus der Umgebung des Kindes. Vergleichen.

b. Erzählender Anschauungsunterricht. Behandlung von Erzählungen, Gedichten etc. wie in den vorhergehenden Klassen. Auswendiglernen von Gedichten.

c. Formelle Satzübungen. Benutzung des im Anschauungsunterricht behandelten Stoffes zur mündlichen Einübung weiterer bestimmter Sprachformen, namentlich der einfachen des zusammengesetzten Satzes.

B. Lesen und Schreiben.

Wiederholte Übungen im Lautiren, Sillabiren und Buchstabiren.

Lesen, Besprechen und Abschreiben der verschiedenen Sätze; Bilden eigener solcher Sätze, zuerst mündlich, dann schriftlich. Lesen und Schreiben der behandelten Beschreibungen und Erzählungen. Übungen im Übersetzen aus dem Dialekt ins Schriftdeutsche; Diktate; schriftliche Beschreibungen und Erzählungen nach Dispositionen, Fragen und Merkwörtern.

Realschule

4. Klasse.

A. Lesen und Erklären.

Lesen der für dieses Schuljahr bestimmten realistischen Belehrungen aus den Gebieten der Geographie und Naturkunde, sowie der übrigen Stücke des Lesebuches. Auswendiglernen und Vortragen von Gedichten.

B. Sprachlehre.

Der einfache Satz. Behandlung der einzelnen Wortarten, durch welche die Satzglieder desselben gewöhnlich ausgedrückt werden.

C. Schriftlicher Ausdruck.

Benutzung der realistischen und spezifisch-sprachlichen Lesestücke zur schriftlichen Beantwortung von Fragen, zu Reproduktionen und formellen Umbildungen. Diktate, Übersetzen aus dem Dialekt ins Schriftdeutsche. Kleinere Beschreibungen und Erzählungen nach vorheriger Besprechung oder nach Vorerzählung. Vielfache orthographische Übungen.

5. Klasse.

A. Lesen und Erklären.

Wie in der vorigen Klasse Lesen der für dieses Schuljahr bestimmten realistischen Belehrungen aus den Gebieten der Geographie, der Geschichte und der Naturkunde, sowie der übrigen Stücke des Lesebuches. Memoriren und Vortragen von Gedichten und schönen prosaischen Stücken beschränktem Umfangs.

B. Sprachlehre.

Erweiterung des einfachen Satzes durch Einführung des Objekts und im Anschluss daran Deklination und Konjugation. Wiederholung der früher behandelten Wortarten und Unterscheidung von Artikel, Hilfszeitwort und Vorwort. Wortbildung durch Zusammensetzung.

C. Schriftlicher Ausdruck.

Beantwortung von Fragen, die sich auf behandelte realistische Stoffe beziehen; Reproduktion, Umbildung und relativ selbständige Nachbildung solcher. Diktate; Übersetzen aus dem Dialekt ins Schriftdeutsche. Anfertigung einfacher Beschreibungen und Erzählungen aus dem realistischen Stoffe und unter Verwertung der übrigen Stücke des Lesebuches. Benutzung der Vorkommnisse des täglichen Lebens zu kurzen Tagesberichten etc. Orthographische Übungen.

6. Klasse.

A. Lesen und Erklären.

Wie in der 4. und 5. Klasse Lesen und Erklären der für dieses Schuljahr bestimmten realistischen Belehrungen, sowie der Lesestücke, Memoriren und Vortragen einer kleinern Zahl prosaischer und poetischer Stücke.

B. Sprachlehre.

Erweiterung des Satzes durch Zuschreibung und Bestimmungen; Kenntnis der Neben- oder Umstandswörter; Adverbien; Behandlung der Aussagearten. Unterscheidung der einfachen und zusammengesetzten Sätze mit Weglassung aller speziellen Erörterungen. Zusammenhängende grammatikalische Zergliederung von Lesestücken. Wortbildung durch Ableitung.

C. Schriftlicher Ausdruck.

Formelle Umbildung von Lesestücken; Beschreibungen und Erzählungen realistischen Inhalts und Aufsatzübungen im Anschluss an die Lesebuchstoffe; Vergleichen. Abfassung von Briefen mit besonderer Berücksichtigung eigener Erlebnisse der Kinder. Orthographische Übungen.

Ergänzungsschule.

7. Klasse. Lesen und Erklären prosaischer und poetischer Lesestücke aus dem Lesebuch. Benutzung dieser Stoffe zu Aufsatzübungen, als Umbildungen, Nachbildungen etc. Briefe. Memoriren und Vortragen einer kleinern Zahl prosaischer und poetischer Stücke.

8. Klasse. Wie oben. Anleitung zur Abfassung von einfachen Geschäftsbriefen. Memoriren und Vortragen.

9. Klasse. Wie in der 7. und 8. Klasse. Behandlung des Dramas „Wilhelm Tell“. Einfache Geschäftsaufsätze und Rechnungsführung. Memoriren und Vortragen von Gedichten, besonders auch von Stellen aus dem behandelten Drama.

III. Rechnen und Geometrie.

Alltagsschule.

1. Klasse. Veranschaulichung der Zahlbegriffe von 1—10 durch Zusammenzählen und Wegnehmen wirklicher Gegenstände und Darstellung derselben durch Punkte, Striche etc. Zu- und Wegzählen der Grundzahlen 1—5 und vielfache Übungen im Zerlegen der Grundzahlen. Überschreiten des ersten Zehners und allmähliche Erweiterung des Zahlenraums bis höchstens 50. Zu- und Wegzählen der Grundzahlen 1—5 innerhalb dieses Zahlenraumes, Einführung der Ziffern und damit verbundene Wiederholung der Übungen.

2. Klasse. Erweiterung des Zahlenraumes bis 100 und Zu-, Wegzählen und Zerlegen in diesem Umfange. Übergang zum Vervielfachen und Entvielfachen durch Veranschaulichung des mehrfachen Zu- und Wegzählens derselben Grundzahlen. Anwendung des Gelernten in einfachen, angewandten Aufgaben.

3. Klasse. Erweiterung des Zahlenraums bis 1000. Zu- und Wegzählen 1-, 2- und 3stelliger Zahlen. Einüben des Einmaleins, Multiplikation und Division 2- und 3stelliger Zahlen mit Grundzahlen mündlich und schriftlich, aber auch das letztere nur im Sinne des Kopfrechnens. Einfache angewandte Aufgaben.

4. Klasse. Erweiterung des Zahlenraumes bis 10,000 unter Einführung in das dekadische Zahlensystem durch Veranschaulichung. Zu- und Wegzählen mehrstelliger, auch einfach und zweifach benannter Zahlen, soweit letztere im dekadischen Zahlensystem liegen, mit Herbeiziehung der üblichsten Längen-, Hohlmasse und Gewichte. Multiplikation und Division einfach benannter mit zweistelligen Zahlen. Angewandte, so viel wie möglich den realen Verhältnissen des Lebens und den realistischen Fächern entnommene Aufgaben, geordnet zunächst nach Operationen, bald aber übergehend zur Vermischung von Additions- mit Subtraktions- und Multiplikations- mit Divisionssätzen. Vielfache Übungen im Kopfrechnen, wobei die betreffenden Beispiele jeweilen einzureihen sind in die einfachen und angewandten Aufgaben fürs schriftliche Rechnen und diesen voranzugehen haben.

5. Klasse. I. Erweiterung des Zahlenraums bis 100,000. Anwendung der vier Spezies innerhalb desselben, auch Multiplikation und Division zweifach benannter Zahlen. Erklärung der Bruchform und Zu- und Wegzählen gleichnamiger Brüche und Vervielfachen und Entvielfachen von Brüchen durch ganze Zahlen mit blosser Veränderung des Zählers. Angewandte Aufgaben, ausgewählt und geordnet wie in der 4. Klasse. Einfache Dreisätze. Übungen im Kopfrechnen wie in der 4. Klasse.

II. Ableitung der geometrischen Grundbegriffe. Unterscheidung der verschiedenen Arten der Winkel, Nebenwinkel und Scheitelwinkel. Bildung des Dreiecks und Arten desselben. Manigfache Übungen durch Zeichnen.

6. Klasse. I. Multiplikation und Division von Brüchen mit ganzen Zahlen, Gleichnamigmachen von Brüchen und Addition und Subtraktion ungleichnamiger Brüche, alles in einfachen Beispielen. Einführung in die Schreibweise der Dezimalbrüche; Addition und Subtraktion von Dezimalbrüchen und Multiplikation und Division solcher mit ganzen Zahlen. Angewandte Aufgaben wie bei Klasse 4 und 5 und unter Beschränkung auf den Gebrauch zweifach benannter Zahlen. Kopfrechnen wie oben.

II. Winkelsumme des Dreiecks. Bildung des Vierecks und Arten desselben. Flächenmasse. Ausmessung und Berechnung von Quadrat und Rechteck.

Ergänzungsschule.

7. Klasse. I. Wiederholung der Operationen mit ganzen, nun auch mit mehrfach benannten Zahlen. Fortsetzung des Rechnens mit gewöhnlichen und Dezimalbrüchen; Multiplikation und Division mit letztern. Angewandte Aufgaben mit Berücksichtigung der realistischen Fächer und der Verhältnisse des praktischen Lebens, geordnet wie in der Alltagsschule. Vielfache Übungen im Kopfrechnen.

II. Bildung regelmässiger und unregelmässiger Vielecke. Ausmessung und Berechnung von Drei-, Vier- und Vielecken. Konstruktionsaufgaben.

8. Klasse. I. Weiteres Rechnen mit Dezimal- und gewöhnlichen Brüchen; Multiplikation und Division ganzer Zahlen mit gewöhnlichen Brüchen. Praktische Aufgabe wie in der 7. Klasse. Kopfrechnen.

II. Der Kreis. Berechnung der Kreislinie, Kreisfläche und der Oberfläche von Körpern. Konstruktionsübungen.

9. Klasse. I. Fortsetzung wie in der 8. Klasse. Anleitung zur bürgerlichen Rechnungsführung.

II. Körpermasse, Ausmessung und Berechnung von Körpern.

IV. Realistische Belehrungen.

Alltagsschule.

Realschule.

4. Klasse. Aus dem Gebiete der Geographie und Naturkunde: Belehrungen über den Wohnort (Heimatkunde). Im Anschluss hieran Einführung ins Kartenverständnis.

5. Klasse. Aus dem Gebiete der Geographie: Gedrängte Betrachtung des Kantons Zürich und Übergang zur allgemeinen Geographie der Schweiz.

Aus dem Gebiete der Geschichte: Zwanzig ausgewählte Bilder aus der Landesgeschichte unter besonderer Berücksichtigung der Entstehung der schweizerischen Eidgenossenschaft und der ersten Freiheitskämpfe.

Aus dem Gebiete der Naturkunde: Anschauung und Besprechung von zirka zwanzig Naturgegenständen in möglichstem Anschluss an den Unterricht in der Geographie.

6. Klasse. Aus dem Gebiete der Geographie: Fortsetzung der Geographie der Schweiz und Übergang zur Geographie der angrenzenden Länder.

Aus dem Gebiete der Geschichte: Zwanzig weitere chronologisch geordnete Bilder aus der Schweizergeschichte.

Aus dem Gebiete der Naturkunde: Fortsetzung des naturkundlichen Unterrichts wie in der 5. Klasse.

Ergänzungsschule.

7. Klasse. 1. Geographie. Europa und das wichtigste über die übrigen Erdteile in gedrängter Kürze.

2. Geschichte. Neuere Schweizergeschichte mit Beziehung von Bildern aus der allgemeinen Geschichte, soweit solche zum bessern Verständnis der vaterländischen notwendig sind.

8. Klasse. 1. Geographie. Betrachtung der Schweiz nach physikalischen und Bevölkerungsverhältnissen. Betrachtung der Erde als Weltkörper.

2. Naturkunde. Belehrungen über die wichtigsten Lebenserscheinungen der Pflanzen. Behandlung der praktisch wertvollsten physikalischen Erscheinungen, so viel als möglich mit Versuchen. Einige chemische Verhältnisse mit Berücksichtigung ihrer Bedeutung fürs Leben und die Gesundheitslehre.

9. Klasse. 1. Geschichte. Weiterführung der Schweizergeschichte bis zur Gegenwart; im übrigen wie bei Klasse 7.

2. Naturkunde. Belehrungen über den menschlichen Körper und Gesundheitslehre.

V. Unterricht in Kunstfächern.

a. Gesangunterricht.

Alltagsschule.

2. Klasse. Singen nach dem Gehör im Umfang von fünf Tönen. Rhythmische Übungen im Zweitakt. Einige Liedchen.

3. Klasse. Gehörübung im Umfang von acht Tönen; rhythmische Übungen im $\frac{2}{4}$, $\frac{3}{4}$ und $\frac{4}{4}$ Takt. Bezeichnung der Noten auf dem fünflinigen Notensystem. Einige Liedchen.

4. Klasse. Weitere Gehör- und Leseübungen im Umfang der ganzen Tonleiter. Erweiterung des Tonumfangs nach unten bis klein h, nach oben bis d. Rhythmische Übungen im $\frac{2}{4}$, $\frac{3}{4}$ und $\frac{4}{4}$ Takt. Stimmbildungsübungen. Anwendung des Gelernten im Singen einstimmiger Lieder.

5. Klasse. Gehör- und Leseübungen. Rhythmische Übungen im $\frac{6}{8}$ Takte. Vorübungen für den zweistimmigen Gesang und Einführung desselben, Stimmbildungsübungen. Singen ein- und zweistimmiger Lieder.

6. Klasse. Gehör- und Leseübungen. Kenntnis der wichtigsten Dur-Tonarten bis $4\sharp$ und $4\flat$. Übung der einfachsten zufälligen Töne. Stimmbildungsübungen. Lieder.

Singschule.

Einübung ein-, zwei- und dreistimmiger Choräle und ebensolcher Figuralgesänge, wobei besonders auf das Auswendigsingen einzelner Lieder gehalten werden soll.

b. Zeichnungsunterricht.

Alltagsschule.

4. Klasse. Zeichnen von geraden Linien in verschiedenen Richtungen; Verbindung derselben zu geradlinigen Figuren, wobei ausser rein geometrischen auch reale Formen zu berücksichtigen sind. Zeichnen nach Flachmodellen und Wandtabellen.

5. Klasse. Teilen gerader Linien in verschiedener Richtung in 2, 3 und mehr Stücke. Verbindung gerader Linien zu Figuren, namentlich in vergrössertem und verkleinertem Masstab und mit Herbeiziehung auch realer Formen. Zeichnen nach Flachmodellen, einfachen Gipsmodellen und Wandtabellen.

6. Klasse. Zeichnen gerad- und krummliniger Figuren mit Verwendung auch realer Formen. Schwierigere Gipsmodelle und Wandtabellen.

c. Schreibunterricht.

Alltagsschule.

1. und 2. Klasse: Siehe Seite 22 und 23.

3. Klasse. Genaue Einübung der Formen der kleinen Buchstaben in Antiqua.

4. Klasse. Grosse Buchstaben der Antiqua und Einführung in die deutsche Schrift.

5. Klasse. Weitere Übungen in der Antiqua und in der deutschen Schrift.

6. Klasse. Fortgesetzte Übungen in der Antiqua und in der deutschen Schrift behufs Erreichung gleicher Fertigkeit in beiden Schriften.

Ergänzungsschule.

Repetition der Formen beider Schriftarten bei Ausführung der schriftlichen Arbeiten; eventuell auch Veranstaltung besonderer Schönschreibübungen.

VI. Leibesübungen.**Alltagsschule.**

1.—3. Klasse. Die einfachsten Ordnungs- und Freiübungen aus dem Lehrplan für den militärischen Vorunterricht. Spiele.

4.—6. Klasse. Ordnungs- und Freiübungen nach obgenanntem Lehrplan.

Mit den Knaben: Übungen im Hoch- und Weitspringen.

Mit den Mädchen: Übungen mit dem kurzen und dem langen Schwungseil.

Empfohlen für alle: Übungen an der horizontalen Leiter.

B. Verteilung der Unterrichtsstunden.

(Mit Einschluss der Leibesübungen.)

	Alltagsschule			Ergänzungsschule
	1. Klasse	2.—3. Klasse	4.—6. Klasse	7.—9. Klasse
Religion	2	2	2	1
Sprache	8—10	9—10	6—8	3
Rechnen und Geometrie ¹⁾	6—8	6—7	6—7	2—3
Realien	—	—	4	1—2
Singen	—	1—2	2	—
Zeichnen	—	—	2	—
Schreiben	1	1	2	—
Turnen	1	2	2	—
	18—22	21—24	26—29	8

¹⁾ Geometrie von der 5. Klasse an.

C. Bemerkungen.

1. Einschlagende Bestimmungen des Unterrichtsgesetzes vom 23. Christmonat 1859:

§ 62. Die Zahl der wöchentlichen Unterrichtsstunden soll für die Alltagschüler der untersten Klasse wenigstens 18 und höchstens 20, für die der zweiten und dritten Klasse wenigstens 21 und höchstens 24, für die der drei obern Klassen wenigstens 24 und höchstens 27 und für die Ergänzungsschüler ausser der Singschule 8 Stunden betragen, welche letztere auf zwei Vormittage zu verlegen sind.

(Hiebei sind die Leibesübungen nicht mitgerechnet.)

§ 67. Nach dem allgemeinen Unterrichtsplane wird für jede Schule durch die Gemeindschulpflege unter Zuzug der betreffenden Lehrer und unter Genehmigung der Bezirksschulpflege ein Lektionsplan abgefasst, in welchem genau anzugeben ist, in welcher Ordnung an jedem Tag und in jeder Schulstunde Lehrer und Schüler betätigt werden sollen.

2. Für den Unterricht in der Religion kann mit Genehmigung der Gemeindschulpflege auch eine Zusammenziehung von zwei oder drei Klassen je innerhalb der Elementar-, der Real- und der Ergänzungsschule für diesen Unterricht angeordnet werden, namentlich wo in ungeteilten Schulen oder Schulabteilungen nur eine verhältnismässig kurze Zeit für die direkte Lektion an die einzelnen Klassen entfallen würde. Jedoch soll stets innerhalb der einer dieser Schulabteilungen zugewiesenen Zeit von drei Jahren für jede Klasse der ganze Lehrstoff zur Behandlung kommen.

Zürich, den 27. April 1892.

Namens des Erziehungsrates,

Der Erziehungsdirektor: Dr. J. Stössel.

Der Direktionssekretär: C. Grob.

8. 2. Lehrplan der Sekundarschule des Kantons Zürich. (Vom 27. April 1892.)

A. Bezeichnung des Unterrichtsstoffes.

Religion.

1. Klasse. Biblische Geschichte des Alten Testaments als Vorbereitung auf Jesus Christus mit Hervorhebung der geschichtlich und religiös bedeutendsten Abschnitte der alttestamentlichen Bücher.

2. Klasse. Leben und Lehre Jesu auf Grund eines der drei ersten Evangelien und mit Beiziehung von Abschnitten aus den übrigen.

3. Klasse. Die Wirksamkeit der Apostel, insbesondere des Paulus auf Grund von Abschnitten der Apostelgeschichte und der neutestamentlichen Briefe.

Dazu Hauptzüge aus der christlichen Kirche in lebensvollen Bildern mit Hervorhebung der Reformation.

Daneben in allen drei Klassen Besprechung und Einprägung einer mässigen Anzahl von Bibelsprüchen und Liedern des Kirchengesangbuches.

Deutsche Sprache.

1. Klasse. *a. Lesen.* Lesen und Besprechen prosaischer und poetischer Musterstücke. Vortrag von auswendig gelernten Gedichten und prosaischen Lesestücken.

b. Stilistische Übungen. Mündliche und schriftliche Wiedergabe einfacher Erzählungen und Beschreibungen; Umbildung und Nachbildung von Lesestücken; Übungen im Aufsuchen und Anfertigen von Dispositionen; Abfassung von Briefen. Orthographische Übungen.

c. Grammatik. Der einfache Satz und die dabei vorkommenden Wortarten und Biegungsformen.

2. Klasse. *a. Lesen.* Lesen und Besprechen prosaischer und poetischer Musterstücke. Vortragsübungen.

b. Stilistische Übungen. Fortgesetzte Übungen im mündlichen und schriftlichen Ausdruck wie in der ersten Klasse, jedoch mit gesteigerten Anforderungen an die Selbständigkeit der Schüler. Einfache Geschäftsaufsätze.

c. Grammatik. Der zusammengesetzte Satz und die dabei vorkommenden Wortarten und Biegungsformen.

3. Klasse. *a. Lesen.* Lesen und Besprechen prosaischer und poetischer Musterstücke, namentlich auch einer Dichtung von grösserm Umfang. Belehrungen über die wichtigsten prosaischen und poetischen Darstellungsformen und kurze Mitteilungen über einige der bedeutendsten Dichter.

b. Stilistische Übungen. Fortgesetzte Übungen im mündlichen und schriftlichen Ausdruck bis zur selbständigen Bearbeitung von Stoffen aus dem Erfahrungskreis der Schüler. Briefe und Geschäftsaufsätze.

c. Grammatik. Ergänzung und Zusammenfassung der Wort- und Satzlehre.

Französische Sprache.

1. Klasse. Die eigentümlichen Lautverhältnisse und die Rechtschreibung der französischen Sprache. Einführung in den französischen Sprachstoff im Anschauungskreis der Schüler. Lesen, Besprechen und Schreiben von französischen Übungsstücken. Die Deklination und Konjugation, letztere im Umfang der Indikativformen der regelmässigen Verben.

2. Klasse. Lesen, Besprechen und Schreiben französischer Musterstücke mit besonderer Rücksichtnahme auf die Umgangssprache. Weiterführung der Lehre von den Biegungsformen bis zur vollständigen Konjugation der gebräuchlichen Verben.

3. Klasse. Lesen und Besprechen grösserer Musterstücke. Anfertigung von Übersetzungen, leichten Aufsätzen und Briefen allgemeinen und geschäft-

lichen Inhalts. Wiederholung und Erweiterung der Formenlehre, sowie das wichtigste aus der Satzlehre.

Rechnen.

1. Klasse. Wiederholung der vier Grundoperationen mit ganzen Zahlen unter Berücksichtigung wichtiger Rechnungsvorteile. Lehre von den gewöhnlichen und Dezimalbrüchen. Lösung einfacher Rechnungsaufgaben aus dem bürgerlichen Leben. Vielfache Übungen im Kopfrechnen.

2. Klasse. Abschluss der Bruchlehre. Verhältnisse und Proportionen. Die zweite Potenz und die zweite Wurzel. Fortgesetzte Übungen in den bürgerlichen Rechnungen. Anleitung zur Rechnungsführung. Vielfache Übungen im Kopfrechnen.

3. Klasse. Die dritte Potenz und die dritte Wurzel. Elemente der Algebra bis zu den Gleichungen ersten Grades mit einer Unbekannten. Fortgesetzte Übung mit den bürgerlichen Rechnungen. Abschluss der Rechnungsführung. Kopfrechnen.

Geometrie.

1. Klasse. Die Gerade. Die Kreislinie. Die Kongruenz der Dreiecke. Vielfache Übungen im Messen und Konstruieren.

2. Klasse. Abschluss der Lehre von den ebenen Figuren. Vielfache Übungen im Messen, Berechnen und Konstruieren.

3. Klasse. Elemente der Stereometrie. Berechnung von Körpern und Darstellung derselben aus den Netzen.

Geographie.

1. Klasse. Einführung in das Verständnis der Landkarten. Geographie von Europa und der übrigen Erdteile.

2. Klasse. Wiederaufnahme des Unterrichts in der Schweizergeographie.

3. Klasse. Eingehendere Betrachtung besonders wichtiger Ländergebiete. Übungen im Kartenlesen. Grundzüge der mathematischen und physikalischen Geographie.

Geschichte.

1. und 2. Klasse. Bilder aus der vaterländischen und der allgemeinen Geschichte.

3. Klasse. Zusammenhängende Geschichte der Schweiz im 18. und 19. Jahrhundert mit den notwendigen Ergänzungen aus der allgemeinen Geschichte.

Naturkunde.

1. Klasse. Beschreibung wichtiger Pflanzen und Tiere.

2. Klasse. Physik und Chemie in ihrer Bedeutung für das tägliche Leben.

3. Klasse. Weiterführung der Physik und Chemie. Der innere Bau der Organismen und die Lebensverrichtungen in denselben. Gesundheitslehre.

Singen.

1., 2. und 3. Klasse. Stimmbildungs-, Treff- und Notirübungen. Die Notenschrift.

Einübung von Liedern zur Erzielung eines schönen Vortrages. Auswendiglernen leichter Lieder.

Freihandzeichnen.

1. Klasse. Zeichnen von Umrissen nach Vorzeichnung an der Wandtafel, nach Klassenvorlagen und Modellen.

2. Klasse. Zeichnen nach Modellen und Klassenvorlagen unter Anwendung von Bleistift, Kreide und Farben. Zeichnen nach einfachen Gegenständen.

3. Klasse. Einführung in die Gesetze der Perspektive; Zeichnen geometrischer Körper und anderer Gegenstände möglichst nach der Natur unter Rücksichtnahme auf besondere individuelle Anlagen.

Geometrisch-technisches Zeichnen.

1. Klasse. Übungen in der Handhabung der notwendigen Werkzeuge. Geometrische Konstruktionen und Ansichtsskizzen nach wirklichen Gegenständen.

2. Klasse. Skizziren und Planzeichnen. Zeichnen geometrischer Körper und leichter Projektionsskizzen nach wirklichen Gegenständen.

3. Klasse. Zeichnen von Plänen. Übungen im Laviren. Darstellung von wirklichen Gegenständen in Grundriss, Aufriss und Schnitten.

Schönschreiben.

1. Klasse. Deutsche und französische Kurrentschrift, Ziffern.

2. Klasse. Deutsche und französische Kurrentschrift, Rundschrift.

3. Klasse. Fortsetzung der Übungen der beiden ersten Klassen und Versuche in einfachen Titelschriften.

Turnen.

1., 2. und 3. Klasse. Wiederholung und Weiterführung der Ordnungsübungen der Alltagsschule, ebenso weitere Ausbildung der Freiübungen der Alltagsschule, namentlich auch zur Erzielung einer möglichst ausdauernden und schönen Darstellung derselben. Gerätübungen. Spiele.

B. Verteilung der Unterrichtsstunden.

Fächer	Zahl der wöchentl. Stunden
Religion	2
Deutsche Sprache	5—7
Französische Sprache	5—7
Arithmetik	4
Geometrie und geometrisch-technisches Zeichnen	3—4
Geographie	2
Geschichte	2
Naturkunde	2—3
Singen	2
Freihandzeichnen	2
Schönschreiben	2
Turnen	2—3
	33—40

C. Bemerkungen.

1. Einschlagende Bestimmungen des Unterrichtsgesetzes vom 23. Christmonat 1859:

§ 107. Der Unterricht in andern, alten oder neuen Sprachen, kann mit Bewilligung des Erziehungsrates, dem zugleich der Lektionsplan vorzulegen ist, mit der Sekundarschule in Verbindung gesetzt werden, jedoch ist der Besuch solcher Unterrichtsfächer nicht obligatorisch.

§ 108. Ein Lehrer kann nicht zu mehr als 33 wöchentlichen Unterrichtsstunden (Leibesübungen nicht gerechnet) angehalten werden.

§ 109. (Schluss-Satz.) Die Sekundarschulpflegen entwerfen unter Zuzug der betreffenden Lehrer und unter Genehmigung der Bezirksschulpflegen (mit Vorbehalt der Bestimmungen des § 107) die Lektionspläne für ihre Schulen.

2. In keiner Sekundarschule dürfen dem einzelnen Schüler mehr als 36 Unterrichtsstunden (Leibesübungen inbegriffen) zugemutet werden.

3. In der Regel soll aller Unterricht klassenweise erteilt werden. Beim Unterricht in der Religion, in den Realien und bei der Einübung von Liedern im Gesangunterricht ist in ungeteilten Schulen gestattet, zwei oder alle drei Klassen zusammen zu ziehen. In diesem Falle ist jeweilen in einem Schuljahr der für eine Klasse vorgeschriebene Unterrichtsstoff zu behandeln. Im nächsten Jahre folgt der für eine andere Klasse angegebene Stoff u. s. w., so dass mit denjenigen Schülern, welche die Sekundarschule drei Jahre lang besuchen, der ganze Lehrplan durchgearbeitet wird.

Zürich, den 27. April 1892.

Namens des Erziehungsrates,

Der Direktor des Erziehungswesens: Dr. J. Stössel.

Der Sekretär: C. Grob.

9. 3. Verordnung betreffend Staatsbeiträge für das Volksschulwesen im Kanton Zürich. (Vom 25. Februar 1892.) (§§ 97, 98, 243 L. 3, 307, 308, 313—314 des Gesetzes über das gesamte Unterrichtswesen vom 23. Dezember 1859, Gesetz betr. Staatsbeiträge an Schulhausbauten vom 27. März 1881, Gesetz betr. die Besoldungen der Volksschullehrer vom 22. Christmonat 1872.)

§ 1. Als Grundlage der Berechnung für die Staatsbeiträge an das Volksschulwesen innerhalb der Schranken der vom Kantonsrat bewilligten Kredite (Lehrerbesoldungen, Schulhausbauten, Lehrmittel und Schreibmaterialien, Kassadefizite und Fondsäufnungen, Sekundarschülerstipendien, Fremdsprachen an Sekundarschulen, Fortbildungsschulen) dient der laut offizieller Statistik der Gemeindefinanzen für die Angehörigen der Gemeinde oder des Kreises in Betracht fallende durchschnittliche Gesamtsteuerfuss der letzten fünf Jahre (Armengemeinde und Kirchgemeinde inbegriffen.)

1. Staatsbeiträge an die Lehrerbesoldungen.

1. Gesetzliche Barbesoldung.

§ 2. Die vom Staate allein zu tragende Hälfte der Barbesoldung der Primarlehrer und der Betrag von Fr. 1200 an jeden Sekundarlehrer werden nebst den Alterszulagen den Lehrern vierteljährlich ausbezahlt.

§ 3. Die Bezirksschulpflegen haben gemäss § 1 Absatz 2 des Gesetzes betreffend die Lehrerbesoldungen für diejenigen Gemeinden und Kreise, welche statt der Naturalleistung eine Barvergütung festsetzen, jeweilen nach erfolgter Integralerneuerung der Bezirksbehörden die Höhe derselben zu bestimmen und die diesfälligen Beschlüsse der Erziehungsdirektion sofort zur Kenntnis zu bringen. Allfällige Rekurse werden vom Erziehungsrat erledigt.

§ 4. Für die Berechnung der vom Staat an jede vom Erziehungsrat genehmigte Lehrstelle der Schulkasse zu leistenden Beiträge werden in Ausführung von § 1 Absatz 4 des Gesetzes betreffend die Besoldungen der Volksschullehrer vom 22. Christmonat 1872 nachfolgende 10 Klassen aufgestellt:

Klasse	Gesamtsteuerfuss ‰ Durchschnitt in den letzten 5 Jahren	Staatsbeitrag per Lehrstelle Fr.
I	0 — 2	100
II	2,1—3,5	150
III	3,6—5	200
IV	5,1—6,5	250
V	6,6—7,5	300
VI	7,6—8,5	350
VII	8,6—9	400
VIII	9,1—9,5	450
IX	9,6—10	500
X	über 10	550—590

§ 5. Die Gemeinden und Kreise haben den von ihnen zu tragenden Anteil an der Besoldung, sowie allfällige Entschädigung für Naturalleistungen den Lehrern in vierteljährlichen Raten im März, Juni, September und Dezember auszurichten.

2. Zulagen der Gemeinden.

§ 6. Wenn eine Gemeinde oder ein Kreis von sich aus die Lehrerbesoldung über den gesetzlichen Betrag hinaus erhöht, so beteiligt sich der Staat bis zum Besoldungsbetrag von Fr. 1500 für die Primar- und von Fr. 2000 für die Sekundarlehrer und zwar höchstens mit der Hälfte, mindestens mit $\frac{1}{10}$ (§ 1 Absatz 5 des Gesetzes betreffend die Besoldungen der Volksschullehrer).

§ 7. Zur Erwirkung eines Staatsbeitrages an die von den Gemeinden den Lehrern verabreichten freiwilligen Besoldungszulagen haben die Schulpflegen alljährlich in der statistischen Jahresberichterstattung die dem einzelnen Lehrer verabreichte Zulage (nicht inbegriffen allfällige Barentschädigung für Naturalleistungen) der Erziehungsdirektion zur Kenntnis zu bringen.

§ 8. An diese Besoldungserhöhung leistet der Staat, gestützt auf die vorstehende Klassifikation (§ 4) folgende Beiträge:

Klasse I—II 10 %, Kl. III 15 %, Kl. IV 20 %, Kl. V 25 %, Kl. VI 30 %, Kl. VII 35 %, Kl. VIII 40 %, Kl. IX 45 %, Kl. X 50 %.

3. Alterszulagen.

§ 9. Der Staat gewährt den Lehrern für das sechste bis zehnte Schuljahr Fr. 100, für das elfte bis fünfzehnte Fr. 200, für das sechzehnte bis zwanzigste Fr. 300 und für mehr als zwanzig Dienstjahre Fr. 400 jährliche Zulage.

Bei Berechnung dieser Alterszulagen zählen nur die an einer öffentlichen Schule des Kantons Zürich erfüllten Dienstjahre (§ 2 des Gesetzes betreffend die Besoldungen der Volksschullehrer vom 22. Christmonat 1872).

§ 10. Die Dienstjahre werden berechnet vom 1. Mai oder 1. November des Jahres an, in welchem ein Lehrer als Vikar oder als Verweser in den Schuldienst getreten ist. Unterbrechungen im einmal angetretenen Schuldienst werden nicht abgerechnet, wenn sie durch Mangel an zu besetzenden Schulstellen verursacht sind.

4. Vikariatszulagen.

§ 11. Die Entschädigung des Vikars ist Sache des betreffenden Lehrers und soll in der Regel monatlich ausbezahlt werden.

Gesuche um Verabreichung von Beiträgen (§ 307 des Unterrichtsgesetzes) sind jeweilen mit einem Gutachten der Schulpflege am Schluss des betreffenden Schulhalbjahres unter Angabe der Familien- und Vermögensverhältnisse an die Erziehungsdirektion einzureichen.

§ 12. Der Betrag der vom Staate geleisteten Entschädigung für Vikariatsaushilfe richtet sich nach der Zahl der Dienstjahre und den ökonomischen Verhältnissen des Lehrers.

Wenn ein Lehrer das 30. Dienstjahr zurückgelegt hat oder gestorben ist, so kann die Entschädigung im vollen Umfange der gesetzlichen Vikariatsbesoldung (Fr. 20, beziehungsweise Fr. 25 per Woche) vergütet werden.

Die Kosten der Vikariatsaushilfe während des militärischen Rekrutendienstes eines Lehrers werden vom Staate getragen.

5. Staatliche Besoldungszulagen.

§ 13. Um öfterm Lehrerwechsel vorzubeugen, kann die Besoldung der Lehrer an einzelnen abgelegenen Schulen aus Staatsmitteln bis auf Fr. 300 über den Normalansatz erhöht werden (§ 4 des Gesetzes betreffend die Besoldungen der Volksschullehrer vom 22. Christmonat 1872).

§ 14. Schulgemeinden, welche eine solche ausserordentliche Erhöhung der Lehrerbesoldungen wünschen, haben unter Darstellung der lokalen und ökonomischen

mischen Verhältnisse dem Regierungsrat ein bezügliches Gesuch einzureichen und eine Erklärung des Lehrers beizulegen, worin derselbe sich verpflichtet, mindestens drei Jahre an der Schule zu verbleiben. Bei allfälligem Lehrerwechsel ist das Gesuch der Gemeinde zu erneuern.

§ 15. Solche Staatszulagen können nur an definitiv angestellte Lehrer und Lehrerinnen verabreicht werden.

6. Nachgenuss.

§ 16. Nach dem Hinschiede eines Lehrers hat die Schulpflege einen vom Zivilstandsamt ausgefertigten Familienschein an die Erziehungsdirektion zu übermitteln, welche im Sinne von § 308 des Unterrichtsgesetzes die Nachgenussberechtigung feststellt.

§ 17. Vom Todestage an gerechnet fällt der Nachgenuss des ganzen Einkommens, beziehungsweise des Ruhegehaltes während eines halben Jahres den Hinterlassenen zu.

Der Staat bezahlt inzwischen den Verweser im Umfang der gesetzlichen Besoldung.

§ 18. Als nachgenussberechtigte Hinterlassene gelten in erster Linie die Witwe und in zweiter Linie die Kinder. Andern nahen Verwandten kann der Erziehungsrat auf Ansuchen hin den Nachgenuss gestatten, wenn sie mit dem Verstorbenen in ungetrennter Haushaltung gelebt haben oder von ihm unterstützt worden sind.

II. Staatsbeiträge an Schulhausbauten.

§ 19. Staatsbeiträge werden den Schulgemeinden erteilt:

- a. an die Erbauung und an Hauptreparaturen von Primar- und Sekundarschulhäusern;
- b. an die Errichtung von abgetrennten Lehrerwohnungen, Turnhäusern, Turnplätzen und Schulbrunnen.

§ 20. Der Erziehungsrat, nach Einholung eines Gutachtens der Bezirksschulpflege über die vorschriftsgemässe Ausführung der Baute, stellt hierüber Antrag an den Regierungsrat.

§ 21. Als Grundlage für die Ausmittlung der Bausumme dient die von der Gemeindeversammlung genehmigte Baurechnung. Es kommen jedoch von sämtlichen Kosten in Abzug:

- a. Ausgaben für Erwerbung von Land, soweit dasselbe nicht als Bau-, Turn- oder Spielplatz benutzt wird;
- b. Ausgaben für Erstellung von Räumlichkeiten, welche für andere Gemeindezwecke bestimmt sind;
- c. Ausgaben für Gratifikationen jeder Art und für Schulhauseinweihung;
- d. Ausgaben für luxuriöse architektonische Ausschmückung des Baues;
- e. der Wert (beziehungsweise Erlös) der alten Schullokalitäten mit Umgehung, soweit dieselben nicht weiter öffentlichen Schulzwecken dienen;
- f. Geschenke und Legate (nicht aber Ergebnisse freiwilliger Kollekten oder Steuern unter den Schulgenossen).

§ 22. Bei der Berechnung des Staatsbeitrages an Schulhausbauten werden nachfolgende Klassen aufgestellt:

Klasse	Gesamtsteuerfuss ‰ Durchschnitt in den letzten 5 Jahren	Staatsbeitrag in % der Bausumme
I	0 — 3	5
II	3,1 — 5	10
III	5,1 — 6,5	15
IV	6,6 — 8	20
V	8,1 — 9	25

Klasse	Gesamtsteuerfuss $\frac{0}{100}$ Durchschnitt in den letzten 5 Jahren	Staatsbeitrag in $\frac{0}{100}$ der Bausumme
VI	9,1—10	30
VII	10,1—11	35
VIII	11,1—12	40
IX	12,1—12,5	45
X	über 12,5	50

Zu den vorstehenden Prozentsätzen des Staatsbeitrages werden Zuschüsse gewährt, und zwar so oft mal 1 $\frac{0}{100}$, als halbe $\frac{0}{100}$ Steuerauflage mehr erforderlich wären behufs Tilgung der ganzen Bausumme in zehn gleichen Raten.

§ 23. Gesuche um Staatsbeiträge an Schulhausbauten sind jeweilen spätestens Ende Juli an die Erziehungsdirektion einzureichen, und es ist denselben eine Beschreibung des Baues mit Anführung aller in dem Schulhause enthaltenen Räume nebst genauen Angaben über allfällig für andere Zwecke bestimmte Lokalitäten beizufügen.

Die Beiträge werden ausgerichtet, sobald der Kantonsrat den Voranschlag des folgenden Jahres genehmigt hat.

Die Staatsbeiträge sind sofort im vollen Betrage zur Verminderung der Bauschuld zu verwenden.

III. Staatsbeiträge an die Unentgeltlichkeit der Lehrmittel und Schreibmaterialien.

§ 24. Diejenigen Schulgemeinden und Sekundarschulkreise, welche den sämtlichen Schulkindern die Lehrmittel, sowie die Schreib- und Zeichnungsmaterialien, beziehungsweise die erstern oder die letztern allein unentgeltlich verabreichen, erhalten an die bezüglichen Ausgaben einen Staatsbeitrag.

§ 25. Für die Berechnung der Staatsbeiträge an die ganze oder teilweise Unentgeltlichkeit der Lehrmittel und Schreibmaterialien werden entsprechend dem Gesamtsteuerfuss der betreffenden Gemeinden, beziehungsweise Kreise, nachfolgende zehn Klassen aufgestellt:

Klasse	Gesamtsteuerfuss $\frac{0}{100}$ Durchschnitt in den letzten 5 Jahren	Staatsbeitrag in $\frac{0}{100}$ der Ausgaben
I	0,0—2	10
II	2,1—3,5	15
III	3,6—5	20
IV	5,1—6,5	25
V	6,6—7,5	30
VI	7,6—8,5	35
VII	8,6—9	40
VIII	9,1—9,5	45
IX	9,6—10	50
X	über 10	60—75

§ 26. Um den Staatsbeitrag erhältlich zu machen, haben die Schulpflegen alljährlich nach einem bei der Erziehungskanzlei zu beziehenden Formular einen Rechnungsauszug unter genauer Angabe der Kosten der während des abgelaufenen Jahres in den verschiedenen Klassen gebrauchten Lehrmittel, Schreib- und Zeichnungsmaterialien an die Erziehungsdirektion zu übermitteln.

§ 27. Es wird nur an die Ausgaben für obligatorische oder vom Erziehungsrat zur Einführung empfohlene Lehrmittel ein Staatsbeitrag verabreicht.

IV. Staatsbeiträge an das Schulkassadefizit und an die Äufnung des Schulfonds.

§ 28. Diejenigen Gemeinden, welche zur Bestreitung ihrer Ausgaben eine Steuer von mindestens 8 $\frac{0}{100}$ nötig haben, erhalten Staatsbeiträge an das jährliche Schulkassadefizit, sowie an freiwillige Leistungen zur Äufnung ihrer Schulfonds.

§ 29. Bei Berechnung dieser Beiträge werden entsprechend dem Gesamtsteuerfuss nachfolgende fünf Klassen aufgestellt:

Klasse	Gesamtsteuerfuss ‰ Durchschnitt in den letzten 5 Jahren	Staatsbeiträge an das Defizit per Lehrstelle Fr.	‰ der Fonds- öffnung
I	8 — 9	50	50
II	9,1 — 10	100	60
III	10,1 — 10,5	150	70
IV	10,6 — 11	200	80
V	über 11	300	90

V. Stipendien an Sekundarschüler.

§ 30. An dürftige oder almosengenössige Sekundarschüler, welche sich durch Anlagen, Fleiss und gutes Betragen einer Unterstützung würdig zeigen, werden Staatsstipendien verabreicht, welche für den einzelnen von der Sekundarschulpflege empfohlenen Schüler in der I. und II. Kl. Fr. 20 und in der III. Kl. Fr. 30 betragen.

§ 31. Die Zusicherung eines Stipendiums wird an die Bedingung geknüpft, dass der betreffende Schüler bis zum Schlusse des Schuljahres in der Schule verbleibe, und dass auch aus der Schulkasse, sei es an Lehrmitteln, sei es an Geldbeträgen, eine entsprechende Unterstützung hinzugefügt werde.

§ 32. Das Stipendium an almosengenössige Schüler darf nicht in die Armenkasse fallen, sondern muss zur Anschaffung von Kleidern, insbesondere für den Winter, oder zu anderweitiger persönlicher Erleichterung des Schülers verwendet werden. Ebenso wenig kann das Stipendium später durch die Armenpflege von dem Unterstützten zurückverlangt werden.

VI. Staatsbeiträge für fakultativen Unterricht in Fremdsprachen an Sekundarschulen.

§ 33. Diejenigen Sekundarschulpflegen, welche ausser dem obligatorischen Unterricht im Französischen an ihren Schulen fakultativen Unterricht im Englischen, Italienischen, Lateinischen, Griechischen, oder in mehreren dieser Sprachen erteilen lassen, erhalten an die bezüglichen Ausgaben der Schulkasse einen Staatsbeitrag.

§ 34. Die Verabreichung eines Staatsbeitrages wird an folgende Bedingungen geknüpft:

- die Einführung dieses fakultativen Unterrichts ist unter Beilegung des Stundenplans dem Erziehungsrat zur Genehmigung zu unterbreiten (§ 107 des Unterrichtsgesetzes);
- es ist alljährlich an die Bezirksschulpflege über die Frequenz Bericht zu erstatten und von der letztern ein Gutachten über den Erfolg dieses Unterrichts an den Erziehungsrat beizufügen;
- das einzelne Fach muss mindestens drei Teilnehmer zählen.

§ 35. Bei Zumessung des Staatsbeitrages an fakultativen Unterricht in neuern Fremdsprachen fallen nur die Schüler der dritten Sekundarschulklasse in Betracht.

§ 36. Wenn die vorstehenden Bedingungen erfüllt sind, beträgt der Staatsbeitrag je nach der Frequenz und den Leistungen Fr. 30—50 pro wöchentliche Stunde im Schuljahr.

VII. Staatsbeiträge an die Fortbildungsschulen.

§ 37. Fortbildungsschulen für solche junge Leute beider Geschlechter, welche mindestens 15 Jahre alt sind, haben, abgesehen von allfälligen Bundesbeiträgen, Anspruch auf jährliche Staatsbeiträge unter folgenden Bedingungen:

- a. der Lehrplan ist der Genehmigung des Erziehungsrates zu unterbreiten. Derselbe darf nicht weniger als zwei Jahreskurse von je mindestens 20 Wochen und wöchentlich mindestens vier Stunden umfassen;
- b. es muss genügender Ausweis über die Deckung der Ausgaben geleistet werden;
- c. es ist alljährlich eine öffentliche Schlussprüfung zu veranstalten;
- d. die Leistungen der Schule müssen von den kompetenten Aufsichtsorganen als befriedigende bezeichnet sein.

§ 38. Der Staatsbeitrag bezieht sich auf das letztverflossene Schuljahr und beträgt je nach der Zahl der Schüler und der Dauer des Kurses, sowie der aufgewiesenen Leistungen, Fr. 30 bis 50 für die wöchentliche Stunde im Jahr.

VIII. Schlussbestimmungen.

§ 39. Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

§ 40. Durch vorstehende Verordnung werden aufgehoben:

1. Die Verordnung betreffend den Vollzug des Gesetzes über die Besoldungen der Volksschullehrer vom 22. Dezember 1872, datirt vom 8. Febr. 1873;
2. die Verordnung betreffend die Verabreichung von Staatsbeiträgen an Sekundar- und Primarschulhausbauten und die Verteilung der jährlichen Staatsbeiträge an Primarschulgemeinden vom 6. Juli 1878;
3. das Regulativ betreffend die Berechnung der Staatsbeiträge an Schulgemeinden vom 6. Juli 1878;
4. das Kreisschreiben des Erziehungsrates betreffend die Erteilung von Stipendien an Sekundarschüler vom 19. April 1886.

Zürich, den 25. Februar 1892.

Vor dem Regierungsrate,
Der Staatsschreiber: Stüssi.

10.4. Kreisschreiben der Erziehungsdirektion des Kantons Bern an die Schulkommissionen und die Lehrerschaft sämtlicher Primar- und Sekundarschulen. (Vom 15. Juli 1892.)

Durch Kreisschreiben vom 31. Januar 1884 haben wir ein von der Schulbuchhandlung Kaiser in Bern zu beziehendes Schulzeugnisbüchlein (Preis 5 Rp.) obligatorisch erklärt und zwar für alle Schüler der Primar-, Sekundar- und Privatschulen.

Durch eigene Beobachtung und durch verschiedene Mitteilungen haben wir uns überzeugen müssen, dass diese Schulzeugnisse bei der gegenwärtigen Praxis sehr oft ihren Zweck nicht erfüllen, da sie einerseits durchaus unvollständige Angaben enthalten, anderseits der Gefahr der Fälschung ausgesetzt sind, wenn sie beim Wechsel des Schulortes in die Hände der Kinder und Eltern geraten; öfters gehen die Büchlein bei diesem Anlasse verloren.

Wir sehen uns deshalb veranlasst, Sie hiemit aufzufordern, den obligatorischen Schulzeugnissen vermehrte Aufmerksamkeit und Sorgfalt zuzuwenden; insbesondere sind folgende Vorschriften genau zu befolgen:

1. über Namen, Heimat, Geburtsdatum und Schulklasse der Schulkinder sind vollständige und zuverlässige Angaben einzutragen;
2. die Jahreszeugnisse auf Seite 3, besonders aber die auf der ersten Seite des Zeugnisses bei jedem Wechsel des Schulortes notwendigen Eintragungen sind mit der grössten Genauigkeit und Gewissenhaftigkeit auszufertigen;
3. beim Wechsel des Schulortes dürfen die Schulzeugnisse nicht den Kindern eingehändigt werden, sondern es sollen die Schulkommission oder auch

der Lehrer das Zeugnisbüchlein direkt der Schulbehörde des neuen Wohnortes zusenden. Verlässt ein schulpflichtiges Kind den Kanton Bern, so ist das Schulzeugnis mit Angabe des neuen Aufenthaltsortes dem Schulinspektor des betreffenden Kreises zuzustellen, welcher es an die richtige Adresse gelangen lässt.

4. die Knaben haben nach dem Austritt aus der Schule das Zeugnisbüchlein sorgfältig aufzubewahren und bei der Rekrutenaushebung vorzuweisen. Wer dies unterlässt, hat eine militärische Bestrafung zu gewärtigen.

11. 5. Lehrplan für Primarschulen mit sechs Jahreskursen im Kanton Luzern. (Vom 29. September 1892.)

Der Erziehungsrat des Kantons Luzern,

In der Absicht, den unterm 26. Aug. 1881 erlassenen und unterm 27. Nov. 1890 revidirten, wesentlich den Schulen mit Halbjahreskursen angepassten Primarschul-Lehrplan durch einen solchen für die Schulen mit Ganzjahreskursen zu ergänzen, erlässt hiemit folgenden Lehrplan für Primarschulen mit sechs Jahreskursen. (Nach Klassen geordnet.)

Religionsunterricht.

Die Leitung und Beaufsichtigung des Religionsunterrichtes für alle sechs Klassen steht den Tit. Pfarrämtern zu. Es haben sich deshalb die Lehrer, welche diesen Unterricht in den Schulen erteilen, an die bezüglichlichen Weisungen ihrer Herren Pfarrer zu halten. Wenn nicht der Lehrer, sondern die Pfarrgeistlichkeit den Religionsunterricht erteilt, so sind die betreffenden Unterrichtsstunden gleichwohl in den ordentlichen Stundenplan aufzunehmen.

1. Klasse.

A. Sprachunterricht.

Einführung in die Schriftsprache.

1. Mündliche Sprachübungen.

a. Anschauen, richtiges Benennen (in der Einzahl und Mehrzahl) und Ordnen (nach verwandten Merkmalen) der Gegenstände in Schule, Haus und Umgebung. Diese sogenannten synthetischen Übungen sollen hinlänglich vorbereiten das

b. Betrachten, Beschreiben und Vergleichen der bekanntesten Gegenstände aus obgenanntem Anschauungskreise. Dieselben werden aber nicht nach einem bestimmten Schema besprochen, vielmehr soll das vorangehen, was den Kindern am Gegenstande zuerst in die Augen fällt. Die Gegenstände sind in natura oder in guter Abbildung vorzuweisen. Die Fragen müssen stets an alle Schüler gerichtet werden.

c. Passende Erzählungen sollen den beschreibenden Anschauungsunterricht beleben und den Schülern das rechte Verhalten in Schule, Haus und Umgebung veranschaulichen. — Sie werden gut vorerzählt, abgefragt und in der Mundart nacherzählt. Der Grundgedanke soll den Kindern, wenn möglich, im Gewande eines kleinen Sprüchleins beigebracht werden. Aus dem zweiten Teile des I. Lesebüchleins sollen einige Gedichte auswendig gelernt und frei vorgetragen werden (im zweiten Halbjahr).

d. Unterscheidung der Gegenstandswörter (im zweiten Halbjahr).

2. Lesen.

a. Vorübungen. Übungen des Ohres und der Sprachorgane; vorgesprochene und kurz erklärte Begriffswörter rein lautirt nachzusprechen, die Wörter in Silben, die Silben in Laute aufzulösen und aus solchen Lauten und Silben das ganze Wort schnell und richtig zusammenzusetzen. — Einzelnes und chorweises Nachsprechen und Benennen des Lautes. — Zuerst werden die Grund-

Um- und Doppellaute und dann die Leiselaute als Nach- und Vorlaute eingeübt. Diese Übungen dauern den ganzen Kurs hindurch.

b. Lesen. 1. Lesen der kleinen und grossen Schreib- und Druckbuchstaben, in der Ordnung ihrer grössern oder geringern Schreibbeileichtigkeit.

2. Anwendung und Übung derselben an Wörtern (Sätzen und Lesestücken). Viel Lesen von der Wandtafel und im I. Sprach- und Lesebüchlein.

3. Lesen langsam, die einzelnen Laute auseinanderhaltend, nicht getrennt, sondern wohl verbunden, rein lautirt.

3. Schreiben.

a. Vorübungen. Vorübungen des Auges und der Hand zur Befähigung der Schüler, die Formenelemente an der Hand wirklicher Anschauung richtig aufzufassen, sicher darzustellen und zu verbinden. Sie bestehen:

1. in der Kenntnis von rechts, links, oben, unten u. s. w.;
2. im Halten der Tafel, der Hand und des Griffels;
3. im Zeichnen von Punkten, Ziehen von wag- und senkrechten und schiefen Linien; Verbinden derselben zu Winkeln, Licht- und Schattenstriche.
4. im Einüben der krummen Linien zur Bildung von Buchstaben. Auffassen der Formenelemente an geeigneten Gegenständen und Darstellen auf Wand- und Schiefertafel; Besprechen, Nachmachen im Takte in der Luft, auf Wand- und Schiefertafel; Korrektur.

b. Schreiben:

1. Schreiben der kleinen und grossen Buchstaben des Alphabets. — Zuerst Vormachen der Formenelemente, dann der Buchstaben; Besprechen, Nachbilden in der Luft und auf der Wand- und Schiefertafel;
2. Schreiben der Namen von Dingen in Ein- und Mehrzahl; Bilden von kurzen Sätzen; Schreiben diktirter Wörter und kleiner Sätze;
3. Abschreiben, zu überwachen; nicht abmalen!
4. Zifferschreiben von 1—10;
5. Umsetzen der Druckschrift in die Schreibschrift. Die Buchstaben werden einzeln vorgeführt, vorgeschrieben, die geschriebenen mit den gedruckten verglichen, dann umgesetzt. — Für die Form der Buchstaben sind die Vorschriften in den obligatorischen Lehrmitteln massgebend.

Im Sommerhalbjahr kann mit dem Schreiben auf Papier begonnen werden.

NB. Beim Schreiben soll auf eine richtige Haltung der Hand und des Griffels (Feder), sowie überhaupt auf eine richtige Körperhaltung gedrungen werden, dieses gilt für alle folgenden Klassen.

B. Rechnungsunterricht.

Rechnen im Zahlenraum von 1—20.

1. Anschauliches Auffassen der Zahlbegriffe 1—10. Veranschaulichung an wirklichen, leicht überschaubaren Gegenständen und entsprechende Darstellung der Zahlbegriffe durch verschiedene Realzeichen (Striche, Punkte, Nullen, Steinen, Erbsen, Hölzchen).

2. Die vier Operationen: Zusammenzählen, Abziehen, Vervielfachen und Messen (viele Übungen im Zerlegen), anschaulich rein, mit benannten Zahlen und in praktischen Beispielen; auch mit Münzen, Massen, Gewichten und Zeiteinteilung. — Auf allen folgenden Stufen entsprechend erweitert. — Die schriftlichen Übungen mit Realzeichen und nach sicherer Einprägung der Zahlen — mit Ziffern, jedoch nur rein und nach Art des Kopfrechnens.

3. Erweitern der Zahlenreihen von 1—20. (Im Sommerhalbjahr.)

Als Veranschauligungsmittel dient auch die Zahlfigurentafel.

C. Gesang.

Übung der Schüler im Nachsingen der Töne von 1—5; stufen- und sprungweise Tonfolge. Weckung des Taktgefühles. Zweitakt mit Einheiten. Auswendiglernen einiger Liedchen über diesen Stoff. Es sollen auch Übungen und Liedchen, mit Auftakt beginnend, zur Ausführung kommen.

2. Klasse.

Vorherrschende Anwendung der Schriftsprache.

A. Sprachunterricht.

1. Mündliche Sprachübungen.

a. und *b.* wie in der ersten Klasse, jedoch mit etwelcher Erweiterung. Anwendung und Einübung aller Grundformen des einfachen Satzes; Übung des erweiterten Satzes. Anwendung des letztern bei der Besprechung einzelner Gegenstände.

c. Rein lautirtes Nacherzählen behandelter Erzählungen. Hersagen kleiner Sprüche und Gedichte.

d. Kenntnis der Buchstaben, Namen, Buchstabiren ist besonders zu üben. — Übungen im Trennen der Wörter, in Dehnung und Schärfung.

e. Unterscheidung des Gegenstands- und Eigenschaftswortes.

f. Besprechen und Erklären von 25—30 Musterstücken im II. Sprachbüchlein. Auszüge (mündlich) aus Erzählungen.

2. Lesen.

a. Lesen der im Anschauungsunterrichte behandelten Wörtergruppen und der darüber gebildeten Sätze.

b. Rein lautirtes Lesen von etwa 25—30 Sprachmusterstücken, welche vorher mündlich behandelt worden. Sicheres, rein lautirtes Lesen ist anzustreben.

c. Chorlesen zum Zwecke reinen Lautirens und sinngemässen Betonens. Schulton sehr zu meiden.

3. Schreiben.

a. Schreiben der Namen jener Gegenstände, welche im Anschauungsunterrichte behandelt worden sind. Ein- und Mehrzahl.

b. Schreiben einfacher und zusammengezogener Sätze, welche in den formellen Sprachübungen behandelt wurden.

c. Schreiben nach Diktaten (viel zu üben).

d. Beschreibungen im Umfange von 2—5 Fragen, vorbereitet durch den Anschauungsunterricht.

Besondere Übungen im Schönschreiben. Vierlinirte Hefte. — Elementarübungen begleiten das Schreiben der kleinen und grossen Buchstaben der deutschen Kurrentschrift. — Vorschreiben auf der Wandtafel, Besprechen, Takt-schreiben und Korrigiren. Anwenden in Silben und Wörtern. — Zifferschreiben 1—100.

B. Rechnungsunterricht.

Rechnen im Zahlenraum von 1—100.

a. Anschauliches Auffassen der Zahlen, wie im ersten Zahlraum.

b. Der vier Operationen mündlich und schriftlich.

c. Zu- und Abzählen von ein- und zweistelligen Zahlen, mündlich und schriftlich (1—9), Messen mit den Grundzahlen (1—9). Das schriftliche Rechnen mit Realzeichen (so weit es nötig ist) und Ziffern (rein) nach Art des Kopfrechnens. Benutzung der Rechnungstafel für das Zuzählen und Abziehen (Abzählen). Methode: nach Operationen. Veranschaulichungsmittel: besonders der Zählrahmen.

- d. Vervielfachen und Teilen (Messen) im Umfange des kleinen Ein-mal-eins.
- e. Viele Übungen (mündlich und schriftlich) im Ein-mal-eins.
- f. Einführung in die Kenntnis der Münzen, Masse und Gewichte, unter Vorweisung derselben, soweit es der Zahlraum von 1—100 zulässt.
- g. Das mündliche Rechnen soll überhaupt auf dieser und den folgenden Stufen das schriftliche Rechnen vorbereiten.

C. Gesang.

Gehörübungen über sechs Töne im Zwei- und Dreitakt mit Einheiten, auch mit Auftakt beginnend, — in stufen- und sprungweiser Tonfolge.

Taktiren zu jenen Liedern, welche im Zwei- und Dreitakt eingeübt werden.

Unterscheiden der gewonnenen Töne nach ihrem Abstände vom Haupttone.

Eine Anzahl gut gewählter Schulkinder sollte fleissig eingeübt werden zur Pflege und Hebung eines fröhlichen Kinderlebens.

3. Klasse.

Die Schriftsprache ist Schulsprache.

A. Sprachunterricht.

1. Mündliche Sprachübungen.

a. Eingehendere Besprechung von Gegenständen aus dem Umkreise der Gemeinde — Dorf, Strassen, Wiesen, Wald, Berg, Tal, Gewässer; Pflanzen und Tiere. Menschliche Beschäftigungen und diesbezügliche Orte oder Einrichtungen: Kirche, Schulhaus, Werkstätten, Mühlen, Sägemühlen, Fabriken u. s. w. — Zusammenfassen der Urteile zu kleinern Beschreibungen unter Anwendung des einfachen, des einfach erweiterten, des zusammengezogenen und zusammengesetzten Satzes zur Ausbildung eines sichern Sprachgefühls. Anwendung der Frageform. — Eintönigkeit ist zu meiden.

Im Sommerhalbjahr kommen aus der Heimatskunde zur Behandlung: die Himmelsgegenden, Grundplan des Schulhauses, dessen nächste Umgebung; Dorf, Dorfgelände; Talgelände, Bergabhänge; Gemeinde: Plan und Bevölkerung derselben, Beschäftigung der Bewohner. — Entsprechende Darstellung durch Zeichnung. — Zur Weckung und Belebung der Vaterlandsliebe werden einige gute Geschichtsbilder aus der Vaterlandsgeschichte vorerzählt und von den Schülern nacherzählt.

b. Behandlung von 25—30 Sprachmusterstücken aus dem III. Sprachbüchlein zur Förderung des richtigen Verhaltens der Kinder gegen Gott, die Mitmenschen, besonders die Eltern — und die Natur, sowie zur Bildung der Sprachkraft. Dieselben sollen gut vorerzählt, dann gut vorgelesen, nacherzählt, logisch betrachtet und gelesen werden.

c. Auswendiglernen und Vortragen von Sprüchen und kleinen Gedichten.

d. Vortragen kleinerer Lesestücke im Chor.

e. Geläufiges Erzählen des Gelesenen, Zusammenfassen der Erzählung in einige Sätze. — Die Erzählungen sind in der Mundart und Schriftsprache vorzutragen. Es ist besonders auf richtiges, rein lautirtes Sprechen zu achten.

f. Wiederholung der bisherigen sprachlichen Belehrungen. — Buchstabirübungen; Trennung der Wörter; Dehnung und Schärfung. Anwenden der gebräuchlichsten Satzzeichen. Unterscheidung des Tat- und persönlichen Fürwortes. Kenntnis der drei Hauptzeiten.

g. Anfertigung ganz kleiner Briefe (im Sommerhalbjahr).

2. Lesen.

a. Richtiges, rein lautirtes, geläufiges Lesen der Wörter und Satzgruppen, wie auch der darüber gebildeten Sätze.

b. Lesen einfacher Erzählungen in prosaischer und poetischer Form, sowie auch von Beschreibungen.

c. (Im Sommerhalbjahr) Lautrichtiges, mechanisch geläufiges und sinn-gemässes Lesen der Sprachmusterstücke, sowie der angefertigten schriftlichen Arbeiten.

d. Übungen im Chorlesen.

3. Schreiben. ¹⁾

Übungen im Gedankenausdrucke. a. Schreiben der Grundformen des zusammengezogenen und zusammengesetzten Satzes, vorbereitet durch den Anschauungsunterricht. Erzähl- und Fragesatz, Ein- und Mehrzahl. — Schreiben zusammengesetzter Sätze. Der Inhalt ist aus den Anschauungsübungen und Sprachmusterstücken zu nehmen.

b. Anfertigung von einfachen Beschreibungen, Vergleichen, Umschreibungen im Anschluss an den Anschauungsunterricht und Lesestoff. Bei Beschreibungen ist die Heimatskunde besonders zu berücksichtigen.

c. Im Anschluss an die Lesestücke: Umbilden derselben in Hinsicht auf Personen und Zahl.

d. Diktir- und Rechtschreibübungen. Schreiben von Wörtern mit gedehnten und geschärften Helllauten. Schreiben der Ding-, Eigenschafts-, Geschlechts-, Tat- und persönlichen Fürwörter. — Die Dingwörter lasse man mit dem Geschlechtsworte, bisweilen auch mit einem beigefügten Eigenschaftsworte in den I. Fall Einzahl und Mehrzahl setzen.

e. Anfertigung kleiner Briefe (im Sommerhalbjahr).

Schönschreiben. Wie in der 2. Klasse; gesteigerte Forderungen.

B. Rechnungsunterricht.

Rechnen im Zahlenraum von 1—1000.

a. Zerlegen der Zahlen. — Einübung des Ein-mal-eins und des Ein-in-eins bis zur vollständigen Sicherheit und Fertigkeit.

b. Anwendung in verschiedenen Aufgaben.

c. Anschauliche Entwicklung der $\frac{1}{2}$ und $\frac{1}{4}$. Addiren und Subtrahiren.

d. Erweiterung des Zahlraumes bis 1000 durch Hinzufügen und Wegnehmen des 100, dann des 10 und endlich des 1, letzteres bei Übergängen von einem Hundert in das andere.

e. Kopfrechnen selbständig neben dem Zifferrechnen. Die 4 Operationen nacheinander, dann auch mit einander verbunden.

f. Schriftliches Rechnen, das nun eigentliches Zifferrechnen ist; die 4 Spezies. Die praktischen Beispiele sind nicht nach dem Inhalte, sondern nach Operationen zu ordnen. Resolviren und Reduziren. Das schriftliche Rechnen wird jeweilen in methodischer Weise durch das Kopfrechnen vorbereitet.

Methode: Nach Operationen mit reinen und benannten Zahlen. — Veranschaulichungsmittel: der zerlegbare Tausenderwürfel.

C. Zeichnen.

a. Winterhalbjahr. Es werden mit dem Griffel (Bleistift, Feder) auf die Tafel (Papier) in ein Punktnetz gezeichnet Linien in wagrechter, senkrechter und verschiedener schiefer Lage, dann Winkel, Drei- und Vierecke, leichte netzförmige Figuren und Geräte, überhaupt die einfachsten symetrischen Figuren.

¹⁾ Spätestens von der 3. Klasse an soll — mit guter schwarzer Tinte — vorherrschend auf Papier geschrieben werden. Die Lineatur entspreche derjenigen der Schönschreibhefte für die betreffende Klasse. Alle Eintragungen ins Heft sind zu datiren. Am Anfang und am Ende des Schuljahres soll jeder Schüler eine besondere Probeschrift anfertigen. Die bezügliche Sammlung ist im Schularchiv aufzubewahren. Die Führung der sogenannten Reihhefte ist untersagt.

Der Lehrer zeichnet unter erklärender Besprechung an der Tafel vor, die Schüler zeichnen nach. Die Übungen werden oft auch taktmässig betrieben. (Hutter, 1. und 2. Heft, neueste Auflage.)

b. Sommerhalbjahr. Übungen im Zeichnen des Quadrates, Rechteckes; Mosaikbilder in quadratischen Netzformen; Übung der Prismenlinien. Erfinden gerad- und krummliniger Figuren, erst mit, dann ohne Netz. (Hutter, 9. Heft.) Das Zeichnen geschieht vorherrschend auf Papier, ebenso in den folgenden Klassen.

D. Gesang.

Gehörübungen über das rhythmische Messen im 3- und 4-Takt, mit zwei und drei zusammengezogenen Einheiten, über das rhythmische Teilen (2 Einheiten auf 1 Schlag) im 2- und 3-Takt.

Übungen im Treffen und Unterscheiden des Tones im bisherigen Tonumfange. Ausführung auf verschiedener Tonhöhe zur Erweiterung des Stimmumfanges. — Leseübungen. Haupttonsatz auf der 1. Linie. — Schulgesangbuch § 1—10.

Das Taktiren wird fortgesetzt und in allen folgenden Klassen geübt.

Die Gehörübungen dieser Stufe sind im Chor, die Übungen im Treffen teils im Chor, teils einzeln durchzuführen, ebenso das Unterscheiden des Tones. Die Leseübungen werden vorerst nur einzeln und dann im Chor ausgeführt.

Einübung einiger leichter ein- und zweistimmiger Lieder.

4. Klasse.

A. Sprachunterricht.

I. Mündliche Sprachübungen.

1. Behandlung von Lesestoff.

a. Betrachten von 20—25 gediegenen, teils prosaischen, teils poetischen Sprachmusterstücken (Erzählungen, Beschreibungen und Briefe) zur Förderung allseitiger Bildung, wie auch zur Veranschaulichung von verschiedenen Arten der Sprachdarstellung und Verwertung des Inhaltes zu verschiedenen Übungen im mündlichen und schriftlichen Gedankenausdrucke. Bei der Behandlung ist auf richtiges Verständnis zu dringen, jedoch unter Vermeidung jeder Weitschweifigkeit und unnötiger Erklärungen und Definitionen.

b. Erklären einiger Sprichwörter.

c. Einprägen und Vortragen von prosaischen und poetischen Musterstücken und Liedertexten.

d. Umbilden von Lesestücken nach Person, Zahl und Zeit.

2. Sprachlehre.

Unter Beschränkung auf das leicht Verständliche und praktisch Wichtige:

a. Unterscheiden des Hauptsatzes; Dehnung, Schärfung, Grossschreiben. Kenntnis des Geschlechts-, Ding-, Tat-, Eigenschafts- und persönlichen Fürwortes. Der Kenntnis des Fürwortes ist besonders Aufmerksamkeit zu schenken. (Du und Ihre, Eure, Er, Sie, Ihnen u. s. w.)

b. Hinweis auf Wortbildung und Zusammensetzung. Aufsuchen von Beispielen in Lesestücken.

c. Kenntnis des einfachen Satzes in Bezug auf Satzbau, Wortarten, Biegungs- und Aussageformen, Vorführen von Musterbeispielen, Betrachten derselben, Nachbilden ähnlicher, Aufsuchen in Sprachmusterstücken, wodurch gegebene Belehrungen zum sichern Eigentum des Schülers werden (4.—6. Klasse).

d. Vielfache Übungen bis zur sichern Beherrschung der vorgeführten Sprachformen.

II. Lesen.

Das Lesen besteht in fortgesetzten Übungen im richtigen, fertigen, deutlichen und sinngemässen (nicht Schulton) Lesen. Besondere Aufmerksamkeit ist dem Lesen (nicht Herunterleiern) der Gedichte zu schenken.

III. Schreiben.

Übungen im Gedankenausdrucke.

Sie bestehen: *a.* Im Schreiben behandelter Sätze.

b. Im freien Wiedergeben behandelter Sprachstücke zur Förderung richtiger Schreibung und Zeichensetzung.

c. Im Umbilden derselben nach Zahl, Geschlecht, Person und Zeit.

d. Im Zusammenfassen des Inhaltes besprochener Lesestücke, wie auch im Umschreiben von Gedichten und Sprüchen. Umsetzen kleiner Gedichte aus der Volks- in die Schriftsprache. Schreiben des Inhaltes eines Lesestückes nach darüber aufgestellten und an die Wandtafel geschriebenen Fragen.

e. Im Nachbilden von Beschreibungen und Erzählungen nach gegebenem Schema oder Musterstück.

f. Viele Übungen im Briefschreiben. Postkarte.

g. Fortsetzung der Rechtschreibübungen.

h. Diktate.

IV. Schönschreiben.

Hefte mit einer Linie (mit drei Linien für die Ungeübten). Finger-, Hand- und Armübungen begleiten immer noch das Schreiben der Buchstaben. — Es ist darauf zu achten, dass nicht gerade viel, dagegen aber recht schön geschrieben werde. Nachhilfe von seite des Lehrers.

*B. Rechnungsunterricht.**Rechnen im unbegrenzten Zahlraum.*

a. Wiederholung des anschaulichen Rechnens von 1—1000.

b. Anschauliches Auffassen der Zahlen. Erweitern des Zahlraumes durch Hinzufügen von 1000, von 100, von 10 und 1 zu 1000. Schreiben mehrstelliger Zahlen.

c. Kopfrechnen im Dienste des Zifferrechnens (jede neue Art von Aufgaben wird mit Kopfrechnen eingeleitet). Zifferrechnen mit reinen Zahlen, festeres Einprägen der 4 Spezies. Der Dreisatz mit geradem und umgekehrtem Verhältnis in ausführlicher Form (mit Ansatz, Lösung und Beweis). — Die praktischen Beispiele sind inhaltlich geordnet zu behandeln.

d. Anschauliche Entwicklung der $\frac{1}{3}$ und $\frac{1}{6}$. Addiren und Subtrahiren. Die Elemente des Bruchrechnens werden zur bessern Einübung öfters wiederholt.

C. Vaterlandskunde.

a. Erweiterung der Heimatskunde behufs Einführung in den eigentlichen geographischen Unterricht.

b. Anleitung zum Verständnis der Karte.

c. Beschreibung des Kantons Luzern im allgemeinen. Bodengestaltung, Ämter, Gerichtskreise, Hauptorte u. s. w.

d. Aus der Geschichte: Chronologisch geordnete Kultur- und Kriegsbilder aus der Schweizergeschichte mit besonderer Rücksicht auf die Entstehung der schweizerischen Eidgenossenschaft.

D. Zeichnen.

Teilung der Linien, Zeichnen von Winkeln, Dreiecken, Vier- und Vielecken, symmetrische Grund- und Schildformen. (Punktsystem Hutter, 4. Heft.)

E. Gesang.

Durchführung der Tonleiter in Gehör-, Treff-, Tonunterscheidungs- und Leseübungen. Haupttonsatz: erste Linie des fünflinigen Systems. Geschärfter Rhythmus. Anwendung des 2-, 3- und 4-Taktes. Ein- und zweistimmige Lieder. Gesangbuch § 10—17.

F. Turnen.

Siehe 6. Klasse.

5. Klasse.

A. Sprachunterricht.

I. Mündliche Sprachübungen.

1. Behandlung von Lesestoffen.

a. Einlässliches Behandeln von 20—25 Sprachmusterstücken prosaischer und poetischer Form. Auf dieser Stufe soll eine angemessene Zahl von poetischen Stücken behandelt werden; gut auswendig lernen und mit Verständnis vortragen. Alle sprachlichen Hauptgattungen finden ihre Vertretung.

b. Behandeln einiger Sprichwörter.

2. Sprachlehre.

a. Wiederholung des früher Gelernten. Siehe 4. Klasse *a*, *b*, *c* und *d*.

b. Unterscheidung von Haupt- und Nebensätzen. Kenntnis des erweiterten Satzes in Bezug auf Satzbau, Wortarten, Biegungs- und Aussageformen.

c. Aus der Wortbildungslehre: die Ableitung.

d. Belehrungen über Orthographie und Zeichensetzung.

e. Festes Einprägen der verschiedenen Zeitformen an Zeitwörtern der schwachen und starken Konjugation.

II. Lesen.

Wie in der 4. Klasse, mit gesteigerten Anforderungen.

III. Schreiben.

1. Übungen im Gedankenausdrucke.

a. Wie auf der vorigen Stufe. Nachschreiben und Umbilden sowie freies Niederschreiben von Lesestücken mit erhöhten Anforderungen. Anfertigen von Erzählungen, Beschreibungen und besonders von Briefen (bei letztern alles Schablonenhafte vermeiden). Erzählung selbsterlebter Begebenheiten; Beschreibung von Vorgängen und Beschäftigungen des täglichen Lebens.

b. Fortsetzung der Diktirübungen mit besonderer Berücksichtigung der Dehnung, Schärfung und Verdopplung.

2. Übungen im Schönschreiben.

a. Einübung der kleinen und grossen Buchstaben der französischen Schrift in stufenweiser Folge (Hefte mit 4 Linien). Anwendung in Wörtern.

b. Fortgesetzte Übung in der deutschen Schrift (Rechtschreiben).

B. Rechnungsunterricht.

a. Einlässliche Wiederholung des Rechnens mit den 4 Operationen.

b. Anschauliches Rechnen mit gemeinen Brüchen: $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{3}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{5}$, $\frac{1}{6}$, $\frac{1}{7}$, $\frac{1}{8}$ und $\frac{1}{10}$ nach Operationen fortschreitend, mit reinen und benannten Zahlen; Ableiten und Einprägen der nötigsten Regeln. Praktische Aufgaben.

c. Dreisatz-Rechnungen, vorerst noch in ausführlicher Form. Der Bruchsatz.

d. Fortgesetzte Übungen im Kopfrechnen.

e. Behandlung der einfachen Zinsrechnungen.

f. Raumlehre: die gerade Linie, verschiedene Richtungen derselben; Messen, Schätzen nach Augenmass, welches immer geprüft wird. — Kenntniss der gesetzlichen und üblichsten Längenmasse.

Das Quadrat und Rechteck: Messen und Berechnen; Kenntniss und Anwendung der gesetzlichen und üblichen Quadratmasse.

C. Vaterlandskunde.

1. Geographie.

a. Kanton Luzern, Wiederholung. Siehe 4. Klasse.

b. Beschreibung der Schweiz im allgemeinen. — Verwertung eigentümlicher Einzelbilder. Anfertigung einer einfachen Schweizerkarte (Berge, Flüsse, Seen, Schweizergrenze und Kantons Grenzen, Hauptorte).

2. Geschichte.

a. Chronologisch geordnete Bilder aus der Schweizergeschichte mit besonderer Berücksichtigung der VIII alten Orte, soweit möglich im Anschluss an hervorragende Persönlichkeiten.

b. Belehrung über die Gemeindeverfassung (Gemeinderat, Betreibungsbeamte, Zivilstandsbeamte, Friedensrichter u. s. w.).

D. Zeichnen.

Erklärung über Licht und Schatten und Anwendung der Schattenlinien an geradlinigen Darstellungen einfacher Gegenstände; schraffierte Mosaikbilder in quadratischer Netzform, ornamentale Grundformen. (Punktsystem Hutter, 5. Heft.)

E. Gesang.

Gehörübungen über die zufälligen Töne, Tonunterscheidungs- und Treffübungen über die Tonleiter.

Leseübungen über die Transpositionen; Singen in allen Haupttonstellungen.

Die Tonbildungsübungen treten in den Vordergrund. Gesangbuch § 17—36.

Die in demselben enthaltenen Übungen sind selbstverständlich nicht auswendig zu lernen. Auch ist es nicht nötig, alle einem § beigeordneten Lieder durchzuführen. Tieferes Erfassen und möglichst schönes Darstellen der Lieder sei die Hauptaufgabe.

F. Turnen.

Siehe 6. Klasse.

6. Klasse.

A. Sprachunterricht.

1. Mündliche Sprachübungen.

a. Behandlung von Lesestoff. Wie auf der vorigen Stufe. Behandlung von 20—25 Musterstücken des Lesebuches zur Förderung der Geistes- und Sprachbildung. Wiederholen und Auswendiglernen ist besonders zu pflegen. Freier Vortrag von Gedichten.

b. Sprachlehre. Allgemeine Kenntnis des zusammengesetzten und zusammengezogenen Satzes in Bezug auf Satzbau, Wortarten und Biegungsformen. Analytische Übungen an behandelten Lesestücken zur Beförderung der Sprachkenntnis und Befestigung der bisher behandelten Sprachformen. — Wortbildungslehre wie in der 4. und 5. Klasse.

c. Belehrungen und Übungen über Zeichensetzung und Orthographie.

d. Belehrung und Anleitung zur Anfertigung von Geschäftsaufsätzen (Quittung, Schuldschein, Bestellschein, Bürgschein u. s. w.) zur Führung eines

Haushaltungsbuches und Ausstellung von Rechnungen. Das Notwendigste über Buchführung.

2. Lesen.

Wie in der 5. Klasse. Vollendete Fertigkeit in Aussprache und Betonung ist anzustreben.

3. Schreiben.

a. Übungen im schriftlichen Gedankenausdrucke. Fortgesetzte Übungen im Zusammenfassen des Inhaltes, Umbilden und freiem Niederschreiben von Lesestücken, im Anfertigen von Beschreibungen, Briefen, Telegrammen, Inseraten und Geschäftsaufsätzen, sowie einer kleinen Buchhaltung, Anlage einer Sammlung von Geschäftsaufsätzen.

b. Weitere Übungen im Schönschreiben. Die deutsche und französische Schrift (auf eine Linie) im Dienste des Rechtschreibens u. s. w.

B. Rechnungsunterricht.

a. Wiederholung des Vorigen. Siehe 5. Klasse *b*, *c*, *e* und *f*.

b. Fortsetzung des Bruchrechnens. — Darstellung des Dezimalbruches, Verwandlung der gemeinen Brüche $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{5}$ und $\frac{1}{8}$ in Dezimalbrüche, Verwandlung der Dezimalbrüche in gemeine Brüche. — Auswendiglernen der $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{5}$, $\frac{1}{8}$ und $\frac{1}{3}$ in dezimaler Form (0,25, 0,125 u. s. w.). — Reines und angewandtes Rechnen mit Dezimalbrüchen in allen vier Operationen.

c. Darstellung des Dezimalbruches als einer besondern Ordnung des Zehnersystems. Z. B. 11; 1,1; 0,11; 0,011 u. s. w. — Verwandlung der gemeinen Brüche überhaupt in Dezimalbrüche. Prozentrechnungen.

d. Lösung vermischter praktischer Aufgaben; Dreisatzrechnungen; Vielsatz; die bürgerlichen Rechnungsarten.

e. Fortgesetzte Übung im Kopfrechnen.

f. Raumlehre: Dreieck, unregelmässiges Viereck, Kreislinie. Messen und Berechnen des Würfels und des Prismas. (Kreisfläche, Zylinder.) Kenntniss der gesetzlichen und üblichsten Körpermasse. — Praktische Aufgaben.

C. Vaterlandskunde.

1. Geographie.

a. Gründliche Wiederholung der Schweizergeographie.

b. Einige Aufschlüsse über die Gestalt der Erde und die Verteilung von Land und Wasser; Einteilung der Erdoberfläche.

Anmerkung. Zur Erwerbung von Kenntnissen aus der Naturkunde bieten das Lesebuch und Realbuch genügenden Stoff, jedoch soll derselbe beim Sprachunterrichte verwertet werden. Leseübungen, Stoff zu schriftlichen Arbeiten.

2. Geschichte.

a. Schweizergeschichte seit den Burgunderkriegen bis auf die neueste Zeit.

b. Schweizerische Verfassungskunde in kurzen Umrissen. Im Anschlusse daran Belehrungen über die staatlichen Einrichtungen des Kantons Luzern.

Methode (für die 4., 5. und 6. Klasse): Vorerzählen, Inhaltsentwicklung, Lesen, Nacherzählen. Verständnis und Einprägung ist zu fördern durch Bilder, Lieder, Dichtungen u. s. w., sowie durch Benutzung des bezüglichen Stoffes zu schriftlichen Arbeiten. (Briefform ausgeschlossen.)

D. Zeichnen.

Zeichnen des Kreises und der Vielecke, der Rosette in den Kreis, einfache Flachornamente, wobei besonders die Schlangenlinie vertreten ist; gewerbliche Werkzeuge und Gegenstände in geometrischer Ansicht, vorzüglich nach der

Natur. (Auswahl aus Hutter, 6. und 7. Heft.) Versuche im Vergrössern und Verkleinern. Vorzeichnen des Lehrers. Grosse Wandvorlagen.

E. Gesang.

Übungen in der Tonbildung. Gesangbuch § 36—56.

Tonunterscheidungs- und Treffübungen über die zufälligen Töne. Einführung der absoluten Benennung; Schlüssel und Vorzeichen. Leseübungen und Bilden der Tonleiter nach dem absoluten System.

Übungen und Lieder über zufällige Töne. Zwei- und dreistimmiger Gesang. Fortsetzung der Elementarmusiklehre; Kenntniss der verschiedenen Stimmen.

F. Turnen.

Der Turnunterricht ist zu erteilen nach Anleitung und Massgabe der „Turnschule für den militärischen Vorunterricht der schweizerischen Jugend“, in der Meinung, dass über die darin verlangten Minimalforderungen hinausgegangen werden darf. Zur Erreichung einer zweckmässigen Abwechslung werden in der 1.—3. Klasse leichte Ordnungs- und Freiübungen, im Sommer auch Spiele, unter die übrigen Fächer in ganz kurzen Lektionen eingereiht. — Der eigentliche Turnunterricht beginnt mit der 4. Klasse.

Für die Gerätübungen sind in erster Linie anzuschaffen: ein Springel mit Sprungseil und zwei Sprungbrettern und Stäbe (von Eisen oder Holz) von ein Meter Länge.

G. Weibliche Arbeiten.

Siehe den bezüglichen Lehrplan für die Arbeitsschulen.

Allgemeines über den Gesang.

In der ersten und zweiten Klasse ist ausschliesslich nach dem Gehör zu singen, hauptsächlich Chorsingen.

Für den Unterricht im Singen nach Noten diene als Grundlage das obligatorische Gesanglehrmittel und werde neben dem Chorgesange die beständige Pflege des Einzelgesanges zur Sicherung günstiger Chorleistungen berücksichtigt. Auf eine gute Aussprache des Textes ist sehr wohl zu achten.

Ein gewisse Anzahl von Liedern ist durch fleissiges Üben und Wiederholen zu einem bleibenden Eigentum der Schüler zu machen. Mit dem Austritte aus der Schule sollen die Schüler folgende zehn Volkslieder mit vollständigem Text als geistiges Eigentum inne haben, nämlich: 1. „Üb' immer Treu' und Redlichkeit.“ 2. „Goldne Abendsonne.“ 3. „Morgenrot.“ 4. „Ich hatt' einen Kameraden.“ 5. „Von Ferne sei herzlich gegrüsst.“ 6. „So scheiden wir mit Sang und Klang.“ 7. „Rufst du mein Vaterland.“ 8. „Laue Lüfte fühl' ich wehen.“ 9. „Lasst hören aus alter Zeit.“ 10. „Trittst im Morgenrot daher.“

Da die Melodie viel leichter im Gedächtnis haften bleibt als der Text, so ist ganz besonders darauf zu achten, dass die Schüler den vollständigen Text auswendig lernen und sich fest einprägen.

Das Theoretische ist mit gründlicher Einübung auf das Notwendigste zu beschränken. Es ist sehr zu wünschen, dass von der dritten Klasse an auch die Notirübungen — Aufgaben zur Selbstbetätigung aus dem Gebiete des Gesanges — zur Förderung der Selbständigkeit stufengemäss und nach Massgabe der Zeit Verwendung finden.

Wöchentliche Unterrichtsstunden für Primarschulen mit sechs Jahreskursen.

1. Winterhalbjahr.

	I.	II.	III.	IV.	V.	VI. Klasse
Sprachunterricht . . .	14	12	11	8	8	8 Stunden
Schönschreiben . . .	—	2	2	2	2	2 „
Rechnen	7	6	8	5	5	5 „

	I.	II.	III.	IV.	V.	VI. Klasse
Vaterlandskunde	—	—	—	4	4	4 Stunden
Zeichnen	—	—	2	2	2	2 „
Gesang	1	2	2	2	2	2 „
Turnen	—	—	—	2	2	2 „
Religionslehre	3	3	3	3	3	3 „
	25	25	28	28	28	28 Stunden

Der Donnerstag ist für alle Klassen frei. Der Unterricht an Nachmittagen kann, soweit es die Stundenzahl erlaubt, auf 2 $\frac{1}{2}$ Stunden beschränkt werden.

2. Sommerhalbjahr.

	I.	II.	III.	IV.	V.	VI. Klasse.
Religionslehre	3	3	3	3	3	3 Stunden
Sprachunterricht	14	12	9	7	7	7 „
Schönschreiben	—	2	2	2	2	2 „
Rechnen	6 $\frac{1}{2}$	6	7	5	5	5 „
Vaterlandskunde	—	—	—	3 $\frac{1}{2}$	3 $\frac{1}{2}$	3 $\frac{1}{2}$ „
Zeichnen	—	—	2	1 $\frac{1}{2}$	1 $\frac{1}{2}$	1 $\frac{1}{2}$ „
Gesang	1 $\frac{1}{2}$	2	2	2	2	2 „
Turnen	—	—	—	2	2	2 „
	25	25	25	26	26	26 Stunden

Der Donnerstag ist für alle Klassen frei. Der Unterricht an Nachmittagen kann, soweit es die Stundenzahl erlaubt, auf 2 Stunden beschränkt werden. Für die Schulen auf dem Lande ist es empfehlenswert, den Unterricht an Nachmittagen um 1 Uhr zu beginnen und so weit tunlich um 3 Uhr zu schliessen.

Die Mädchen der zweiten und folgenden Klassen sind der Arbeitsschule wegen — wo es erforderlich ist — wöchentlich einen halben Tag vom Primarschulunterricht zu dispensiren.

Luzern, den 29. September 1892.

Namens des Erziehungsrates,
Der Präsident: Vinzenz Fischer.
Der Oberschreiber: X. Schmid.

12. 6. Verwaltungsreglement für den Lehrmittelverlag des Kantons Luzern. (Vom 23. November 1891.) (Vom Grossen Rat genehmigt den 17. Februar 1892.)

Der Regierungsrat des Kantons Luzern,

Mit Hinsicht auf den Grossratsbeschluss vom 6. November 1890 betreffend den Lehrmittelverlag,

Auf den Vorschlag des Erziehungsrates,

beschliesst:

§ 1. Übergang an den Staat.

Der Lehrmittelverlag geht wenn immer möglich vor Anfang des nächsten Sommerhalbjahres wieder an den Staat über. Das Geschäftslokal wird ihm vom Regierungsrat angewiesen, der auch den daherigen Mietzins festsetzt. Das gesamte Geschäftsinventar hat der Verlag aus eigenen Kosten anzuschaffen, desgleichen hat er auch selbst für Beheizung, Beleuchtung und Reinigung zu sorgen resp. hiefür eine angemessene Entschädigung zu leisten. Behufs Beschaffung der für den Betrieb nötigen Geldmittel wird ihm ein Konto-Korrent-Darlehen auf der kantonalen Spar- und Leihkasse gewährt.

§ 2. Der Verwalter.

Die Verwaltung des Lehrmittelverlages wird einem besondern Beamten übertragen. Dieser wird auf den Vorschlag des Erziehungsrates vom Regierungsrat

gewählt. Er hat eine Kautions von Fr. 2000 bis 5000 zu leisten. Seine Besoldung fällt zu Lasten des Verlages und wird später jeweilen im Dekrete über die Besoldung der administrativen Beamten und Angestellten des Staates festgesetzt. Vorderhand beträgt dieselbe, Entschädigung für allfällig nötige Aushilfe inbegriffen, Fr. 2200 bis 3000. Der Verwalter darf keine andere Beamtung oder sonstige fix besoldete Stelle bekleiden und auch kein mit dem Lehrmittelverlage verwandtes Nebengeschäft betreiben oder auf seine Rechnung durch Familienangehörige betreiben lassen.

§ 3. *Umfang des Geschäftsbetriebes.*

Der Geschäftsbetrieb des Lehrmittelverlages soll in erster Linie, jedoch unter tunlichster Beschränkung des Monopols, alle auf der Stufe der Volksschule hiesigen Kantons obligatorischen oder sonst durchwegs oder wenigstens vielfach gebrauchten Lehrmittel und anderweitigen Schulmaterialien umfassen, vorderhand immerhin mit Ausschluss der für die Arbeitsschülerinnen erforderlichen Arbeitsstoffe und Gerätschaften. Soweit die Lehrmittel und sonstigen Schulmaterialien auch für den Gebrauch anderer Schulanstalten, gleichviel ob innerhalb oder ausserhalb des Kantons, geeignet sind, können letztere ihren Bedarf ebenfalls aus dem Lehrmittelverlage beziehen und zwar zum nämlichen Preise wie die Lehrer der luzernischen Volksschulen. Überhin kann, wenn solche Anstalten noch anderweitige Bedürfnisse aus dem Verlage zu beziehen wünschen, der Erziehungsrat den Verwalter anweisen, solchen Nachfragen Rechnung zu tragen.

Die vom Lehrmittelverlage anzuschaffende Ware soll in Material und Ausrüstung solid, einfach und praktisch sein.

Sodann wird, sobald tunlich, dem Verwalter des Lehrmittelverlages auch die Anschaffung und die Abgabe sämtlicher Bureauaterialien für die kantonalen Verwaltungs- und Gerichtsbehörden übertragen werden. Desgleichen kann mit dem Verlage auch die Verwaltung der amtlichen Drucksachen des Staates verbunden werden.

§ 4. *Lehrmittelkommission.*

Innerhalb der in § 3 bezeichneten Grenzen steht der Entscheid darüber, was für Lehrmittel und sonstige Schulartikel im Verlage gehalten werden und wie dieselben beschaffen und ausgerüstet sein sollen, dem Erziehungsrat und der unter seiner Aufsicht stehenden Lehrmittelkommission zu. Letztere besteht aus:

1. einem Mitgliede des Erziehungsrates als Präsidenten
2. dem Kantonalschulinspektor und
3. einem vom weitem Vorstande der kantonalen Lehrerkonferenz jeweilen für einen Zeitraum von zwei Jahren zu wählenden Vertreter der Lehrerschaft.

Bezüglich der Bureauaterialien für die Behörden und der amtlichen Drucksachen steht der Lehrmittelverlag, abgesehen vom Rechnungswesen, unter der Leitung desjenigen Departements, dem das Kanzleiwesen unterstellt ist.

§ 5. *Beschaffung der Ware.*

Der Ankauf der Schreib- und Zeichnungsmaterialien und dergleichen hat, soweit tunlich, im grossen und direkt bei den Fabrikanten zu geschehen. Desgleichen soll der Verlag dahin streben, dass er solche Bücher und sonstige Drucksachen, welche nicht auf seine Rechnung erstellt werden, sondern bereits ihre Verleger haben, von diesen selbst und nicht auf dem Wege des Kommissionsbuchhandels erhält.

Grössere Druck- und Lithographiearbeiten sind in der Regel auf dem Konkurrenzwege zu vergeben.

Bei der Vergebung der Buchdrucker- und Buchbinderarbeiten, sowie der Warenlieferungen sind, wenn sich die Preisansätze gleich hoch oder wenigstens

nicht erheblich höher stellen, die im hiesigen Kantone ansässigen Gewerbsleute vor den auswärtigen zu berücksichtigen.

§ 6. Verkaufspreis.

Der vom Erziehungsrate resp. von der Lehrmittelkommission festzusetzende Verkaufspreis wird, so weit es sich nicht um sogenannte allgemeine Lehrmittel handelt, durchschnittlich um ungefähr 20 bis 25 % über den Selbstkostenpreis erhöht; bei solchen Lehrmitteln, welche nicht vorwiegend nach Bedarf, sondern in einer für mehrere Jahre ausreichenden Anzahl von Exemplaren erstellt werden, ist der voraussichtliche Zinsverlust in der Regel mit in Anschlag zu bringen. Von dem Betrage des Bruttoverkaufspreises erhalten Lehrer, Schulbeamte, Behörden und Wiederverkäufer (Krämer) einen Rabatt von 10 %.

Bei den allgemeinen Lehrmitteln wird, abgesehen von allfälligem Zinsverlustzuschlage, der Verkaufspreis bloss um ungefähr 10 % über den Selbstkostenpreis erhöht und es fällt bei diesen der Rabatt weg.

In Bezug auf die Abgabe der Bureauaterialien an die kantonalen Verwaltungs- und Gerichtsbehörden wird ein besonderer Beschluss des Regierungsrates das Nötige verfügen. Im übrigen gilt hinsichtlich des Verkaufspreises solcher Ware das oben in Betreff der individuellen Lehrmittel Gesagte.

§ 7. Inkasso.

Lehrer und Anstaltsvorsteher, gleichviel ob der Staat an ihre Besoldung einen Beitrag zu leisten habe oder nicht, sowie Schulverwalter und Behörden hiesigen Kantons erhalten, wenn sie dies wünschen resp. in ihren Bestellbriefen hierüber nichts bemerken, die Ware auf Rechnung. An anderweitige Lehrer u. s. w., sowie an Wiederverkäufer, darf dieselbe nur mit Bewilligung des Erziehungsrates auf Rechnung abgegeben werden.

Denjenigen Lehrern, an deren Besoldung der Staat einen Beitrag zu leisten hat und die mit der Zahlung noch im Rückstande sind, wird der Betrag für die von ihnen bis zum Beginne des letzten Monats eines Quartals bezogene Ware von der betreffenden Quartalbesoldung in Abzug gebracht. Dies geschieht auch in dem Falle, wenn die Besoldung statt an den betreffenden Lehrer, infolge einer Abtretung oder einer Arrestverfügung an jemanden anders ausbezahlt werden muss.

An andere Schuldner stellt der Verwalter jeweilen auf Schluss des Quartals oder bei ganz geringfügigen Posten auf Schluss des Semesters, in welchem die Schuld erwachsen ist, eine Rechnung aus mit der Mahnung, den Betrag innert Monatsfrist zu entrichten resp. kostenfrei einzusenden.

§ 8. Aufsicht.

Der Lehrmittelverlag steht unter der Aufsicht des Erziehungsrates und unter der Oberaufsicht des Regierungsrates.

Jeweilen bis längstens Mitte Februar hat der Verwalter dem Erziehungsrate eine auf den 31. Dezember abzuschliessende und mit den nötigen Belegen versehene, nach den Regeln der doppelten Buchhaltung angefertigte Verwaltungsrechnung vorzulegen. Diese Rechnung wird vom Erziehungsrate geprüft und dem Regierungsrate zur Genehmigung unterbreitet.

Der Erziehungsrat hat ferner, soweit die ihm bezüglich des Lehrmittelverlages zukommenden Obliegenheiten nicht schon in den vorstehenden Paragraphen näher bezeichnet sind:

1. eine Instruktion für den Verwalter aufzustellen, welche die Vorschriften über die Einrichtung und die Führung der Geschäftsbücher samt Warenkontrolle, über die Spedition der Ware, über die jeweilen auf Schluss eines Schulsemesters, sowie auf Schluss des Rechnungsjahres vorzunehmende Warenrevision, über die Behandlung allfälliger Reklamationen, über die Anlage der Jahresrechnung, überhaupt soweit tunlich alle zur Ausführung des vorliegenden Reglementes nötigen oder zweckmässig erachteten Vorschriften enthalten soll;

2. allfällige Weisungsgesuche des Verwalters zu beantworten und über allfällige Beschwerden gegen denselben zu entscheiden;
3. durch ein jeweilen speziell zu bezeichnendes Mitglied seiner Behörde oder einen andern Beamten jährlich wenigstens ein Mal ohne Vorwissen des Verwalters den Kassabestand und die Geschäftsbücher, namentlich das Kassabuch zu untersuchen und wenigstens bei der auf Schluss des Rechnungsjahres vorgesehenen Revision des Warenvorrates mitzuwirken;
4. überhaupt alle zur Durchführung einer wirksamen Aufsicht erforderlichen oder zweckmässig erachteten Vorkehrungen zu treffen.

Gegenwärtiges Reglement soll, nachdem es die Genehmigung des h. Grossen Rates erhalten hat, urschriftlich ins Staatsarchiv niedergelegt und in die Sammlung der Regierungsverordnungen aufgenommen werden.

Luzern, den 23. November 1891.

Namens des Regierungsrates,
Der Schultheiss: J. Fellmann.
Der Staatsschreiber: J. Düring.

13.7. Lehrplan für die Primar- und Repetirschulen des Kantons Glarus. (Vom 25. Februar 1892.)

Vorbemerkung. In Übereinstimmung mit dem ausgesprochenen Wunsche der Filialkonferenzen wird an dem Grundsatz festgehalten, dass der Lehrplan nur Minimalforderungen aufstellen und in kürzester Form lediglich das Lehrziel präzisieren soll.

1. Religionsunterricht.

I. bis III. Schuljahr. Behandlung des im Lesebuch enthaltenen Stoffes zur Anregung der religiös-sittlichen Gefühle.

IV. bis VII. Schuljahr. Entwicklung der einfachsten sittlich-religiösen Grundbegriffe und Darstellung der nächstliegenden Pflichten gegen Gott und Menschen.

2. Sprachunterricht.

I. Schuljahr. *A. Anschauungsunterricht.* 1. Betrachtung einzelner, im Anschauungskreise der Kinder liegender Gegenstände. — 2. Belebung und Ergänzung des beschreibenden Anschauungsunterrichtes durch einfache Erzählungen und kleine Gedichte. Einführung in die Schriftsprache.

B. Schreiben und Lesen. 1. Vorübungen: *a.* Übungen des Gehörs und der Sprachorgane durch richtiges Auffassen, Trennen und Verbinden von Lauten, Silben und Wörtern: *b.* Übungen der Hand und des Auges durch richtiges Auffassen der Formelemente. — 2. Schreiblesen: *a.* Abschreiben und Diktirschreiben von ein- und zweisilbigen Wörtern; *b.* lautes, deutliches Lesen der zu schreibenden und geschriebenen Wörter.

C. Memoriren. Einfache, leichtverständliche Sinnsprüche, Gebete und kleine Gedichte.

II. Schuljahr. *A. Anschauungsunterricht.* 1. Fortsetzung der im I. Schuljahr begonnenen Übungen. — 2. Wie im I. Schuljahr. Fortsetzung.

B. Schreiben und Lesen. 1. Einführung in die Druckschrift. Übung im richtigen, deutlichen und lauten Lesen. — 2. Abschreiben besprochener Sprachstücke mit richtiger Zeichensetzung. Schriftliche Einübung der mündlich behandelten Sprachformen des einfachen Satzes. — 3. Diktiren mit besonderer Berücksichtigung der verwandten Laute, sowie der Dehnung und Schärfung der Laute.

C. Memoriren. Fortsetzung der Stoffbehandlung des I. Schuljahres.

III. Schuljahr. *A. Anschauungsunterricht.* 1. Betrachtung und Beschreibung der weitem Umgebung mit Berücksichtigung der menschlichen Beschäf-

tigung. Betrachtung von Naturgegenständen. — 2. Besprechung des Lesestoffes.

B. Schreiben und Lesen. 1. Fortsetzung der Übung im deutlichen und geläufigen Lesen. — 2. Abschreiben von Lesestücken und Einübung bestimmter Satzformen. — 3. Methodische Übungen im Übersetzen aus der Mundart ins Schriftdeutsche und umgekehrt. — 4. Fortsetzung der Diktirübungen. — 5. Niederschreiben leicht fasslicher Erzählungen und Beschreibungen in einfachen Sätzen.

C. Memoriren. Auswendiglernen einiger Gedichte.

IV. Schuljahr. *A. Lesen.* Übung im richtigen und fertigen Lesen nach Massgabe des Lesebuches. Besprechen und Nacherzählen des Gelesenen. Vortrag gelernter und erklärter Gedichte.

B. Sprachlehre. 1. Unterscheidung der Begriffswörter. Kenntnis des Satzgegenstandes und der Aussage. — 2. Diktirübungen mit besonderer Rücksicht auf Befestigung in der Orthographie und Interpunktion.

C. Stilübungen. 1. Nachbildung bestimmter Satzteile. Sprachübungen nach Massgabe des Lesebuches. — 2. Einfache Beschreibungen und Erzählungen. — 3. Übersetzen mundartlicher Lesestücke ins Schriftdeutsche.

V. Schuljahr. *A. Lesen.* Übung im wohlbetonten Lesen — mit steter Einführung ins Verständnis des Gelesenen. Memoriren ausgewählter Stücke des Lesebuches.

B. Sprachlehre. 1. Biegung des Haupt-, Eigenschafts- und Zeitwortes, nebst Zergliederung des erweiterten einfachen Satzes in seine Teile. Übung der Wortbildung durch Ableitung und Zusammensetzung der Wörter. — 2. Diktirübungen mit Rücksicht auf Orthographie und Interpunktion.

C. Stilübungen. 1. Erzählungen, Beschreibungen. Umwandlung vorgelegter Stilproben (nach Subjekt, Zeitform etc.). — 2. Fortsetzung des Übersetzens mundartlicher Lesestücke ins Schriftdeutsche.

VI. Schuljahr. *A. Lesen.* Übung im ausdrucksvollen Lesen mit steter Einführung in das Verständnis des Gelesenen. Memoriren des hierfür geeigneten Lesestoffes.

B. Sprachlehre. 1. Fortsetzung der im V. Schuljahre behandelten Wortlehre. — 2. Fortgesetzte Behandlung des erweiterten einfachen Satzes. — 3. Diktirübungen zur Befestigung in der Orthographie.

C. Stilübungen. 1. Erzählungen. Beschreibungen. Vergleichen. Nachbildung in freierer Form, Umänderung vorgelegter Stilproben. — 2. Einführung ins Briefschreiben. — 3. Übung in mündlicher Wiedergabe des Aufsatzstoffes (sowie in mündlicher Darstellung eigener Erlebnisse).

VII. Schuljahr. *A. Lesen.* Übung in richtig betontem und ausdrucksvollem Lesen. Einlässliche Erklärung der Lesestücke und häufiges Memoriren; soweit tunlich, auch grammatische Zergliederung.

B. Sprachlehre. 1. Wiederholung und Fortsetzung der Wortlehre. — 2. Wiederholung des bisher behandelten Stoffes aus der Satzlehre; Bildung und Zerlegung zusammengesetzter Sätze. — 3. Diktirübungen zur Befestigung in der Orthographie.

3. Rechnen (und Formenlehre).

I. Schuljahr. Anschauliches Rechnen im Zahlenraum von 1—20. Kenntnis der Ziffern.

II. Schuljahr. Anschauliches Rechnen im Zahlenraum von 1—100. Zuzählen, Abzählen und Zerlegen in diesem Zahlenraum. Einfache Übungen im Einsmaleins und Einsineins.

III. Schuljahr. Erweiterung des Zahlenbegriffs bis 1000, — mit steter Veranschaulichung der Einer, Zehner und Hunderter. Zu- und Abzählen in diesem Zahlenraum, leichte Multiplikationsaufgaben mit einziffrigem Multiplikator

und Divisionsaufgaben im Umfang des Einsmaleins. Erste Einführung in Mass und Gewicht. Rechnen mit einfach benannten Zahlen. Kopfrechnen in beschränktem Zahlenraum.

IV. Schuljahr. Rechnen im Zahlenraum bis 100,000 (eventuell 1,000,000), mit zweistelligem Multiplikator und Divisor. Rechnen mit mehrfach benannten Zahlen (schriftlich nur Addiren und Subtrahiren). Fortgesetzte Behandlung von Mass und Gewicht (Längen- und Hohlmasse). Vielfache Übung im Kopfrechnen.

V. Schuljahr. Die vier Spezies im unbegrenzten Zahlenraum. Fertigkeit im Rechnen mit drei- und vierstelligem Multiplikator und Divisor. Kenntnis der neuen schweizerischen Masse und Gewichte (auch anschauliche Behandlung der Flächen- und Körpermasse). Einführung ins dezimale Rechnen bis zum Tausendstel auf Grund einer anschaulichen Entwicklung des dekadischen Systems (Multiplikator und Divisor nur als ganze Zahlen). Nach Neujahr anschauliches Rechnen mit Brüchen (wenigstens Zweitel und Drittel). Vielfache Übung im Kopfrechnen.

VI. Schuljahr. Fortsetzung der gemeinen Bruchlehre mit Anwendung derselben auf die bürgerlichen Rechnungsarten. Systematische Behandlung der Dezimalbrüche, Übung in Aufgaben aus dem allgemeinen Verkehrsleben; Flächenberechnungen (Parallelogramm und Dreieck). Vielfache Übung im Kopfrechnen.

VII. Schuljahr. Fortgesetzte Behandlung und Anwendung der Dezimal- wie der gemeinen Brüche, weitere Ausdehnung der Aufgaben aus den bürgerlichen Rechnungsarten; Flächen- und Körperberechnungen. Kopfrechnen.

4. Geschichte.

IV. Schuljahr. Ausgewählte Erzählungen aus der Geschichte des Heimatkantons. (Herold II.)

V. Schuljahr. Erzählungen aus der Schweizergeschichte bis und mit der Schlacht bei Näfels. Wiederholung und Ergänzung der einschlägigen Erzählungen aus der Geschichte des Heimatkantons.

VI. Schuljahr. Fortsetzung der Schweizergeschichte; Freiheits-, Eroberungskriege und Reformation. Glarnergeschichte derselben Periode.

VII. Schuljahr. Übersichtliche Behandlung der neuern Geschichte; französische Revolution und ihre Folgen für die Schweiz. Glarnergeschichte derselben Periode.

5. Geographie.

IV. Schuljahr. 1. Entwicklung und Veranschaulichung der ersten geographischen Begriffe durch eingehende Beobachtung der nächsten Umgebung. — 2. Einführung in das Verständnis der kartographischen Zeichen. Öftere Orientierungsübungen.

V. Schuljahr. 1. Behandlung der Beschreibung des Heimatkantons. — 2. Kurze Übersicht des Schweizerlandes, Gebirge und Gewässer.

VI. Schuljahr. 1. Behandlung und Beschreibung der Schweiz, mit Berücksichtigung der hauptsächlichsten Verkehrswege. — 2. Einlässliche Betrachtung einzelner Kantone.

VII. Schuljahr. Übersicht der allgemeinen Geographie von Europa mit besonderer Berücksichtigung der an die Schweiz angrenzenden Länder. Repetition der Schweizergeographie.

6. Naturkunde.

IV.—VI. Schuljahr. Bilder aus der Pflanzen- und Tierwelt; etwas aus dem Mineralreich und der Naturlehre.

VII. Schuljahr. 1. Kenntnis der wichtigsten Handels- und Arzneipflanzen. — 2. Kenntnis der Organe des menschlichen Körpers und ihrer Verrichtungen mit besonderer Beziehung auf Gesundheitslehre.

7. Zeichnen.

IV. Schuljahr. Die gerade Linie und ihre Verbindung zu einfachen Flächenfiguren.

V.—VII. Schuljahr. Methodisch geordnetes Freihandzeichnen nach Massgabe der staatlich anerkannten Lehrmittel.

8. Schreiben.

I. Schuljahr. (Siehe Sprachunterricht.)

II. Schuljahr. Die ersten Schreibübungen auf Papier, unter besonderer Berücksichtigung der Federhaltung.

III. Schuljahr. Einübung des kleinen Alphabets der deutschen Kurrentschrift.

IV. Schuljahr. 1. Fortsetzung der Übungen des 3. Schuljahres in deutscher Kurrentschrift mit vereinfachter Lineatur. — 2. Einübung des grossen Alphabets und der Ziffern.

V. Schuljahr. 1. Fortsetzung der bisherigen Übungen. — Einführung in die Antiqua. Römische Ziffern.

VI. und VII. Schuljahr. 1. Fortsetzung der bisherigen Übungen mit besonderer Berücksichtigung der Antiqua. — 2. Allgemeine Ausbildung der Schreibfertigkeit.

9. Gesang.

I.—III. Schuljahr. Gehör- und Treffübungen im Umfang einer Oktave. Einübung leichter einstimmiger Kinderlieder nach dem Gehör.

IV. und V. Schuljahr. Einführung in die Tonschrift, Erklärung des Notensystems und des Schlüssels. Kenntnis der Noten nach Länge und Kürze. Anwendung im ein- und zweistimmigen Liede; Choral nur in zweistimmigem Satz.

VI. und VII. Schuljahr. Wiederholung und Fortsetzung. Kenntnis der Taktarten und der dynamischen Zeichen; ganze und halbe Töne. Zweistimmige Lieder mit Berücksichtigung des entsprechenden dynamischen Ausdrucks; Choral nur im zweistimmigen Satz.

10. Turnen.

Übungen nach Anleitung der „Turnschule für den militärischen Vorunterricht“ und an der Hand des „Übungsstoffes für die glarnerischen Knabenschulen“.

Lehrplan für die Repetirschulen.

1. Sprache.

A. Lesen. Übung im richtig betonten ausdrucksvollen Lesen. Erzählen und Wiedergeben geeigneter Lesestücke.

B. Stilübungen. Familien- und Geschäftsbriefe, die notwendigsten Geschäftsaufsätze (Quittungen, Schuld- und Bürgscheine, Zeugnisse, Gesuche und Anzeigen.)

2. Rechnen.

Kurze Wiederholung der gemeinen und Dezimalbrüche. Anwendung der verschiedenen Rechnungsarten auf die Verhältnisse des praktischen Lebens. Flüssiges Kopfrechnen. Messen und Berechnen von Flächen und Körpern (womöglich mit Zeichnen und praktischem Feldmessen verbunden). Einführung in die einfache Buchhaltung.

3. Realien.

- a. Behandlung ausgewählter Lesestücke.
- b. Wiederholung und Vervollständigung der Geschichte und Geographie der Schweiz.

4. Gesang.

Choral- und Figurallieder.

Also beschlossen vom Regierungsrat,
Glarus, den 25. Februar 1892.

Namens des Regierungsrates,
Der Landammann: E. Blumer.
Der Ratsschreiber: B. Trümpy.

14. 8. Kreisschreiben des Regierungsrates des Kantons Glarus betreffend den Schuleintritt. (Vom 1. Dezember 1892.)

Tit.! Einem vom Landrate gestützt auf gemachte Erfahrungen bezüglich der Handhabung der gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Schulpflicht in einzelnen Gemeinden gefassten Beschlüsse gemäss erlauben wir uns Sie einzuladen, die §§ 2 des kantonalen Schulgesetzes und 7 des 1889er Landsgemeindebeschlusses betreffend die Reorganisation des Sekundarschulwesens genau nach ihrem Wortlaute zu interpretieren. Es muss ausnahmslos die Forderung aufgestellt werden, dass nur diejenigen Kinder, welche mit dem 1. Mai das sechste Altersjahr erfüllt haben, in die Alltagsschule, und zwar in die erste Klasse derselben aufgenommen werden und dass der Übertritt in die Sekundarschule erst nach Absolvierung des sechsten Primarschulkurses und frühestens mit zurückgelegtem zwölften Altersjahr erfolgt.

Wir verkennen durchaus nicht, dass es in einzelnen wenigen Fällen als vollständig gerechtfertigt erscheinen würde, gut entwickelte Kinder, welche das Pensum des ersten Schuljahres bereits vollständig beherrschen, in den zweiten Kurs eintreten zu lassen. Der Vorteil wäre dann allerdings der, dass das betreffende Kind den siebenten Primarschulkurs durchmachen müsste, um die Sekundarschule besuchen zu können. Auch angenommen, das betreffende Kind würde keine weitere Schule mehr besuchen, so hätte dasselbe einfach, um der im Gesetz vorgesehenen Schulpflicht zu genügen, den siebenten Kurs zweimal durchzumachen. Dass die Repetition des siebenten Kurses für das Kind einen grössern Wert hätte als eine Repetition des einfachen Stoffes im ersten Schuljahr, kann vom pädagogischen Standpunkte aus nicht bestritten werden. Die Schwierigkeit liegt aber eben darin, welche Beachtung allen hiebei in Betracht fallenden Faktoren zu Teil wird und es ist leicht abzusehen, dass bei Behandlung der Gesuche um ausnahmsweise Begünstigung beim Schuleintritt in den einzelnen Gemeinden Ungleichheiten im Verfahren und in den Anforderungen an die Kinder Platz greifen würden. Es wird in dieser Beziehung sehr oft gesündigt und es kann nicht geleugnet werden, dass bei unrichtigem Vorgehen solche scheinbare Begünstigungen je nach der spätern Entwicklung des Kindes sich sehr oft bitter rächen.

Es muss deshalb im Interesse einer einheitlichen Durchführung des Schulgesetzes bestimmt verlangt werden, dass den vorstehenden Weisungen allseitig gewissenhaft nachgelebt werde.

Genehmigen Sie anbei die Versicherung unserer vollkommenen Hochachtung.

Namens des Regierungsrates,
Der Landammann: E. Blumer.
Der Ratsschreiber: B. Trümpy.

15.9. Verordnung betr. unentgeltliche Abgabe der obligatorisch an den Primar-, Repetir- und Sekundarschulen eingeführten Schulbücher im Kanton Zug. (Vom 30. März 1892.)

Der Erziehungsrat des Kantons Zug,

in Vollziehung des Kantonsratsbeschlusses vom 10. Dezember 1891, betreffend unentgeltliche Abgabe der Schulbücher für die Primar-, Repetir- und Sekundarschulen, verordnet hiemit, was folgt:

§ 1. Der Erziehungsrat bezeichnet die für die Primar-, Repetir- und Sekundarschulen den Gemeinden unentgeltlich zu verabfolgenden obligatorischen Schulbücher (§§ 15 und 67 des Schulgesetzes).

§ 2. Zum Zwecke der Erzielung tunlichster Ersparnisse und behufs leichter Ausübung der nötigen Kontrolle errichtet der Erziehungsrat auf der Kantonskanzlei ein unter seiner Aufsicht stehendes kantonales Schulbücherdepôt.

Die daherigen Kosten werden alljährlich auf dem Budgetwege festgestellt.

§ 3. Die Verleger der obligatorischen Schulbücher haben solche im Sinne bezüglich Lieferungsverträge, welche der Erziehungsrat mit ihnen abschliessen wird, an das kantonale Dépôt abzugeben.

Die Bezahlung bezüglich Rechnungen geschieht nach vorheriger Visirung durch den Dépôtverwalter direkt durch den Rechnungsführer über das Erziehungswesen.

§ 4. Das kantonale Schulbücherdepôt liefert den Gemeindeschulpflegen ihren jährlichen Bedarf gegen Empfangschein.

Am Schlusse des Schuljahres stellt das Dépôt den gesamten Jahresverkehr übersichtlich zusammen. Auch ist auf Ende des Schuljahres über den in den Händen der Schulpflegen befindlichen Vorrat ein genaues nach Gemeinden geordnetes Verzeichnis anzufertigen.

Die betreffenden Zusammenzüge bilden Spezialbeilagen zur Rechnung über das Erziehungswesen des betreffenden Jahres.

§ 5. Die Gemeindeschulpflegen übermitteln die Bücher auf schriftliche Bestellung hin und gegen Empfangschein an die betreffenden Klassenlehrer.

Am Ende eines Schuljahres erstatten die Gemeindeschulpflegen dem kantonalen Dépôt Bericht über den Verkehr und den Bestand ihres gemeindlichen Verlages. Dem Berichte sind die eingegangenen Bestellungen und Empfangscheine der Klassenlehrer als Belege beizulegen. Die Schulpflegen sind gehalten, den Bedarf für das kommende neue Schuljahr rechtzeitig dem kantonalen Dépôt anzuzeigen.

§ 6. Die Klassenlehrer sind für richtige Abgabe an die Schüler gemäss den nachfolgenden Bestimmungen verantwortlich.

§ 7. Kein Schüler hat Anspruch auf mehr als ein Exemplar der für die betreffende Abteilung obligatorisch vorgeschriebenen Schulbücher (§ 1 des Kantonsratsbeschlusses).

§ 8. Die Lehrer haben strenge darauf zu dringen, dass die Schüler die Schulbücher reinlich und ganz erhalten.

Schüler, welche eine auffallende Sorglosigkeit an den Tag legen, sind zu notiren, eventuell auch zu bestrafen.

§ 9. Noch gut erhaltene und brauchbare Bücher, welche die Schüler in einer höhern Schule nicht mehr verwenden müssen, sind mit Ausnahme des sechsten Primar- und Repetirschulbuches je bei Beginn des Schuljahres oder auch schon während der Dauer desselben von Schülern, welche aus dem Kanton wegziehen, zurückzunehmen, um sie an diejenigen Schüler wieder abzugeben, welche im Jahr vorher weniger oder gar keine Sorgfalt für die Bücher gezeigt haben.

§ 10. Will ein Schüler schon gebrauchte Bücher nicht annehmen, so hat er gegen Bezahlung bei der Schulpflege neue zu beziehen. Ebenso haben sich

Schüler, welche die ihnen unentgeltlich verabreichten Bücher während des Schuljahres verlieren, oder bis zur Unbrauchbarkeit beschädigen, auf eigene Rechnung neue anzuschaffen.

Derart bezogene Bücher sind von der Schulpflege zu dem Preise abzugeben, wie sie das kantonale Depôt bezieht.

Der daherige Ertrag ist mit Beilage eines schriftlichen Ausweises je auf Ende Dezember an den Rechnungsführer für das Erziehungswesen abzuliefern.

§ 11. Die Gemeindeschulkommissionen wachen darüber, dass die Schulpfleger und Lehrer der ihnen durch diese Verordnung überbundenen Aufgabe getreulich nachkommen. Allfällige Unterlassungen sind entsprechend zu rügen, im Wiederholungsfalle dem Erziehungsrate zur Kenntnis zu bringen.

§ 12. Der Kantonschulinspektor und die Kreisvisitatoren erkundigen sich bei ihren Schulbesuchen angelegentlichst um die Handhabung dieser Verordnung und legen ihre Beobachtungen in den Jahresberichten nieder.

§ 13. Diese Verordnung tritt mit Genehmigung des Regierungsrates sofort in Kraft und wird der Erziehungsrat unmittelbar hierauf die zu deren Vollziehung erforderlichen Anordnungen treffen.

Zug, den 30. März 1892.

Namens des Erziehungsrates,

Der Präsident: A. Weber.

Der Sekretär: A. Keiser.

Der Regierungsrat des Kantons Zug hat vorstehender Verordnung in heutiger Sitzung die Genehmigung erteilt und deren Aufnahme in die kantonale Gesetzessammlung verfügt.

Zug, den 16. April 1892.

Der Landammann: A. Weber.

Der Landschreiber: A. Keiser.

16.10. Regierungsratsbeschluss betreffend den Vollzug der Strafurteile für Schulversäumnisse im Kanton Baselland. (Vom 22. Juni 1892.)

Der Regierungsrat des Kantons Basellandschaft, in Betracht, dass der durch das Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs bedingte Wegfall des Exekutionsverfahrens eine Revision der für den Vollzug der Strafurteile für Schulversäumnisse aufgestellten Vorschriften notwendig macht, beschliesst, was folgt:

§ 1. Die Bezirksgerichtsschreiber haben die Urteile betreffend Schulversäumnisse spätestens drei Tage nach Ausfällung derselben dem Statthalteramte zuzustellen. Dieses nimmt von den Urteilen in der hiefür bestehenden Kontrolle Vormerkung, bescheinigt die Eintragung auf den Auszügen und übermacht dieselben so rechtzeitig der Erziehungsdirektion, dass diese nötigenfalls noch von der Appellation Gebrauch machen kann.

§ 2. Mit dem den Gerichtsschreibern obliegenden Einzug der Schulversäumnissbussen ist in folgender Weise zu verfahren. Sobald ein Schulversäumnisurteil rechtskräftig geworden, stellt der Gerichtsschreiber der gebüssten Partei Rechnung mit der Aufforderung, die Busse nebst Kosten innert vier Wochen der Gerichtskanzlei zu bezahlen. Erfolgt innert dieser Frist keine Bezahlung, so hat sich der Gerichtsschreiber durch Anfrage beim Gemeindepräsidenten des Wohnortes des Bestraften zunächst zu vergewissern, ob der letztere pfändbares Vermögen (Art. 92 des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs) besitze (§ 11 des Gesetzes über die Organisation und Besoldung der untern Gerichtsstellen vom 1. April 1867). Hat der Gebüsste Vermögen, so hat der Gerichtsschreiber Betreibung anzuheben und diese ohne Unterbruch durchzuführen. Die Betreibungskosten, soweit sie nicht vom Gebüssten bezahlt worden, werden mit den Einwohnerkassieren verrechnet. Hat der Gebüsste kein pfänd-

bares Vermögen, so ist von der Anhebung der Betreibung Umgang zu nehmen und es verfährt der Gerichtsschreiber gemäss § 3.

§ 3. Hat die Busse auf dem Betreibungswege nicht beigebracht werden können, oder ist mangels Vermögen gar keine Betreibung angehoben worden (§ 2, letzter Absatz), so übermacht der Gerichtsschreiber den Verlustschein, bzw. die Bescheinigung des Gemeindepräsidenten über die Vermögenslosigkeit des Gebüssten, sofort nach deren Eingang dem Statthalteramt. Dieses vollzieht hierauf und zwar längstens innert Monatsfrist die im Urteil für den Fall der Unerhältlichkeit der Busse angedrohte Freiheitsstrafe.

§ 4. Jeweilen am Ende eines Monats haben die Gerichtsschreiber der Erziehungsdirektion einzuberichten, in welchen Fällen die Busse bezahlt und in welchen Fällen das Urteil dem Statthalteramt zum Vollzug übergeben worden ist. Die Erziehungsdirektion wacht darüber, dass da, wo die Busse der Gerichtskanzlei nicht bezahlt worden ist (s. § 3), der Vollzug der Freiheitsstrafen innert der in § 3 anberaumten Frist stattfindet. Zu diesem Behufe haben ihr die Statthalterämter je auf Ende eines Monats einzuberichten, welche Urteile im abgelaufenen Monat vollzogen worden sind, bzw. durch Bezahlung der Busse an das Statthalteramt ihre Erledigung gefunden haben.

17.11. Regierungsratsbeschluss betreffend die Ferien an den Primarschulen des Kantons Baselland. (Vom 19. Dezember 1892.)

Der Regierungsrat des Kantons Basellandschaft, in Betracht, dass es betreffend Ansetzung der Ferien im Kantone sehr verschieden gehalten wird, eine einheitliche Regelung für sämtliche Primarschulen jedoch als notwendig erscheint, beschliesst, was folgt:

§ 1. Die Verteilung der in § 46 des Schulgesetzes vom 6. April 1835 vorgesehenen sechs Wochen Ferien auf die Heu-, Getreide- und Herbstertezeit wird gemäss den örtlichen Verhältnissen von den Gemeindeschulpflegern festgesetzt. Die Ferien sollen nicht tageweise erteilt, sondern es soll jeweilen mindestens eine Woche anhaltend frei gegeben werden. Der Beginn der Ferien wird vom Präsidenten der Schulpflege im Einverständnis mit den Lehrern bestimmt.

Die Beschlüsse betreffend die Verlegung der Ferien sind der Erziehungsdirektion zur Kenntnis zu bringen.

§ 2. Zur Weihnachts- und Neujahrszeit ist ausser den beiden Festtagen je der Tag vor und nach Weihnacht und Neujahr frei zu geben; fallen diese freien Tage auf Sonntage, so ist an den Tagen vor und nach diesen Sonntagen Schule zu halten.

§ 3. Frei sind ferner:

- a. die Examentage der Primarschulen in der Gemeinde und der Tag nach dem Examen;
- b. die Tage der Kantonalkonferenz und der beiden Bezirkskonferenzen der Lehrerschaft;
- c. die auf Wochentage fallenden anerkannten kirchlichen Festtage;
- d. zur Fastnachtzeit ein Tag oder zwei halbe Tage nach Anordnung der Schulpflege; der Ostersamstag und der Pfingstmontag.

§ 4. Am Schlusse des Schuljahres werden acht bis zehn Tage Ferien gegeben; die Zeit und die Dauer derselben, sowie der Beginn des neuen Schuljahres werden jedes Jahr einheitlich für sämtliche Primarschulen des Kantons von der Erziehungsdirektion festgesetzt.

§ 5. Verlängerung dieser Ferien durch die Gemeindebehörden ist nicht statthaft.

§ 6. Ist ein Lehrer aus zwingenden Gründen genötigt, die Schule einzustellen, so hat er gemäss gesetzlicher Vorschrift sofort dem Schulpflegepräsidenten und dem Schulinspektor schriftlich Anzeige zu machen, beziehungsweise Urlaub zu begehren.

Die Schulpflegepräsidenten haben in der nächsten Sitzung der Schulpflege von der Sache Kenntnis zu geben, und es ist im Protokoll davon Vormerkung zu nehmen.

Muss die Schule aus andern Gründen, z. B. wegen baulicher Veränderungen, Einquartirung, Krankheiten etc. eingestellt werden, so ist ebenfalls sofort der Erziehungsdirektion Kenntnis zu geben.

§ 7. Dieser Beschluss soll im Amtsblatte publizirt und durch die Erziehungsdirektion den Gemeinderäten, Schulpflegen, Lehrern und dem Schulinspektorate behufs Nachachtung zur Kenntnis gebracht werden. Er tritt mit dem Tage der Publikation im Amtsblatt (22. Dezember 1892) in Kraft.

18. 12. Reglement betreffend die Beschaffung der Lehrmittel und Schulmaterialien, sowie die Abgabe derselben an die Schüler im Kanton Baselland. (Vom 19. November 1892.)

Der Regierungsrat des Kantons Basellandschaft, in Betracht, dass es notwendig erscheint, über die Beschaffung und Abgabe der Lehrmittel, welche nach Vorschrift von § 52 der Staatsverfassung vom 4. April 1892 an die Schüler unentgeltlich zu verabfolgen sind, Vorschriften aufzustellen, beschliesst, was folgt:

§ 1. Vom 1. Januar 1893 an erhält jeder Schüler der Primar-, Halbtags- und Repetirschulen, sowie der drei Anstaltsschulen Augst, Sommerau und Frenken-dorf die Schulmaterialien unentgeltlich.

Die gedruckten Lehrmittel und das Material für die Arbeitsschulen werden vom 1. Mai 1893 an unentgeltlich an die Schüler und Schülerinnen abgegeben.

§ 2. Als Schulmaterial im Sinne von § 1 für die sechs Primarschul-klassen, die Halbtags- und Repetirschulen wird bestimmt:

a. Schiefertafeln für das I., II. und III. Schuljahr je eine; *b.* Griffel je zirka 20 für das I., II. und III. Schuljahr; *c.* Griffelhalter für das I., II. und III. Schuljahr, per Klasse zirka 15; *d.* Hefte, Schreib- und Rechenhefte, zirka 15 für ein Jahr, vom III. Schuljahr an; *e.* Zeichenpapier und Zeichenhefte, zirka 15—20 Blatt oder ein Heft, vom IV. Schuljahr an; *f.* Federhalter je ein per Jahr, vom III. Schuljahr an; *g.* Bleistifte je drei per Jahr, vom IV. Schuljahr an; *h.* Radirgummi (Naturgummi oder Gummi), je ein per Jahr, vom IV. Schuljahr an; *i.* Stahlfedern nach Bedarf, vom III. Schuljahr an; *k.* ein Lineal vom III. Schuljahr an für die ganze Schulzeit; *l.* Tinte (wird vom Lehrer nach Bedarf abgegeben); *m.* ein Federkasten zur Aufbewahrung der Schulmaterialien für die ganze Schulzeit.

Die gedruckten Lehrmittel werden durch besondern Beschluss bezeichnet.

Als Arbeitsschulmaterial wird bestimmt:

a. Garn zum Strickstreifen und zum ersten Strumpfpaar; *b.* Stoff zu Näh- und Flickarbeiten; *c.* Stramin und Garn zum Sticken; *d.* Zuschneidepapier; *e.* Zeichenhefte; *f.* Stricknadeln (I. Schuljahr); *g.* Nähadeln und Faden; *h.* Knöpfe, Haften und Bänder für das Nähtuch; *i.* verkleinerter Massstab.

Für jede Schule soll die nötige Anzahl Scheren und Nähkissen beschafft werden und diese sollen Eigentum der Schule bleiben.

Wandkarten, Wandtafeln, Kreide, Pulte, Mobiliar etc. werden nach Bedarf von den Gemeinden angeschafft.

§ 3. Die Anschaffung der Lehrmittel geschieht durch den Staat, entweder auf dem Wege der öffentlichen Ausschreibung oder dem des Vertrages.

Die Erziehungsdirektion stellt für die Schulmaterialien von jedem Gegenstande Mustertypen auf.

Der Zuschlag erfolgt durch den Regierungsrat.

§ 4. Jede Gemeindeschulpflege, ebenso die Vorstände der drei Anstaltsschulen, melden alljährlich in der ersten Hälfte des Monats März und September der Erziehungsdirektion den Materialbedarf für das folgende Halbjahr und bezeichnen ein Mitglied ihrer Behörde oder einen Lehrer oder sonstigen Beamten (Lehrmittelverwalter), welcher die Bezüge in Empfang nimmt und gemäss ihrer Verfügung an die einzelnen Lehrer abgibt.

Die Bestellung bei den Lieferanten geschieht durch die Erziehungsdirektion. Die Lieferung hat portofrei direkt an die einzelnen Schulen zu geschehen. Der Empfang ist der Erziehungsdirektion sofort anzuzeigen; ebenso sind Beschwerden über Mängel der gelieferten Waren der Erziehungsdirektion einzureichen.

§ 5. Die Erziehungsdirektion sowie die Schulpflegen und Anstaltsvorstände führen über die gemachten Bestellungen und Lieferungen Kontrollen; über die Lieferungen und Abgaben an die Schüler ebenfalls jeder Lehrer.

§ 6. Über jede Lieferung hat der Lieferant der Erziehungsdirektion sofort Rechnung zu stellen.

Die eingegangenen Rechnungen werden von der Erziehungsdirektion geprüft, zur Zahlung angewiesen und von der Staatskasse bezahlt. Die Einkassierung der Beträge für die Schulmaterialien von den einzelnen Gemeinden geschieht durch die Staatskasse. Für die an die Anstaltsschulen gelieferten Materialien findet eine Rückvergütung nicht statt.

§ 7. Die Schülerkarten bleiben in der Regel in der Schule und werden bei Bedarf ausgeteilt, ebenso die Zeichenblätter, die übrigen Hefte und der Federkasten nebst Inhalt.

Es wird den Lehrern ausdrücklich verboten, Material, z. B. Hefte, in grösserer Anzahl an die Schüler abzugeben.

§ 8. Schüler, welche während des Schuljahres die Schule verlassen oder in eine andere Klasse versetzt werden, haben ihre Schulbücher abzugeben; den übrigen verbleiben sie als Eigentum. Die abgegebenen Bücher werden an Schüler verabreicht, welche während der Schulzeit eintreten.

§ 9. Die Gemeinden sorgen dafür, dass die Lehrmittel und Schulmaterialien in der Schule in einem zweckmässig eingerichteten, gut verschliessbaren Kasten versorgt werden können.

§ 10. Lehrer und Schulpflegen wachen strenge darüber, dass die Lehrmittel und Schulmaterialien in gutem Zustande erhalten bleiben und der Sinn für Ordnung, Reinlichkeit und Sparsamkeit gepflegt werde. Beschädigte und verloren gegangene Lehrmittel und Schulmaterialien sind von den fehlbaren Schülern oder ihren Eltern sofort auf eigene Kosten zu ersetzen.

Dem Schulinspektor wird die Aufsicht über Handhabung des Reglements zur besondern Pflicht gemacht.

19. 13. Regierungsratsbeschluss betreffend die gedruckten Lehrmittel für die Primarschulen im Kanton Baselland. (Vom 24. Dezember 1892.)

Der Regierungsrat des Kantons Basellandschaft, in Vollziehung von § 55 des Schulgesetzes vom 6. April 1835, beschliesst auf Antrag der Erziehungsdirektion, was folgt:

§ 1. Folgende gedruckte Lehrmittel werden für die Primarschulen vom 1. Mai 1893 an als obligatorisch erklärt und vom Staate unentgeltlich an die Schüler abgegeben:

1. Deutsche Sprache und Realien:

- a. *in den drei Unterklassen*: Sprachbüchlein I, II und III für schweizerische Elementarschulen von H. R. Rüegg;
- b. *in den drei Oberklassen*: Lehr- und Lesebuch I, II und III für die mittleren Klassen schweizerischer Volksschulen von H. R. Rüegg; von Teil II und III für Klassen V und VI die St. Gallische Ausgabe und zwar Teil II (Klasse V) für Baselland umgearbeitet;
- c. *in den Halbtags- und Repetirschulen*: Lesebuch für die Oberklassen der Primarschule des Kantons Baselland.

2. Geographie:

- a. *von Klasse IV an*: Karte der Kantone Baselland und Baselstadt von J. S. Gerster 1:100,000;
- b. *von Klasse V an*: Karte der Schweiz für Schulen von R. Leuzinger 1:700,000.

3. Rechnen:

- a. *Alltagsschulen*: Aufgaben zum schriftlichen Rechnen für schweizerische Volksschulen von J. Stöcklin, I., II., III., IV., V., VI. Schuljahr;
- b. *Halbtags- und Repetirschulen*: Rechenbuch für schweizerische Volksschulen von J. Stöcklin, VII., VIII. und IX. Schuljahr.

4. Gesang:

- von Klasse IV an*: Lieder für jung und alt von J. J. Schäublin.¹⁾

5. Religion:

- von Klasse IV an*: a. biblische Geschichte für den Religionsunterricht in Baselstadt und Baselland;
- b. biblische Geschichte für katholische Volksschulen von L. C. Businger, neu bearbeitet von A. Walther.

20.14. Ordnung für die Spezialklassen für schwachbegabte Schüler der Primarschulen des Kantons Baselstadt. (Vom 23. April 1892.)

Der Regierungsrat des Kantons Baselstadt hat in Ausführung des § 9 des Schulgesetzes vom 21. Juni 1880 und 8. Juni 1891 über die Einrichtung von Spezialklassen für schwachbegabte Schüler der Primarschule folgendes bestimmt:

§ 1. Für schwachbegabte Schüler der Primarschulen werden die erforderlichen Spezialklassen errichtet und zwar für Knaben und Mädchen gemeinsam.

§ 2. Die Schülerzahl einer Klassenabteilung soll 25 nicht übersteigen.

§ 3. Die Leitung der Spezialklassen wird von den Primarschulinspektionen gemeinsam besorgt.

§ 4. In die Spezialklassen werden nicht aufgenommen:

- a. Kinder, welche vermöge körperlicher oder geistiger Gebrechen sich für den Besuch einer öffentlichen Schule überhaupt nicht eignen;
- b. Kinder, welche sittlich verdorben sind;
- c. Kinder, welche das Lehrziel der zweiten Klasse der Primarschule erreicht haben.

§ 5. In die Spezialklasse werden aufgenommen: Kinder, welche zwar bildungsfähig sind, aber infolge körperlicher oder geistiger Mängel einer individuellen Behandlung bedürfen und deshalb in den gewöhnlichen Klassen der öffentlichen Schule mit ihren normal beanlagten Klassengenossen nicht Schritt halten können.

¹⁾ Seit 1. Mai 1893 ist eingeführt: „Helvetia“, Liederbuch von Zweifel, und zwar in dem Sinne, dass die Klassen, welche schon im Besitze des Buches von Schäublin sind, dasselbe behalten.

§ 6. Die Aufnahme findet statt:

- a. auf Antrag der Eltern und mit Genehmigung des Erziehungsdepartementes, nachdem ein wenigstens einjähriger Versuch in einer gewöhnlichen Klasse den Nachweis geleistet hat, dass das betreffende Kind in die Spezialklasse gehört;
- b. auf Veranlassung des Erziehungsdepartementes und mit Zustimmung der Eltern, nachdem ein wenigstens zweijähriger Versuch in einer gewöhnlichen Klasse erwiesen hat, dass das betreffende Kind in die Spezialklasse gehört.

In beiden Fällen muss die Aufnahme vom Klassenlehrer, vom Schulinspektor und vom Schularzt befürwortet sein.

In dringenden Fällen kann das Erziehungsdepartement die Aufnahme von Kindern in die Spezialklasse auch vor Ablauf des Probejahres gestatten.

§ 7. Wenn Eltern mit der Zuteilung ihres Kindes in die Spezialklasse nicht einverstanden sind, bleibt dem Erziehungsdepartement die Entscheidung vorbehalten, ob das Kind noch länger in einer gewöhnlichen Klasse verbleiben, oder ob es aus der öffentlichen Schule entfernt werden soll.

§ 8. Auf Antrag der Lehrer der Spezialklassen und mit Zustimmung des betreffenden Schulinspektors und des Schularztes kann das Erziehungsdepartement zu jeder Zeit ein Kind aus der Spezialklasse in eine entsprechende Klasse der öffentlichen Schule versetzen.

§ 9. Das Lehrziel der Spezialklassen für schwachbegabte Schüler richtet sich im allgemeinen nach dem der Primarschulen. Die an letzterem mit Rücksicht auf die Befähigung der betreffenden Kinder vorzunehmenden Änderungen unterliegen der Genehmigung des Erziehungsrates.

Basel, den 23. April 1892.

Im Namen des Regierungsrates,

Der Präsident: Zutt.

Der Sekretär: Dr. R. Wackernagel.

21. 15. Grossratsbeschluss des Kantons Baselstadt betreffend Abänderung der §§ 66 und 75 des Schulgesetzes (Stipendienwesen). (Vom 21. April 1892.)

Der Grosse Rat des Kantons Baselstadt, in der Absicht, unbemittelten Kantonsangehörigen in erhöhtem Masse die weitere Ausbildung zu ermöglichen, beschliesst, was folgt:

I.

§ 66 des Schulgesetzes vom 21. Juni 1880 erhält folgende Fassung:

Der Ertrag des Schulstipendienfonds der Stadt soll, vorbehaltlich ausdrücklicher Stiftungsbestimmungen, zunächst zur Unterstützung tüchtiger Schüler des obern Gymnasiums und der obern Realschule verwendet werden. Aus demselben können auch tüchtige Schüler der Knabenmittelschulen, welche nicht mehr im schulpflichtigen Alter stehen, unterstützt werden.

An unbemittelte Kantonsangehörige, welche nicht mehr im schulpflichtigen Alter stehen, können, sofern sie ihre Vorbildung im hiesigen Kanton erhalten haben und sich durch Begabung, Fleiss und gute Sitten auszeichnen, Stipendien zum Zweck ihrer weiteren Ausbildung an höheren hiesigen oder auswärtigen Lehranstalten bewilligt werden. Hiefür wird ein jährlicher Kredit bis auf Fr. 10,000 festgesetzt, aus welchem auch jährliche Zuschüsse zu den Einnahmen des Schulstipendienfonds und des akademischen Vermächtnisfonds geleistet werden können.

Der Erziehungsrat stellt im Sinne dieser Bestimmungen Vorschriften über die Verwaltung und Verwendung des Schulstipendienfonds, sowie des festgesetzten Stipendienkredites auf und legt sie dem Regierungsrat zur Genehmigung vor.

Über die Verwaltung und Verwendung der Schulfonds in Riehen, Bettingen und Kleinhüningen wird der Regierungsrat auf Antrag des Erziehungsrates das Nähere festsetzen.

II.

§ 75 des Schulgesetzes erhält folgende Fassung:

Für die Verwaltung des Schulstipendienfonds und anderer Schulstiftungen in der Stadt und die Verwendung des Ertrages derselben, sowie des in § 66 festgesetzten Stipendienkredites, besteht eine Kommission von sieben Mitgliedern. Dieselbe wird vom Erziehungsrate auf eine Amtsdauer von sechs Jahren gewählt. Sie übt ihre Tätigkeit aus gemäss den vom Regierungsrate aufzustellenden Vorschriften (§ 66) und legt demselben alljährlich Bericht und Rechnung zur Genehmigung vor.

Basel, den 21. April 1892.

Namens des Grossen Rates,

Der Präsident: Dr. Isaak Iselin.

Der I. Sekretär: Dr. S. Scheuermann.

22. 16. Stipendienordnung für den Kanton Baselstadt. (Vom 17. November 1892.) (Vom Regierungsrat genehmigt am 3. Dezember 1892.)

Der Erziehungsrat des Kantons Baselstadt hat in Ausführung der durch Grossratsbeschluss vom 2. April 1892 abgeänderten §§ 66 und 75 des Schulgesetzes und unter Aufhebung des Reglementes über Verwaltung und Verwendung des Schulstipendienfonds der Stadt Basel vom 29. September 1881 folgende Vorschriften betreffend Verwaltung und Verwendung des Schulstipendienfonds, sowie des in § 66 des Schulgesetzes festgesetzten Stipendienkredites, aufgestellt:

I. Stipendienkommission.

§ 1. Für die Verwaltung des Schulstipendienfonds und anderer Schulstiftungen in der Stadt und die Verwendung des Ertrages derselben, sowie des in § 66 des Schulgesetzes festgesetzten Stipendienkredites besteht eine Stipendienkommission von sieben Mitgliedern, welche vom Erziehungsrat auf eine Amtsdauer von sechs Jahren gewählt wird.

§ 2. Die Stipendienkommission übt ihre Tätigkeit aus gemäss den nachfolgenden Bestimmungen und erstattet alljährlich auf Schluss des Kalenderjahres dem Erziehungsrat und dem Regierungsrat Bericht und Rechnung über die Verwaltung und Verwendung des Schulstipendienfonds, sowie des Stipendienkredites.

II. Schulstipendienfonds.

§ 3. Die Stipendienkommission verwaltet den Schulstipendienfonds, wie derselbe in Folge der Ausscheidung des Fiscus Gymnasii aus dem Vermögen der Universität in ihre Hand übergegangen ist, und die Stiftungen, welche einzelnen andern Schulen für Stipendienzwecke gemacht worden sind, oder noch gemacht werden.

§ 4. Die Kommission ist befugt, die Verwaltung der Kapitalien einem sachverständigen Verwalter zu übertragen; Kapitalanlagen sollen aber nur auf Grund einstimmigen Beschlusses der Kommission und nach den Grundsätzen, welche für die Anlage von Vogtsgeldern aufgestellt sind, gemacht werden.

§ 5. Für Bezüge von Geld in laufender Rechnung genügt die Unterschrift des Präsidenten der Kommission oder seines durch die Kommission ernannten Stellvertreters; zur rechtsgültigen Quittung für Kapitalrückzahlungen ist die Unterschrift des Präsidenten und eines durch die Kommission hiezu bezeichneten Mitgliedes erforderlich.

§ 6. Die verschiedenen Stiftungen bilden, soweit nicht ausdrücklich das Gegenteil bestimmt ist, für die Verwaltung nur Einen Fonds. Stiftungen, welche

zu Gunsten einer bestimmten Schule oder bestimmter Familien bestehen, werden in ihrem Kapitalbestande in der Jahresrechnung besonders aufgeführt; den Schulstiftungen wird ein allfälliger Zinsüberschuss jährlich gut geschrieben; nicht verwendete Zinsen von Familienstipendien fallen in den Schulstipendienfonds.

§ 7. Es soll in keinem Jahre mehr für Stipendien verwendet werden als der Betrag der eingehenden Zinsen; Überschüsse dienen zur Äufnung des Kapitals; Kapitaleingriffe sind untersagt.

§ 8. Die Kommission stellt fest, für welche Familienstipendien zur Zeit noch genussberechtigte Verwandtschaft vorhanden ist, und wie gross der Betrag dieser einzelnen Stipendien ist; das Ergebnis dieser Untersuchung soll in angemessener Weise periodisch veröffentlicht werden.

§ 9. Die Kommission wird in einem Stiftungsbuche (Legatarium) den Wortlaut aller bestehenden und inskünftige noch erfolgenden Stiftungen eintragen, und ist zur sorgfältigen Aufbewahrung aller Dokumente verpflichtet.

§ 10. Der Ertrag des allgemeinen Fonds soll stiftungsgemäss zunächst Schülern des obern Gymnasiums und der obern Realschule zu Gute kommen, welche sich durch Begabung, Fleiss und gute Sitten auszeichnen; im Kanton wohnhafte geniessen vor auswärts wohnenden den Vorzug.

§ 11. Die Direktoren der genannten Anstalten werden jeweilen im Herbst die Schüler, welche ein Stipendium erwerben wollen, einladen, ihre Bewerbung durch Eltern oder Vormünder einzugeben.

§ 12. Die Lehrerkonferenz begutachtet die eingegangenen Bewerbungen und übermittelt sie mit ihrem Gutachten der Stipendienkommission; diese entscheidet endgültig über die Begehren.

§ 13. Die Stipendien werden jeweilen für die Dauer eines Jahres zugesprochen; Schüler, denen ein Stipendium zuerkannt worden ist, bedürfen für spätere Jahre keiner neuen Bewerbung, wohl aber einer neuen Begutachtung durch die Lehrerkonferenz.

§ 14. Schülern, welche sich in Bezug auf Fleiss oder Betragen Tadel zugezogen haben, kann auf Antrag der Lehrerkonferenz das Stipendium zurückgelegt oder auf bestimmte oder unbestimmte Zeit entzogen werden.

§ 15. Der jährliche Betrag eines Stipendiums in den obern Schulen ist:

für die	I. Klasse	Fr. 80. —
" "	II. "	" 120. —
" "	III. "	" 160. —
" "	IV. "	" 200. —

Ausnahmsweise können bei besonderer Bedürftigkeit eines Petenten diese Beträge um Fr. 40. — erhöht werden.

§ 16. An Schüler der Mittelschulen, welche nicht mehr schulpflichtig sind, können jährliche Stipendien bis auf Fr. 80. — bewilligt werden; im übrigen gelten die Bestimmungen der §§ 10—14 auch für diese Stipendien.

§ 17. Familienstipendien sollen in der Regel nur an Schüler der Mittelschulen verabfolgt werden; und zwar im ganzen Zinsbetrage an Ein Mitglied der berechtigten Familie, so lange es die Mittelschule besucht; beim Besuche der obern Schule nur, sofern kein anderer Berechtigter das Stipendium beansprucht.

Zur Bewerbung genügt der Nachweis der Verwandtschaft, doch kann die Lehrerkonferenz gegen die Verabfolgung Einsprache erheben bei beharrlichem Unfleisse oder unbefriedigendem Betragen des Petenten.

§ 18. Die Stipendien werden halbjährlich gegen Schluss des Schulhalbjahres durch Vermittlung des Rektorats an die Schüler ausbezahlt.

§ 19. Für bestehende und neue Stiftungen sind im übrigen die besondern Stiftungsbestimmungen massgebend, auch wenn sie obigen Bestimmungen widersprechen.

III. Stipendienkredit.

§ 20. An unbemittelte Kantonsangehörige, welche nicht mehr im schulpflichtigen Alter stehen, können, sofern sie ihre Vorbildung im hiesigen Kanton erhalten haben und sich durch Begabung, Fleiss und gute Sitten auszeichnen, zum Zweck ihrer weitem Ausbildung an höhern hiesigen oder auswärtigen Lehranstalten Stipendien im Rahmen des gesetzlichen Stipendienkredits von 10,000 Franken bewilligt werden.

§ 21. Die Stipendien werden jeweilen im Herbst, nach vorausgegangener öffentlicher Bekanntmachung, durch die Stipendienkommission zugesprochen.

Die Anmeldungen sind von den Bewerbern und ihren Eltern oder Vormündern schriftlich einzugeben, unter Beilegung einer kurzen Auskunft über den bisherigen Bildungsgang und die beabsichtigte weitere Ausbildung, sowie des Schulzeugnisses über das letzte Schuljahr.

§ 22. Die Stipendien werden jeweilen auf die Dauer eines Jahres zugesprochen. Bewerber, die bereits ein Stipendium erhalten haben, und um ein weiteres einkommen, haben ihrer schriftlichen Eingabe die Zeugnisse über das abgelaufene Schuljahr beizulegen.

§ 23. Stipendiengenössigen, welche sich in Bezug auf Fleiss und Betragen Tadel zugezogen haben, kann das Stipendium zurückgelegt oder auf bestimmte oder unbestimmte Zeit entzogen werden.

§ 24. Der jährliche Betrag eines Stipendiums ist höchstens 500 Franken und kann einem Bewerber viermal zugesprochen werden. Ausnahmsweise kann auch, statt wiederholter jährlicher Stipendien, ein einmaliges Stipendium bis zum Betrag von 2000 Franken bewilligt werden.

§ 25. Aus dem Stipendienkredit können auch jährliche Zuschüsse zu den Einnahmen des Schulstipendienfonds und, auf Antrag der Regenz, zu den Einnahmen des akademischen Vermächtnisfonds durch die Stipendienkommission bewilligt werden.

Basel, den 17. November 1892.

Im Namen des Erziehungsrates,
Der Präsident: Zutt.
Der Sekretär: H. Zehntner.

23. 17. Statistik geistig oder körperlich gebrechlicher Schulkinder im Kanton St. Gallen. (Vom 14. April 1892.)

Auf Grund von Art. 6 unserer kantonalen Verfassung und auf Ansuchen der Kommission des st. gallischen Hilfsvereins für Bildung taubstummer Kinder werden die sämtlichen Ortsschulräte hiemit eingeladen, bis Mitte Mai l. J. dem zuständigen Bezirksschulratspräsidenten zur Berichtgabe an uns schriftlich mitteilen zu wollen:

1. welchen im schulpflichtigen Alter stehenden Kindern der Schulgemeinde wegen körperlicher oder geistiger Gebrechen zur Zeit der Besuch der Volksschule verschlossen ist, und zwar
 - a. wegen Taubstummheit; b. wegen Blindheit; c. wegen Epilepsie oder andern chronischen Krankheiten; d. wegen Schwachsinnigkeit oder Idiotismus;
2. den Namen und engern Wohnort des Vaters des betreffenden Kindes;
3. das Geburtsdatum des Kindes;
4. dessen mutmassliche geistige Begabung, das heisst ob es
 - a. normal begabt, oder b. beschränkt bildungsfähig (schwachsinnig) oder bildungsunfähig (blödsinnig) sei.

Bezügliche Formulare werden demnächst den Schulräten zur Ausfüllung übermittelt.

St. Gallen, den 14. April 1892.

Im Namen des Erziehungsrates,
Der Präsident: Dr. J. A. Kaiser.
Der Aktuar: Dütschler.

24. 18. Kreisschreiben des Erziehungsrates des Kantons Aargau betreffend das Prüfungswesen. (Vom 27. Januar 1892.)

In einer motivirten Eingabe der Kantonal-Lehrerkonferenz vom 8. Februar 1890 an die Erziehungsdirektion wurde das Begehren gestellt, es möchten inskünftig sämtliche von einer untern Schulstufe in eine höhere übertretenden, sowie alle aus der Schule zu entlassenden Schüler von dem betreffenden Inspektor individuell geprüft werden.

Gestützt auf die inzwischen von der Gemeindeschul-Inspektorenkonferenz in Sachen gestellten Anträge hat der Erziehungsrat in etwelcher Abweichung von denselben betreffend der Einführung der individuellen Prüfungen folgendes beschlossen:

1. Die individuellen Prüfungen sind vorläufig für die Schuljahre 1891/92 und 1892/93 einzuführen.

2. Einer individuellen Prüfung haben sich alle infolge absolvirter Schulpflicht aus der Gemeinde- und Fortbildungsschule zu entlassenden Knaben und Mädchen zu unterziehen.

In grössern Ortschaften mit mehrern Schulen liegt es im Ermessen des Inspektors, die zu prüfenden Schüler zu einer Prüfungsabteilung zusammen zu ziehen.

3. Die Prüfung hat sich zu erstrecken auf Lesen, Aufsatz, Rechnen (mündliches und schriftliches) und Vaterlandskunde (Geographie und Geschichte). Beim Prüfen in der Vaterlandskunde soll eine stumme Karte zur Verwendung kommen. Empfohlen wird die Schweizerkarte von Randegger & Cie. in Winterthur, Ausgabe E.

4. Die Prüfung ist vom Inspektor anlässlich seines letzten Winterschulbesuches (Februar oder März) ganz unabhängig von der ordentlichen Jahresprüfung, welche entsprechend reduziert werden darf, vorzunehmen. Über den Prüfungstag hat der Inspektor die Schulpflege und die Lehrerschaft rechtzeitig zu verständigen.

Schüler, welche wegen Krankheit an der Prüfung nicht teilnehmen können, sollen bei Anlass der ordentlichen Jahresprüfung individuell geprüft werden.

5. Der Prüfungsstoff ist vom Inspektor nach Massgabe der Lehrplanvorschriften für die Schüler der einzelnen Klassen zu bestimmen. Ebenso hat er beim mündlichen Examen selbst zu prüfen.

6. Die von den Schülern zu liefernden schriftlichen Arbeiten (Aufsatz und schriftliches Rechnen) müssen auf einem speziell für diesen Zweck erstellten Prüfungsblatt, mit gedrucktem Kopf, angefertigt werden.

Nach beendigter Prüfung werden die Arbeiten vom Inspektor eingesammelt und, soweit dies am Prüfungstage nicht möglich ist, zu Hause durchgesehen und taxirt.

7. Um die Prüfungsergebnisse gehörig verzeichnen zu können, ist eine besondere Prüfungstabelle erstellt worden. Vor der Prüfung sind in dieselbe vom Lehrer die Namen der zu prüfenden Schüler nebst den andern geforderten Angaben einzutragen. Ebenso empfiehlt es sich behufs Abkürzung der Prüfungsvorbereitungen von den Schülern den Kopf des Prüfungsblattes vor dem Prüfungsbeginn ausfüllen zu lassen.

Sowohl auf das Prüfungsblatt als in die Prüfungstabelle sind vom Inspektor betreffenden Orts die vom Examinanden erworbenen fünf Noten einzutragen.

8. Nach Erledigung aller dem Inspektor obliegenden Prüfungsgeschäfte hat er die Prüfungstabelle samt den schriftlichen Schülerarbeiten dem betreffenden Lehrer zuzustellen. Dieser hat auf den Tag der ordentlichen Jahres- oder Schlussprüfung, an welcher auch die individuell geprüften Schüler teilzunehmen haben, denselben nach Weisung des Inspektors unter der Rubrik „Rekrutenprüfung“ die Noten in das Zeugnisbüchlein einzutragen.

9. Bei der Schlussprüfung sind die Prüfungstabelle und die schriftlichen Prüfungsarbeiten, letztere am besten geheftet, zu handen der Schulpflege aufzulegen. Die Prüfungstabelle ist in der Schulchronik aufzubewahren, während die schriftlichen Arbeiten vom Inspektor dem Bezirksschulrat einzumitteln sind, welcher sie nachher dem Erziehungsrat zuzustellen hat.

10. Die Prüfungstabelle und die Prüfungsblätter sind von den Schulpflegen rechtzeitig von der Buchdruckerei Effingerhof in Brugg zu beziehen. Auf einem Exemplar Prüfungstabelle ist Raum für die Eintragung von 22 Schülernamen. Die Zahl der zu beziehenden Exemplare richtet sich also nach der Zahl der Examinanden. Es empfiehlt sich für jeden Schüler zwei Prüfungsblätter zu beziehen.

Die Verlagsfirma liefert in entsprechender Verpackung ein Exemplar Prüfungstabelle zu 4 Cts. und ein Exemplar Prüfungsblatt zu 2 Cts.

Namens des Erziehungsrates,
Der Präsident: Dr. Fahrländer.
Der Sekretär: N. Stäuble.

25. 19. Verordnung des Kantons Thurgau betreffend Vorsichtsmassregeln bei ansteckenden Kinderkrankheiten bezüglich der Schule. (Vom 11. November 1892.)

Der Regierungsrat des Kantons Thurgau,

in weiterer Ausführung des § 26, Lemma 2, des Unterrichtsgesetzes vom 29. August 1875 und in der Absicht, bei Ausbruch von ansteckenden Kinderkrankheiten allgemein verbindliche Vorschriften bezüglich der Schulen aufzustellen,

verordnet:

§ 1. Den Vorschriften dieser Verordnung sind alle öffentlichen und Privatschulen, Kleinkinderschulen, sowie der kirchliche Unterweisungsunterricht unterstellt.

§ 2. Die Schulvorsteherschaften und Geistlichen haben für richtige Handhabung der Vorschrift zu sorgen.

§ 3. Die Ärzte sind verpflichtet, von jedem Seuchenfalle der Schulvorsteherschaft eventuell dem betreffenden Geistlichen Anzeige zu geben.

§ 4. Der Schulbesuch und der Besuch der Kinderlehre sind verboten:

- a. bei Keuchhusten dem Patienten;
- b. bei Scharlach und Diphtheritis dem Kranken, sowie dessen schulpflichtigen Wohnungsgenossen, sofern nicht die vollständige Absonderung des Kranken ärztlich bescheinigt ist;
- c. bei Masern nur auf besonderes Verlangen des Arztes und bei bösartigen Epidemien.

§ 5. Besuche schulpflichtiger Kinder in den mit Ansteckung behafteten Häusern sind nicht gestattet, diejenigen Erwachsener möglichst zu beschränken.

§ 6. Der Wiederbesuch der Schule ist dem Kranken und seinen schulpflichtigen Mitbewohnern gestattet, wenn die Heilung und die richtige Desinfektion durch ein ärztliches Zeugnis bescheinigt sind.

§ 7. Bricht in der Familie eines das Schulhaus bewohnenden Lehrers Scharlach oder Diphtheritis aus, so ist der Kranke entweder sofort auszulogieren oder die Schule für so lange zu schliessen, bis die in § 6 geforderten Bedingungen erfüllt sind.

§ 8. Erkrankt jemand in der Familie eines ausser dem Schulhaus wohnenden Lehrers oder dessen Kostgebers an Scharlach oder Diphtheritis, so darf der Lehrer den Unterricht nur erteilen, wenn die vollständige Absonderung gemäss § 4 vorhanden ist.

§ 9. Anordnung und Überwachung der Desinfektion ist in Privathäusern Sache des behandelnden Arztes, in Schulgebäuden der Ortsgesundheitskommission.

§ 10. Publikation dieser Verordnung im Amtsblatt und in der Gesetzesammlung, sowie Mitteilung in Separatabdrücken an sämtliche Schulvorsteher-schaften, Lehrer, Geistliche, Physikate, Ärzte und Gesundheitskommissionen.

Frauenfeld, den 11. November 1892.

Der Präsident des Regierungsrates: Dr. K. Egloff.
Der Staatsschreiber: Dr. J. Wehrli.

26. 20. Circulaire du Département de l'Instruction publique et des Cultes du Canton de Vaud aux Commissions scolaires et au personnel enseignant. (Du 24 octobre 1892.)

Fréquentation. — Au début du semestre d'hiver, le Département croit utile de vous rappeler les dispositions de l'art. 79 de la loi, aux termes duquel tout enfant remplissant les conditions d'âge requises est astreint à la fréquentation des écoles, *quelle que soit sa nationalité.*

Dans les classes du degré inférieur, les enfants âgés de 7 et 8 ans dans l'année ne sont astreints qu'à 28 heures de leçons par semaine; en sus de cet âge, ils doivent recevoir 33 heures d'enseignement.

Notre Département a seul compétence pour statuer sur les demandes de congé excédant 15 jours. (Règlement, art. 142.)

Rapports d'absences. — Le formulaire N° 4, destiné aux rapports mensuels sur les absences, ne doit renfermer que les réponses demandées. Toute autre communication fera l'objet d'un office spécial.

Travaux à l'aiguille. — Le nombre des heures est fixé à 6 par semaine pour les degrés moyen et supérieur et à 4 pour le degré inférieur. Dans la règle, ces leçons ont lieu l'après-midi. Les absences sont notées exactement, en conformité de l'art. 171, 2^{me} alinéa, du Règlement.

Ouverture de l'école. — L'ouverture de l'école a lieu conformément aux art. 105 et 106 du Règlement; elle est annoncée par le son de la cloche un quart d'heure à l'avance. Les Commissions sont invitées à surveiller la stricte exécution de ces prescriptions.

Chauffage. — La salle d'école doit être chauffée convenablement à l'arrivée des élèves. (Règlement, art. 30 et 119.) Plusieurs irrégularités ayant été constatées, on voudra bien nous éviter dorénavant toute observation à ce sujet.

Constructions scolaires. — Aux termes de l'art. 24 de la loi, il ne peut être fait aucune construction scolaire, ni modification aux bâtiments d'école ou à leurs dépendances, sans que les plans et devis y relatifs soient soumis préalablement à notre Département.

Cours complémentaires. — Le rang obtenu par notre canton à la suite des derniers examens des recrues nous engage à attirer sérieusement l'attention des autorités scolaires sur les deux points suivants:

- a. Une surveillance très active est de rigueur, en ce qui concerne la fréquentation des écoles et plus spécialement les demandes de congé pour cause de maladie ou pour toute autre raison.
- b. Les cours complémentaires, dont le nombre d'heures est fixé à 36 au minimum, doivent être également l'objet d'une constante sollicitude et d'une surveillance non moins active. Les Commissions scolaires ou leurs délégués visiteront les cours au moins une fois par semaine (Règlement, art. 207) afin de seconder les maîtres et de stimuler les élèves; elles veilleront en outre à ce que les travaux écrits, qui doivent être tous présentés à l'examen, soient exécutés avec ordre et propreté.

Nous saisissons cette occasion pour inviter les maîtres chargés de ces cours à redoubler de zèle. Nous leur rappelons en même temps qu'au nombre des moyens qui peuvent leur faciliter le travail de préparation et être employés avec fruit par les jeunes gens se recommandent entre autres toute spécialement la publication périodique „Le Jeune Citoyen“, l'opuscule intitulé „Aux Recrues Suisses“ et le „Recueil des questions de calcul“ données dans les examens de recrues.

Nous vous informons d'ailleurs que nos délégués sont spécialement chargés de l'inspection de ces cours. Le Département se propose, en outre, de publier à l'avenir, pour chaque commune, les résultats des examens des recrues.

Livrets scolaires. — Tous les élèves des cours complémentaires nés en 1876 et 1877 doivent être munis du livret scolaire à leur entrée en classe. Ce livret, conservé par le maître, sera rendu aux élèves à la fin des cours.

Les dispositions de l'art. 128, 2^{me} alinéa, et 129 du Règlement du 12 avril 1890 pour les écoles primaires sont aussi applicables aux cours complémentaires.

En confirmant notre circulaire du 1^{er} juin 1892, relative à la carte générale de la Suisse au 1/250000, nous portons à la connaissance du personnel enseignant qu'une nouvelle souscription est ouverte au Département jusqu'au 1^{er} décembre prochain.

Nous attirons également l'attention sur l'ouvrage intitulé „Annuaire statistique de la Suisse, publié par le Bureau de statistique du Département fédéral de l'Intérieur (Fr. 5. — Orell-Füssli, Zurich). Grâce à un contrat avec l'éditeur, une réduction de 30 % est faite aux autorités scolaires et aux membres du corps enseignant.

Il sera adressé prochainement aux Commissions scolaires un certain nombre d'exemplaires des „Récréation enfantines“, par A. Gavard, à destination des classes du degré moyen.

Le Chef du Département: E. Ruffy.

27. 21. Circulaire du Département de l'Instruction publique et des Cultes du Canton de Vaud aux Commissions scolaires. (Du 1^{er} mars 1892.)

Nous avons l'avantage de vous informer que les examens écrits auront lieu cette année le 30 ou, à défaut, le 31 mars prochain.

Les pièces y relatives vous seront expédiées à temps. Des mesures efficaces seront prises pour empêcher, avant et pendant les examens, toute espèce d'indiscrétions ou de communications.

Pendant les épreuves écrites, les élèves *n'ont en classe aucun manuel*, et leurs cahiers sont remis au régent ou à la régente.

Les travaux écrits sont conservés pendant une année dans les archives de la Commission.

Les examens oraux sont *individuels*; ils ne peuvent avoir lieu le même jour que les épreuves écrites (dictée et composition). Avant l'examen, les maîtres inscrivent dans le tableau, à la place qui leur est assignée, la moyenne (sans fraction) des notes d'année, pour la conduite et le travail de chaque élève.

Les examinateurs ne prennent connaissance de ces inscriptions qu'après l'assignation de leurs propres notes.

Les élèves de chaque degré, en commençant par les garçons, sont portés dans le tableau *par ordre alphabétique*, et non d'après leur instruction.

La colonne 4 du tableau renferme l'indication de l'année de naissance des élèves.

La note de conduite de l'année est ajoutée aux notes de l'examen pour constituer le total à inscrire dans la colonne 31 du tableau.

Les élèves des degrés inférieur et moyen sont mis, comme les élèves du degré supérieur, au bénéfice du chiffre maximum, lorsqu'ils possèdent des connaissances raisonnées et solides sur le programme qui les concerne.

Le succès supérieur n'est assigné que si l'élève fait preuve de jugement et d'intelligence dans ses réponses, ou lorsque ses travaux sont faits avec exactitude, ordre et propreté.

A l'occasion du calcul de tête, ou par le moyen des problèmes, les Commissions scolaires s'assurent que l'enseignement du métrage a réellement été donné.

Relativement à l'examen de quelques-unes des branches du programme, nous vous rappelons tout spécialement les instructions données dans notre circulaire du printemps 1890.

Les tableaux, complétés avec soin dans toutes leurs rubriques, doivent indiquer les totaux et les moyennes de la classe entière pour les *absences*, les *notes de conduite*, les *notes de l'année* et *celles de l'examen*. Ces moyennes sont exprimées en nombres décimaux.

Les tableaux sont adressés au Département de l'Instruction publique, service de l'Instruction, avant le 1^{er} mai prochain.

Les membres des Commissions scolaires et les experts sont priés d'apporter à ces examens la plus scrupuleuse attention.

Le Chef du Département: E. Ruffy.

28. 22. Circulaire du Département de l'Instruction publique et des Cultes du Canton de Vaud aux Municipalités et aux Commissions scolaires. (Du 4 février 1892.)

Nous avons l'honneur de vous rappeler les dispositions des articles 79 de la loi du 9 mai 1889 et 133 et 134 du règlement du 12 avril 1890, relatives à l'âge de libération des écoles et au mode de fréquentation des écoles d'été.

I. Age de libération des écoles.

Aux termes de l'art. 79 de la loi, la fréquentation obligatoire des écoles a lieu jusqu'au 15 avril de l'année où l'enfant a 16 ans révolus. Néanmoins les autorités communales ont le droit de limiter cette fréquentation au 15 avril de l'année où l'enfant a 15 ans révolus.

En conséquence, et conformément à l'art. 133 du règlement, nous vous prions de nous faire connaître, avant le 1^{er} mars prochain, la décision prise à ce sujet par la Municipalité réunie à la Commission scolaire.

Si les autorités précitées consultent à cet égard le Conseil général ou communal, elles sont liées par la décision de ces corps.

II. Mode de fréquentation des écoles d'été.

En conformité de l'art. 134 du règlement, les Commissions scolaires font connaître au Département de l'Instruction publique et des Cultes, avant le 1^{er} mars de chaque année, le mode de fréquentation qu'elles ont adopté, pour l'été, à l'égard des enfants de 12 ans révolus au 15 avril, appartenant au degré supérieur.

Ensuite de cet article, ces derniers peuvent être astreints:

- A. Ou à fréquenter toutes les écoles d'été;
- B. Ou à suivre, chaque matin, 3 heures d'école, durant tout l'été;
- C. Ou à ne suivre l'école du matin que du 15 avril au 1^{er} juin, moyennant une fréquentation minimum, du 1^{er} juin au 1^{er} novembre, de 84 heures d'école, réparties par semaines entières, à raison de 2 à 3 heures chaque matin.

Etant réservé que le nombre de 84 heures d'école à fréquenter du 1^{er} juin au 1^{er} novembre peut être augmenté au gré des Commissions scolaires, vous voudrez bien nous informer quel est, parmi les trois modes de fréquentation A, B, C, celui que vous avez adopté.

Le Chef du Département: E. Ruffy.

..... le 1892.

Au Département de l'Instruction publique et des Cultes

Monsieur le Chef du Département,

Les autorités compétentes de la commune d
ont l'honneur de vous informer des décisions ci-après:

I. Age de libération des écoles.

- A. Libération, au 15 avril 1892, de tous les enfants atteignant l'âge de 16 ans dans l'année, soit de ceux nés en 1876.¹⁾
- B. Libération au 15 avril 1892, de tous les enfants atteignant l'âge de 15 ans dans l'année, soit de ceux nés en 1877.

II. Mode de fréquentation des écoles d'été.

Pendant l'été 1892, les enfants, âgés de 12 ans révolus au 15 avril prochain, et appartenant au degré supérieur, seront astreints à suivre les écoles d'après le mode²⁾ de fréquentation indiqué ci-dessous.

- A. Fréquentation de toutes les écoles d'été;
- B. Fréquentation de trois heures d'école, chaque matin, pendant tout l'été;
- C. Fréquentation du 15 avril au 1^{er} juin, de 3 heures d'école, chaque matin, et, du 1^{er} juin au 1^{er} novembre, de (84 au minimum) heures d'école, réparties pendant semaines entières, à raison de heures matin. — Les semaines entières sont approximativement fixées aux époques suivantes.³⁾

Avec haute considération,

Le Président de la Commission scolaire,

¹⁾ Biffer le mode de libération non adopté.

²⁾ Indiquer la lettre qui précède le mode de fréquentation adopté, et biffer ensuite les deux autres modes de fréquentation.

³⁾ Si c'est le mode C. de fréquentation qui est admis, donner avec soin toutes les indications demandées.

Détacher cette feuille et l'envoyer à son adresse avant le 1^{er} mars prochain.

III. Fortbildungsschulen.

29. 1. Regulativ über die Unterstützung der gewerblichen Fortbildungsschulen des Kantons St. Gallen durch den Staat. (Vom 8. Januar 1892.)

Wir Landammann und Regierungsrat des Kantons St. Gallen,

In Anwendung von Art. 15 lit. b der Kantonsverfassung betreffend die Unterstützung von Fachschulen,

in der Absicht, die Verwendung des für gewerbliche Fortbildungs- und Zeichnungsschulen gewährten Kredites zu ordnen,

beschliessen was folgt:

Art. 1. Der Staat fördert den gewerblichen Unterricht an Fortbildungsschulen und ähnlichen Instituten, welche den in Art. 4 genannten Anforderungen entsprechen, durch:

- a. Beitragsleistung an die Einrichtung und den Betrieb der Schulen;
- b. Beitragsleistung an die Lehrerausbildung;
- c. Anlage eines kantonalen Depôts von Lehrmitteln und leihweise Abgabe derselben;
- d. Veranstaltung und Unterstützung von Konferenzen und Ausstellungen.

Art. 2. Aus dem jährlich zur Verfügung stehenden Kredit sind je nach Bedarf zirka $\frac{4}{6}$ der Gesamtsumme den Schulen, inklusive Konferenzen, Ausstellungen und Verwaltungskosten, zirka $\frac{1}{6}$ der Lehrerausbildung und zirka $\frac{1}{6}$ der Erstellung und Äufnung des Lehrmitteldepôts zuzuwenden. Allfällige Überschüsse bei einer von diesen Kategorien können den übrigen zugewiesen werden.

Art. 3. Die Zuteilung der Staatsbeiträge und der Vollzug des gegenwärtigen Regulativs wird, unter Vorbehalt endgültiger Entscheidung des Regierungsrates, einer Kommission von drei Mitgliedern übertragen. Präsident derselben ist der Vorstand des Volkswirtschaftsdepartements. Der Regierungsrat wählt für die Zeit seiner Amtsdauer die beiden übrigen Mitglieder und bestimmt die denselben zukommende Entschädigung. Die Aktuariatsgeschäfte werden vom Sekretär des Volkswirtschaftsdepartements besorgt.

In dringenden Fällen und in Angelegenheiten von untergeordneter Bedeutung verfügt der Präsident von sich aus.

Die Kommission legt alljährlich dem Regierungsrate Bericht und Rechnung vor.

1. Beitragsleistung an die Schulen.

Art. 4. Auf Staatsunterstützung haben nur solche Schulen Anspruch, welche:

- a. eigentliche gewerblich-technische Fächer pflegen, als: deutsche Sprache in Anwendung auf Schriftstücke und Korrespondenzen geschäftlicher Natur — Buchführung — Rechnen in Anwendung auf die Flächen-, Körper- und Gewichtsrechnungen — Physik und Chemie — Freihandzeichnen — Geometrisches Zeichnen — Projektives Zeichnen — Technisches Zeichnen — Modelliren;
- b. durch Anstellung geeigneter Lehrkräfte Gewähr für Erteilung eines fachlich und pädagogisch richtigen Unterrichtes bieten;
- c. zufolge ihrer Organisation den Besuch der Schule allen Interessenten innerhalb einer bestimmten Altersgrenze ermöglichen.

Art. 5. Diese Schulen erhalten:

- a. eine einmalige Unterstützung an die erste Einrichtung, im Maximalbetrage von Fr. 300;
- b. einen jährlichen Beitrag an den Schulbetrieb (Besoldung der Lehrkräfte, Beschaffung des Vorlagenmaterials und der im Eigentum der Schule bleibenden Einrichtungsgegenstände für den Zeichnungsunterricht etc.) und zwar im ganzen höchstens 75 Rp. per Schulstunde;
- c. den Verhältnissen angemessene Zuschüsse an das Honorar für an die Schulen berufene Wanderlehrer.

Die unter lit. a und b angeführten Maximalbeträge können ausnahmsweise aus besondern Gründen erhöht werden.

Die unter lit. b erwähnte Unterstützung darf keine Verminderung der bisherigen Leistungen der Gemeinden, Korporationen, Vereine und Privaten zur Folge haben und soll im Maximum nicht mehr als jene Leistungen betragen; auch werden nur diejenigen Fächer in Berechnung gezogen, die der eigentlichen gewerblichen Ausbildung der Schüler dienen. (Siehe Art. 4 lit. a).

Art. 6. Gesuche um Beiträge sind jeweils bis Mitte August an das Volkswirtschaftsdepartement zu richten und sollen enthalten,

a. wenn sie zum ersten Mal gestellt werden:

1. vollständige Angaben über die Organisation der Schule;
2. Angaben über Schulaufsicht und Lehrer;
3. Unterrichts- und Stundenplan;
4. spezifizirtes Budget für den anzutretenden Kurs;
5. eventuelle Schulberichte früherer Jahre und letzte Kursrechnung;

b. wenn sie für schon subventionirte Schulen eingegeben werden:

1. genauen Aufschluss über allfällige Abänderungen in Organisation, Aufsicht und Leitung der Schule;
2. Unterrichts- und Stundenplan;
3. Schulbericht und Rechnung über den letztabgeschlossenen Kurs, soweit dies nicht schon geschehen ist;
4. spezifizirtes Budget für den anzutretenden Kurs.

Gesuche um Unterstützung an die Neueinrichtung sind getrennt von den übrigen Begehren zu stellen und sollen nur dasjenige enthalten, was sich speziell auf die Einrichtung der Schule bezieht.

Art. 7. Sämtliche Gesuche sind im Doppel einzugeben. Für die Budget- und Rechnungsvorlagen stellt das Departement Formulare zur Verfügung.

Ein Doppel wird behufs Erlangung der Bundesunterstützung gemäss Reglement über Vollziehung des Bundesbeschlusses betreffend die gewerbliche und industrielle Berufsbildung vom 27. Januar 1885 vom Volkswirtschaftsdepartement an die zuständigen Organe der Bundesverwaltung geleitet.

Art. 8. Mitteilungen über die Höhe der Staatsunterstützungen erfolgen zu gleicher Zeit mit denjenigen über die Bundessubvention, in der Regel im Laufe des Monats Februar.

Die Beiträge werden nach Beendigung der Kurse und auf stattgehabten summarischen Bericht über Rechnungsabschluss, Stunden- und Schüleranzahl ausbezahlt.

Art. 9. Die Kommission ist jederzeit berechtigt, Inspektionen der Schulen vorzunehmen, beziehungsweise durch Beauftragte vornehmen zu lassen.

Allfällige Kursprüfungen, Arbeitsausstellungen u. s. w. sind zu diesem Behufe dem Departement rechtzeitig anzuzeigen.

Art. 10. Bezüglich der Unterstützung jener Fortbildungsschulen, welche neben den gewerblichen auch noch andere Fächer pflegen und deshalb neben den durch dieses Regulativ vorgesehenen Staatsbeiträgen auch noch solche nach den bestehenden Vorschriften über das Erziehungswesen beanspruchen können, wird der Regierungsrat allfällig nötige Anordnungen treffen.

II. Beitragsleistung an die Lehrerausbildung.

Art. 11. Zum Zwecke der Ausbildung spezieller Lehrkräfte für den gewerblich-technischen Fachunterricht werden an Lehrer oder zum Lehrberufe geeignete Fachleute Stipendien verabfolgt:

- a.* für den Besuch von theoretischen Fachlehrer-Bildungs- und Wiederholungskursen;
- b.* für Betätigung in geeigneter fachlicher Praxis.

Art. 12. Der einem Stipendiaten für die Zeit eines Jahres zu gewährende Staatsbeitrag soll Fr. 400 nicht übersteigen. Ausnahmsweise kann derselbe aus besondern Gründen erhöht werden.

Art. 13. Gesuche um Stipendien sind dem Volkswirtschaftsdepartement einzureichen und zwar in der Regel von den betreffenden Schulvorständen.

Art. 14. Die Gesuche sollen Angaben über folgende Punkte enthalten:

- a. Name, Wohnort, Geburtsjahr, bisherige Lehrtätigkeit, Familien- und Vermögensverhältnisse der Bewerber;
- b. voraussichtliche Dauer, Kosten, Art und Zweck der Weiterausbildung;
- c. beabsichtigte Verwertung derselben;
- d. in Aussicht stehende Unterstützungen durch Schul- und Gemeindebehörden, gewerbliche Vereine u. s. w.;
- e. bezüglich, seitens des Stipendiaten eingegangene Verpflichtungen.

Art. 15. Die Annahme eines kantonalen Stipendiums verpflichtet zur Ausübung des Fachlehrerberufes im Kanton und zwar je nach dem Betrage desselben während der Dauer von zwei bis fünf Jahren.

Stipendiaten, welche vor Ablauf der bestimmten Frist den kantonalen Lehrdienst verlassen, können zur Zurückerstattung des Stipendiums oder eines Teiles desselben angehalten werden.

III. Lehrmitteldepôt.

Art. 16. Es wird ein kantonales Dépôt von kostspieligeren Speziallehrmitteln (Modellen u. dergl.) behufs leihweiser Abgabe an die Schulen gehalten und alljährlich geäuft.

Art. 17. Bezugsberechtigt sind die Behörden und Lehrer der unterstützten Schulen. Ausnahmsweise können auch andere Gesuchsteller Berücksichtigung finden.

Die Abgabe von Gegenständen geschieht auf bestimmte Zeit und gegen Unterzeichnung eines Empfangs- und Verpflichtungsscheines.

Art. 18. Alljährlich im Monat Juli findet Inventarisierung des Dépôts und Aufnahme eines Gegenstandsverzeichnisses statt, welches letzteres den subventionierten Schulen zuzustellen ist und auch von sonstigen Interessenten gratis bezogen werden kann.

Art. 19. Das Dépôt befindet sich gemäss bezüglichlicher Übereinkunft im Industrie- und Gewerbemuseum St. Gallen und wird unter der Aufsicht der Kommission von dessen Direktion besorgt.

IV. Konferenzen und Ausstellungen.

Art. 20. Es werden jeweilen nach Bedürfnis Konferenzen der Lehrer der gewerblichen Unterrichtskurse veranstaltet, wozu auch die betreffenden Aufsichtsbehörden, sowie weitere Fachleute und Vertreter von Interessentengruppen zugezogen werden können. Die zur Teilnahme an diesen Konferenzen Aufgeforderten erhalten ein Taggeld von Fr. 5 und Vergütung der Fahrtaxe III. Klasse.

Art. 21. An Ausstellungen von Lehrmitteln, Schülerarbeiten u. s. w. kann eine angemessene Staatsunterstützung geleistet werden.

Art. 22. Dieses Regulativ tritt sofort in Kraft und soll in die Gesetzesammlung und in das Amtliche Schulblatt aufgenommen werden.

St. Gallen, den 8. Januar 1892.

Der Landammann: Zollikofer.

Im Namen des Regierungsrates,

Der Staatsschreiber: Müller.

30.2. Circulaire du Département de l'Instruction publique et des Cultes du Canton de Vaud aux Commissions scolaires. (Du 4 février 1892.)

Conformément à l'article 203 du règlement du 12 avril 1890, nous avons l'avantage de vous informer que les examens des cours complémentaires ont été fixés, pour tout le Canton, au 1^{er} ou, à défaut, au 2 mars prochain.

Ces examens seront subis dans les localités où les cours ont été suivis. Devront s'y présenter: *a.* tous les élèves des cours appartenant aux classes d'âge 1873, 1874, 1875 et ceux de 1876 libérés des écoles; *b.* les jeunes gens, dispensés pendant l'exercice écoulé, qui ne suivent pas les cours d'un établissement d'instruction publique, secondaire ou supérieur ou des cours jugés équivalents.

Les sujets de composition et les problèmes d'arithmétique vous seront expédiés à temps par les soins du Département.

Nous vous demandons que des mesures efficaces soient prises pour empêcher, avant et pendant les examens, toute espèce d'indiscrétions et de communications.

Pour les examens, les travaux faits durant les cours seront remis à la Commission scolaire qui les appréciera. Les jeunes gens qui ne présentent pas ces travaux le jour de l'examen sont signalés par la Commission scolaire au Département de l'Instruction publique et des Cultes et par lui au Département militaire pour infraction à la discipline (Règlement, art. 197).

Les travaux d'examen seront conservés pendant une année dans les archives de la Commission.

Pour faciliter les opérations, le mode suivant pourra être adopté: on donnera d'abord aux élèves l'une ou l'autre des séries de problèmes d'arithmétique. La note supérieure n'est assignée que si l'élève présente la solution exacte des quatre problèmes. On procédera ensuite à la composition.

Pendant les travaux écrits, surveillés par un des membres de la Commission, il sera procédé aux interrogations sur les autres branches du programme.

L'échelle des notes est la suivante: 1 = très bien; 2 = bien; 3 = passable; 4 = mal; 5 = très mal.

Les tableaux d'examen, complétés dans toutes leurs rubriques, devront être adressés au Département de l'Instruction publique et des Cultes, service de l'instruction, avant le 15 mars prochain. (Règlement, art. 205.)

Le résultat de l'examen, prévu à l'art. 204 du règlement, nous sera également communiqué avant le 15 avril. A réception de la présente circulaire, vous voudrez bien publier un avis invitant tous les jeunes gens intéressés à se rendre dans le local indiqué pour y subir les épreuves réglementaires.

En terminant, nous recommandons aux Commissions scolaires d'apporter beaucoup de soins à cet examen et surtout de se montrer très judicieuses dans les appréciations.

Le Chef du Département: E. Ruffy.

IV. Lehrerschaft.

31. 1. Règlement fixant les conditions de concours pour la nomination des maîtres aux écoles primaires du Canton de Fribourg. (Du 26 août 1892.)

Article 1er. — La nomination des maîtres aux écoles primaires a lieu, dans la règle, à la suite d'un concours.

Le concours est annoncé dans la Feuille officielle.

Art. 2. — Chaque candidat est tenu, pour être admis au concours, de déposer, en prenant son inscription:

a. son brevet de capacité;

b. cas échéant, les notes du dernier examen du renouvellement du brevet;

c. des certificats de bonne conduite.

Art. 3. — Tous les candidats sont appelés à l'examen du concours.

Cependant, les candidats qui ont subi dans le courant de la même année les épreuves du brevet ou d'un concours, ceux qui sont au bénéfice du certificat d'aptitude pédagogique ou qui ont enseigné pendant vingt ans dans le canton

à la satisfaction des autorités scolaires peuvent être, sur leur requête, libérés de l'examen.

La Direction de l'Instruction publique prononce sur les demandes de dispense qui lui sont adressées en temps utile.

Art. 4. — L'examen a lieu, dans la règle, à la maison d'école où le poste est à pourvoir. La salle de classe sert pour l'examen oral et les leçons d'épreuves. Pour les travaux écrits, les candidats sont placés autant que possible dans un local séparé.

Art. 5. — L'examen de concours est public.

Art. 6. — Le préfet du district invite les autorités locales à assister à l'examen, à réunir les élèves, à procurer l'aménagement des salles, ainsi que tout ce qui doit servir aux leçons d'épreuves: tableaux, cartes, objets pour les leçons d'ouvrages, etc.

Art. 7. — Le jury d'examen est constitué comme suit: le préfet du district comme président, l'inspecteur de l'arrondissement qui interroge et remplit les fonctions de secrétaire, et un troisième membre désigné par la Direction de l'Instruction publique.

Art. 8. — L'inspecteur prépare pour chaque examen de concours:

- a. un texte pour la dictée;
- b. les sujets pour la lecture et le compte rendu;
- c. les sujets pour les leçons d'épreuves, choisis parmi toutes les branches prévues aux art. 10 et 11 de la loi;
- d. deux sujets de composition, deux questions théoriques et deux problèmes de mathématiques.

Les questions consignées sous la litt. d sont empruntées éventuellement à un questionnaire dressé par les soins de la Direction de l'Instruction publique et comprenant: 1^o 20 sujets de composition; 2^o 40 questions sur la théorie des mathématiques; 40 problèmes de calcul et de géométrie.

Art. 9. — L'examen de concours consiste en des travaux écrits, un examen oral et deux leçons d'épreuves au moins.

La durée de l'examen de concours est de quatre heures, dans la règle.

Art. 10. — Les travaux écrits comprennent:

- a. une composition sur un sujet littéraire ou pédagogique;
- b. une dictée;
- c. l'exposé théorique d'une question de mathématiques;
- d. la solution d'un problème de calcul ou de géométrie.

Cette dernière branche pour les instituteurs seulement.

L'inspecteur propose pour la composition, pour la théorie des mathématiques et pour les problèmes, deux sujets entre lesquels le candidat a le droit d'opter.

Les questions de mathématiques et les problèmes doivent présenter des difficultés inégales. Il est tenu compte de la différence, en abaissant d'un degré la note pour l'exposé de la question plus élémentaire, ainsi que pour la solution du problème plus facile.

Art. 11. — Les travaux écrits sont faits sur des feuilles remises, séance tenante, aux candidats et munies d'un timbre humide ou du paraphe du Président du jury d'examen.

Art. 12. — L'examen oral porte:

- a. sur la religion;
- b. sur la lecture avec compte rendu.

Le candidat indique le sens général du passage qu'il a lu ainsi que la signification des mots et des locutions les plus difficiles. Il doit pouvoir expliquer aussi les formes grammaticales.

Art. 13. — L'inspecteur mentionne les sujets des leçons d'épreuves sur des billets qui sont tirés au sort séance tenante. La durée de chaque épreuve ne doit pas dépasser vingt minutes.

Pour les institutrices, une leçon d'épreuve a trait à l'économie domestique et aux ouvrages manuels.

Art. 14. La Commission d'école a le droit d'indiquer, en outre, au jury une branche sur laquelle elle entend faire porter une leçon d'épreuve. Elle a le droit d'exiger aussi un examen oral sur la même branche.

Dans ce cas, le jury décerne une note spéciale pour cette branche.

Art. 15. — Le jury donne des notes sur les branches suivantes:

1^o religion; 2^o lecture et compte rendu; 3^o orthographe (d'après la dictée et l'ensemble des travaux écrits); 4^o style (d'après la composition); 5^o théorie des mathématiques; 6^o problèmes; 7^o connaissance des matières du programme pour les écoles primaires (d'après les notions exposées dans les leçons d'épreuves); 8^o pédagogie théorique (d'après l'exposé sommaire de la méthode, fait avant les leçons d'épreuves); 9^o pédagogie pratique (d'après la manière dont le candidat a donné les leçons d'épreuves); 10^o tenue du maître pendant les leçons d'épreuves; 11^o écriture (d'après l'ensemble de l'examen); 12^o éventuellement, la branche examinée à la demande de la Commission d'école.

Art. 16. — Les résultats de l'examen sont déterminés selon une échelle qui va des notes 1 (très-bien) à 5 (nul).

Chaque membre du jury marque, au fur et à mesure des épreuves, ses appréciations particulières.

Les examens terminés, le jury, séance tenante et à huis clos, arrête, en combinant les observations de chaque examinateur, les notes définitives pour les inscrire au procès-verbal.

Le procès-verbal de l'examen porte la signature de tous les membres du jury. Il est transmis immédiatement à la commission d'école.

Art. 17. — Sur le désir du candidat, le jury lui délivre une copie des notes qu'il a méritées.

Art. 18. — La commission d'école présente au conseil communal un rapport et des propositions.

Le conseil communal, par l'entremise du préfet, donne connaissance de son préavis à la Direction de l'Instruction publique.

Art. 19. — Le préfet envoie à la Direction de l'Instruction publique le dossier complet de l'examen avec les préavis de la commission locale, du conseil communal et de l'inspecteur, en y ajoutant les renseignements utiles et les autres particularités propres à éclairer les autorités supérieures.

Art. 20. — Le présent règlement entre en vigueur dès ce jour.

Donné en Conseil d'Etat, à Fribourg, le 26 août 1892.

Le Président: Menoud.

Le Chancelier: E. Bise.

32. 2. Reglement für die Prüfung der Lehrer und Lehrerinnen der Primarschule des Kantons Solothurn. (Vom 5. Februar 1892.)

Der Regierungsrat des Kantons Solothurn
auf Antrag des Erziehungs-Departements

beschliesst:

§ 1. Die Wahlfähigkeit zur Bekleidung einer Primarlehrerstelle im Kanton Solothurn wird vom Regierungsrat auf Grundlage einer bestandenen Prüfung erteilt.

§ 2. Ausnahmsweise kann der Regierungsrat Bewerbern, welche sich über entsprechende wissenschaftliche und pädagogische Bildung und praktische Lehr-tätigkeit ausweisen, die Prüfung ganz oder teilweise erlassen.

§ 3. Die Prüfung wird von einer durch den Regierungsrat zu wählenden Kommission abgenommen. — Bei der Feststellung des Prüfungsergebnisses haben die Lehrer der Pädagogischen Abteilung der Kantonsschule beratende Stimme.

§ 4. Die Patentprüfung zerfällt in eine theoretische und in eine praktische. Die theoretische zerfällt wiederum in eine schriftliche und in eine mündliche.

§ 5. Die schriftliche Prüfung erstreckt sich auf folgende Fächer, und zwar in dem Umfange, wie sie in der Pädagogischen Abteilung der Kantonsschule gelehrt werden:

1. Pädagogik: Beantwortung von zwei Fragen aus dem Gebiete der Pädagogik;
2. deutsche Sprache: ein Aufsatz über ein im Gesichtskreis der Kandidaten liegendes Thema;
3. französische Sprache: ein leichter französischer Aufsatz;
4. Mathematik: Lösung von Aufgaben aus dem Gebiete des elementaren Rechnens, der Trigonometrie und der Algebra.

Kandidaten, welche die Pädagogische Abteilung der Kantonsschule nicht besuchten, haben ausserdem zwei Zeichnungen (Freihand- und technisches Zeichnen), sowie eine Probeschrift anzufertigen.

§ 6. Die mündliche Prüfung umfasst folgende Fächer und zwar in dem Umfange, wie sie an der Pädagogischen Abteilung der Kantonsschule gelehrt werden:

1. Pädagogik: Entwicklungs- und Erziehungslehre, Lehrverfahren, Erziehungsgeschichte;
2. Deutsche Sprache;
3. Französische Sprache;
4. Mathematik: Elementares Rechnen, Algebra, Planimetrie, Stereometrie, Trigonometrie;
5. Geschichte und Verfassungkunde;
6. Geographie;
7. Naturgeschichte: Botanik, Zoologie, Somatologie;
8. Physik und Chemie;
9. Gesang;
10. Musik: Violine oder Harmonium oder Klavier;
11. Turnen: methodisches Schulturnen.

Kandidaten, welche die Pädagogische Abteilung der Kantonsschule nicht besuchten, haben sich ausserdem über genügende Kenntnisse in der Buchhaltung, in der Obstbaulehre und im Feldmessen auszuweisen.

§ 7. Kandidatinnen haben in der Stereometrie, Trigonometrie, im Feldmessen und in der Obstbaulehre keine Prüfung zu bestehen.

§ 8. Die praktische Prüfung (Lehrübung) besteht in einer Probelektion in den in der Primarschule obligatorischen Lehrfächern. Die Aufgaben sind dem Kandidaten einen Tag vor der Prüfung mitzuteilen.

§ 9. Die theoretische Prüfung der Pädagogischen Abteilung der Kantonsschule findet statt:

- a. für die Fächer: Französische Sprache, Geschichte, Geographie, Chemie, Physik, Botanik, Zoologie, Algebra, Planimetrie, Stereometrie, Trigonometrie am Schlusse des vorletzten (3.) Bildungsjahres;
- b. für die Fächer: Entwicklungs- und Erziehungslehre, Lehrverfahren, Erziehungsgeschichte, Deutsche Sprache, Elementares Rechnen, Verfassungkunde, Somatologie, Gesang, Musik und Turnen am Schlusse des letzten (4.) Bildungsjahres.

Wer in einem der unter litt. a genannten Fächer die Note 3 oder geringer erhält, hat die Prüfung in dem betreffenden Fache nach einem halben Jahre nochmals zu bestehen.

§ 10. Die praktische Prüfung der Pädagogischen Abteilung der Kantonschule findet nach der ersten Hälfte des letzten Bildungsjahres in der Musterchule Zuchwil statt.

§ 11. Die Zeit dieser Prüfungen wird je vier Wochen vor Abhaltung derselben im Amtsblatte bekannt gemacht.

§ 12. Kandidaten, welche die Pädagogische Abteilung der Kantonschule nicht besuchten, haben sich zu diesen Prüfungen wenigstens 14 Tage vor Abhaltung derselben beim Erziehungs-Departement anzumelden.

Art. 13. Auf Begehren von Kandidaten, welche die Pädagogische Abteilung der Kantonschule nicht besucht haben, kann eine Prüfung auch zu einer andern, als der vorgesehenen Zeit, abgehalten werden.

Solche ausserordentliche Prüfungen finden auf Kosten der Examinanden statt.

§ 14. Den Prüfungsanmeldungen sind folgende Ausweise beizulegen:

1. ein Geburtsschein;
2. eine kurze Darstellung des Lebens- und Bildungsganges des Kandidaten;
3. Sitten- und Studienzeugnisse;
4. ein amtliches Leumundszeugnis.

§ 15. Von der Prüfung sind ausgeschlossen:

1. Bewerber mit ungünstigen Sittenzeugnissen;
2. solche, die das 18. Altersjahr noch nicht zurückgelegt haben;
3. solche, welche durch körperliche Gebrechen an der Ausübung des Lehrerberufes verhindert wären.

Über die Zulassung zur Prüfung entscheidet der Regierungsrat.

§ 16. In den einzelnen Fächern werden sechs Notenstufen unterschieden: 6 = sehr gut; 5 = gut; 4 = ziemlich gut; 3 = mittelmässig; 2 = schwach; 1 = sehr schwach.

§ 17. Das Wahlfähigkeitszeugnis wird erteilt, wenn der Bewerber in sämtlichen Fächern wenigstens die Durchschnittsnote 4 (ziemlich gut) erhalten hat.

§ 18. Bewerber, welche in einem oder zwei Hauptfächern (Entwicklungs- und Erziehungslehre, Lehrverfahren, Lehrübung, Deutsche Sprache, Elementares Rechnen, Zeichnen, Gesang und Musik [Violine oder Harmonium oder Klavier], Turnen) die Note 3 oder geringer erhalten haben, sind in den betreffenden Fächern zu einer Nachprüfung verpflichtet; sie erhalten das Wahlfähigkeitszeugnis erst dann, wenn sie die Nachprüfung mit Erfolg bestanden haben. Inzwischen kann solchen Kandidaten eine Primarlehrerstelle provisorisch übertragen werden.

§ 19. Die Note 3 oder geringer in mehr als zwei Hauptfächern hat die Verweigerung der Wahlfähigkeitserklärung zur Folge.

§ 20. Eine zweite Prüfung darf nicht früher als ein Jahr nach der ersten stattfinden. — Eine dritte Prüfung wird nicht gestattet.

§ 21. Den als wahlfähig erklärten Kandidaten werden zwei Zeugnisse ausgestellt:

1. das Wahlfähigkeitszeugnis;
2. das Prüfungszeugnis mit den Noten in sämtlichen Fächern und einer Zensur über das sittliche Verhalten während des letzten Schuljahres.

§ 22. Vorstehendes Prüfungsreglement tritt sofort in Kraft und ist in die Sammlung der Gesetze und Verordnungen aufzunehmen.

Solothurn, den 5. Februar 1892.

Der Landammann: Dr. A. Affolter, Reg.-Rat.

Der Staatsschreiber: Amiet.

33.3. Reglement über Bewerbung um Primarlehrerstellen im Kanton Freiburg.
(Vom 26. August 1892.)

Art. 1. Die Wahl der Primarlehrer findet in der Regel infolge einer öffentlichen Bewerbung statt. Die öffentliche Bewerbung wird im Amtsblatte bekannt gemacht.

Art. 2. Jeder Bewerber soll bei seiner Einschreibung behufs Zulassung folgende Papiere hinterlegen:

- a. sein Lehrerpapent;
- b. gegebenen Falles, die bei der letzten Papenterneuerung erhaltenen Noten;
- c. Zeugnisse über gutes Betragen.

Art. 3. Sämtliche Bewerber werden zur Konkursprüfung eingeladen.

Es können jedoch diejenigen Bewerber, die im Laufe des gleichen Jahres die Papent- oder eine Konkursprüfung bestanden haben; diejenigen die im Besitze eines Zeugnisses pädagogischer Tüchtigkeit sich befinden, sowie auch solche, die über eine zwanzigjährige Wirksamkeit im Kanton zur Befriedigung der Schulbehörden sich ausweisen, auf Verlangen von der Prüfung dispensirt werden.

Die Erziehungsdirektion ist befugt, über die Gesuche um Erlassung der Konkursprüfung zu entscheiden, welche ihr zur rechten Zeit vorgelegt werden.

Art. 4. Die Prüfung findet in der Regel im Schulgebäude statt, wo die zu besetzende Lehrerstelle sich befindet. Das Schulzimmer dient zur mündlichen Prüfung und zur Probelektion; zur Ausfertigung der schriftlichen Arbeiten wird den Bewerbern, soviel als möglich, ein besonderes Zimmer angewiesen.

Art. 5. Die Konkurrenzprüfung findet öffentlich statt.

Art. 6. Die Ortsbehörden werden vom Oberamtmann des Bezirkes eingeladen, der Prüfung beizuwohnen, die Schüler einzuberufen, die nötigen Lokale und alles, was für die Probelektionen erforderlich ist: schwarze Tafeln, Karten, Gegenstände für Handarbeitsunterricht u. s. w. bereit zu halten.

Art. 7. Die Prüfungskommission wird gebildet wie folgt: der Oberamtmann des Bezirkes als Präsident, der Kreisinspektor als Examinator und Sekretär und ein drittes von der Erziehungsdirektion bezeichnetes Mitglied.

Art. 8. Der Kreisinspektor bestimmt für jede Konkursprüfung:

- a. einen Text für das Diktat;
- b. die zu behandelnden Lesestücke;
- c. den Stoff für die Probelektionen aus sämtlichen in den Art. 10 und 11 des Gesetzes vorgesehenen Fächern;
- d. zwei Aufsatzthemata, zwei theoretische Fragen und zwei schriftliche Aufgaben aus der Mathematik.

Die Fragen unter lit. d werden eventuell einem von der Erziehungsdirektion ausgearbeiteten Fragebogen entnommen, welcher 20 Aufsatzthemata, 40 theoretische Fragen aus der Mathematik und 40 Rechnungs- und Geometrieaufgaben umfasst.

Art. 9. Die Konkursprüfung besteht aus schriftlichen Arbeiten, einer mündlichen Prüfung und wenigstens zwei Probelektionen.

Die Dauer der Konkursprüfung beträgt in der Regel vier Stunden.

Art. 10. Die schriftlichen Prüfungen umfassen:

- a. einen Aufsatz über ein literarisches oder pädagogisches Thema;
- b. ein Diktat;
- c. die theoretische Erörterung einer Frage aus der Mathematik;
- d. die Lösung einer Rechnungs- oder Geometrieaufgabe. (Dieses letzte Fach nur für Lehrer.)

Der Inspektor legt für den Aufsatz, für die Theorie aus der Mathematik und für das schriftliche Rechnen je zwei Themata vor, aus welchen der Bewerber wählen darf.

Die Fragen aus der Mathematik und die schriftlichen Rechnungsaufgaben sollen ungleiche Schwierigkeiten bieten. Die daraus erwachsene Differenz wird dadurch ausgeglichen, dass die Note für die weniger schwierige Frage, sowie für die Lösung der leichten Rechnungsaufgabe um einen Notenabstand herabgesetzt wird.

Art. 11. Die schriftlichen Arbeiten werden auf solchen Bogen ausgefertigt, die mit einem feuchten Stempel oder mit der Unterschrift des Präsidenten der Prüfungskommission versehen sind und den Bewerbern bei der Sitzung zugestellt werden.

Art. 12. Die mündliche Prüfung erstreckt sich auf:

a. Religion;

b. Lesen und Erzählen.

Der Bewerber soll die Hauptgedanken der vorgelesenen Stelle, sowie die Bedeutung der Wörter und den Sinn der schwierigsten Ausdrücke wiedergeben. Er soll auch die grammatikalischen Formen erklären können.

Art. 13. Der Inspektor schreibt den Gegenstand der Probelektionen auf Zettel, die bei der Sitzung gelost werden. Keine Probelektion soll mehr als 20 Minuten dauern.

Bei Bewerbungen für Lehrerinnenstellen soll eine Probelektion auf Haushaltungskunde oder Handarbeiten sich beziehen.

Art. 14. Der Schulkommission steht übrigens das Recht zu, der Prüfungskommission ein Fach zu bezeichnen, worüber eine Probelektion abgehalten werden soll. Sie darf auch über dasselbe Fach eine mündliche Prüfung fordern.

In diesem Falle wird von der Prüfungskommission für dieses Fach eine besondere Note erteilt.

Art. 15. Es werden von der Prüfungskommission für folgende Fächer Noten erteilt:

1. Religion. — 2. Lesen und Erzählen. — 3. Rechtschreiben (nach dem Diktat und sämtlichen schriftlichen Arbeiten). — 4. Stil (nach dem Aufsatze). — 5. Theorie der Mathematik. — 6. Schriftliches Rechnen. — 7. Kenntnis des Unterrichtsstoffes des Programmes für Primarschulen (nach den bei den Probelektionen bekundeten Kenntnissen). — 8. Theorie der Pädagogik (nach der summarischen Darstellung der zu befolgenden Methode vor den Probelektionen). — 9. Praktische Pädagogik (Beurteilung der vom Bewerber gegebenen Probelektionen selbst). — 10. Haltung des Lehrers während den Probelektionen. — 11. Schönschreiben nach sämtlichen Prüfungsgegenständen. — 12. Eventuell, das von der Ortskommission vorgeschlagene Prüfungsfach.

Art. 16. Die Prüfungsergebnisse werden gemäss einer Notenskala bestimmt, die von der Note 1 (sehr gut) bis 5 (Null) hinabfällt.

Jedes Mitglied der Prüfungskommission wird bei den einzelnen Prüfungen seine besondere Veranschlagungen zu Papier bringen. Nach Abschluss der Prüfungen werden sogleich und in geschlossener Sitzung durch Vereinbarung der von jedem Examinator gemachten Bemerkungen die endgültigen Noten von der Prüfungskommission festgesetzt und von ihr zu Protokoll gebracht.

Das Prüfungsprotokoll soll von sämtlichen Mitgliedern der Prüfungskommission unterzeichnet und sogleich an die Ortsschulkommission übermittelt werden.

Art. 17. Auf Verlangen des Bewerbers stellt die Prüfungskommission ihm eine Abschrift der von ihm erhaltenen Noten zu.

Art. 18. Die Schulkommission übermacht dem Gemeinderat Bericht und Vorschläge.

Der Gemeinderat übermacht seinen Vorschlag durch Vermittlung des Oberamtmannes an die Erziehungsdirektion.

Art. 19. Der Oberamtmann übersendet an die Erziehungsdirektion den vollständigen auf die Prüfung bezüglichen Aktenstoss, unter Beilegung der

Vorschläge der Ortskommission, des Gemeinderates und des Inspektors, indem er zugleich die zur Orientirung der Oberbehörde nützlichen Aufschlüsse und anderen geeigneten Einzelheiten anschliesst.

Art. 20. Vorliegendes Reglement tritt mit dem heutigen Tage in Kraft.

Gegeben im Staatsrate zu Freiburg, den 26. August 1892.

Der Präsident: Menoud.

Der Kanzler: E. Bise.

34. 4. Verordnung über Bildung und Patentirung von Volksschullehrern des Kantons Graubünden. (Vom Erziehungsrat revidirt und genehmigt im Jahre 1892.)

1. Das Seminar.

A. Zweck und Einrichtung desselben.

§ 1. Zur Heranbildung tüchtiger Volksschullehrer besteht im Kanton Graubünden ein Schullehrerseminar.

§ 2. Die Seminarzöglinge wohnen, soweit der Platz reicht, im Konvikt des Seminars oder der Kantonsschule, oder sie beziehen Logis in der Stadt.

Zur Aufnahme in das Konvikt haben die schon die Anstalt Besuchenden, die Schüler der untern Klassen und die weniger Bemittelten den ersten Anspruch; die Schüler der V. Klasse können nur berücksichtigt werden, wenn nach Unterbringung auch der Neueingetretenen noch Plätze frei bleiben. Des weitern bleibt vorbehalten, aus disziplinarischen Gründen einzelne Schüler dem Konvikte zuzuweisen.

Die Kost können auch die in der Stadt wohnenden Seminaristen im Konvikte nehmen.

§ 3. Der ganze Schulkursus oder die Lehrzeit für Schullehrerzöglinge ist auf vier Jahre angelegt. Die ersten drei Jahre sind vorherrschend für die allgemeine, das letzte Jahr für die berufliche Bildung der Zöglinge bestimmt.

§ 4. Die Vorkenntnisse, welche für den Eintritt in die erste Klasse des Lehrerseminars gefordert werden, sind dieselben, wie sie für den Eintritt in die zweite Realklasse der Kantonsschule notwendig sind. Ausserdem ist erforderlich, dass der Angemeldete Anlage zur Musik besitze, wovon nur bei sonst ausgezeichneten Leistungen in der Aufnahmeprüfung abgesehen werden darf. Das Nähere hierüber enthält das Regulativ für die Aufnahmeprüfungen.

§ 5. Die Lehrerzöglinge erhalten Unterricht in der Religion, in der deutschen, in der italienischen oder französischen Sprache, in der Geschichte, Geographie, Naturgeschichte und Naturlehre, im Rechnen, in den Elementen der Mathematik und in der praktischen Geometrie, in der Buchhaltung, Landwirtschaft, im Turnen, Schreiben, Zeichnen, Singen, in Instrumentalmusik, in Psychologie, Pädagogik und Methodik, wozu noch praktische Übungen im Schulhalten kommen.

Den italienischen und romanischen Zöglingen wird überdies auch Unterricht in ihrer Muttersprache erteilt.

§ 6. Zur Anschaffung von Werken für die Seminarbibliothek wird aus dem Kredit für Lehrmittel ein jährlicher Beitrag bis auf Fr. 100 bewilligt. Die Auswahl dieser Bücher wird dem Seminardirektor und den Fachlehrern überlassen, welche dabei im Einverständnis mit dem Präsidium des Erziehungsrates zu verfahren haben.

B. Verpflichtungen und Ansprüche der Seminarzöglinge beim Eintritt in das Seminar und während des Lehrkurses.

§ 7. Um in das Lehrerseminar treten und die damit verbundenen Vorteile geniessen zu können, muss der sich Meldende:

1. das vierzehnte Jahr zur Zeit des Eintritts zurückgelegt haben, die in § 4 dieser Verordnung gestellten Bedingungen erfüllen und von allen körperlichen Gebrechen frei sein, die ihm in der Ausübung des Lehrerberufes hinderlich sind; hierüber ist im Zweifelsfalle das Gutachten des Schularztes einzuholen;
2. einen Bürgschein vom Vorstand einer Gemeinde des Kantons nach gedrucktem Formular (Beilage) zu handen des Erziehungsrates beibringen;
3. bei Eröffnung des Kurses mit den nötigen Ausweisen sich zur Aufnahmeprüfung stellen.

§ 8. Der Kanton gewährt den Lehrerzöglingen folgende Unterstützungen:

- a. jedem Seminaristen ein Stipendium von Fr. 170 jährlich und wenn er ausserhalb des Konviktes wohnt, eine Wohnungsentschädigung von Fr. 30;
- b. acht Schüler (Gratuiten) erhalten Freiplätze, d. h. ausser dem Stipendium und der Wohnungsentschädigung noch einen Beitrag von Fr. 130;

Die Freiplätze werden je am Ende des Schuljahres vom Erziehungsrat zugesprochen (§ 13). Die andern Stipendien werden in drei Raten ausbezahlt, nämlich am Andreas- und Maimarkt und am Schlusse des Kurses.

- c. zudem geniessen sämtliche Seminarzöglinge unentgeltlichen Unterricht (die Bestimmungen von §§ 9 und 11 vorbehalten).

§ 9. Es können Schüler, welche die nötigen Eigenschaften besitzen — wenn die Zahl der Stipendiaten es erlaubt — den Seminarunterricht auch auf eigene Rechnung besuchen, d. h. ohne Stipendien und andere Subventionen zu beziehen, und gegen Entrichtung des Schul- und eventuell Konviktgeldes. Sie haben dagegen keine Verpflichtung zum Schulhalten auf sich zu nehmen.

§ 10. Zeigt sich erst nach dem Eintritt in das Seminar ein Zögling als unwürdig für den Schullehrerberuf, so soll er vom Erziehungsrat aus der Anstalt entlassen werden und hat die bis dahin bezogenen Stipendien (s. § 15) zurückzubezahlen, mit Zins zu 4 Prozent, vom Austritt aus dem Institut an gerechnet.

§ 11. Kann ein Stipendiat wegen ungenügender Leistungen — Krankheitsfälle ausgenommen — nicht promovirt werden, so bezieht er für das folgende Schuljahr kein Stipendium, sowie er für dasselbe Jahr auch das Schul- und Konviktgeld zu bezahlen hat.

Stellt sich bei einem Seminarzögling entschiedene Unfähigkeit für den Schullehrerberuf heraus, so hat er auf Beschluss des Erziehungsrates sofort das Seminar zu verlassen. Bei Entfernung aus dem Seminar wegen Unfähigkeit soll der Betreffende jedoch nicht schuldig sein, die bezogenen Staatsunterstützungen zurückzubezahlen.

§ 12. Tritt ein Zögling vor Vollendung seiner Lehrzeit freiwillig aus der Zahl der Schullehrerzöglinge, so hat er das bezogene Stipendium mit Zins à 4 Prozent vom Austritt an zurückzubezahlen. Dagegen sind diejenigen Schüler, welche auf Grund eines ärztlichen Zeugnisses definitiv aus dem Seminar austreten oder während der Schulzeit sterben, von der Rückzahlung der bezogenen Staatsunterstützung entlastet.

§ 13. Am Ende eines jeden Schulkurses hat die Lehrerversammlung dem Erziehungsrat über die zu gewährenden Gratuitenstellen und andere Unterstützungen Bericht und Antrag einzureichen.

C. Verpflichtungen der Stipendiaten nach dem Austritt aus dem Seminar.

§ 14. Jeder als schuldienstpflichtig entlassene Schullehrerzögling ist verpflichtet, in einer Gemeinde des Kantons von dem ersten Jahre nach dem Austritt an in ununterbrochener Reihenfolge den Schuldienst so lange zu versehen, bis er die vom Kanton bezogenen Stipendien und Unterstützungen für Gratuitenstelle nach den Bestimmungen der folgenden Paragraphen abverdient hat. Auch darf die Übernahme einer blossen Privatschule nicht in Abrechnung der zu erfüllenden Leistungen gebracht werden.

§ 15. Der Gesamtbetrag der einem Lehrerzögling verabreichten Stipendien wird berechnet aus:

- a. den in Geld verabreichten Stipendien;
- b. den bezogenen Gratuitengeldern;
- c. dem Schul- und Konviktselde;
- d. der allfällig bezogenen Logisentschädigung.

Diese Unterstützungen sind als ein Vorschuss zu betrachten, welchen der Kanton den Schullehrerzöglingen gewährt, mit der Zusicherung des Erlasses sowohl der Rückzahlung als auch der Verzinsung auf den Fall der Erfüllung aller damit verbundenen Bedingungen.

Jedem zur Leistung des Gemeindeschuldienstes verpflichteten Schullehrer wird nach jedem ordnungsmässig gehaltenen und bescheinigten Schuljahre der Betrag von Fr. 100 gleich einer bar abgetragenen Ratazahlung gutgeschrieben. Sobald die Abzahlungen den Gesamtbetrag der genossenen Unterstützungen erreichen (wobei ein Rest über Fr. 50 wie Fr. 100 in Rechnung gebracht, ein solcher unter Fr. 50 nicht in Berechnung gezogen wird), wird dem betreffenden Lehrer der hinterlegte Bürgschein, unter bescheinigter Erledigung von aller fernern Verpflichtung gegen den Kanton, zurückgestellt.

§ 16. Dienstpflichtige Schullehrer, welche ihren Verpflichtungen gegen den Kanton nicht Genüge leisten, haben den Betrag sämtlicher bezogenen Stipendien samt Zins zu 4 vom Hundert und zwar vom Austritt aus dem Seminar, beziehungsweise aus dem kantonalen Schuldienst an gerechnet, nach Abzug der bereits abverdienten Raten, an den Kanton bar zu vergüten. Diejenigen, welche während ihres Schuldienstes mit Tod abgehen oder ohne eigene Verschuldung dienstunfähig werden, sind von jeder Nachzahlungs- oder Erstattungspflicht frei.

§ 17. Vorübergehende Unterbrechung des pflichtigen Schuldienstes kann der Erziehungsrat einem Schullehrer unter besondern Umständen, sei es wegen dringender Familienverhältnisse, oder zur weitem Ausbildung bewilligen. In der Regel soll der Urlaub nur für ein Jahr erteilt und nur einmal erneuert werden. Die gleiche Ausnahme kann auch demjenigen Lehrer gestattet werden, welcher durch Krankheit am Schulhalten verhindert war oder den Beweis zu leisten im stande ist, dass er erbötig war und nachgesucht habe, eine Gemeindeschule zu übernehmen, aber in keiner Gemeinde eine Anstellung habe finden können, welche ihm wenigstens das gesetzliche Minimum der Lehrerbesoldung eingetragen hätte.

In allen diesen Fällen ist der dienstpflichtige Schullehrer verbunden, dem Erziehungsrat zu gehöriger Zeit, d. h. beim Eintritt dieser hindernden Umstände, Anzeige davon zu machen. Er bleibt aber nichtsdestoweniger zum Nachholen des Versäumten in einem der nächstfolgenden Jahre nach gleichen Grundsätzen verbunden.

Für die Zeit desurlaubes wird kein Zins berechnet.

II. Patentirung der Volksschullehrer.

§ 18. a. Wer im Kanton den Beruf als Volksschullehrer ausüben will, hat sich beim Erziehungsrat um ein Patent zu bewerben, welches zum Bezug einer Gehaltszulage und zur Beteiligung an der vom Kanton unterstützten Lehrerhülfskasse nach Massgabe der einschlägigen Grossratsbeschlüsse berechtigt und verpflichtet;

b. Admissionsscheine werden nicht mehr erteilt; die gegenwärtigen Besitzer von solchen verbleiben jedoch in ihren bisherigen Rechten und Pflichten.

§ 19. Wer ein Patent erwerben will, hat eine Prüfung nach den unten folgenden Bestimmungen zu bestehen.

Es bleibt jedoch dem Erziehungsrat vorbehalten, solchen Lehrern, die sich in andern Kantonen über ihre Befähigung zur Ausübung des Lehrerberufes hinlänglich ausgewiesen haben, ohne vorausgehendes Examen ein Patent oder

vorübergehende Erlaubnis zum Schulehalten zu geben; mit letzterer ist jedoch keine Berechtigung zum Bezuge von Gehaltszulagen verbunden.

§ 20. *a.* Es werden Patente I. und II. Grades ausgegeben;

b. Patent II kann auf Patent I erhöht werden durch Nachprüfung in denjenigen Fächern, in denen der Kandidat eine nicht genügende Note erhalten hatte (s. § 24);

c. wer die Prüfung nicht besteht, kann eine provisorische Erlaubnis für zwei Jahre erhalten, nach welcher Frist er sich einer neuen Prüfung unterziehen kann (s. § 25);

d. Stipendiaten, welche nur einen Erlaubnisschein erhalten, sind zur Wiederholung der Prüfung nach längstens zwei Jahren verpflichtet, und es wird ihnen eine Verzinsung ihrer Stipendenschuld nicht berechnet, sofern sie während dieser Zeit im Kanton Schule halten; bei Nichterfüllung dieser Bedingung sind sie zur Rückerstattung aller genossenen Stipendien verpflichtet;

e. erhalten sie auch bei der Nachprüfung kein definitives Patent, so haben sie die ganze Stipendiumsumme zurückzubezahlen mit Verzinsung vom Prüfungstage an;

f. ganz durchgefallene Stipendiaten haben die genossenen Stipendien zurückzubezahlen.

§ 21. Patentprüfungen finden regelmässig am Schlusse des Seminarkurses statt.

§ 22. Um zu einer Prüfung zugelassen zu werden, muss der Aspirant:

a. wenigstens die erste Hälfte des 18. Lebensjahres zurückgelegt haben;

b. in bürgerlichen Ehren und Rechten stehen und sittlich wohl beleumdet sein.

§ 23. Die Patentprüfungen werden in deutscher oder italienischer Sprache abgelegt. Für die Zöglinge des Seminars zerfällt die Prüfung in zwei Abteilungen, am Ende des IV. und V. Kurses; Kandidaten, die ihre Bildung nicht am kantonalen Seminar erhalten haben, können ihre Prüfung ebenfalls in zwei Abteilungen oder auf einmal bestehen.

Die Prüfungsgegenstände der ersten Abteilung sind:

a. Religion, Vertrautheit mit der biblischen Geschichte alten und neuen Testaments, Kenntnis des Hauptinhaltes der h. Schrift und der Hauptlehren der betreffenden Konfession;

b. Rechnen: Kenntnis aller im bürgerlichen Leben vorkommenden Rechnungsarten, Fertigkeit und Sicherheit im Lösen entsprechender Aufgaben, mündlich und schriftlich;

c. Mathematik: Kenntnis der Hauptsätze aus der Planimetrie und Stereometrie, aus der ebenen Trigonometrie und aus der Algebra bis und mit Einschluss der Gleichungen des zweiten Grades und der Logarithmen; Anwendung dieser Kenntnisse auf Vermessung und Berechnung einfacher Flächen und Körper;

d. Geographie: Vertrautheit mit der Geographie der Schweiz, Kenntnis der Geographie von Europa und den übrigen Erdteilen, sowie der Hauptbegriffe aus der mathematischen und physikalischen Geographie;

e. Naturgeschichte: Kenntnis der wichtigern Erscheinungen aus dem Tier-, Pflanzen- und Mineralreich;

f. Naturlehre: Verständnis der nächstliegenden Erscheinungen aus dem Gebiete der Physik und Chemie;

g. Fremdsprache (Französisch und Italienisch):

aa) Schriftlich: eine einfache freie Arbeit in Briefform, Erzählung u. dgl., oder Übersetzung eines leichten deutschen Textes;

bb) Mündlich: ordentlich geläufiges Lesen mit richtiger Aussprache; Übersetzung des gelesenen Stoffes (eines zusammenhängenden Prosastückes); Kenntnis der Formenlehre und der wichtigern Regeln der Syntax.

In der zweiten Abteilung wird geprüft in:

- h. Sprache (Deutsch oder Italienisch): Fähigkeit, eine Abhandlung über ein leichtes allgemeines oder pädagogisches Thema in Bezug auf den Inhalt befriedigend, sprachlich in Hinsicht auf Orthographie und Interpunktion korrekt anzufertigen;
 - i. Lesen: Lesen mit Fertigkeit und richtiger Betonung und Verständnis des Gelesenen nach Inhalt und Form;
 - k. Sprachlehre: Kenntniss der Wortlehre, Wortbildung, Vertrautheit mit der Satzlehre und mit dem wesentlichen Teil der Stillehre und Poetik;
 - l. Geschichte: Kenntniss der Hauptbegebenheiten der Bündner-, Schweizer- und allgemeinen Geschichte;
 - m. Schreiben: eine geläufige, regelmässige deutsche und lateinische Kurrentschrift;
 - n. Zeichnen: richtige Auffassung und freie Darstellung leichterer Ornamentzeichnungen, sowie gegebener einfacher Natur- und Kunstgegenstände im Umrisse; Wandtafelzeichnen;
 - o. Buchführung: richtige Begriffe über Einrichtung und Führung der Rechnungsbücher für einen einfachen gewerblichen und landwirtschaftlichen Betrieb;
 - p. Landwirtschaft: allgemeine Ackerbaulehre, spezieller Pflanzen- und künstlicher Futterbau, Obstbaumzucht, Tierzucht, Alpwirtschaft;
 - q. Turnen: richtiges Verstehen und selbständiges Ausführen der für die Primarschule bestimmten Ordnungs-, Frei- und Geräteübungen; Gerätekunde. Praktische Befähigung zur Ertheilung des Turnunterrichtes;
 - r. Gesang- und Gesanglehre: Fähigkeit, ein Volkslied mit Bezug auf Text, auf den Rhythmus und die Melodie richtig aufzufassen und mit richtiger Aussprache vorzutragen; Kenntniss der verschiedenen rhythmischen Verhältnisse, der Dur- und Molltonleitern und der Intervalle, sowie aus der Harmonielehre Kenntniss der Hauptakkorde und deren Ableitungen;
 - s. Instrumentalmusik: Fähigkeit, auf dem Klavier, auf der Orgel oder der Violine eine einfache Komposition melodisch und rhythmisch richtig vorzutragen;
- NB. Bei Ermangelung der körperlichen Befähigung und musikalischer Anlage kann der Abgang der unter *q*, *r*, *s* geforderten Kenntnisse den Grund zur Verweigerung des Patentbeschlusses nicht abgeben.
- t. Methodik: der Kandidat muss im stande sein, richtigen Aufschluss zu geben über Einrichtung und Bedeutung eines Stunden-, Lektions- und Lehrplanes für eine Gemeindeschule, über die Führung der Klassifikation der Schüler und Führung einer Gemeindeschule, ferner über die Art und Weise, wie der Unterricht in den verschiedenen Fächern und auf den verschiedenen Stufen zu erteilen ist;
 - u. Pädagogik: richtige Begriffe über die leibliche und geistige Entwicklung des menschlichen Individuums und über die körperliche und geistige Erziehung desselben; sowie Kenntniss der bedeutendsten Schulmänner der Vergangenheit und ihrer pädagogischen Wirksamkeit;
 - v. jeder Kandidat muss in einer Probelektion seine praktische Befähigung an den Tag legen;
 - w. Feldmessen (für Kandidaten);
 - x. weibliche Arbeiten (für Kandidatinnen).

§ 24. Je nach dem Grade der Leistungen eines Kandidaten wird ihm das Patent I. oder II. Klasse oder eine provisorische Bewilligung erteilt.¹⁾

¹⁾ Es werden sechs Noten gegeben: 6 = sehr gut; 5 = gut; 4 = ziemlich gut; 3 = genügend; 2 = schwach; 1 = sehr schwach.

a. für das I. Patent wird erfordert:

1. die Durchschnittsnote sämtlicher Fächer muss 5 betragen;
2. im Aufsatz, Lesen, Pädagogik, Methodik muss unter allen Umständen die Note 5 erreicht werden;
3. Noten unter 5 sind nur in vier Fächern, worunter sich bloss zwei Hauptfächer befinden dürfen, zulässig;
4. in den Hauptfächern darf keine Note weniger als 4, in den Nebenfächern keine weniger als 3 betragen.

b. Patent II wird unter folgenden Bedingungen erteilt:

1. die Durchschnittsnote sämtlicher Fächer muss 4 betragen;
2. im Aufsatz, Lesen, Pädagogik, Methodik darf keine Note unter 4 vorkommen;
3. Noten unter 4 sind nur in vier Fächern, wovon bloss zwei Hauptfächer sein dürfen, zulässig;
4. keine Note darf weniger als 3 betragen;

c. zur Erlangung einer provisorischen Erlaubnis muss wenigstens in der Hälfte sowohl der Haupt- als der Nebenfächer die Note 4 erreicht werden, und es darf keine Note unter 3 vorkommen;

d. Kandidaten, welche die in lit. c dieses Paragraphen bezeichneten Noten nicht erreichen, sind als gänzlich durchgefallen zu erklären;

e. als Hauptfächer werden gezählt: Pädagogik, Methodik, Aufsatz, Lesen, Sprachlehre, Rechnen, Mathematik, Geschichte, Geographie, Naturgeschichte, Gesang und Gesanglehre, Lehrübung. Als Nebenfächer gelten: Religion, Naturlehre, Fremdsprache, Schreiben, Zeichnen, Buchführung, Turnen, Instrumentalmusik, Feldmessen, weibliche Arbeiten.

In Landwirtschaft wird zwar geprüft und die erworbene Note in das Prüfungsprotokoll und das Abgangszeugnis des Kandidaten eingetragen, jedoch bei der Bestimmung des Patentgrades nicht in Rechnung gezogen.

§ 25. a. Die Nachprüfungen haben sich auf alle Fächer zu erstrecken, in welchen von den Kandidaten nicht die Note 4 erreicht worden ist.

Zur Erhöhung des Patentgrades II auf I ist eine Nachprüfung in denjenigen Fächern erforderlich, in denen die Kandidaten nicht die Note 5 erreicht haben.

b. Nachprüfungen können erst bei der nächstfolgenden ordentlichen Patentprüfung und nicht später als zwei Jahre nach der ersten Prüfung abgelegt werden;

c. mehr als eine Nachprüfung wird nicht gestattet.

§ 26. Die Festsetzung der Noten geschieht nach Beendigung der Prüfung, wobei das absolute Mehr der anwesenden Erziehungsräte und Examinatoren entscheidet.

§ 27. Zur Verhütung allfälligen Irrtums und zur Vervollständigung des Urteils überhaupt sollen, namentlich in zweifelhaften Fällen, auch die Leistungen des Schülers während des letzten Schuljahres und allfällige Zeugnisse anderer Schulanstalten mitberücksichtigt werden.

Beilage.

Formular zu einem „Bürgschaft-Schein“.

Da von seite des Jünglings....., welcher sich in der Kantonsschule zum Schullehrerberufe vorbereiten will und die von unserm Kanton zur Schullehrerbildung verordneten Erleichterungsmittel zu geniessen wünscht, bei dem hiesigen Gemeinderat um die gesetzlich vorgeschriebene Verbürgung nachgesucht worden, so erklärt sich genannte Behörde namens der Gemeinde..... zu handen des wohlöbl. Kantonserziehungsrates für belangbar

sowohl für den Betrag des dem gesetzmässig verabreichten Stipendiums als für das demselben nachgelassene Schul- und Konviktgeld, falls derselbe vor Vollendung des gesetzlichen Lehrkurses in der Kantonsschule vom Schullehrerberufe abträte, oder nach Vollendung derselben aus eigener Schuld sich nicht während der statutarisch bestimmten Jahre einer öffentlichen Gemeindeschule des Kantons widmen oder die daran geknüpften Verpflichtungen nicht erfüllen würde.

Zur Bekräftigung dieser von hiesiger Gemeinde übernommenen Verbindlichkeit wird dieser Bürgschaft-Schein mit dem Siegel und den amtlichen Unterschriften derselben ausgefertigt.

....., den 18.....

L. S.

1.

2.

1. Unterschrift des ersten Gemeindevorstehers.

2. Unterschrift des Gemeindeschreibers.

35.5. Reglement über die Erwerbung der Wahlfähigkeit für Lehrstellen an aargauischen Bezirksschulen. (Vom 8. Januar 1892.)

Der Erziehungsrat des Kantons Aargau

erlässt, in Vollziehung der §§ 3, 121, 122 und 213 des Schulgesetzes, über die Erwerbung der gesetzlichen Wahlfähigkeit für Lehrstellen an den Bezirksschulen des Kantons in Revision des bisherigen nachfolgendes Reglement:

1. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Es kann als Lehrer an einer Bezirksschule definitiv nur angestellt werden (Schulgesetz § 5), wer vom Erziehungsrate für die ihm zu übertragende Lehrstelle wahlfähig erklärt worden ist.

§ 2. Die Wahlfähigkeit wird, in Voraussetzung der in § 5 des Schulgesetzes geforderten übrigen Eigenschaften, vom Erziehungsrate ausgesprochen, wenn der Bewerber eine Wahlfähigkeitsprüfung mit Erfolg bestanden oder den Anforderungen des § 6 genügt hat.

§ 3. Zur Leitung der bürgerlichen Geschäfte wird vom Erziehungsrate auf die Dauer von vier Jahren eine Kommission von drei Mitgliedern ernannt, denen die Erziehungsdirektion jeweilen die notwendigen Examinatoren beigibt. Der Präsident der Kommission wird aus der Mitte des Erziehungsrates genommen.

§ 4. Die Wahlfähigkeitsprüfung wird von der Erziehungsdirektion in der Regel auf den Monat September oder Oktober angesetzt; dazu werden von ihr die nach § 5 gehörig ausgewiesenen Kandidaten, sowie die zu einer Nachprüfung verpflichteten Lehrer einberufen.

§ 5. Die Bewerber um Erteilung der Wahlfähigkeit haben sich bei der Erziehungsdirektion anzumelden und ihrer Anmeldung beizulegen:

- a. einen Altersausweis;
- b. ein Zeugnis über Leumund und bürgerliche Ehrenfähigkeit;
- c. eine kurze Darlegung ihres Lebens- und Bildungsganges;
- d. ein aargauisches Maturitätszeugnis oder ein aargauisches Primarlehrerpatent;
- e. einen Ausweis über mindestens zweijährige akademische oder polytechnische Fachbildung;
- f. allfällige Ausweise über bisherige Lehrtätigkeit und wissenschaftliche Leistungen.

Kandidaten, welche sich um die Wahlfähigkeit in technischen Fächern (§§ 25–29) bewerben, haben nur die in Lemma 1, *a*, *b*, *c* und *f* geforderten Ausweise beizubringen.

Über die Zulassung zur Prüfung auf Grund obiger Ausweise, sowie über die Gültigkeit von Zeugnissen auswärtiger Lehranstalten an Stelle der in Lemma 1, *d* vorgeschriebenen, entscheidet die Erziehungsdirektion auf einen gutachtlichen Bericht der Maturitäts-Prüfungskommission, eventuell der Wahlfähigkeits-Prüfungskommission für Gemeindeschullehrer.

§ 6. Die Prüfung kann ganz oder teilweise erlassen und die Wahlfähigkeit erteilt werden:

1. denjenigen Bewerbern, welche für die betreffenden Fächer ein Diplom des eidgenössischen Polytechnikums besitzen;
2. denjenigen Bewerbern, welche vorzügliche Ausweise über ihre wissenschaftliche und ihre praktische Befähigung beibringen;
3. Geistlichen, welche die gesetzliche Wahlfähigkeit für kirchliche Stellen im Kanton besitzen, — zur Erteilung des Religionsunterrichtes;
4. Lehrern an Gemeinde- und Fortbildungsschulen für Schönschreiben und Turnen, sofern sie in diesem Fache gut ausgewiesen sind.

Die bezüglichen Ausweise werden von der Prüfungskommission begutachtet.

§ 7. Die Erziehungsdirektion setzt auf Vorschlag der Prüfungskommission die Prüfungstage fest, beruft die Examinanden ein, setzt von der getroffenen Anordnung die Mitglieder der Prüfungskommission und die ernannten Examinatoren in Kenntnis und ladet die Wahlbehörden der Bezirksschulen, auf deren erledigte Lehrstellen die Examinanden aspiriren, zur mündlichen Prüfung ein.

§ 8. Die Mitglieder der Prüfungskommission, sowie die von der Erziehungsdirektion jeweilen ernannten Examinatoren beziehen für die Abhaltung einer jeden Prüfung die tarifmässige Entschädigung.

§ 9. Jeder Kandidat hat vor der erstmaligen Prüfung für eine Hauptlehrerstelle eine Gebühr von vierundzwanzig Franken bei der Kanzlei der Erziehungsdirektion zu entrichten. Die Hälfte dieser Gebühr bezahlt ein Kandidat: *a*. wenn er eine weitere Prüfung macht; *b*. wenn er zu einer Nachprüfung einberufen wird; *c*. wenn er die Wahlfähigkeit für technische Fächer erwerben will.

Kandidaten für Hauptlehrerstellen, welche ohne Prüfung wahlfähig erklärt werden, haben eine Gebühr von vierunddreissig Franken zu bezahlen.

II. Die Wahlfähigkeitsprüfung.

§ 10. Die Wahlfähigkeitsprüfung zerfällt in eine schriftliche und eine mündliche.

Dieselbe wird nach einem von dem Präsidenten der Prüfungskommission entworfenen Programme abgehalten, welcher die Beteiligten rechtzeitig davon in Kenntnis setzt.

§ 11. Für die schriftliche Prüfung werden von den Examinatoren in jedem Fache drei Aufgaben vorgeschlagen. Dieselben sind dem Präsidenten der Kommission vor der Prüfung verschlossen einzureichen. Die Festsetzung der zu bearbeitenden Aufgaben erfolgt durch die Kommission.

Die zur Lösung bezeichneten Aufgaben werden den Examinatoren verschlossen zugestellt. Diese eröffnen sie den Kandidaten unmittelbar vor Beginn der Bearbeitung und überwachen die letztere.

Nach Ablauf der festgesetzten Zeit werden die Arbeiten vom Examinator korrigirt, zensirt und dem Präsidenten der Kommission zugestellt.

§ 12. Die Themata der mündlichen Prüfung werden von den Examinatoren der Kommission zur Auswahl vorgeschlagen.

§ 13. Jeder Examinand, der nicht genügende Ausweise über Lehrbetätigung beibringt, hat in einem Fache eine Probelektion zu bestehen.

Das zu behandelnde Thema wird den Kandidaten am Tage vorher mitgeteilt.

III. Umfang der Forderungen im allgemeinen.

§ 14. Die Bewerber haben sich in den Fächern, für welche sie die Wahlfähigkeit zu erhalten wünschen, nicht nur über ein gewisses Mass positiven Wissens (§§ 15—29), sondern auch über die Kenntnis der methodischen Behandlung und deren Literatur auszuweisen.

Die Bewerber um Hauptlehrerstellen haben sich durch einen Aufsatz über ihre sprachliche Fertigkeit auszuweisen und eine Prüfung in der Geschichte der Pädagogik der mittlern und neuern Zeit zu bestehen.

IV. Forderungen in den einzelnen Fächern.

§ 15. *In der Religionslehre.* Kenntnis der Schriften des alten und neuen Testaments.

Kenntnis der wichtigern Momente der allgemeinen und besonders der christlichen Religionsgeschichte.

Kenntnis der Grundzüge der christlichen Glaubens- und Sittenlehre.

§ 16. *In der deutschen Sprache und Literatur.* Fähigkeit, ein gegebenes Thema in korrekter Darstellung zu behandeln.

Kenntnis der wichtigsten Tatsachen der deutschen Sprachgeschichte, insbesondere der Formen des Mittelhochdeutschen.

Sichere Kenntnis der Grammatik der deutschen Sprache.

Kenntnis der Lehre von den prosaischen und poetischen Darstellungsformen.

Kenntnis der Hauptmomente der deutschen Literaturgeschichte und der bedeutendern Werke aus der ersten und zweiten klassischen Periode.

Fähigkeit, ein Gedicht in Beziehung auf Komposition, Inhalt und metrische Formen zu erklären und mit Schülern ein geeignetes Lesestück angemessen zu behandeln.

§ 17. *Im Lateinischen und im Griechischen.* Es wird Sicherheit in der Formenlehre, Syntax und Prosodie der klassischen Sprachen verlangt, und der Examinand hat sich bezüglich der zwei erstgenannten Gebiete durch ein Skriptum darüber auszuweisen. Er muss sich ferner über die Kenntnis der vergleichenden Sprachwissenschaft ausweisen, soweit letztere für den Unterricht in Betracht kommen kann. Er soll die klassischen Sprachen mit richtiger Aussprache kurzer und langer Vokale lesen.

Aus Cäsar, Livius, Cicero, Phædrus, Ovids Metamorphosen und Fasti, Virgil, Xenophon, Herodot, Homer sollen beliebige Stücke, die nicht erhebliche Schwierigkeiten bieten, ohne Vorbereitung mündlich übersetzt und erklärt werden können. Über diese Autoren wird zugleich literarische Auskunft verlangt.

Mit der Mythologie und den Altertümern der Römer und Griechen muss der Examinand so weit vertraut sein, als es die von ihm geforderten Interpretationen verlangen.

§ 18. *Im Französischen, Englischen und Italienischen.* Korrekte Aussprache, Sicherheit in der Kenntnis und Anwendung der grammatischen Verhältnisse der Fremdsprache.

Genügende Fertigkeit im mündlichen Gebrauche derselben.

Extemporirte Übersetzung vorgelegter Abschnitte aus klassischen Schriftwerken der Dichter und Prosailer und angemessene Erklärung derselben nach Form und Inhalt.

Bearbeitung eines gegebenen Themas (in französischer, englischer oder italienischer Sprache) oder Übersetzung eines leichtern Abschnittes aus einem deutschen Schriftsteller.

Im Französischen Vertrautheit mit den HAUPTERSCHINUNGEN der Literatur, mindestens vom 17. Jahrhundert an.

§ 19. *In der Geographie.* Kenntnis der Grundlehren der mathematischen und physikalischen Geographie.

Befähigung, von der Gestalt der Erde und den einzelnen Erdteilen nach ihrer horizontalen und vertikalen Gliederung eine in den Hauptzügen genaue Beschreibung zu geben.

Genauere Kenntnis der Hauptkulturländer und vor allem der Schweiz in physikalischer und politischer Beziehung.

Graphische Darstellung dieser Länder; Kartographie.

§ 20. *In der Geschichte.* Sichere Orientierung in der allgemeinen und in der vaterländischen Geschichte, sowohl hinsichtlich der politischen, als der kulturhistorischen Ereignisse. In letzterer Beziehung ist namentlich die Verfassungskunde der wichtigern Staaten und diejenige der Schweiz zu berücksichtigen. Befähigung, die Ereignisse in ihrem Kausalzusammenhange aufzufassen.

Kenntnis der allgemeinen und insbesondere der vaterländischen Historiographie in ihren wichtigsten Erscheinungen.

§ 21. *In der Mathematik.* A. Arithmetik. Kenntnis der bürgerlichen Rechnungsarten. Einfache Buchhaltung.

B. Algebra. Progressionen. Zinseszins- und Rentenrechnungen. Kombinationslehre. Elemente der Wahrscheinlichkeitsrechnung. Kettenbrüche und unbestimmte Gleichungen. Komplexe Zahlen und kubische Gleichungen. Auflösung numerischer Gleichungen durch Näherung. Der binomische Satz. Unendliche Reihen. Die Elemente der Differenzial- und Integralrechnung.

C. Geometrie. Planimetrie und ebene Trigonometrie. — Stereometrie und die Hauptsätze der sphärischen Trigonometrie. — Analytische Geometrie der Ebene (Gerade, Kreis und Kegelschnitte). — Darstellende Geometrie (Elemente der Orthogonalprojektion: Punkt, Gerade und Ebene und ihre Verbindungen; Dreikant, Polyeder, Kegel, Zylinder und Kugel; ebene Schnitte und Durchdringungen; Schattenlehre). — Geometrisches Zeichnen (es sind selbstverfertigte Zeichnungen in darstellender Geometrie sowohl, als im elementaren Maschinen-, Bau- oder Planzeichnen vorzulegen). — Praktische Geometrie (Kenntnis der wichtigsten Instrumente und Messverfahren).

§ 22. *In der Naturgeschichte.* Im allgemeinen: Fähigkeit, vorgelegte Naturkörper vollständig und richtig zu beschreiben und typische oder häufig vorkommende Naturkörper mit Benutzung von Hilfsmitteln zu bestimmen.

Im besondern: A. In der Zoologie. Kenntnis des Baues und der Lebensverrichtungen des menschlichen Körpers. Kenntnis des äussern und innern Baues und der Systematik der Kreise und Klassen des Tierreiches. Genaue Kenntnis der wichtigsten Gattungen und Arten der nützlichen und schädlichen Tiere.

B. In der Botanik. Kenntnis des Baues, der Lebensverrichtungen, der Morphologie und Systematik der Pflanzen. Kenntnis der wichtigsten Pflanzenfamilien. Genaue Kenntnis der Kulturpflanzen.

C. In der Mineralogie. Kenntnis der krystallographischen, physikalischen und chemischen Eigenschaften der Minerale. Genaue Kenntnis der wichtigsten Minerale und Gesteinsarten.

D. In der Geologie. Allgemeine Vorbegriffe. Kenntnis der wichtigsten Veränderungen, welche gegenwärtig auf der Erdoberfläche vor sich gehen. Kenntnis der wichtigsten Gebirgsformationen unseres Landes.

§ 23. *In der Physik.* Kenntnis der gesamten Experimentalphysik. Einige Übung im Experimentieren.

§ 24. *In der Chemie.* In der anorganischen Chemie Kenntnis der Elemente und ihrer wichtigen Verbindungen. Kenntnis der wichtigsten chemischen Erscheinungen; Begriffe von Atom, Molekül, Valenz und von multiplen Proportionen.

§ 25. *Im Gesang.* Kenntnis der allgemeinen Musiklehre und der Harmonielehre.

Kenntnis des Stufenganges und der Methodik des Gesangunterrichtes.

Kenntnis einer schönen und naturgemässen Ton- und Stimmbildung, sowie der Entwicklungsstadien der Kinderstimme bis zur Reife des Stimmorgans.

Kenntnis der Register fertig mutirter Stimmen und der richtigen Verwendung derselben im praktischen Gesang.

Fähigkeit, alle Intervalle zu treffen, sowie vorgelegte Lieder in Bezug auf Melodie und Text richtig und schön vom Blatt zu singen.

Genügende Fertigkeit im Klavierspiel, Kenntnis des Orgelspiels, sowie entsprechende Fertigkeit im Violinspiel.

Fähigkeit, mit Erfolg Gesangunterricht zu erteilen.

§ 26. *In der Instrumentalmusik.* Kenntnis der allgemeinen Musiklehre, der Harmonielehre, der musikalischen Formenlehre und des Satzes für die verschiedenen Instrumente.

Fertigkeit, vorgelegte, nicht allzuschwierige Klavier- oder Orgelstücke, sowie leichtere Violinkompositionen vom Blatte zu spielen. Ausweis des Bewerbers, dass er wenigstens eines dieser Instrumente als praktischer Musiker fertig spielt.

Genügende Kenntnis der Technik der übrigen Streichinstrumente und der gebräuchlichsten Blasinstrumente, wie Flöte, Klarinette und Trompete.

Fähigkeit, auf den genannten Instrumenten erfolgreichen Unterricht zu erteilen (s. § 13).

§ 27. *Im Kunstzeichnen.* Kenntnis von der Lehre der malerischen Perspektive und Schattenkonstruktion, nebst ihrer praktischen Anwendung. Kenntnis der Ornamentik im allgemeinen, ihrer Stilformen und ihrer Anwendung auf die Gewerbe.

Fertigkeit im Kopiren von flachen, ornamentalen Vorlagen und leicht erhobenen Gipsornamenten, sowie in vollendeter Durchbildung von Zeichnungen nach runden, ornamentalen Modellen.

Durch einen demonstrativen Vortrag ist an der Wandtafel nach einem gegebenen Projekte aus den oben bezeichneten Gebieten die bezügliche Lehrfähigkeit nachzuweisen.

§ 28. *In der Kalligraphie.* Fertigkeit in der deutschen, der französischen und der Rundschrift und im Vorschreiben an der Wandtafel. Kenntnis der verschiedenen Schreibunterrichtsmethoden.

Regeln betreffend die Haltung des Körpers und der Feder, die Bewegung des Armes, der Hand und der Finger.

§ 29. *Im Turnen.* Einige allgemeine Kenntnisse der Anatomie und der Geschichte des Turnens.

Kenntnis der verschiedenen Zwecke des Turnens und der allgemeinen Grundsätze, nach denen dieselben erreicht werden.

Kenntnis der Einrichtung und Ausrüstung des Turnplatzes.

Genauere Kenntnis der eidgenössischen Turnschule für den militärischen Vorunterricht, richtige Darstellung der darin enthaltenen Freiübungen, sowie eine mittlere Turnfertigkeit am Stembalken, Klettergerüst, Barren, Reck, und im Springen.

Abhaltung einer Turnstunde mit Schülern, wobei der Kandidat die Übungen vormacht (§ 13).

Anm. Lehrerinnen haben sich nur in Bezug auf die Lemmata 1—3 und 5 auszuweisen.

V. Die Wahlfähigkeitserklärung.

§ 30. Nach Beendigung der Prüfung tritt die Kommission mit den Examinatoren zusammen, um über die Ergebnisse der Prüfung Beschluss zu fassen.

Sie bestimmt die Noten in den einzelnen Fächern und macht zu handen des Erziehungsrates die Wahlfähigkeitsvorschläge.

Die Examinatoren haben bei dieser Schlussverhandlung beratende Stimme.

§ 31. Es dürfen nur folgende Noten erteilt werden: 1. sehr gut, 2. gut, 3. genügend, 4. schwach, 5. ungenügend.

§ 32. A. Eine erstmalige Prüfung für Hauptfächer hat sich (abgesehen von allfälliger Dispensation nach § 6, 2) auf die in § 14, Lemma 2, bezeichneten allgemeinen und ausserdem auf mindestens drei der in den §§ 15 bis 24 aufgeführten speziellen Fächer zugleich zu erstrecken.

B. In allen diesen Fächern, sowie in der Probelektion muss der Kandidat eine der drei ersten der in § 31 verzeichneten Noten erreichen, damit die Prüfung als eine mit Erfolg bestandene bezeichnet werden kann. In jedem andern Falle ist nach Ablauf eines Jahres eine Nachprüfung zu bestehen.

C. Bei der Nachprüfung fallen die allgemeinen Fächer (§ 14, Lemma 2) und die Probelektion weg, sobald in denselben bei der ersten Prüfung mindestens die Note „genügend“ erreicht worden ist.

In den speziellen Fächern muss dagegen grundsätzlich die Prüfung ganz wiederholt werden. Sie fällt nur weg für ein einzelnes Fach, sofern in demselben bei der ersten Prüfung die Note „sehr gut“ und für zwei Fächer, sofern in beiden bei der ersten Prüfung mindestens die Note „gut“ erreicht war.

D. Werden auch in einer solchen Nachprüfung die in lit. B. geforderten Noten nicht erreicht, so kann der betreffende Kandidat nach Verlauf eines weitem Jahres eine zweite Nachprüfung bestehen. Diese unterliegt den nämlichen Bestimmungen, wie die erste Nachprüfung.

Eine dritte Nachprüfung ist unzulässig.

§ 33. Die Prüfung für technische Fächer erstreckt sich nur auf diejenigen Lehrgegenstände, für welche ein Kandidat die Wahlfähigkeit zu erwerben wünscht, unter Vorbehalt von § 13 und § 14, Lemma 1.

Sie gilt als mit Erfolg bestanden, wenn der Kandidat mindestens die Note „genügend“ erreicht hat. Es sind ebenfalls zwei Nachprüfungen zulässig.

§ 34. Der Vorsitzende der Prüfungskommission übermittelt der Erziehungsdirektion zu handen des Erziehungsrates über die Prüfung Bericht und Anträge, unter Beilegung der Anmeldungsschriften und der schriftlichen Arbeiten der Kandidaten.

§ 35. Auf Grund dieser Vorlagen wird vom Erziehungsrate die Wahlfähigkeit ausgesprochen, wenn ein Hauptlehrer sich in mindestens drei Fächern oder ein Hilfslehrer sich in den von ihm zu lehrenden Fächern genügend ausgewiesen hat.

Wenn ein Kandidat wenigstens in zwei Hauptfächern die Prüfung gemäss § 32 lit. B. und D. mit Erfolg bestanden und in einem dritten Fache nur die Note „schwach“ erhalten hat, so wird ihm ein entsprechendes Fähigkeitszeugnis ausgestellt, auf Grund dessen er mit Genehmigung der Erziehungsdirektion als Schulverweser angestellt werden darf.

§ 36. Auf Grund der Wahlfähigkeitserklärung durch den Erziehungsrat wird das Patent mit Angabe der Fachnoten ausgefertigt und dem Kandidaten zugleich mit den Anmeldungsschriften zugestellt.

Denjenigen Kandidaten, welche kein Patent erhalten können, gibt die Erziehungsdirektion hievon Kenntnis und stellt ihnen für diejenigen Fächer, in welchen sie die Prüfung mit Erfolg bestanden haben, ein Fachzeugnis aus.

§ 37. Vorstehendes Prüfungsreglement wird an Stelle des bisherigen Reglementes vom 10. Aug. 1875 und der Ergänzung dazu vom 31. Aug. 1876

definitiv eingeführt und tritt für neue Kandidaten sofort in Kraft; für solche, die zur Zeit zu einer Nachprüfung verpflichtet sind, bleibt das alte Reglement bis Ende 1892 gültig.

Aarau, den 8. Januar 1892.

Im Namen des Erziehungsrates,
Der Präsident: Dr. Fahrländer.
Der Sekretär: N. Stäuble.

36. 6. Regierungsratsbeschluss des Kantons Basellandschaft betreffend die Entschädigung der Vikare von Lehrern und Lehrerinnen. (Vom 26. Januar 1893.)

Der Regierungsrat des Kantons Basellandschaft, in Betracht, dass gemäss Vorschrift der Verfassung vom 4. April 1892 die Entschädigung der Vikare, welche bis jetzt mit Fr. 37 1/2 per Monat vom Kirchen- und Schulgut ausgewiesen worden und im weitem in freier Wohnung und Kost, zu leisten durch den vertretenen Lehrer, bestanden hat, vom Staate einzig zu tragen ist, beschliesst:

Die Entschädigung der Vikare von Lehrern und Lehrerinnen wird auf Fr. 80. — per Monat festgesetzt.

37. 7. Gesetz des Kantons St. Gallen über Alterszulagen an die Volksschullehrer. (Erlassen am 17. Mai 1892. In Kraft getreten am 27. Juni 1892. In Vollzug mit 1. Januar 1893.)

Der Grosse Rat des Kantons St. Gallen,
in Ausführung von Art. 6 und 8 der Kantonsverfassung vom 16. November 1890,¹⁾
verordnet als Gesetz:

Art. 1. Der Staat leistet an die Gehalte der Volksschullehrer besondere Beiträge in Form von Alterszulagen. Dieselben sind auf Fr. 100 jährlich für Lehrer im 11. bis 20. Dienstjahre und auf Fr. 200 für solche mit mehr als 20 Dienstjahren angesetzt.

Art. 2. Die Alterszulagen kommen allen Lehrern und Lehrerinnen geistlichen und weltlichen Standes zu, die an öffentlichen Schulen der Primar- und Sekundarschulstufe angestellt sind. Bei der Berechnung des Dienstalters zählen nur die in aktivem Schuldienste verbrachten Jahre, wobei aber kein Unterschied gemacht wird zwischen der Lehrtätigkeit in und ausser dem Kanton.

Art. 3. Gegenwärtiges Gesetz tritt mit dem 1. Januar 1893 in Vollzug.

Der Präsident des Grossen Rates: Dr. A. Hoffmann.

Der Protokollführer: Müller, Staatsschreiber.

Wir Landammann und Regierungsrat des Kantons St. Gallen erklären hiemit:

Dass das vorstehende Gesetz betreffend Alterszulagen an die Volksschullehrer — nachdem innert der verfassungsmässigen Einspruchsfrist vom 27. Mai bis 26. 1. Mts. kein Begehren um Volksabstimmung darüber gestellt worden — am 27. d. Mts. in Kraft getreten sei.

Dasselbe ist in die Gesetzessammlung aufzunehmen.

St. Gallen, den 29. Juni 1893.

Im Namen des Regierungsrates,
Der Landammann: Zollikofer.
Der Staatsschreiber: Müller.

¹⁾ Ges.-Samml. N. F. Bd. VI Nr. 1.

38. 8. Programm des Fortbildungskurses für Arbeitslehrerinnen des Kantons St. Gallen im August 1892. (Vom 11. Mai 1892).

Art. 1. Der diesjährige Fortbildungskurs für Arbeitslehrerinnen wird in Mariaberg abgehalten und dauert drei Wochen, vom 1. August bis 20. August.

Art. 2. Als pädagogischer Kursleiter ist Herr Seminardirektor Dr. Th. Wiget in Rorschach und als Oberlehrerin Frl. Emma Rietmann, Arbeitslehrerin in St. Gallen, gewählt worden.

Art. 3. Die Zahl der Teilnehmerinnen ist auf 30 angesetzt. Dieselben haben sich Montag, den 1. August l. J., vormittags 9 Uhr, im Seminargebäude in Mariaberg einzufinden.

Art. 4. Es bleibt der Erziehungsbehörde vorbehalten, auf den Wunsch von Orts- und Bezirksschulräten angestellte Arbeitslehrerinnen zu diesem Kurse einzuberufen; im übrigen werden freiwillige Anmeldungen gewärtigt. Hierbei sollen angestellte Arbeitslehrerinnen, welche das 40. Lebensjahr noch nicht überschritten und noch keinen solchen Kurs passirt haben, in erster Linie Berücksichtigung finden. Sofern es die Zahl der Anmeldungen erlaubt, können auch Aspirantinnen angenommen werden, wenn sie das 17. Altersjahr zurückgelegt haben und sich zu Arbeitslehrerinnen ausbilden wollen.

Art. 5. Der Unterricht erstreckt sich auf mündliche Besprechung über Zweck, Organisation und Methodik des Arbeitsunterrichts, sowie auf Anleitung und Übung in den weiblichen Handarbeiten (Nähen, Stricken, Flicken und Zuschneiden). Er dauert täglich acht Stunden. Nach Schluss des Kurses erhalten die Teilnehmerinnen Zeugnisse über ihre Befähigung und Fortschritte.

Art. 6. Die Teilnehmerinnen erhalten Unterricht, Logis und Beköstigung auf Kosten des Staates. Auch sind die Ortsschulräte ersucht, den betreffenden Arbeitslehrerinnen eine Reise-Entschädigung aus der Schulkasse zu verabfolgen.

Art. 7. Die Teilnehmerinnen haben die erforderlichen Nähutensilien mit Nähkissen und einige Paare weisse Strümpfe nebst passendem Garn zum Stückeln mitzubringen.

Art. 8. Die Anmeldungen sind bis 2. Juli l. J. bei den betreffenden Bezirksschulratspräsidenten einzureichen und von diesen nebst allfällig andern Vorschlägen bis 9. Juli l. J. dem Erziehungsdepartement zu begutachten, welches alsdann die Teilnehmerinnen bestimmen wird.

St. Gallen, den 11. Mai 1892.

Der Präsident des Erziehungsrates: Dr. J. A. Kaiser.
Der Aktuar: Dütschler.

V. Lehrerschaft.

39. 1. Verordnung des Kantons Thurgau betreffend Abchurung bei Lehrerwechsel. (Vom 2. September 1892.)

Der Regierungsrat des Kantons Thurgau, nachdem sich aus verschiedenen Berichten der Schulinspektoren ergeben, dass schon oft bei Lehrerwechsel die Teilung des Ertrages von Pflanzland und Schulgarten auf Schwierigkeiten gestossen ist und in gleichzeitiger Erledigung einer Wunschäusserung der thurgauischen Schulsynode vom 14. September 1891,

beschliesst:

1. Beim Eintritt eines Lehrerwechsels im Frühjahr hat der neu eintretende Lehrer den ganzen vorhandenen oder in Aussicht stehenden Ertrag des Schulgartens und Pflanzlandes zu beanspruchen, immerhin unter Abzug der Anpflanzungskosten, welche er dem abtretenden Lehrer zu vergüten hat.

2. Beim Lehrerwechsel im Herbste bezieht der abtretende Lehrer den sämtlichen Sommernutzen, Obst inbegriffen; er hat aber den Schulgarten und das Pflanzland in geordnetem Zustande zu hinterlassen.

3. Wo die Schulgemeinden an Neuanschaffungen von jungen Hochstämmen, Zwergobstbäumen, Spalieren und Fruchtsträuchern etc. wenigstens die Hälfte der Anschaffungskosten entrichtet haben, darf der abtretende Lehrer diese Pflanzungen weder mitnehmen, noch verkaufen; sie bleiben Eigentum der Schulgemeinden ohne weitere Entschädigung an den abtretenden Lehrer. Auf Baumschulen findet diese Bestimmung keine Anwendung.

4. Wo hingegen der abtretende Lehrer auf seine Kosten allein obgenannte Fruchtbäume und Sträucher gepflanzt und die Schulvorsteherschaft beim Lehrerwechsel eine Mitbeteiligung an den erwachsenen Anschaffungskosten bis zur Hälfte abgelehnt hat, ist der neu eintretende Lehrer angewiesen, dem abtretenden Lehrer oder dessen Erben die Hälfte der erwiesenen Anschaffungskosten zu vergüten.

5. Publikation dieser Schlussnahme im Amtsblatt zu handen der Schulvorsteherschaften und Lehrer.

Frauenfeld, den 2. September 1892.

Der Präsident des Regierungsrates: Dr. K. Egloff.

Der Staatsschreiber: Dr. J. Wehrli.

VI. Mittelschulen.

40. 1. Regulativ für die schwyzerischen Maturitätsprüfungen. (Vom 18. Mai 1892.)

Der Kantonsrat des Kantons Schwyz,
auf den Antrag des Erziehungs- und Regierungsrates,
beschliesst:

§ 1. Die Sektion des Erziehungsrates für die höhern Lehranstalten ist die Behörde, welche die Maturitätsprüfungen zu veranstalten und zu leiten hat. Der Zeitpunkt ihrer Abhaltung wird durch den Vorsteher des Erziehungsdepartements jährlich öffentlich ausgeschrieben.

Die Prüfungskommission kann einzelnen Persönlichkeiten (Schulbehörden, Studirenden etc.) erlauben, als Zuhörer den Prüfungen beizuwohnen.

§ 2. Die Prüfungskandidaten haben ihre Anmeldung unter Angabe des von ihnen gewählten wissenschaftlichen Berufes und mit dem Ausweis über ihre absolvirten Gymnasial- und Lyzealstudien, wie solche durch ihren künftigen Beruf gefordert werden, nebst beigelegten Schulzeugnissen der vier letzten Studienjahre an den Vorsteher des Erziehungsdepartements einzureichen.

Wer diese Ausweisschriften nicht rechtzeitig einsendet, wird zur Prüfung nicht zugelassen.

§ 3. Der Zweck der Prüfung ist, auszumitteln, ob der Examinand den erforderlichen Grad der Vorbildung für eine der höhern Berufswissenschaften: Theologie, Jus, Medizin u. s. f. besitze.

Für Ärzte, Zahnärzte, Apotheker, Veterinäre sind überdies die jeweiligen in Kraft bestehenden eidgenössischen Regulative für die genannten Berufsarten massgebend.¹⁾

¹⁾ Das vorliegende Regulativ entspricht sämtlichen Anforderungen des eidgenössischen Regulativs für Ärzte, Zahnärzte, Apotheker.

Das eidg. Regulativ für Veterinäre lautet: 1. Muttersprache: Fertigkeit in schriftlicher und mündlicher Darstellung. — 2. Eine zweite schweizerische Nationalsprache: angemessene Fertigkeit im mündlichen und schriftlichen Ausdruck. Übersetzung eines leichtern Schriftstellers. — 3. Latein: Hauptregeln der Syntax. Nepos. Caesar. — 4. Allgemeine Geschichte der neuern Zeit und vaterländische. — 5. Allgemeine Kenntnis der politischen und physikalischen Geographie. — 6. Arithmetik: die bürgerlichen Rechnungsarten bis zum Ketten-

§ 4. Zur Mitwirkung bei den Prüfungen wird von dem Präsidenten des Erziehungsrates die nötige Anzahl Examinatoren aus den Fachlehrern der betreffenden Anstalt beigezogen.

§ 5. Die Prüfung zerfällt in eine schriftliche und eine mündliche.

I. Schriftliche Prüfung.

§ 6. Die schriftliche Prüfung erstreckt sich auf die Muttersprache, die lateinische, griechische und eine zweite schweizerische Nationalsprache, und als Ersatz für die griechische auf eine dritte schweizerische Nationalsprache eventuell Englisch, sowie auf die Mathematik. In der schriftlichen Prüfung wird gefordert:

- a. in der *Muttersprache*: ein Aufsatz literarischen, historischen, naturwissenschaftlichen oder philosophischen Inhalts aus dem Gesichtskreis der obersten Schulstufen;
- b. im *Lateinischen*: Übersetzung eines deutschen Textes ins Lateinische;
- c. im *Griechischen*: Übersetzung einer nicht gelesenen Stelle aus einem leichtern Klassiker ins Deutsche;
- d. in einer *zweiten schweizerischen Nationalsprache*: ein Aufsatz über ein leichteres Thema;
- e. in den *Ersatzsprachen* werden die gleichen Anforderungen gestellt wie im Französischen;
- f. in der *Mathematik* wird gefordert:

1. *Algebra*: Kenntnis der Gleichungen ersten und zweiten Grades, mit einer und mehreren Unbekannten; Logarithmen, arithmetische und geometrische Reihen und Anwendung letzterer auf Zinseszins- etc. -Rechnungen; binomischer Lehrsatz;
2. *Geometrie*: Planimetrie, ebene Trigonometrie, Stereometrie, die einfachsten Sätze der sphärischen Trigonometrie, analytische Behandlung der geraden und der Kegelschnittlinien.

§ 7. Für die schriftliche Prüfung legen die Examinatoren dem Präsidenten der Prüfungskommission vierzehn Tage vor dem Examen eine Anzahl Themata zur Auswahl vor.

§ 8. Die schriftliche Prüfung erstreckt sich auf mindestens drei Tage. Für die Muttersprache, Latein und Mathematik werden je drei bis höchstens vier Stunden, für die übrigen Fächer je zwei bis höchstens drei Stunden eingeräumt.

§ 9. Die schriftlichen Arbeiten sind von den Examinanden ohne Unterbrechung in der vorgeschriebenen Zeit, unter steter Überwachung durch ein Mitglied der Prüfungskommission oder einen der Examinatoren und ohne andere Hilfsmittel als die Logarithmentabellen, die ihnen von der Prüfungskommission verabreicht werden, anzufertigen.

Die Benützung unerlaubter Hilfsmittel, sowie jede sonstige Unredlichkeit beim Arbeiten wird mit sofortiger Zurückweisung von der Prüfung bestraft. Von dieser Bestimmung sind die Kandidaten vor Beginn der Prüfung in Kenntnis zu setzen.

§ 10. Die schriftlichen Arbeiten werden von den Examinatoren korrigiert und mit der entsprechenden Zensur versehen der Prüfungskommission zu handen gestellt.

II. Mündliche Prüfung.

§ 11. Die mündliche Prüfung erstreckt sich auf folgende Fächer mit nachstehenden Forderungen:

satz. — 7. *Algebra*: Gleichungen zweiten Grades mit einer Unbekannten. Logarithmen. — 8. *Geometrie*, Planimetrie, Stereometrie, Elemente der Trigonometrie. — 9. *Physik und Chemie*: allgemeine Eigenschaften der Körper, Grundzüge der Mechanik, feste und flüssige Körper. Elemente der Lehre von Schall, Licht, Wärme. Elektrizität und Magnetismus. Die wichtigsten einfachen Körper und deren wichtigste Verbindungen. — 10. *Naturgeschichte*: Elemente der Botanik und Zoologie.

A. Humanistische Fächer.

- a. *Muttersprache*: die Haupterscheinungen aus der Literaturgeschichte;
- b. *Latein*: Übersetzung nicht gelesener Stellen aus Livius, Cicero, Virgil; schon gelesener Abschnitte aus Horaz, Tacitus, Plautus;
- c. *Griechisch*: Übersetzung nicht gelesener Stellen aus Xenophon und Homer; schon gelesener Abschnitte aus den Rednern, aus Plato, Thucydides, aus Sophokles und Euripides;
- d. *zweite schweizerische Nationalsprache*: angemessene Fertigkeit im Ausdruck; Übersetzen und Erklären eines leichtern Klassikers;
- e. *Ersatzsprache*: wie oben unter lit. d;
- f. *Geschichte und politische Geographie*: die Hauptereignisse aus der ältern, mittlern und neuern Geschichte. Die wichtigsten europäischen und ausser-europäischen Länder.

B. Realistische Fächer.

- a. *Mathematik*: Kenntnis des bei der schriftlichen Prüfung ausgesetzten Unterrichtsstoffes;
- b. *Physik und physikalische Geographie*: allgemeine Eigenschaften der Körper; Mechanik der festen, flüssigen, gasförmigen Körper; Hauptgesetze von Schall, Licht, Wärme, Elektrizität und Magnetismus; Hauptsätze der physikalischen Geographie;
- c. *Chemie*: anorganische Chemie; die wichtigsten Elemente und deren wichtigste Verbindungen;
- d. *Naturgeschichte*: allgemeine Kenntnis des menschlichen Körpers und die Haupttypen des Tierreiches, Organe der höhern Pflanzen; die wichtigsten Pflanzenfamilien des natürlichen Systems. Kristallsysteme; wichtigste Mineralien. Grundbegriffe der Geologie.

Der Prüfungskommission steht das Recht zu, die Themata der mündlichen Prüfung in den vorbenannten Fächern näher zu bezeichnen.

§ 12. Bei der Prüfung geben die Examinatoren, jeder in seinem Fache, vorläufig eine Note, wobei in den Fächern, in welchen schriftlich und mündlich geprüft wird, das Ergebnis in eine Note zusammengezogen wird. Nach beendeter Prüfung soll im Schosse der Kommission im Einvernehmen mit den Examinatoren über die in jedem Fache endgültig zu erteilende Note freie Beratung walten, wobei auch auf die bisherigen Leistungen des Kandidaten, sowie dessen Bildungsstand gebührende Rücksicht zu nehmen ist.

§ 13. Die Abstufung der Zensuren ist folgende: 6 = sehr gut; 5 = gut; 4 = ziemlich gut; 3 = mittelmässig; 2 = schwach; 1 = sehr schwach.

Es dürfen keine Bruchzahlen gegeben werden.

Eine Fachzensur 1 schliesst die Erteilung des Maturitätszeugnisses aus. Ebenso wird kein Maturitätszeugnis erteilt, wenn die Durchschnittsnote unter 3,5 liegt.

§ 14. Ein Kandidat, der das Zeugnis der Reife nicht erlangt hat, darf sich erst nach Ablauf eines Jahres zu einer Nachprüfung stellen. Dabei wird ihm die Prüfung in denjenigen Fächern erlassen, in welchen er mindestens die Note 5 erworben hat. Die auf diese Fächer bezüglichen Noten der frühern Prüfung werden zur Berechnung des Gesamtergebnisses der spätern zugezogen.

Eine dritte Prüfung wird nicht gestattet.

§ 15. Das Maturitätszeugnis enthält die Fachnoten und die Durchschnittsnote. Es wird auf amtlichem Formular mit den Unterschriften des Präsidenten und des Sekretärs des Erziehungsrates ausgefertigt.

§ 16. Die Maturitätskandidaten entrichten vor Abnahme der Prüfung an die Kanzlei Fr. 25.

§ 17. Die Mitglieder der Prüfungskommission und die Examinatoren beziehen die Taggelder und Reiseentschädigungen der Mitglieder des Erziehungsrates.

§ 18. Dieses Regulativ tritt sofort in Kraft und es wird damit das Regulativ vom 28. Juli 1888 aufgehoben.

§ 19. Der Regierungsrat ist mit der Vollziehung beauftragt.

Schwyz, den 18. Mai 1892.

Namens des Kantonsrates,

Der Präsident: J. M. Schuler.

Der Protokollführer: Kälin, Kanzleidirektor.

Der Regierungsrat beschliesst:

1. Vorstehendes Regulativ tritt mit 15. Juli 1892 in Rechtskraft.

2. Aufnahme in die Gesetzessammlung.

Schwyz, den 6. Juli 1892.

Namens des Regierungsrates,

Der Landammann: V. Schwander.

Der Kanzleidirektor: Kälin.

41.2. Verordnung betreffend Aufnahmebedingungen an der kantonalen Lehranstalt des Kantons Unterwalden ob dem Wald. (Vom 21. April 1892.)

Der Kantonsrat des Kantons Unterwalden ob dem Wald erlässt auf Vorschlag des Erziehungsrates nachstehende Verordnung:

Art. 1. Es wird kein Schüler an die kantonale Lehranstalt aufgenommen, der nicht die Primarschule absolviert hat.

Immerhin erfolgt die Aufnahme nur dann, wenn der Zögling für den Eintritt in den betreffenden Kurs des Gymnasiums oder der Realschule befähigt erfunden wird.

Art. 2. Ausnahmsweise kann mit Bewilligung des Erziehungsrates ein besonders begabter Schüler vor dem vollständigen Abschluss der Primarschule an die kantonale Lehranstalt aufgenommen werden, sofern er die Aufnahmeprüfung nach jeder Richtung gut besteht.

Schlussbestimmung.

Der Regierungsrat wird mit der Veröffentlichung und der Erziehungsrat wird mit dem Vollzuge dieser Verordnung beauftragt.

Also beschlossen,

Sarnen, den 21. April 1892.

Im Namen des Kantonsrates,

Der Präsident: Eduard Etlin.

Der erste Landschreiber: Gottlieb Bucher.

42.3. Verordnung betreffend die Maturitätsprüfung an der kantonalen Lehranstalt des Kantons Unterwalden ob dem Wald. (Vom 21. April 1892.)

Der Kantonsrat des Kantons Unterwalden ob dem Wald erlässt auf Vorschlag des Erziehungsrates nachstehende Verordnung:

Art. 1. An der kantonalen Lehranstalt wird alljährlich am Schlusse des Schuljahres eine Maturitätsprüfung abgenommen, deren Zweck ist, zu ermitteln, ob der Geprüfte den erforderlichen Bildungsgrad erlangt hat, um sich mit Erfolg für eine Berufswissenschaft an einer Hochschule auszubilden.

Art. 2. Grundsätzlich wird die Maturitätsprüfung nur denjenigen Schülern abgenommen, welche während des ganzen der Prüfung vorangehenden Schuljahres an der kantonalen Lehranstalt studierten.

Diese Bestimmung findet auf Schüler, welche die herwärtige Kantonsschule früher besucht haben und sich später bei guten Zeugnissen aus den letzten Jahren bei der Prüfungskommission zur Maturitätsprüfung anmelden, keine Anwendung.

Art. 3. Der Zeitpunkt der schriftlichen und mündlichen Prüfung wird vom Präsidenten der Prüfungskommission auf Vorschlag des Rektorats festgesetzt und im Amtsblatt ausgeschrieben.

Zwischen der schriftlichen und mündlichen Prüfung ist ein Zeitraum von mindestens acht Tagen freizugeben.

Art. 4. Die Kandidaten haben ihre Anmeldung dem Rektorate einzureichen.

Sie haben die Schulzeugnisse der vier letzten Studienjahre sowie ein befriedigendes Sittenzeugnis einzugeben.

Wer die Zeugnisse nicht vor dem im Amtsblatt bezeichneten Schlusstermin einsendet, wird im betreffenden Jahre nicht mehr zur Prüfung zugelassen. Dispensation bei hinlänglicher Entschuldigung wegen eingetretener Säumnis bleibt vorbehalten.

Während der Anmeldefrist hat der Examinand eine Gebühr von Fr. 20 zu handen des Staates zu erlegen. Die gleiche Gebühr wird für die Nachprüfung bezahlt (Art. 18).

Ärmern Kandidaten kann von der Prüfungskommission die Taxe erlassen, wenig bemittelten ermässigt werden.

Art. 5. Der Erziehungsrat wählt jeweilen auf die Dauer von zwei Jahren mit Wiederwählbarkeit eine Kommission von fünf Mitgliedern, welche den Gang der Prüfung beaufsichtigt, vom Ergebnisse der schriftlichen Prüfung Einsicht nimmt und der mündlichen Prüfung beiwohnt.

Die Examinatoren werden auf Vorschlag des Rektorates von dieser Kommission aus dem Professorenkollegium der kantonalen Lehranstalt bezeichnet.

Die Prüfungskommission kann sich für jede schriftliche Arbeit von den betreffenden Examinatoren zwei oder drei Themata in Vorschlag bringen lassen, wovon sie dann eines auswählt oder auch ein anderes verlangt.

Hinwieder kann sie bei der mündlichen Prüfung die Fragestellung über bestimmte, in das Prüfungsgebiet einschlagende Materien verlangen.

Einzelne Mitglieder der Prüfungskommission werden die Examinanden während der schriftlichen Prüfung überwachen.

Die Prüfungskommission oder einzelne Mitglieder derselben werden der Beratung des Professorenkollegiums (Art. 13) beiwohnen. Sie können hiebei konsultativ ihre Ansicht äussern.

Die Prüfungskommission nimmt den schriftlich festgestellten Befund des Examinatorenkollegiums entgegen, und sie übermittelt denselben mit ihren Bemerkungen über den reglementarischen Verlauf der Prüfung und mit ihren Anträgen dem Erziehungsrat.

Die Kommission verrechnet für ihren Mühewalt nach Massgabe des Besoldungsgesetzes die Kommissionsgebühren.

Art. 6. Alle gleichzeitig zu Prüfenden erhalten die nämlichen schriftlichen Aufgaben und jede derselben erst in dem Augenblicke, in welchem ihre Bearbeitung beginnen soll.

Hiebei sind ihnen keine andern Hilfsmittel als die mathematischen Tafeln zu gestatten.

Die Benützung unerlaubter Hilfsmittel wird mit sofortiger Zurückweisung von der Prüfung bestraft. Bei ernstem Verdachte eines Unterschleifs erhält der Examinand eine neue Aufgabe zur Bearbeitung. Hievon sind die Kandidaten jedesmal vor Beginn der Prüfung in Kenntnis zu setzen.

Am gleichen Tage darf aus höchstens zwei Fächern die schriftliche Prüfung abgenommen werden.

Für die Muttersprache und die Mathematik werden höchstens je vier Stunden, für die übrigen Fächer höchstens je drei Stunden eingeräumt.

Art. 7. Die mündliche Prüfung findet gruppenweise statt und dauert für jeden Examinanden in jedem Fache durchschnittlich zehn Minuten.

Die Leitung der Prüfung steht dem für dieses Fach aus der Mitte des Professorenkollegiums bestimmten Examinator zu.

Die mündliche Prüfung ist öffentlich. An derselben werden die schriftlichen Arbeiten aufgelegt.

Art. 8. Schriftlich und mündlich wird geprüft: in der deutschen, französischen, lateinischen und griechischen, eventuell als Ersatz des Griechischen in der italienischen oder englischen Sprache, sowie in der Mathematik.

Nur mündlich wird geprüft: in der Philosophie, in der Geschichte und Geographie, in der Physik, Chemie und Naturgeschichte.

Art. 9. Bei der schriftlichen Prüfung wird verlangt:

1. in der *deutschen* Sprache und Literatur: ein Aufsatz über ein im Gebiete des obern Gymnasialunterrichtes liegendes Thema. Anforderungen sind: stilistische Korrektheit sowie sachlich entsprechende Durchdringung des behandelten Gegenstandes;
2. in der *lateinischen* Sprache: Übersetzung eines deutschen Textes ins Lateinische. Diese Arbeit soll ohne wesentlichen Verstoss gegen die Grammatik und die klassische Ausdrucksweise abgefasst sein;
3. in der *griechischen* Sprache: Übersetzung und grammatikalische Erklärung eines diktirten griechischen Textes, wobei der Examinand zu zeigen hat, dass er mit den gewöhnlichen Formen und den Regeln der Syntax vertraut ist;
4. in der *französischen* sowie
5. eventuell in der *italienischen* oder *englischen* Sprache: Übersetzung eines deutschen Textes in die betreffende Fremdsprache;
6. in der *Mathematik*: a. in der *Algebra*: Gleichungen des ersten Grades mit einer und mehreren Unbekannten, Gleichungen des zweiten Grades mit einer und zwei Unbekannten; kubische Gleichungen, Logarithmen, arithmetische und geometrische Progressionen mit Zinseszins- und Rentenrechnungen, binomischer Lehrsatz mit ganzen Exponenten. — b. in der *Geometrie*: Planimetrie, Stereometrie, ebene Trigonometrie, die Elemente der sphärischen Trigonometrie und der analytischen Geometrie der Ebene.

Art. 10. Bei der mündlichen Prüfung wird verlangt:

1. in der *deutschen* Sprache und Literatur: Kenntnisse der Geschichte der deutschen Literatur und genauere Belesenheit in einigen der vornehmsten Dichterwerke. Fähigkeit, die deutsche Sprache in zusammenhängender Rede grammatikalisch richtig und stilistisch gewandt zu handhaben;
2. in der *lateinischen* Sprache: der Examinand soll eine Stelle aus einem der in den zwei obersten Klassen gelesenen Klassiker mit Gewandtheit ins Deutsche übertragen. Der Examinator ist zudem befugt, ihm eine leichtere Stelle aus einem nicht gelesenen Autor zur Übersetzung vorzulegen. Überdies wird die Kenntnis der HAUPTERSCHINUNGEN der lateinischen Literatur gefordert;
3. in der *griechischen* Sprache: hiefür gelten die gleichen Bestimmungen wie bezüglich der lateinischen Sprache, nur dass an Stelle der lateinischen die griechische Literaturgeschichte tritt;
4. in der *französischen* Sprache: Übersetzung aus dem Französischen ins Deutsche, wobei überhin der Examinand die Fähigkeit zeigen soll, sich korrekt und mit einiger Geläufigkeit in der französischen Sprache auszudrücken. Kenntnis der bedeutendsten Erscheinungen der französischen Literaturgeschichte vom 17. Jahrhundert an;

5. von denjenigen Kandidaten, welche statt der griechischen die *italienische* oder *englische* Sprache gewählt haben, wird die Übersetzung eines Abschnittes aus einem Schriftsteller der betreffenden Sprache gefordert;
6. in der *Philosophie*: Ontologie, Kosmologie, Psychologie, Theodicee und Geschichte der Philosophie;
7. in der *Geschichte* und *Geographie*: Kenntnis der griechisch-römischen, mittelalterlichen und neuern Geschichte, sowie der politischen Geographie;
8. in der *Mathematik*: Kenntnis des bei der schriftlichen Prüfung angeführten Unterrichtsstoffes;
9. in der *Physik*: allgemeine Eigenschaften der Körper, Mechanik der festen, flüssigen und luftförmigen Körper, Hauptgesetze von Schall, Licht, Wärme, Magnetismus und Elektrizität, sowie mathematische und physikalische Geographie;
10. in der *Chemie* und *Mineralogie*: die anorganische Chemie, die ersten Elemente der organischen Chemie, sowie Kenntnis der wichtigsten Mineralien;
11. in der *Naturgeschichte*: Somatologie, Kenntnis der Haupttypen des Tierreiches; Organe der höhern Pflanzen und Verrichtungen derselben; die wichtigsten Pflanzenfamilien des natürlichen Systems.

Art. 11. In der Zoologie und Botanik kann die Prüfung in der Regel nach dem sechsten, in der Chemie und Mineralogie nach dem siebenten Jahreskurse abgenommen werden.

Die Fachnote wird dann sofort erteilt und für die Gesamtberechnung bis zur Schlussprüfung zurückgelegt.

Verfahren und Kontrolle richten sich für diese Spezialprüfung tunlichst nach den Vorschriften für die Schlussprüfung. Zeugnisse müssen aus den zwei letzten Jahren vorliegen.

Eine Gebühr muss für diese Vorprüfung nicht entrichtet werden.

Art. 12. Für die Beurteilung der Leistungen ist überhaupt nicht sowohl die Menge oder Vollständigkeit als vielmehr die Sicherheit der Kenntnisse, namentlich in den fundamentalen und unerlässlichen Teilen der einzelnen Disziplinen entscheidend.

Auf die Feststellung des Zeugnisses übt der allgemeine Bildungsstand des Geprüften, nämlich die geistige Befähigung, die Richtigkeit des Denkens, die Reife des Urteils wesentlichen Einfluss aus.

Art. 13. Bei der Prüfung in den einzelnen Fächern gibt der betreffende Examinator vorläufig eine Note.

Nach beendigter Prüfung findet seitens des Examinatorenkollegiums in Anwesenheit der Prüfungskommission (Art. 5) über jede zu erteilende Fachnote freie Beratung statt, wobei auf die bisherigen Leistungen des Kandidaten gebührende Rücksicht genommen wird.

Art. 14. Jede der in einer besondern Ziffer der in Art. 9 und 10 aufgezählten Disziplinen zählt für eine Note. Die Disziplinen mit mündlicher und schriftlicher Prüfung zählen doppelt.

Art. 15. Die Leistungen werden mit Noten von 1—6 bezeichnet. Note 6 bedeutet sehr gut; 5 gut; 4 ziemlich gut; 3 mittelmässig; 2 schwach; 1 sehr schwach. Bruchzahlen werden als Einzelnoten nicht gegeben.

Es erhält ein Maturand:

A. Die Reife des I. Grades, wenn *a.* die Durchschnittsnote sämtlicher Fächer nicht unter 5,5 und *b.* keine einzelne Fachnote unter 4 sinkt.

B. Die Reife des II. Grades, wenn *a.* die Durchschnittsnote nicht unter 4,75 und *b.* keine einzelne Fachnote unter 3 sinkt.

C. Die Reife des III. Grades, wenn *a.* die Durchschnittsnote nicht unter 4 und *b.* keine einzelne Fachnote unter 2 sinkt.

Wer nicht zum mindesten das Reifezeugnis des III. Grades erhält, wird als unreif erklärt.

Art. 16. Das Examinatorenkollegium übergibt, mit der Unterschrift des Rektorates, der Prüfungskommission einen Bericht, welcher enthalten soll:

1. Familien- und Taufname, sowie Heimatort jedes einzelnen Kandidaten in alphabetischer Reihenfolge, ferner eine Zensur über dessen Fleiss und Betragen während dessen Aufenthaltes an der kantonalen Lehranstalt;
2. die bei der Prüfung gestellten schriftlichen Aufgaben;
3. jede einzelne Fachnote;
4. die Durchschnittsberechnung dieser Noten;
5. den Antrag betreffend die Maturitätsnote;
6. allfällige Bemerkungen.

Die Prüfungskommission übermittelt sodann diesen Bericht mit ihren Bemerkungen und Anträgen dem Erziehungsrate (Art. 5).

Art. 17. Das Maturitätszeugnis wird vom Erziehungsrate ausgestellt. Es soll enthalten:

1. den Familien- und Taufnamen, das Geburtsdatum und den Heimatort des Geprüften;
2. das Datum seines Eintrittes in die Schule und seines Austrittes aus derselben;
3. die einzelnen Fachnoten;
4. die Gesamtmaturitätsnote;
5. die Betragensnote.

Das Reifezeugnis wird einerseits vom Rektorate der kantonalen Lehranstalt, anderseits vom Präsidenten und vom Aktuar des Erziehungsrates unterzeichnet und mit dem Stempel dieser Behörde versehen.

Art. 18. Ein Examinand, welcher das Zeugnis der Reife nicht erlangt, kann bei der nächsten ordentlichen Maturitätsprüfung zur Nachprüfung sich stellen. Dieselbe hat in jenen Fächern zu erfolgen, in welchen er nicht die Note 4 erreichte.

Eine dritte Prüfung ist nicht gestattet.

Schlussbestimmung.

Der Regierungsrat ist mit der Veröffentlichung und der Erziehungsrat mit dem Vollzuge dieser Verordnung beauftragt.

Also beschlossen,

Sarnen, den 21. April 1891.

Im Namen des Kantonsrates,

Der Präsident: Eduard Etlin.

Der erste Landschreiber: Gottlieb Bucher.

43. 4. Gesetz betreffend die Erweiterung der zweiklassigen Merkantilabteilung an der Solothurnischen Kantonsschule zu einer dreiklassigen Handelsschule. (Durch Volksabstimmung angenommen den 3. April 1892.) (Publikation des Abstimmungsergebnisses und Inkrafttreten den 9. April 1892.)

Der Kantonsrat von Solothurn

auf den Vorschlag des Regierungsrates und nach erfolgter Beratung und Begutachtung durch den Erziehungsrat

beschliesst:

§ 1. Die an der Solothurnischen Kantonsschule bestehende zweiklassige, sogenannte Merkantilabteilung (Unterabteilung der Gewerbschule) wird zu einer

Handelsschule mit drei Klassen erweitert und zwar auf Grundlage des Bundesbeschlusses betreffend Förderung der kommerziellen Bildung vom 15. April 1891 und der bezüglichen Vollziehungsverordnung.

Dieselbe beginnt mit der dritten Klasse der Gewerbschule.

§ 2. Die Unterrichtsgegenstände der Handelsschule sind: Religionslehre, deutsche Sprache, französische, englische und italienische Sprache, Geschichte, allgemeine und Handelsgeographie, Physik, Chemie, Naturgeschichte, Warenkunde, Mathematik und kaufmännisches Rechnen, Buchhaltung und Kontorarbeiten, Handels- und Wechselrecht, Volkswirtschaftslehre, Handelsgeschichte, Kalligraphie, Gesang, Turnen.

§ 3. Für den Unterricht in den neuern Sprachen, sowie in den eigentlichen kaufmännischen Fächern werden zwei neue Lehrstellen geschaffen.

§ 4. Im übrigen gelten in Bezug auf die Handelsschule die einschlägigen Bestimmungen des Kantonsschulgesetzes, sowie die bestehenden Reglemente und Verordnungen.

§ 5. Alle Bestimmungen des Gesetzes über die Errichtung der Kantonschule vom 18. Juli 1874, welche mit diesem Gesetze im Widerspruche stehen, insbesondere § 13, sind aufgehoben.

§ 6. Dieses Gesetz tritt nach Annahme durch das Volk mit der amtlichen Publikation des Abstimmungsergebnisses in Kraft.

Solothurn, den 3. Dezember 1891.

Der Präsident: J. Stampfli.

Der Staatsschreiber: Amiet.

44. 5. Reglement für die Maturitätsprüfungen im Kanton Graubünden. (Revidirt im Jahre 1892.)

§ 1. Die Maturitätsprüfung zerfällt in zwei Hälften, von denen die eine am Schlusse des 6. und die andere am Schlusse des 7. Gymnasialkurses stattfindet. In dringenden Fällen kann das Direktorium ausnahmsweise auch zu aussergewöhnlicher Zeit eine Maturitätsprüfung veranstalten und von der vorgeschriebenen Teilung derselben absehen.

§ 2. Am Schlusse des 6. Kurses wird geprüft in der Mathematik, Physik, Geographie, Naturgeschichte und Geschichte des Mittelalters und der neuern Zeit. Das Ergebnis der Prüfung wird durch Noten bestimmt und den Maturanden auf Verlangen mitgeteilt.

§ 3. Am Schlusse des 7. Kurses wird geprüft in der deutschen, lateinischen, griechischen und einer neuern (französischen, italienischen, englischen) Sprache, in Geschichte des Altertums und in Chemie. Für Kandidaten der evangelischen Theologie kommt noch Hebräisch, eventuell anstatt der Neusprache hinzu. An Stelle des Griechischen tritt für Maturanden, welche davon dispensirt waren, diejenige moderne Sprache, in welcher sie von der 3. Kantonsschulklasse an laut Lehrplan Unterricht erhalten haben.

§ 4. Die Prüfung ist teils schriftlich, teils mündlich. Schriftlich sowohl als mündlich wird geprüft in Deutsch, Latein, Griechisch oder in der das letztere vertretenden modernen Sprache, in einer weiteren modernen Fremdsprache und Mathematik. Bloss mündlich wird geprüft im Hebräischen, in der Geschichte, Geographie, Naturgeschichte, Physik und Chemie.

§ 5. Über ihre Kenntnisse in den genannten Fächern haben sich die Kandidaten in folgendem Umfange auszuweisen.

1. Erste Prüfungsabteilung.

a. Mathematik. Schriftlich: einige Aufgaben in Algebra und Geometrie.

Mündlich: Gleichungen des zweiten Grades, arithmetische und geometrische Progressionen, binomischer Lehrsatz mit ganzen Exponenten; ferner

Planimetrie, Stereometrie, ebene Trigonometrie und endlich die einfachsten Sätze aus der sphärischen Trigonometrie und der analytischen Geometrie der Ebene.

b. Geschichte. Mittlere und neuere Geschichte mit besonderer Berücksichtigung der Schweiz.

c. Geographie. Physikalische und politische Geographie.

d. Naturgeschichte. Kenntniss der Haupttypen des Tierreichs. Allgemeine Kenntniss des Baues des menschlichen Körpers. Kenntniss der Organe der höhern Pflanzen. Die wichtigsten Pflanzenfamilien des natürlichen Systems.

Kenntniss der wichtigsten Mineralien.

e. Physik. Kenntniss der allgemeinen Eigenschaften der Körper. Die Hauptgesetze vom Schall, Licht, Wärme, Elektrizität und Magnetismus.

II. Zweite Prüfungsabteilung.

a. Sprachen. 1. *Deutsch.* Schriftlich: ein deutscher Aufsatz.

Mündlich: Fertigkeit in der mündlichen Darstellung. Kenntniss der Haupterscheinungen in der Literatur.

Anmerkung: für Italiener, welchen gestattet wird, sich in ihrer Muttersprache prüfen zu lassen, werden gleiche Anforderungen im Italienischen gestellt.

2. *Latein:* Schriftlich: eine Übersetzung ins Lateinische.

Mündlich: ungelesene leichtere Partien aus Livius, Cicero, Virgil, Horaz; gelesene schwerere Stücke aus Horaz, Plautus, Tacitus.

3. *Griechisch:* Schriftlich: Übersetzung aus dem Griechischen.

Mündlich: ungelesenes aus Homer und Xenophon, gelesene Abschnitte aus den Rednern, Plato, den Tragikern.

4. *Lebende Sprachen:* *a.* in der das Griechische vertretenden modernen Sprache. Schriftlich: eine selbständige Arbeit.

Mündlich: Fertigkeit und Korrektheit in der Übersetzung aus einem anerkannt guten Schriftsteller und im mündlichen Ausdruck.

Die Prüfung ist in der betreffenden Sprache abzunehmen.

b. Zweite moderne Sprache. Schriftlich: einige Fertigkeit im schriftlichen Ausdrucke.

Mündlich: ebenso in der Übersetzung eines leichtern Autors.

Anhang. Hebräisch: mündliche Übersetzung aus dem Hebräischen.

b. Geschichte. Geschichte des Altertums.

c. Chemie. Die wichtigsten einfachen Körper und Verbindungen. Grundgesetze der unorganischen Chemie.

§ 6. *a.* Für die Übersetzungen in das Lateinische und aus dem Griechischen, sowie für die Aufsätze und Übersetzungen in den neuern Sprachen ist der Gebrauch eines Wörterbuches gestattet.

b. Bei der schriftlichen sowohl als mündlichen Prüfung in den alten und modernen Schriftstellern sind Ausgaben ohne Noten zu gebrauchen.

§ 7. *a.* Die schriftlichen Prüfungen finden vor den mündlichen statt. Für den deutschen Aufsatz ist ein ganzer, für die übrigen schriftlichen Arbeiten je ein halber Tag anberaumt.

b. Alle schriftlichen Arbeiten werden je nach Umständen entweder in Klausur oder von allen Maturanden zusammen in einem Zimmer unter der genauesten und ununterbrochenen Aufsicht von Lehrern angefertigt.

c. Die Benutzung unerlaubter Hilfsmittel in einem Fache hat die Nichtigkeit der ganzen Prüfung für den Kandidaten zur Folge und es kann derselbe erst wieder zur nächsten ordentlichen Prüfung zugelassen werden. Liegt bloss begründeter Verdacht eines Unterschleifes vor, so erhält der Kandidat eine neue Aufgabe zur Bearbeitung.

d. Zwischen der schriftlichen und der mündlichen Prüfung soll in der Regel ein Zwischenraum von ungefähr acht Tagen liegen.

§ 8. *a.* Das Examinationskollegium, welches die Prüfungen leitet und über ihr Resultat entscheidet, besteht aus den vom Direktorium bezeichneten Mitgliedern des Erziehungsrates und den betreffenden Fachlehrern.

b. Für jedes Fach wird neben dem Examinator ein zweiter Lehrer bezeichnet, der sich mit erstem über die vorzuschlagende Note zu verständigen hat.

§ 9. *a.* Für die schriftlichen und mündlichen Prüfungen werden von den betreffenden Fachlehrern dem Examinationskollegium Vorschläge zu Themen zur Auswahl oder anderweitiger Antragstellung eingereicht.

b. Die von den Maturanden angefertigten Arbeiten werden von den betreffenden Fachlehrern mit den nötigen Korrekturen versehen. Hierauf werden sie unter sämtlichen Mitgliedern des Examinationskollegiums in Zirkulation gesetzt.

c. Vor Beginn der mündlichen Prüfungen am Ende des 7. Kursus versammelt der Präsident des Erziehungsrates die ganze Prüfungsbehörde, um auf Grund der schriftlichen Arbeiten über die Zulassung der Maturanden zum mündlichen Examen zu entscheiden.

d. In Fällen, wo aus den schriftlichen Arbeiten sich schon mit Gewissheit ergibt, dass einem Maturanden, zumal im Deutschen und Lateinischen, auch die nötigsten Kenntnisse oder Fertigkeiten abgehen, soll derselbe zu den mündlichen Prüfungen nicht zugelassen werden.

§ 10. Unmittelbar nach Beendigung des mündlichen Examens wird über das Resultat der ganzen Prüfung diskutiert und abgestimmt, wobei das absolute Mehr der anwesenden Erziehungsräte und Examinatoren entscheidet.

§ 11. *a.* Hinsichtlich der durch Prüfung ermittelten Reife werden drei Grade unterschieden und die Zeugnisse danach ausgestellt, nämlich: Reife I. Grades, Reife II. Grades, Reife III. Grades.

b. Fehlen einem Maturanden nur wenige Punkte zur Erlangung eines höhern Reifegrades, so soll dies im Zeugnis bemerkt werden.

§ 12. Bei der Entscheidung über das Vorhandensein und den Grad der Reife sind folgende Gesichtspunkte im Auge zu behalten:

a. Zur Verhütung allfälligen Irrtums und zur Vervollständigung des Urteils überhaupt, sollen, namentlich in zweifelhaften Fällen, auch die Leistungen der Schüler während des letzten Schuljahres und allfällige Zeugnisse anderer Schulanstalten mitberücksichtigt werden.

b. Im Deutschen, Latein, Griechischen oder in der an die Stelle des Griechischen tretenden neuern Sprache und in der Mathematik wird in der mündlichen und in der schriftlichen Prüfung je eine Note erteilt.

Die Durchschnittsnote in jedem dieser benannten Fächer muss wenigstens 4 betragen, soll das Zeugnis der Reife überhaupt erteilt werden können.

Es werden sechs Noten gegeben: 6 = sehr gut; 5 = gut; 4 = ziemlich gut; 3 = kaum genügend; 2 = schwach; 1 = sehr schwach.

c. In der Mehrheit der folgenden Fächer, als in der zweiten modernen Sprache, in der hebräischen Sprache, in der Geographie, in der Geschichte (und zwar sowohl der mittleren und neueren als der alten), in der Naturgeschichte, in der Physik und in der Chemie wird die Note 4 verlangt.

d. Unter Zugrundlegung der in *b* und *c* enthaltenen Bestimmungen und derjenigen, dass in keinem der 15 Fächer die Befähigungsnote weniger als 3 betragen darf, ist zur Erlangung des Zeugnisses der Reife folgendes erforderlich:

1. Für den I. Grad in 8 Fächern je die Note 6, in 7 Fächern je die Note 5.
2. Für den II. Grad in 8 Fächern je die Note 5, in 7 Fächern je die Note 4.
3. Für den III. Grad in den in *b* genannten 4 Doppelfächern je die Durchschnittsnote 4, in der Mehrheit der in *c* angegebenen Fächer die Note 4 und in den übrigen 3 Fächern wenigstens die Note 3.

Beigegebenes Schema gibt das Nähere an:

1. Für den I. Grad wenigstens in 8 Fächern die Note	6 = 48
in 7 " " "	5 = 35
	83
2. Für den II. Grad wenigstens in 8 Fächern die Note	5 = 40
in 7 " " "	4 = 28
	68
3. Für den III. Grad wenigstens in den in <i>b</i> genannten 8 Fächern die Gesamtnote	32
in 4 der in <i>c</i> angegebenen Fächer	16
in 3 Fächern wenigstens je die Note 3 =	9
	57

§ 13. Wenn ein Examinand gemäss den in § 12 *b* und Ziffer 3 des Schema enthaltenen Bestimmungen das Zeugnis der Reife nicht erlangt, so muss er in den Fächern, in denen er weniger als die Note 4 erhalten hat, eine zweite Prüfung bestehen.

b. Hat er aber in mehr als 7 Fächern die Note unter 4, so hat er die ganze Prüfung neu durchzumachen.

§ 14. Teilweise und ganze Nachprüfungen können erst ein halbes Jahr nach der ersten Prüfung abgelegt werden. Nur wenn bloss ein einziges Fach in Frage kommt, kann das Direktorium die Prüfung noch vor Ablauf dieser Frist ansetzen.

§ 15. Mehr als zwei Nachprüfungen sind nicht gestattet.

45. 6. Arrêté modifiant les articles 86, 88, 118, 146 et 187 du règlement général de l'Académie et du Gymnase cantonal du Canton de Neuchâtel. (Du 16 avril 1892.)

Le Conseil d'Etat de la république et Canton de Neuchâtel;

Vu un rapport du Conseil de l'Académie, présenté par le recteur le 13 avril 1892, proposant la revision des articles 86, 88, 118, 146 et 187 du règlement général pour le Gymnase cantonal et l'Académie, comme suit:

Art. 86. Les étudiants des Facultés des lettres et des sciences sont tenus de suivre au moins 12 heures de leçons par semaine.

Les étudiants des Facultés de droit et de théologie doivent suivre tous les cours de l'année pour laquelle ils sont inscrits.

Le recteur peut exceptionnellement, sur le préavis du Conseil de la Faculté intéressée, accorder des dispenses quant au nombre d'heures ou à la fréquentation de certains cours.

Art. 88. Sont admis comme étudiants à ces conditions d'âge:

1^o Dans la Faculté des lettres et dans celle des sciences: les porteurs d'un certificat de maturité du Gymnase de Neuchâtel ou de titres équivalents, les porteurs d'un brevet de capacité pour l'enseignement primaire ou secondaire et ceux qui, dans un examen d'admission, prouvent qu'ils possèdent des connaissances suffisantes.

2^o Dans la première année de la Faculté de théologie: les porteurs du certificat de maturité du Gymnase littéraire de Neuchâtel (avec le grec) ou de titres équivalents, et ceux qui, dans un examen d'admission, prouvent qu'ils possèdent des connaissances suffisantes.

3^o Dans la première année de la Faculté de droit: les porteurs du certificat de maturité du Gymnase littéraire de Neuchâtel ou de titres équivalents; les porteurs du certificat de maturité du Gymnase scientifique de Neuchâtel ou de titres équivalents, à condition qu'ils subissent en outre un examen sur les éléments du latin et de la philosophie, — et ceux qui, dans un examen d'admission, prouvent qu'ils possèdent des connaissances suffisantes. (Voir Loi, art. 24.)

Art. 118. Les candidats sont dispensés des épreuves orales relatives aux branches littéraires, sauf l'allemand, s'ils en ont subi de suffisantes au sortir de l'année supérieure du Gymnase littéraire ou scientifique.

Art. 146. Le candidat présente une dissertation dont le sujet est laissé à son choix, sous réserve de l'approbation du président de la Faculté. S'il fait imprimer son travail, l'Académie en recevra cinquante exemplaires.

Cette dissertation, qui sera remise au président de la Faculté six semaines avant d'être exposée et discutée en séance publique, doit être présentée par le candidat dans le cours du semestre qui précède son examen, ou dans le délai d'un an après qu'il a subi les épreuves écrites et orales prévues dans les articles suivants (147 à 157).

La Faculté désigne chaque fois un examinateur chargé spécialement de la discussion de la thèse.

Art. 187. Les étudiants des Facultés paient une finance d'immatriculation de fr. 10 lorsqu'ils sont admis à l'Académie, et une finance d'études de fr. 80 par an. S'ils s'inscrivent pour un semestre seulement, la finance d'études est de fr. 50 pour le semestre d'hiver et de fr. 40 pour le semestre d'été.

Les auditeurs des Facultés paient une finance d'études qui est calculée sur le nombre d'heures, à raison de fr. 5 pour le semestre d'hiver et de fr. 4 pour le semestre d'été, pour une heure de leçon par semaine.

Pour les instituteurs porteurs d'un brevet délivré par un canton suisse, la finance d'études est réduite de moitié.

Pour les instituteurs étrangers, elle est réduite d'un quart.

Les étudiants réguliers d'une Faculté peuvent fréquenter gratuitement les cours des autres Facultés.

Entendu le département de l'Instruction publique ;

Approuve la revision des articles 86, 88, 118, 146 et 187 du règlement général pour le Gymnase cantonal et l'Académie, telle qu'elle lui est présentée, ces nouveaux articles entrant en vigueur dès ce jour.

Neuchâtel, le 16 avril 1892.

Au nom du Conseil d'Etat,
Le Président: Cornaz.
Le Secrétaire: Jules Morel.

VII. Hochschulen.

46. 1. Reglement für die Kantonalbibliothek des Kantons Zürich. (Vom 10. November 1892.)

I. Zweck und Bestand der Bibliothek.

§ 1. Die Bibliothek hat die Bestimmung, in erster Linie die Lehrer und Schüler der verschiedenen Kantonallehranstalten, im weitem das wissenschaftliche Publikum überhaupt nach Möglichkeit mit literarischen Hilfsmitteln zu unterstützen. Sie wird entsprechend den verschiedenen Disziplinen und Unterrichtsstufen geöfnet, bildet aber ein wissenschaftlich geordnetes Ganzes.

II. Vermehrung der Bibliothek.

§ 2. Die Verteilung des vom Kantonsrat der Bibliothek gewährten jährlichen Kredits von Fr. 12,000 geschieht nach folgendem bis auf weiteres geltenden Plane:

Fr. 9500 sind zum voraus für Bücheranschaffungen zu verwenden, und zwar:

für die theologische Fakultät	Fr. 1000
„ „ staatswissenschaftliche Fakultät (inklusive die Nationalökonomie)	„ 2000
„ „ medizinische Fakultät	„ 2000
„ „ philosophische Fakultät:	
philosophisch-historische Sektion	„ 1000
physikalisch-mathematische Sektion	„ 1500
„ das Gymnasium	„ 500
„ die Industrieschule	„ 500
„ „ Tierarzneischule	„ 500
„ das Lehrerseminar	„ 500
	Fr. 9500

Der Rest des Staatsbeitrages im Betrage von Fr. 2500 sowie die vorschriftsgemäss der Kantonalbibliothek zufließenden folgenden Einnahmen:

- a. Beiträge aus den für Erteilung von akademischen Graden durch die Promotionsordnungen der Fakultäten festgesetzten Gebühren;
- b. Gebühren für Abgangszeugnisse (Universitätsordnung [§ 55] und Beschluss des Erziehungsrates vom 7. Dezember 1870);
- c. nicht zur Verwendung gekommene Hauptpreise des Preisinstitutes (Statuten des Preisinstitutes § 3 und § 16);
- d. allfällige Einnahmen für verkaufte Doubletten;
- e. allfällige Schenkungen und Legate

sollen zur Deckung der Kosten für Buchbinder- und Buchdruckerarbeiten, für Porti und sonstige Nebenausgaben und für Bücheranschaffungen nach Ermessen der Aufsichtskommission verwendet werden.

§ 3. Die neuen Bücheranschaffungen erfolgen auf Grundlage von Eingaben der in § 2 genannten Kollegien resp. Lehrerkonvente, sowie eines Desiderienbuches, das den Besuchern der Bibliothek zur Eintragung ihrer Wünsche auf derselben in leicht zugänglicher Weise zur Verfügung zu stellen ist.

§ 4. Von den beschlossenen Anschaffungen hat der zeitige Dekan der Fakultät resp. Vorstand des Konventes den Oberbibliothekar zur Vollziehung in Kenntnis zu setzen. Der Oberbibliothekar kann jedoch gegen beschlossene Anschaffungen Einwendungen machen, in welchem Falle die Aufsichtskommission entscheidet.

§ 5. Das Quästorat der Bibliothek besorgt der Kassier der Hochschule, der die vom Oberbibliothekar eingesehenen Rechnungen auszahlt.

III. Verwaltung der Bibliothek.

§ 6. Der Erziehungsrat bestellt eine Kommission von fünf Mitgliedern, welche die Aufsicht über die Verwaltung der Bibliothek führt.

§ 7. Das Verwaltungspersonal besteht aus einem Oberbibliothekar, einem Unterbibliothekar und einem Abwart.

§ 8. Der Oberbibliothekar wird nach Einholung eines Gutachtens der Aufsichtskommission auf Vorschlag des Erziehungsrates vom Regierungsrate gewählt.

§ 9. Der Oberbibliothekar wohnt den Sitzungen der Aufsichtskommission mit beratender Stimme bei, sofern es sich nicht um seine persönlichen Verhältnisse handelt.

Er hat die Oberleitung der Bibliothek zu führen und ist verpflichtet, an den sechs Wochentagen täglich zwei Stunden auf der Bibliothek gegenwärtig zu sein.

Er bezeichnet zu Anfang jeden Semesters die zwei Stunden seiner Anwesenheit durch Anschlag im Bibliothekslokal.

Er besorgt ausschliesslich die neuen Anschaffungen und hat darüber zu wachen, dass der Jahreskredit nicht überschritten wird.

Ihm liegt die Sorge für die Katalogisirung der Bücher und überhaupt die Anordnung alles desjenigen ob, was die gehörige Verwaltung und Bedienung der Bibliothek betrifft.

Im weitem hat der Oberbibliothekar zu führen: ein Verzeichnis der Fortsetzungen und neuen Anschaffungen, ein Verzeichnis der geschenkten Bücher und ein Verzeichnis der an die Bibliothek gelangenden Programme und Dissertationen.

Er hat für die Versendung der Programme und Dissertationen der Universität an die wissenschaftlichen Anstalten des In- und Auslandes zu sorgen, welche mit der Universität in Tauschverkehr stehen.

§ 10. Der Kassier der Hochschule sendet bis Ende Januar eine Kopie der Kassarechnung nebst Belegen dem Oberbibliothekar ein. Diese sowohl als die von dem Oberbibliothekar zu stellende Rechnung werden den Vertretern der Kollegien auf der Bibliothek zur Einsicht vorgelegt und sodann der Aufsichtskommission zu handen der Direktion des Erziehungswesens zur Prüfung und Genehmigung übersendet.

§ 11. Der Unterbibliothekar wird nach Einholung eines Gutachtens des Oberbibliothekars und der Aufsichtskommission auf Vorschlag des Erziehungsrates vom Regierungsrat gewählt.

§ 12. Der Unterbibliothekar ist verpflichtet, während der Stunden, in denen die Bibliothek geöffnet ist, gegenwärtig zu sein. Er hat die verlangten Bücher durch den Abwart holen zu lassen, die nötige Auskunft zu geben und die Aufsicht im Lesezimmer zu führen. Auch hat er über die ausgeliehenen und zurückgestellten Bücher Buch zu führen.

Er führt nach Anleitung des Oberbibliothekars die Katalogisirung fort, und besorgt die ihm übertragenen schriftlichen Arbeiten.

§ 13. Der Abwart wird auf Gutachten der Aufsichtskommission vom Erziehungsrate gewählt.

§ 14. Der Abwart ist zugleich Hauswart, und hat auch das Heizen zu besorgen. Er ist verpflichtet, in einer der Bibliothek benachbarten Strasse zu wohnen.

Er hat in allen Stunden, in denen die Bibliothek geöffnet ist, gegenwärtig zu sein, und sich jeweilig eine Viertelstunde vor Öffnung derselben einzufinden. Er hat die verlangten Bücher herbeizuholen, und die zurückgekommenen wieder an ihren Ort zu stellen.

Er hat die Aufträge in Bibliothek-Angelegenheiten zu besorgen, und die dabei nötigen Gänge zu tun.

Er sorgt für die Reinigung der Bibliothekslokalitäten.

Morgens und abends hat der Abwart nachzusehen, ob im Bibliothekgebäude, namentlich in Betreff der Feuersgefahr, alles in Ordnung ist.

§ 15. Schlüssel zur Bibliothek befinden sich in den Händen des Oberbibliothekars, des Unterbibliothekars und des Abwartes.

§ 16. Bei entstehendem Feuerlärm in der Stadt haben sich alle drei Bibliotheksbeamte auf die Bibliothek zu begeben, um die etwa nötigen Vorkehrungen zu treffen. Wenigstens einer der Beamten muss stets in Zürich oder nächster Umgebung anwesend sein.

Über die bei entstehendem Feuerlärm nötigen Vorkehrungen erlässt die Bibliothek-Kommission besondere Vorschriften.

IV. Benutzung der Bibliothek.

§ 17. Das Recht der Benutzung der Bibliothek haben nebst den Lehrern und Schülern der Kantonallehranstalten, der parallelen Anstalten in Winterthur und des eidgenössischen Polytechnikums auch die Staatsbeamten, die Volksschullehrer und die Geistlichen.

Schüler unter 16 Jahren bedürfen für den Bezug von Büchern spezieller Anweisungen von seite ihrer Lehrer.

§ 18. Andere Freunde der Wissenschaft können nach erfolgter Anmeldung beim Oberbibliothekar die Bibliothek im Lesezimmer benutzen und gegen Hinterlegung einer Personalkautions Bücher nach Hause nehmen.

§ 19. Studirende und Schüler haben eine von ihrem Vorstande ausgestellte Legitimationskarte zur Benutzung der Bibliothek bei dem Bibliothekariate niederzulegen, die bei ihrem Abgange zurückzuverlangen und dem betreffenden Vorstand zurückzustellen ist. Kein Studirender und kein Schüler erhält ein Abgangszeugnis, der nicht vom Bibliothekariate die Bescheinigung beigebracht hat, dass die Bibliothek keine Forderung an ihn zu stellen hat.

§ 20. Das Lesezimmer ist an den Wochentagen im Sommer täglich von 8—12 Uhr und 1—6 Uhr, im Winter täglich von 8—12 Uhr und 1—4 Uhr geöffnet.

Ausgabe von Büchern findet täglich von 10—12 und 1—3 Uhr statt. An Sonn- und Festtagen bleibt die Bibliothek geschlossen.

§ 21. Mit Licht dürfen die Bücherräume unter keinen Umständen betreten werden.

§ 22. Sämtliche neuen Anschaffungen resp. Geschenke sollen, ehe sie der Bibliothek einverleibt und ausgeliehen werden, vier Wochen lang auf dem Lesezimmer zur Einsicht aufliegen.

§ 23. Für jedes einzelne Werk wird vom Empfänger ein Schein ausgestellt. Diese Scheine werden nach dem Alphabete der Aussteller aufbewahrt und die ausgeliehenen Bücher nach dem Stichworte in ein eigenes Buch eingetragen.

§ 24. An die Studirenden der Hochschule werden in der Regel nicht mehr als sechs, an die Schüler nicht mehr als vier Bände gleichzeitig ausgeliehen. Die Lesezeit beträgt im allgemeinen vier Wochen; Verlängerung derselben bis auf sechs Monate ist zulässig, sofern nicht neue Begehren entgegen stehen.

§ 25. Besondere kostbare Werke, als Handschriften, Kupferwerke u. dgl. werden nur mit besonderer Genehmigung des Oberbibliothekars ausgeliehen. Gar nicht ausgeliehen werden besondere Seltenheiten und die im Lesezimmer zum Nachschlagen aufgestellten Hülsschriften.

§ 26. Nach andern Kantonen oder nach dem Auslande werden Bücher und Handschriften nur auf entsprechende Garantie staatlicher Behörden oder öffentlicher wissenschaftlicher Anstalten ausgeliehen.

§ 27. Wird ein ausgeliehenes Buch von einem andern Berechtigten verlangt, so muss es der Inhaber vier Wochen nach Empfang desselben zurückliefern. Reklamirte Bücher, die nicht rechtzeitig eingehen, werden auf Kosten des säumigen Inhabers abgeholt.

§ 28. Für Verlust oder Beschädigung ausgeliehener Bücher hat der Betreffende Ersatz zu leisten.

§ 29. Bei Versendung von Büchern trägt der Empfänger die Kosten für Verpackung und Porto.

§ 30. Der Eintritt in die Bibliothek selbst ist nur mit Bewilligung des Oberbibliothekars gestattet.

§ 31. Die Revision der Bibliothek findet halbjährlich in den Universitätsferien durch die Beamten der Bibliothek statt. Sie ist so anzuordnen, dass die Benutzung der Bibliothek niemals unterbrochen wird.

§ 32. Gegenwärtiges Reglement tritt mit Ausnahme von § 6, der erst mit Beginn der nächsten Amtsdauer der Behörden rechtskräftig wird, sofort in Kraft, und es wird dasjenige vom 5. Herbstmonat 1874 aufgehoben.

Zürich, den 5. November 1892.

Namens des Erziehungsrates,

Der Direktor des Erziehungswesens: Dr. J. Stössel.

Der Sekretär: Dr. A. Huber.

Der Regierungsrat hat vorstehendem Reglement die Genehmigung erteilt.
Zürich, den 10. November 1892.

Namens des Regierungsrates,
Der Präsident: Grob.
Der Staatsschreiber: Stüssi.

47. 2. Reglement betreffend die Pedellenverhältnisse an der Hochschule des Kantons Zürich. (Vom 17. Dezember 1892.)

1. Pflichten.

§ 1. Dem Pedell der Hochschule liegt ausser den ihm durch die §§ 76—88 der Universitätsordnung vom 7. März 1885 überbundenen Verpflichtungen die Besorgung und Überwachung des Hochschulgebäudes und seiner Umgebungen, sowie die Besorgung des häuslichen Dienstes in demselben ob.

Bezüglich der Verrichtungen des Pedells bei öffentlichen Universitätsakten, Senats- und Fakultätssitzungen, Zitationen und Immatrikulationen, sowie bezüglich der Anschläge an den schwarzen Brettern hat der Pedell sich insbesondere an die Weisungen des Rektors zu halten.

§ 2. Er steht samt seinen Hausgenossen unter der Aufsicht des Rektors der Hochschule und unter der Oberaufsicht des Direktors des Erziehungswesens, und er hat sich für alle Angelegenheiten, welche das Gebäude und seine Umgebungen betreffen, zunächst an den Rektor der Hochschule zu wenden.

§ 3. Den bezeichneten Vorgesetzten hat der Pedell in allem, was seine Verpflichtungen im allgemeinen und den Hauswardienst im besondern betrifft, willig und pünktlich Folge zu leisten. Die nachfolgende Aufzählung seiner wichtigsten und gewöhnlichsten Geschäfte ist nicht als erschöpfend anzusehen und kann daher nicht die Meinung haben, dass der Pedell zu andern Geschäften nicht verpflichtet sei.

§ 4. Dem Pedell liegt die Besorgung der Universitätskanzlei nach Anweisung der Rektors ob, und es kommen dabei insbesondere in Betracht: die Führung sämtlicher akademischen Register: über die Dozenten und die übrigen Angestellten der Unterrichtsanstalten, über die Immatrikulationen, die eingelegten Ausweisschriften, die Promotionen und Exmatrikulationen, sowie über die Wohnungen der Studirenden, die Besorgung der Matrikeln, Legitimationskarten, Bibliothekskarten, Abgangszeugnisse, die Anlegung und Korrektur der gedruckten Vorlesungs- und Personalverzeichnisse, die Verteilung der Vorlesungen auf die verschiedenen Auditorien, die Besorgung der Einladungskarten für Sitzungen, der Mahnungs- und Zitationsschreiben, ferner ganz besonders unter Leitung des Rektors die Führung der kleinern Korrespondenz der Universität, die Verwaltung des Archivs der Universität, insbesondere auch die Registratur über die Rektoratsakten und die geordnete Verwahrung und Austeilung der mannigfachen die Universität betreffenden Verordnungen etc.

§ 5. In seiner Eigenschaft als Hauswart sind dem Pedell die sämtlichen Schlüssel des Hochschulgebäudes, soweit dessen Lokalitäten der Universität angewiesen sind, anvertraut. Er hat dieselben sorgfältig und gut geordnet und jeden mit seiner Bestimmung bezeichnet, aufzubewahren und dafür zu sorgen, dass dieselben nicht Unberechtigten in die Hände kommen. Er hat ferner das Öffnen und Schliessen sowohl des ganzen Hauses als auch der einzelnen Zimmer zu besorgen und sich hiebei genau nach den diesfälligen Vorschriften des Rektors zu richten. Alle Türen sind in Schloss und Angel gehörig mit Öl zu unterhalten.

§ 6. Dem Pedell liegt die Ausübung der Hauspolizei ob. Er soll dafür sorgen, dass keine Störungen des Unterrichts eintreten und namentlich Bettler u. dgl. sofort aus dem Hause und der Umgebung wegweisen. Er ist dafür ver-

antwortlich, dass in und bei dem Gebäude überall der städtischen Polizeiordnung, namentlich auch in feuerpolizeilicher Hinsicht, nachgelebt werde. Bezüglich seiner Mitwirkung bei der Überwachung der Studirenden hat er sich an die diesfälligen Weisungen des Rektors zu halten.

§ 7. Der Pedell hat darauf zu achten, dass der bauliche Zustand des Hauses und namentlich auch das Mobiliar nicht mutwillig beschädigt werde und überhaupt zu sorgen, dass dem Staate keine unnötigen Ausgaben erwachsen. Er hat zu diesem Behufe von seinen allfälligen Wahrnehmungen sofort den Rektor in Kenntnis zu setzen und dessen Weisung zu gewärtigen.

§ 8. Dem Pedell liegt ob, sämtliche Räume des Hochschulgebäudes und seine Umgebung in guter Ordnung zu erhalten und zu diesem Zwecke die erforderlichen Reinigungen, das Waschen und Putzen der Fenster und Vorfenster inbegriffen, zu besorgen oder in seinen Kosten besorgen zu lassen.

Die regelmässige Reinigung besteht hauptsächlich in folgendem: Sämtliche Lehrzimmer sind wöchentlich wenigstens ein Mal, die stärker gebrauchten wöchentlich wenigstens zwei Mal, die Hausgänge und Vorhallen, die Zimmer des Senates, der Fakultäten, der Dozenten und des Rektors nach Bedürfnis und Anordnung des Rektors, die Treppen täglich, die Umgebungen des Hauses mit Inbegriff der Vortreppen und Zugänge so oft nötig zu kehren. Bei der Haus- und Zimmerreinigung ist darauf zu sehen, dass Schmutzflecken am Holzwerk, Angeschriebenes etc. möglichst wieder beseitigt werden. Wo anzunehmen ist, dass dergleichen Verunreinigung mutwillig verursacht worden sei, ist davon dem Rektor vor der Beseitigung Kenntnis zu geben. Um dergleichen Schädigungen rechtzeitig zu entdecken, hat der Pedell täglich, mittags und abends, alle benutzten Lehrzimmer zu durchgehen und mit Rücksicht auf etwa vorgekommene Ungehörigkeiten zu inspizieren. Mit diesen Umgängen ist zugleich die gehörige Durchlüftung der Zimmer zu besorgen. Ferner sind an jedem Abend oder frühen Morgen in allen Lehrzimmern die Tische und Bänke abzustauben, die Wandtafeln zu reinigen, die Kreidevorräte zu ergänzen, die Tafelschwämme auszuwaschen oder zu nassen. Die Abtritte sind täglich zu durchgehen und von allfälligen Unsauberkeiten zu reinigen und wöchentlich abzuwaschen. Alle Geschäfte dieser regelmässigen Reinigung sind auf kollegienfreie Stunden zu verlegen.

§ 9. Die grossen Hauptreinigungen finden immer in den Ferien statt; jedenfalls ist je in den Frühlings- und Herbstferien je eine Hauptreinigung vorzunehmen, bei welcher die Gänge, die Treppen und wo es nötig ist, auch die Zimmer aufzuwaschen, alle Wandschränke zu reinigen und sämtliche Fenster zu putzen sind. (Das Wachsen der harthölzernen Parquetböden lässt die Direktion der öffentlichen Arbeiten besorgen.) Zur Winterszeit hat der Pedell dafür besorgt zu sein, dass bei Schneefall von dem Hauseingang über die Treppen bis auf die Strasse, sowie auf den übrigen Zugängen früh morgens und allfällig auch im Laufe des Tages Bahn gemacht und im Hofe der Schnee möglichst bald beseitigt wird.

§ 10. Alle vorgenannten, sowie die durch kleinere Baureparaturen veranlassten Reinigungen hat der Pedell auf seine Kosten auszuführen oder ausführen zu lassen und ebenso fällt die Anschaffung und Unterhaltung alles dazu erforderlichen Werkzeuges oder Materials ihm zu, und es ist derselbe nicht berechtigt, für irgendwelche diesfälligen Anschaffungen oder für sogenannte Extrareinigungen infolge von Weissen, Malen, Hafner- und Kaminfeger- oder anderen Arbeiten Extravergütungen zu beanspruchen. Dagegen werden demselben die Auslagen für Reinigungen vergütet, die nach grössern Baureparaturen notwendig werden. Das Ein- und Aushängen der Vorfenster wird durch den von der Direktion der öffentlichen Arbeiten hiefür bestellten Glaser besorgt; es ist jedoch das Waschen und Putzen der Fenster, sowie das Herbei- und Hinwegtragen derselben Sache des Pedells.

§ 11. Die Dienst- oder Arbeitsleute, deren der Pedell ausser seinen Angehörigen bedarf, hat er auf seine Kosten anzustellen. Solche Personen müssen jedoch entlassen werden, sofern der Rektor dieses verlangt. Für die gehörige

Besorgung der denselben übertragenen Arbeiten bleibt der Pedell selbst verantwortlich.

§ 12. Der Pedell hat darüber zu wachen, dass überall vorsichtig mit Feuer und Licht umgegangen werde und in dieser Beziehung auch auf das Verhalten der allfällig in den Hochschulräumen sich aufhaltenden Personen zu achten, auf dieselben bezügliche Erinnerungen dem Rektor mitzuteilen, der das weitere verfügen wird. Bei Feuerausbruch in der Stadt hat der Pedell im Hochschulgebäude zu verbleiben; ist das Feuer in der Nähe, so hat er die Lehrzimmer zu öffnen, aber die Haupttüren geschlossen zu halten und sich im übrigen nach den Anordnungen derer zu richten, die in solchen Fällen zu kommandiren haben. Sollte im Gebäude ein Brand entstehen oder auszubrechen drohen, so hat er selbst das Möglichste zu tun, um das Feuer zu dämpfen.

Der Pedell soll sich, namentlich zur Unterrichtszeit, so wenig als möglich vom Hause entfernen, und wenn er notwendige Gänge zu machen hat, sobald als möglich wieder zurückkehren.

§ 13. Dem Pedell liegt ferner die regelmässige und gewissenhafte Besorgung der Beleuchtungsinstallationen in und vor dem Gebäude ob, wobei er sich bezüglich der Zeit des Beginns der Beleuchtung nach den dieställigen Weisungen des Rektors zu richten hat. In Bezug hierauf wird ihm möglichste Sorgfalt im allgemeinen und zur Verhütung von Gefahr im besondern und namentlich auch das rechtzeitige Auslöschen der nicht mehr benutzten Flammen zur Pflicht gemacht.

Im weitem liegt ihm das regelmässige Aufziehen der Universitätsuhr ob; die weitere Besorgung derselben ist Sache des hiefür bestellten Uhrmachers.

§ 14. Sollte der Pedell durch Krankheit oder andere Umstände für mehrere Tage an der Verrichtung seiner Dienste gehindert sein, so hat er für die erforderliche Stellvertretung, soweit sie nicht durch den Gehülfen geleistet werden kann, auf seine Kosten zu sorgen und hievon dem Rektor Anzeige zu machen.

§ 15. Die vom Pedell zu beziehenden, dem Staate zufallenden Gebühren sind je am Ende eines Monats an die Kasse der Hochschule abzuliefern.

Die Ablieferungsverzeichnisse haben der Kasse als Einnahmenbelege zu dienen und sind mit dem Visum des Rektorats zu versehen.

§ 16. Der Pedellgehülfe hat nach näherer Anweisung des Rektors dem Pedell in seinen Verrichtungen Beihülfe zu leisten. Insbesondere liegen ihm ob die Gänge für Ausführung amtlicher Aufträge der vorgesetzten Behörden, namentlich des Rektors, der Dekane und Aktuare, sowie der Mitteilungen der Professoren an den Rektor und die Dekane, sofern nicht ein ausdrücklich auf persönliche Bestellung durch den Pedell lautender Auftrag des Rektors vorliegt.

§ 17. Er ist verpflichtet, dabei die grösste Verschwiegenheit und Pünktlichkeit zu beobachten und hat namentlich darauf zu sehen, dass Zirkulare, welche ihm verschlossen übergeben werden, auch verschlossen von einem Professor zum andern gelangen und in keine andern Hände kommen, als für welche sie bestimmt sind, wobei er beim Herumtragen die vorgeschriebene Reihenfolge beobachten soll.

§ 18. Jeden Vormittag hat er sich in der Erziehungskanzlei zur Entgegennahme allfälliger die Hochschule betreffenden Aufträge einzufinden.

§ 19. Soweit er sich hiefür eignet, kann er auch aushülfsweise von dem Rektor für Skripturen verwendet werden.

§ 20. Er findet sich täglich zwei Mal zur angesetzten Zeit beim Rektor ein.

§ 21. Die Bestimmung des § 2 findet auch auf den Gehülfen Anwendung.

§ 22. Sofern ein Gehülfe nicht angestellt ist, so fallen die demselben zukommenden Verrichtungen unter die Verpflichtungen des Pedells.

II. Kompetenzen.

§ 23. Der Pedell erhält, abgesehen von den durch gesetzliche Bestimmungen ihm zugewiesenen Gebühren, eine jährliche Besoldung von Fr. 2000—2400, nebst freier Wohnung, Heizung und Beleuchtung.

Die Dienstwohnung des Pedells im Hochschulgebäude besteht aus vier Zimmern nebst Dependenz, zur Benutzung für sich und seine Familie.

§ 24. Ohne besondere Bewilligung des Erziehungsdirektors ist ihm des Bestimmtesten untersagt, Kostgänger oder Pensionäre zu halten, oder Verwandte, die nicht seiner eigenen Familie angehören — abgesehen von vorübergehenden Besuchen — in seiner Wohnung aufzunehmen und es ist ihm verboten, irgend jemand die Benutzung von andern Räumlichkeiten im Hochschulgebäude oder auf den Vorplätzen, gleichviel ob unentgeltlich oder gegen Bezahlung und gleichviel zu welchen Zwecken, zu gestatten.

Zürich, den 17. Dezember 1892.

Der Direktor des Erziehungswesens: Dr. J. Stössel.

Der Sekretär: Dr. A. Huber.

Vom Regierungsrate genehmigt.

Zürich, den 21. Januar 1893.

Der Staatsschreiber: Stüssi.

48.3. Promotionsordnung der I. Sektion der philosophischen Fakultät der Hochschule Zürich. (Vom 10. November 1892.)

§ 1. Gemäss § 139 des Gesetzes über das gesamte Unterrichtswesen des Kantons Zürich vom 23. Christmonat 1859 steht jeder der beiden Sektionen der philosophischen Fakultät das Recht zu, die Würde eines Doktors der Philosophie zu erteilen.

§ 2. Die I. Sektion der philosophischen Fakultät erteilt die Doktorwürde:

1. Infolge einer bei ihr eingereichten Bewerbung auf Grundlage einer Dissertation und einer Prüfung;
2. ohne vorangegangene Bewerbung von sich aus und unentgeltlich auf Grund anerkannter Verdienste um die Wissenschaft (Ehrenpromotion).

1. Promotion infolge eingereichter Bewerbung.

§ 3. Die Bewerbung geschieht bei dem Dekan der Sektion durch ein schriftliches Ansuchen, in welchem der Bewerber sein Haupt- und zwei Nebenfächer zu bezeichnen hat; von diesen muss das eine aus den Disziplinen der „Philosophie und Pädagogik“ überschriebenen Abteilung des Lektionskatalogs genommen sein, für das zweite steht dem Kandidaten die Wahl aus allen in der ersten Sektion der philosophischen Fakultät vertretenen Disziplinen frei und im Falle, dass das Hauptfach der ersten Abteilung entnommen ist, auch für das andere Nebenfach. Der Bewerbung sind beizulegen:

1. ein kurzer Abriss seines Bildungs- und Studienganges (*curriculum vitae*);
2. genügende Zeugnisse darüber, dass er ein Triennium des akademischen Kurses zurückgelegt hat;
3. ein genügendes Sittenzeugnis;
4. eine Dissertation in Manuskript, deren Gegenstand dem vom Kandidaten vorgeschlagenen Hauptfach entnommen sein muss.

In besonderen Fällen kann das sub 2 bemerkte Erfordernis durch Sektionsbeschluss erlassen werden.

In Ausnahmefällen, welche jedoch einem Spezialbeschluss der Sektion unterliegen, kann, an Stelle der unter 4 geforderten Dissertation in Manuskript, eine Druckschrift angenommen werden.

§ 4. Der Dekan übermittelt diese Eingabe zur Prüfung und Begutachtung einem oder wenn möglich zwei Referenten aus der Zahl derjenigen Professoren, in deren Fach der Gegenstand der Dissertation fällt. Im Falle des Bedürfnisses ist er befugt, einen Privatdozenten oder ein Mitglied einer andern Fakultät um Übernahme eines Referates zu ersuchen.

Die Referenten stellen die Akten, begleitet von ihren motivirten schriftlichen Gutachten und einem darauf begründeten Antrag, dem Dekan zu handen der Sektion zurück.

§ 5. Ist der Antrag auf Zulassung von seite der (des) Referenten erfolgt, so gilt dieselbe als beschlossen, und der Dekan trifft die erforderlichen Einleitungen zur Prüfung, indem er zu gleicher Zeit die Akten in Zirkulation setzt. Sind dagegen die Referenten geteilter Meinung oder wünschen sie selbst einen Entscheid der Sektion, so bestimmt die letztere über die Zulassung zur Prüfung.

Im Falle der Nichtzulassung steht dem Bewerber nach Verfluss von sechs Monaten das Recht zu neuer Bewerbung zu, vorbehalten die Bestimmung von § 17.

§ 6. Die Prüfung wird schriftlich und mündlich vorgenommen; die schriftliche geht stets voran.

§ 7. Die schriftliche Prüfung besteht:

1. in der Bearbeitung einer Aufgabe, welche der Kandidat innerhalb dreier Tage zu Hause, unter freier Benutzung der wissenschaftlichen Hilfsmittel, zu lösen hat;
2. in einer Klausurarbeit, die in einem halben Tage anzufertigen ist.

Die Aufgaben für die schriftliche Prüfung und die Sprache, in der sie zu bearbeiten sind, werden von denjenigen Professoren bestimmt, welchen dekretgemäss die Lehrstellen der vom Examinanden bezeichneten Fächer (§ 3) übertragen sind.

In der Regel soll die Hausarbeit einem der Nebenfächer, die Klausurarbeit dem Hauptfach entnommen sein.

§ 8. Die schriftlichen Arbeiten werden von den Professoren, welche das Thema derselben stellten, schriftlich zensirt, samt der Beurteilung dem Dekan eingehändigt und von diesem bei der Sektion in Umlauf gesetzt.

§ 9. Die mündliche Prüfung besteht in einem Colloquium vor versammelter Sektion, welches sich auf alle drei von dem Kandidaten gewählten Fächer bezieht.

§ 10. Der Dekan bestimmt den Termin der mündlichen Prüfung und setzt die Mitglieder der Sektion durch besondere Einladung von demselben in Kenntnis.

§ 11. Die Examinatoren werden vom Dekan nach vorhergehender Besprechung mit den Vertretern der betreffenden Fächer bestimmt. Der Dekan ist befugt, nötigenfalls Mitglieder einer andern Fakultät als Examinatoren zuzuziehen.

§ 12. Nach Beendigung der auf nicht länger als 2½ Stunden auszu-dehnenden Prüfung nimmt die Sektion die Beratung und Abstimmung über die Befähigung der Kandidaten vor.

§ 13. Denjenigen Bewerbern, welche die hier bestehende Diplomprüfung für Kandidaten des höhern Lehramtes in den philologisch-historischen Fächern mit Erfolg bestanden haben, wird die schriftliche Prüfung ganz erlassen, die mündliche auf die Dauer von 1½ Stunden beschränkt. Modifikationen in dieser teilweisen Erlassung, oder Ausdehnung derselben auf solche Kandidaten, die für das zürcherische Diplom ein Äquivalent zu bieten im stande sind, unterliegen, als Ausnahmefälle, einem Spezialbeschluss der Fakultät, zu welchem zwei Drittel der anwesenden Sektionsmitglieder ihre Zustimmung geben müssen.

§ 14. Der Dekan macht dem Kandidaten das Resultat der Abstimmung mündlich bekannt.

§ 15. Die Zensurausdrücke für die Prüfung sind: 1. summa cum laude, 2. magna cum laude, 3. cum laude, 4. rite.

Ausserdem wird auf Grundlage eines Antrages der (des) Referenten ein Urteil über die Dissertation in bestimmte Ausdrücke formuliert.

§ 16. Weist die Sektion den Kandidaten infolge des Ausganges der mündlichen Prüfung ab, so kann sie ihm hiebei eine Frist setzen, die nicht weniger als drei und nicht mehr als sechs Monate betragen darf, nach deren Ablauf er sich von neuem zur mündlichen Prüfung melden kann. Auch ist der Dekan verpflichtet, dem Kandidaten die einzelnen Gebiete zu bezeichnen, in welchen dieser nach dem Urteile der Sektion nicht die nötige Befähigung bewiesen hat.

§ 17. Nach zweimaliger Abweisung eines Kandidaten in der Prüfung wird keine weitere Meldung desselben mehr angenommen.

§ 18. Nach bestandener Prüfung hat der Doktorand 175 Exemplare seiner Dissertation, auf deren Titel Ort der Promotion und Name der (des) die Arbeit begutachtenden und den Verfasser zur Promotion empfehlenden Referenten angegeben und welcher das curriculum vitæ beigedruckt sein muss, an den Pedellen abzuliefern. Vor dem definitiven Druck ist dem Dekan ein Probeabdruck des Titelblattes und des curriculum zur Genehmigung vorzulegen.

§ 19. Von den eingereichten Exemplaren werden dem Dekan zwei und jedem Mitglied der Sektion, sowie jedem Mitgliede des Erziehungsrates je ein Exemplar eingehändigt. Ein Exemplar kommt in das Archiv der Sektion, eines in dasjenige des Senates. Der Rest wird an die Kantonalbibliothek abgeliefert.

Ein Titelblatt der Abhandlung kommt an das schwarze Brett.

§ 20. Sobald die Exemplare vollzählig abgeliefert sind, erfolgt durch den Dekan die Bekanntmachung der Promotion im Amtsblatte; sie wird datirt vom Tage der Ablieferung der Pflichtexemplare.

§ 21. Das von den (dem) Referenten festzustellende Diplom soll die Zensurausdrücke über die Prüfung und das Urteil der Sektion über die Dissertation (§ 15) enthalten.

§ 22. Das Diplom erhält das Datum der Ablieferung der Pflichtexemplare, wird einerseits vom Rektor, anderseits von dem Dekan und dem Aktuar der Sektion unterzeichnet, mit dem Siegel der Hochschule und demjenigen der philosophischen Fakultät versehen und dem kreirten Doktor zugestellt.

§ 23. Von dem Diplom werden 50 Separatabdrücke angefertigt; von denselben erhält der Doktorand 20 Exemplare, jedes Mitglied der Sektion eines, je eines kommt in das Archiv der Sektion, in dasjenige des Senates und an das schwarze Brett.

§ 24. Die Gebühren für die Promotion betragen im ganzen Fr. 310.

a. Für die Prüfung der Dissertation und der schriftlichen Arbeiten werden Fr. 80 entrichtet, welche der Examinand zugleich mit der Einreichung der in § 3 bezeichneten Aktenstücke dem Pedellen zu handten des Dekans einzuhändigen hat. Diese Summe bleibt verfallen, auch wenn der Bewerber wegen mangelhafter Dissertation nicht zu den weiteren Prüfungen zugelassen werden sollte. Im Falle der Bewerber sich später wieder meldet, gilt diese Gebühr als bezahlt.

b. Für die mündliche Prüfung und die Promotion werden Fr. 230 entrichtet, welche der Examinand dem Pedellen zu handten des Dekans spätestens drei Tage nach Empfang der Einladung zur mündlichen Prüfung einzuhändigen hat. Davon bleiben Fr. 120 verfallen, auch wenn nach stattgehabter Prüfung eine Abweisung des Bewerbers erfolgen sollte; dagegen ist eine erneuerte mündliche Prüfung unentgeltlich.

§ 25. Die Gebühren verteilen sich in folgender Weise:

a. von den für die Prüfung der Dissertation und der schriftlichen Arbeiten eingegangenen Fr. 80 erhalten die Referenten (resp. der Referent), welche

die schriftlichen Arbeiten (resp. die schriftliche Arbeit) stellten und beurteilten (§§ 7 und 8) Fr. 20 zu gleichen Teilen. Die übrigen Fr. 60 kommen den (dem) Referenten über die Dissertation zu;

b. von den für die mündliche Prüfung und die Promotion zu entrichtenden Fr. 230 erhalten:

1. die Mitglieder der Sektion als Präsenzgeld .	Fr. 120
2. der Rektor	„ 30
3. der Sekretär der Hochschule	„ 15
4. der Pedell	„ 20
5. die Kantonalbibliothek	„ 35
6. die Sektionskasse	„ 10
Summa	Fr. 230

Bei Abweisung des Bewerbers nach der mündlichen Prüfung fallen die vier letzteren Beiträge dahin.

Die Präsenzgelder werden unter die anwesenden Mitglieder der Sektion so verteilt, dass der Dekan und die Examinatoren je zwei Teile, die übrigen Mitglieder je einen Teil erhalten.

II. Promotion ohne vorangegangene Bewerbung.

(Ehrenpromotion.)

§ 26. Der Antrag zu einer Ehrenpromotion muss von einem Mitgliede der Sektion schriftlich bei dem Dekan gemacht und begründet werden.

§ 27. Der Dekan setzt die Mitglieder der Sektion von dem Antrage in Kenntnis und bestimmt den Termin für die entscheidende Versammlung der Sektion.

§ 28. Zur Fassung eines gültigen Beschlusses ist die Anwesenheit von mindestens drei Vierteln der Sektionsmitglieder erforderlich. Die schliessliche Entscheidung über den Antrag findet durch geheime Abstimmung statt. Erklärt sich dabei mehr als eine Stimme gegen die Promotion, so wird dieselbe nicht vollzogen.

§ 29. Mit Bezug auf die Bekanntmachung der Promotion und auf das Diplom finden die Bestimmungen von §§ 20—23 Anwendung. Die Kosten des Diploms trägt die Staatskasse.

§ 30. Gegenwärtige Promotionsordnung tritt auf Ostern 1893 in Kraft und es wird dadurch diejenige vom 31. Mai 1890 aufgehoben.

Zürich, den 5. November 1892.

Namens des Erziehungsrates.

Der Direktor des Erziehungswesens: Dr. J. Stössel.

Der Sekretär: Dr. A. Huber.

Vorstehende vom Erziehungsrat auf Antrag der philosophischen Fakultät, I. Sektion, der Hochschule vorgelegte Promotionsordnung wird vom Regierungsrate genehmigt.

Zürich, den 10. November 1892.

Vor dem Regierungsrate,
Der Staatsschreiber: Stüssi.

49.4. Promotionsordnung der II. Sektion der philosophischen Fakultät der Hochschule Zürich. (Vom 10. November 1892.)

§ 1. Gemäss § 138 des Gesetzes über das gesamte Unterrichtswesen des Kantons Zürich vom 23. Dezember 1859 steht jeder der beiden Sektionen der

philosophischen Fakultät das Recht zu, die Würde eines Doktors der Philosophie zu erteilen.

§ 2. Die II. Sektion der philosophischen Fakultät erteilt die Doktorwürde:

1. infolge einer bei ihr eingereichten Bewerbung;
2. ohne vorangegangene Bewerbung, von sich aus, auf Grund anerkannter Verdienste um die Wissenschaft.

1. Promotion infolge eingereichter Bewerbung.

§ 3. Die Bewerbung um die Promotion geschieht bei dem Dekan der Sektion durch ein schriftliches Ansuchen, welchem der Bewerber beizulegen hat:

1. einen Abriss seines Bildungs- und Studienganges (*curriculum vitae*);
2. genügende amtliche Zeugnisse über die im *curriculum vitae* angegebenen Studien und genügende Ausweise über die Entstehung seiner Dissertation;
3. eine von ihm verfasste Abhandlung, welche in der Regel gedruckt einzureichen ist, und aus welcher die Befähigung des Verfassers zu selbstständiger wissenschaftlicher Forschung hervorgeht.

Der Bewerber hat in seinem Ansuchen sein Hauptfach (siehe § 10) zu bezeichnen.

§ 4. Der Dekan übermittelt die Eingaben an eine Kommission von zwei Fachmännern, von denen wenigstens einer der Sektion als stimmfähiges Mitglied angehören muss. — Die Kommission ist befugt, von dem Bewerber die zur Kontrolle der in der Abhandlung angeführten Untersuchungen dienenden Belege einzufordern.

Die Kommission stellt dann die Akten, begleitet von einem schriftlichen Gutachten über Inhalt und Form der wissenschaftlichen Abhandlung und von ihren Anträgen über Zulassung zu der Prüfung, über den Umfang derselben und über allfällige Vereinfachung (siehe § 6) dem Dekane wieder zu.

§ 5. Die Prüfung ist zweifach, eine schriftliche oder praktische und eine mündliche.

§ 6. Gänzlicher oder teilweiser Erlass der (schriftlichen und mündlichen) Prüfung kann nur gestattet werden:

1. denjenigen Kandidaten, welche die Diplomprüfung für das höhere Lehramt an der II. Sektion mit Erfolg bestanden haben;
2. den diplomirten Schülern des eidg. Polytechnikums, ferner den Medizinem und Pharmazeuten, welche das eidgenössische Staatsexamen bestanden haben, falls in ihrem Examen in allen denjenigen Fächern examinirt wurde, in denen der Kandidat beim Doktorexamen geprüft werden müsste, und für welche er Studienaussweise beizubringen hätte. Eventuell dürfte der Erlass der Prüfung sich nicht auf diejenigen Fächer erstrecken, die in der Diplomprüfung, bzw. im Staatsexamen nicht figurirten;
3. solchen Kandidaten, die durch ihre Stellung als Lehrer an Mittelschulen und Hochschulen und durch anerkannte wissenschaftliche Leistungen oder auch durch letztere allein eine Bevorzugung verdienen. In diesem Falle kann jedoch die Promotion nur dann vollzogen werden, wenn sich nicht mehr als eine Stimme dagegen erklärt.

§ 7. Der Dekan setzt die sämtlichen Akten in Zirkulation und trifft, insofern keine Einwendung gegen die gestellten Anträge der Kommission erfolgt, die denselben entsprechenden Anordnungen. Erfolgt eine Einwendung, so entscheidet die Sektion durch einfaches Stimmenmehr über diese Anträge.

§ 8. Die Aufgabe für die schriftliche Prüfung wird von der Kommission festgestellt, welche das Gutachten abgab, und unter der Aufsicht eines Mitgliedes derselben beantwortet.

§ 9. Die schriftliche oder praktische Arbeit wird von den Mitgliedern der Kommission schriftlich zensirt und das Gutachten darüber dem Dekan zugestellt.

§ 10. Zur mündlichen Prüfung werden die sämtlichen Mitglieder der Sektion durch den Dekan eingeladen und dieselbe wird in dem Umfange vorgenommen, welcher von der Kommission (§ 4) festgestellt wurde.

Hiebei gelten folgende Bestimmungen: die Prüfung erstreckt sich auf das Hauptfach und drei Nebenfächer, von denen zwei in nachstehender Übersicht angegebene obligatorisch sind, während die Wahl des dritten dem Kandidaten freigestellt wird. Ausserdem werden akademische Studienaussweise in nachbezeichneten Fächern verlangt:

Hauptfach:	Obligatorische Nebenfächer:	Studienausweise:
Mathematik	Physik und Astronomie	Chemie
Astronomie	Mathematik und Physik	Chemie
Physik (inkl. Mechanik)	Mathematik u. Astronomie	Chemie
Chemie	Experimentalphysik und Mineralogie	Mathematik oder Geologie, oder Botanik, oder Zoologie
Geologie	Paläontologie und Mineralogie	Physik, Chemie, Zoologie, Botanik und Geographie
Paläontologie	Geologie u. Zoologie (inkl. vergleich. Anatomie)	Mineralogie und Botanik
Geographie	Geologie und Physik	Astronomie oder Botanik, oder Zoologie
Mineralogie	Chemie und Geologie	Physik und Mathematik
Botanik	Zoologie (inkl. vergleich. Anatomie) und Chemie	Geologie und Physik
Zoologie	Botanik u. vergl. Anatomie	Physiologie und Geologie
Vergleich. Anatomie	Anatomie des Menschen u. Zoologie	Botanik, Embryologie und Physiologie.

Das Freifach kann aus allen hier angeführten Fächern, ausserdem noch aus allen Examenfächern der medizinischen Fakultät und der I. Sektion der philosophischen Fakultät gewählt werden.

Die II. Sektion der philosophischen Fakultät behält sich vor, in besondern Fällen eine andere Gruppierung der Nebenfächer vorzunehmen.

§ 11. Nach Schluss der Prüfung und nach Anhörung des Berichtes der Examinatoren nimmt die Sektion die endgültige Abstimmung über die Promotion des Bewerbers vor. Die Abstimmung geschieht durch Stimmzettel, und es erfolgt die Promotion, wenn wenigstens zwei Drittel der stimmbfähigen Mitglieder der Sektion sich für dieselbe entscheiden.

§ 12. Bei der Abstimmung in der Sitzung (§ 11) müssen zwei Drittel der Sektionsmitglieder anwesend sein. Das Resultat der Abstimmung wird durch den Dekan dem Kandidaten schriftlich mitgeteilt.

§ 13. Weist die Sektion den Kandidaten infolge des Ausganges der Prüfung ab, so kann sie ihm hierbei eine Frist ansetzen, nach deren Ablauf er sich von neuem zur Prüfung melden kann.

§ 14. Nach zweimaliger Abweisung des Kandidaten wird keine weitere Meldung mehr angenommen.

§ 15. Die Promotion wird erst veröffentlicht und das Diplom erst ausgefertigt, nachdem der Kandidat die in der Regel erforderlichen 140 Exemplare der gedruckten Abhandlung als Inauguraldissertation dem Dekan eingehändigt hat.

Von den übergebenen Exemplaren erhält in der Regel der Dekan und jedes Mitglied der Sektion je zwei Exemplare, der Rektor und die Mitglieder des Erziehungsrates je ein Exemplar; ein Exemplar fällt dem Archiv der Sektion, eines dem Archiv des Senates und eines der Universitätsbibliothek zu, die übrigen bleiben namentlich zum Austausch mit andern Universitäten zur Disposition der Fakultät und der Kantonalbibliothek.

Die Dissertation ist auf dem Titel als solche zu bezeichnen, die zur Erlangung der philosophischen Doktorwürde an der Universität Zürich eingereicht

wurde. Desgleichen sind auf dem Titelblatt die Namen der die Arbeit begutachtenden und den Verfasser zur Doktorpromotion empfehlenden Referenten zu nennen.

§ 16. Von jeder vollzogenen Promotion hat der Dekan im Amtsblatt Anzeige zu machen.

§ 17. Nach Erfüllung aller reglementarischen Bestimmungen durch den Doktoranden verfasst der Dekan das Diplom gemäss dem Beschlusse der Sektion und lässt davon 25 Exemplare drucken. Ein Exemplar (das Originaldiplom) wird einerseits vom Rektor, anderseits vom Dekan unterzeichnet, mit dem Siegel der Hochschule und demjenigen der Fakultät versehen und dem kreirten Doktor zugestellt. Von den übrigen Abdrücken erhält jedes Mitglied der Sektion ein Exemplar, eines kommt in das Archiv der Sektion, eines in dasjenige des Senates, eines ans schwarze Brett.

§ 18. Die Gebühren für die Promotion mit Einschluss für die Prüfungen betragen Fr. 380, welche Summe von dem Bewerber dem Dekan einzuhandigen ist, sobald derselbe ihm den Termin zur Prüfung mitgeteilt hat.

Für Kandidaten, welchen die Prüfung gänzlich erlassen wurde, werden die Promotionsgebühren auf Fr. 230 reduziert.

§ 19. Hat der Bewerber die schriftliche oder praktische Prüfung nicht bestanden, so erhält derselbe Fr. 300 zurück, wogegen Fr. 80 verfallen; dagegen ist die erneuerte schriftliche oder praktische Prüfung unentgeltlich.

§ 20. Hat der Bewerber die schriftliche oder praktische Prüfung bestanden, dagegen nach dieser nicht die mündliche, so erhält derselbe Fr. 220 zurück und es sind Fr. 160 verfallen; dagegen ist die erneuerte mündliche Prüfung unentgeltlich.

§ 21. Von der Summe der Promotionsgebühren im Betrage von Fr. 380, bzw. Fr. 230 erhalten nach erfolgter Promotion:

die Kantonalbibliothek	Fr. 35
der Rektor	„ 30
der Universitätssekretär	„ 15
der Pedell	„ 15
die Sektionskasse	„ 5
	Fr. 100,

die übrigen Fr. 280, bzw. Fr. 130 werden so verteilt, dass die Examinatoren und der Dekan je zwei Teile und jedes bei der entscheidenden Sitzung anwesende Mitglied der Sektion je einen Teil erhalten.

Verfällt die Gebühr von Fr. 80 für die schriftliche oder praktische Prüfung, so erhält davon jedes Mitglied der Kommission und der Dekan je einen Teil.

Verfällt die Gebühr von Fr. 80 für die mündliche Prüfung, so erhalten die Examinatoren und der Dekan je zwei Teile, die übrigen bei der Prüfung anwesenden Mitglieder je einen Teil.

§ 22. Der Doktorand hat die Druckkosten seiner Abhandlung und des Diploms zu bestreiten, und es können auf dessen Wunsch ausser den reglementarisch vorgeschriebenen 25 Exemplaren eine beliebige Anzahl Abdrücke des letztern auf seine Kosten angefertigt werden. Die Diplomkosten sind bei Empfang des Diploms zu entrichten.

II. Promotion ohne vorangegangene Bewerbung.

(Ehrenpromotion.)

§ 23. Der Sektion steht die Befugnis zu (§ 2, Ziff. 2), einem Manne von anerkannten Verdiensten um die Wissenschaft die Doktorwürde ehrenhalber ohne vorangegangene Bewerbung unentgeltlich zu erteilen.

§ 24. Der Antrag zu einer solchen Ehrenpromotion muss von einem Mitgliede der Sektion schriftlich bei dem Dekane gestellt und begründet werden.

§ 25. Der Dekan setzt die Mitglieder der Sektion von dem Antrage in Kenntnis und ladet dieselben zu einer Sitzung ein, in welcher darüber entschieden werden soll. Für diese Sitzung ist die Anwesenheit von mindestens drei Vierteln der Sektionsmitglieder erforderlich. Die Entscheidung über den Antrag findet durch geheime Abstimmung statt. Erklärt sich hierbei mehr als eine Stimme gegen die Promotion, so wird diese nicht vollzogen.

§ 26. Über die Abfassung des Diploms entscheidet die Sektion und die Bekanntmachung erfolgt im Amtsblatt. Die Kosten des Diploms trägt die Staatskasse.

§ 27. Es bleibt den Kandidaten während der Dauer eines Jahres vom Zeitpunkt der Inkraftsetzung der vorliegenden Promotionsordnung an freigestellt, sich dieser oder der alten Promotionsordnung zu unterziehen.

§ 28. Durch gegenwärtige Promotionsordnung wird diejenige vom 10. April 1886 aufgehoben.

Zürich, den 5. November 1892.

Namens des Erziehungsrates,

Der Direktor des Erziehungswesens: Dr. J. Stössel.

Der Sekretär: Dr. A. Huber.

Der Regierungsrat hat der vorstehenden Promotionsordnung der II. Sektion der philosophischen Fakultät der Hochschule die Genehmigung erteilt.

Zürich, den 10. November 1892.

Vor dem Regierungsrate,

Der Staatsschreiber: Stüssi.

50.5. Studienplan für die Bernische Hochschule und Tierarzneischule. (Vom 22. Juli 1892.)

Promulgation.

Die Erziehungsdirektion des Kantons Bern,
in Vollziehung der Art. 25 und 53 des Gesetzes über die Hochschule vom
14. März 1834,

auf den Antrag des akademischen Senats,

beschliesst:

1. Die hienach folgenden Studienpläne sind mit Anfang des Wintersemesters 1892/93 jedem Studirenden und inskünftig jedem Neueintretenden zuzustellen.

2. Die Studienpläne sind für die Studirenden nicht verbindlich, sondern haben nur die Bedeutung eines Rates über Einrichtung der Studien. Der Rektor und die Lehrer der Hochschule werden die Befolgung derselben in geeigneter Weise empfehlen.

3. Senat und Fakultäten werden bei der jeweiligen Feststellung des Lektionsverzeichnisses dafür sorgen, dass die Reihenfolge der Vorlesungen, wie sie in den Studienplänen vorgesehen ist, eingehalten werden kann.

Bern, den 22. Juli 1892.

Der Direktor der Erziehung: Dr. Gobat.

I. Studienplan der evangelisch-theologischen Fakultät.

Der nachfolgende Studienplan richtet sich nach der bestehenden Prüfungsordnung vom 18. März 1876 und setzt voraus, dass das erste Examen nach dem fünften, das zweite nach dem achten Semester bestanden werden kann. Eine Abänderung der Prüfungsordnung würde natürlich auch eine entsprechende des Studienplanes nach sich ziehen. Übrigens hält die Fakultät eine längere Studienzeit für wünschenswert, das Pensum der einzelnen Semester kann alsdann angemessen erleichtert werden.

Der Studienplan bietet das ideale Schema eines normalen Studienganges. Es ist jedoch nicht möglich, dass die darin genannten Vorlesungen immer in der Reihenfolge und so häufig gehalten werden, dass sie jeder Student genau nach dem Studienplan hören kann. Im allgemeinen soll der Studienplan Anleitung geben, das Hören der Vorlesungen so einzurichten, dass der Fortschritt vom Leichterem zum Schwereren und bei historischen Fächern die Zeitfolge beachtet wird.

Es sind im folgenden nur diejenigen Vorlesungen aufgeführt, deren Besuch die Fakultät für notwendig hält; daneben werden im Lektionskatalog jeweilen noch andere dargeboten, deren Besuch als wünschenswert erachtet wird, wie z. B. exegetische Vorlesungen über die andern alt- und neutestamentlichen Schriften, deren Besuch wo möglich während der ganzen Studienzeit nicht ausgesetzt werden sollte; ferner biblische Hermeneutik, hebräische Archäologie, schweizerische und bernische Reformations- und Kirchengeschichte, einzelne Gegenstände der biblischen Theologie, der Dogmatik und Dogmengeschichte, sowie der Einleitungswissenschaften, Missionsgeschichte, Hymnologie, Religionsphilosophie u. s. w.

Endlich sollen die Studirenden die an den andern Fakultäten dargebotene Gelegenheit zum Erwerb einer umfassenden allgemeinen Bildung fleissig benützen. Vorlesungen über Kirchenrecht an der juristischen und über philosophische Disziplinen an der philosophischen Fakultät werden dem Theologen direkt von Nutzen sein.

Zu Ratschlägen über die spezielle Einrichtung des Studienganges und des Privatstudiums sind die Mitglieder der Fakultät jederzeit bereit.

Studienplan.

I. Semester. Logik und Psychologie (in der philosophischen Fakultät). — Geschichte der alten Philosophie (in der philosophischen Fakultät). — Theologische Encyclopädie und Methodologie. — Genesis, oder ein anderes historisches Buch des alten Testaments. — Ein synoptisches Evangelium, Apostelgeschichte, oder ein leichter Brief. — Alt- und neutestamentliche Interpretirübungen. — Ältere Kirchengeschichte. — Kirchengeschichtliche Übungen.

II. Semester. Geschichte der mittleren und neueren Philosophie (in der philosophischen Fakultät). — Psalmen. — Ein synoptisches Evangelium, Apostelgeschichte, oder ein leichter Brief. — Alttestamentliche exegetische Übungen. — Neutestamentliche exegetische Übungen im Seminar. — Mittlere Kirchengeschichte. — Dogmengeschichte I. — Kirchengeschichtliche Übungen.

III. Semester. Einleitung in das alte Testament I. — Jesaja I. — Evangelium Johannes, Römer- oder Galaterbrief. — Neutestamentliche Zeitgeschichte. — Alttestamentliche exegetische Übungen. — Neutestamentliche exegetische Übungen im Seminar. — Reformationsgeschichte. — Dogmengeschichte II. — Patristische Übungen.

IV. Semester. Einleitung in das alte Testament II. — Jesaja II. — Einleitung in das neue Testament I. — Evangelium Johannes, Römer- oder Galaterbrief. — Neuere Kirchengeschichte. — Dogmengeschichte III. — Neutestamentliche exegetische Übungen im Seminar. — Patristische Übungen.

V. Semester. Hiob. — Geschichte Israels. — Einleitung in das neue Testament II. — Synoptiker oder Leben Jesu. — Geschichte der neueren Theologie. — Repetitoria.

VI. Semester. Allgemeine Religionsgeschichte I. — Alttestamentliche Theologie. — Symbolik. — Dogmatik I. — Liturgik. — Pädagogik I (in der philosophischen Fakultät). — Exegetisch-praktische Übungen. — Homiletische und katechetische Übungen.

VII. Semester. Allgemeine Religionsgeschichte II. — Neutestamentliche Theologie. — Dogmatik II. — Dogmatische Übungen. — Homiletik. — Homiletische und katechetische Übungen. — Ethik I. — Pädagogik II (in der philosophischen Fakultät).

VIII. Semester. Ethik II. — Pastoraltheologie. — Katechetik. — Dogmatische Übungen. — Homiletische und katechetische Übungen.

II. Studienplan der katholisch-theologischen Fakultät.

I. *Exegese.* Es werden alle drei Jahre wenigstens einmal u. a. folgende Kollegien gelesen:

Einleitung in das Alte Testament — Einleitung in das Neue Testament — Ein synoptisches Evangelium — Das Johannesevangelium — Der Römerbrief — Die Pastoralbriefe — Synoptische Darstellung der Leidensgeschichte Jesu — Ausgewählte Abschnitte des Pentateuchs — Einer der grossen Propheten — Die Psalmen — Die messianischen Weissagungen des Alten Testaments.

Leitende Bemerkungen:

1. Dem Studium der biblischen Einleitungswissenschaften sind tunlichst die ersten Semester zu widmen.
2. Während seiner Studienzeit soll jeder Studirende wenigstens sechs neutestamentliche und vier alttestamentliche Kollegien hören.
3. Die rege Beteiligung an den Interpretirübungen wird angelegentlich empfohlen. In den letzten Semestern sollte sich jeder Student der Theologie in der schriftlichen Abfassung exegetischer Arbeiten üben.

II. *A. Kirchengeschichte*, und zwar in folgenden fünf Abteilungen: altchristliche Zeit, Mittelalter, Reformationszeitalter, Zeitraum von 1648 bis 1789, neueste Kirchengeschichte.

Überdies werden Vorlesungen über einzelne bedeutsame kirchenhistorische Vorgänge gehalten. Repetitorien finden statt in allen Semestern, ebenso Übungen zum Zweck der Einführung in die Quellenkunde und Übungen in der selbstständigen Bearbeitung kirchenhistorischer Stoffe.

B. Kirchenrecht und Kirchenstaatsrecht in drei Abteilungen: Kirchenrecht; über das Verhältnis zwischen Staat und Kirche; eidgenössisches und kantonales Staatsrecht in Kirchensachen. Ferner: Geschichte der Beziehungen zwischen Staat und Kirche in der Schweiz; Lektüre besonders wichtiger kirchenrechtlicher Dokumente.

III. *Systematische Theologie.* A. Das Gesamtgebiet der Dogmatik wird mit Einschluss von Apologetik und Dogmengeschichte in fünf oder sechs Abteilungen behandelt.

B. Theologische Ethik (in zwei oder drei Abteilungen).

Ausserdem wird unter anderm „Encyklopädie und Methodologie als Einleitung in das theologische Studium“, desgleichen Geschichte der Theologie vorgetragen.

Anleitung zum Studium der patristischen und der späteren kirchlichen Literatur, freie Repetitorien, Konversatorien in jedem Semester.

IV. *Praktische Theologie.* Es werden die einschlägigen Disziplinen, insbesondere Katechetik, Homiletik, Liturgik in regelmässiger Wiederkehr vertreten. Homiletische und katechetische Übungen.

Schlussbemerkungen.

Die sich darbietenden Gelegenheiten zur Ergänzung der unerlässlichen Vorbildung und zur Weiterbildung in allgemein wissenschaftlicher Hinsicht sollen die Studirenden fleissig benützen. Rat zu erteilen sind die Lehrer der Fakultät stets gern bereit.

Dieser Plan gilt für die Studirenden der deutschen und der französischen Zunge.

III. Studienplan der juristischen Fakultät.

I. Semester. Encyklopädie des Rechts. — Römische Rechtsgeschichte. — Institutionen des römischen Rechts. — Theoretische Nationalökonomie (Grundbegriffe). — Logik. — Psychologie.

II. Semester. Pandekten, 1. Teil (Allgemeiner Teil, Sachen- und Obligationenrecht). -- Allgemeines Staatsrecht. -- Kirchenrecht. -- Praktische Nationalökonomie (Volkswirtschaftspolitik).

III. Semester. Pandekten, 2. Teil (Familien- und Erbrecht). -- Deutsches Privatrecht und deutsche Rechtsgeschichte. -- Strafrecht. -- Völkerrecht. -- Finanzwissenschaft und Steuergesetzgebung.

IV. Semester. Zivilprozess. -- Strafprozess. -- Statistik und Sozialpolitik. -- Rechtsphilosophie. -- Internationales Privatrecht.

V. und VI. Semester. Schweizerisches Recht.

Die Zahl von sechs Semestern wird für das juristische Studium regelmässig nicht ausreichen. Der Studienplan bezweckt daher lediglich, den Studirenden Rat zu erteilen bezüglich der Reihenfolge, in welcher die Hauptvorlesungen zu hören sind. Vom dritten Semester an wird der Besuch der Seminarien und die Teilnahme an praktischen Übungen als eine notwendige Ergänzung der Vorlesungen empfohlen.

Anhang. Plan für das Studium der politischen Ökonomie und des Konsularwesens.

Für das Studium der nationalökonomischen Fächer wird folgender besondere Studienplan empfohlen:

I. Semester. Theoretische Nationalökonomie. -- Lehre des Konsularwesens. -- Teilnahme am „Seminar für Volkswirtschaftslehre und Konsularwesen“ in diesem und in allen folgenden Semestern.

II. Semester. Praktische Nationalökonomie (Volkswirtschaftspolitik). -- Ökonomische Geographie und Statistik.

III. Semester. Finanzwissenschaft und Steuergesetzgebung. -- Handels- und Sozialpolitik. -- Bevölkerungsstatistik. -- Sonstige Spezialkollegien.

IV. Studienplan der philosophischen Fakultät.

Die philosophische Fakultät befindet sich nicht in der Lage, spezielle Vorschläge für einzelne Semester zu machen, da die verschiedenen Fächer ihres Lehrkreises nach dem Zwecke der Studien in mannigfaltigster Weise gruppiert werden können, oder in den Studienplan der andern Fakultäten fallen und dort angeführt sind. Es folgt daher für die beiden Hauptabteilungen der Fakultät eine einfache Aufzählung der hauptsächlichsten Disziplinen. Jedoch sind die Mitglieder der philosophischen Fakultät jederzeit bereit zu Ratschlägen über die Benutzung der philosophischen Vorlesungen in allen einzelnen Fällen. Ein spezieller Studienplan für Pharmazeuten liegt vor in einem Anhang.

I. Philosophisch-philologisch-historische Sektion.

A. Philosophie. Geschichte der Philosophie: *a.* der alten Philosophie, *b.* der neueren Philosophie. -- Logik. -- Psychologie. -- Religionsphilosophie. -- Philosophische Übungen und Repetitorium. -- Spezialkollegien und Praktika in speziellen Gebieten der Philosophie. -- Geschichte und System der Pädagogik. -- Pädagogische Übungen. -- Gymnasialpädagogik.

B. Klassische Philologie. Encyklopädie der Altertumswissenschaft (Einführung in das Studium der klassischen Philologie). -- Griechische und lateinische Grammatik. -- Griechische und lateinische Metrik. -- Griechische und römische Literaturgeschichte. -- Kritisch-exegetische Behandlung der Hauptwerke der griechischen und römischen Schriftsteller. -- Epigraphik. -- Paläographie. -- Alte Geographie, Topographie und Chronologie. -- Griechische und römische Altertümer. -- Mythologie. -- Geschichte der klassischen Philologie.

Philologisches Proseminar: Übungen im griechischen und lateinischen Stil. -- Repetitorien. -- Kursorische Lektüre.

Philologisches Seminar: Übungen in kritisch-exegetischer Behandlung griechischer und lateinischer Schriftsteller. -- Disputation und Vortragsübungen

in lateinischer Sprache. — Schriftliche Untersuchungen über verschiedene Gegenstände der Altertumswissenschaft. — Pädagogische Übungen.

C. Romanische Philologie. Encyklopädie des Studiums der romanischen Philologie. — Grammatik der Einzelsprachen. — Gemeinromanische Grammatik. — Geschichte der einzelnen Literaturen. — Gemeinromanische Literaturgeschichte. — Metrik. — Sprachgeschichtliche und literarhistorische Übungen und Interpretationen.

D. Deutsche Philologie. Historische Grammatik der deutschen Sprache (Gotisch, Althochdeutsch, Mittelhochdeutsch, Neuhochdeutsch). — Grammatik und Denkmäler der einzelnen germanischen Sprachen: Gotisch, Althochdeutsch, Altsächsisch, Angelsächsisch, Altnordisch, Mittelhochdeutsch. — Geschichte der deutschen Literatur im Mittelalter. — Deutsche Mythologie, Sagen- und Kulturgeschichte. — Kritische und literarhistorische Übungen im deutschen Seminar. — Neuere deutsche Literaturgeschichte. — Neuhochdeutsche Grammatik. — Rhetorik und Stilistik. — Poetik. — Literarhistorische Übungen.

E. Englische Sprache und Literatur. Englische Grammatik. — Englische Literaturgeschichte.

F. Geschichte. Allgemeine Geschichte: alte, mittlere und neue. — Schweizergeschichte. — Schweizerische Verfassungsgeschichte.

Historisches Seminar: Historische Hilfswissenschaften. — Diplomatie oder Urkundenlehre. — Historisch-pädagogische Übungen. — Methodologie des historischen Studiums. — Praktische Übungen in der Geschichtsdarstellung. — Paläographie. — Historische Chronologie. — Anleitung zur Geschichtsforschung. — Archivkunde mit praktischer Anleitung. — Kunstgeschichte. — Repetitorien.

G. Nationalökonomie. Siehe juristische Fakultät.

H. Musik. Geschichte der Musik. — Musikalische Übungen und Kenntnis der Musikinstrumente.

II. Mathematisch-naturwissenschaftliche Sektion.

A. Mathematik und Astronomie. Algebraische Analysis. — Differential- und Integralrechnung. — Funktionentheorie. — Zahlentheorie. — Analytische Geometrie. — Synthetische Geometrie. — Darstellende Geometrie. — Praktische Geometrie. — Analytische Mechanik. — Mathematische Physik. — Übersicht der astronomischen Erscheinungen und der Geschichte der Astronomie. — Sphärische Astronomie. — Theorie der Bewegung der Himmelskörper, welche die Sonne in Kegelschnitten umlaufen. — Erscheinungen und Bewegungen des Mondes und der Satelliten der übrigen Planeten. — Mechanik des Himmels. — Geschichte der exakten Wissenschaften.

B. Physik. Experimentalphysik: 1. Teil: Allgemeine Physik, Akustik, Optik. 2. Teil: Wärme, Elektrizität. — Ausgewählte Kapitel aus dem Gebiete der Physik. — Physikalische Messungen. — Arbeiten im physikalischen Laboratorium. — Repetitorium der Physik. — Meteorologie.

C. Chemie. Anorganische Chemie. — Chemie der organischen Verbindungen. — Gerichtliche Chemie. — Physiologische Chemie. — Praktische Kurse im Laboratorium. — Pharmazeutische Chemie (s. Studienplan für Pharmazeuten). — Chemie der menschlichen Nahrungs- und Genussmittel. — Praktische Anleitung zur Lebensmitteluntersuchung. — Technische Chemie.

D. Botanik. Allgemeine und spezielle Botanik. — Botanische Demonstrationen und Exkursionen. — Botanische Praktika (mikroskopische Arbeiten, Bestimmungsübungen). — Repetitorien. — Spezialkollegien über pflanzenphysiologische Themata.

E. Mineralogie und Geologie. Allgemeine und spezielle Mineralogie, nebst Übersicht der Felsarten. — Mineralogische Übungen. — Allgemeine und spezielle Geologie (die Kenntnis der Mineralogie wird vorausgesetzt). — Spezialvorlesungen über die Alpen, die geologischen Wirkungen des Wassers, Vulkanismus und Gebirgsbildung. — Geologische Exkursionen.

F. Zoologie. Allgemeine Zoologie und vergleichende Anatomie. — Systematische Zoologie; *a.* wirbellose Tiere; *b.* Wirbeltiere. — Behandlung ausgewählter Kapitel aus der Zoologie. — Zoologisch-zootomische Übungen. — Repetitorien.

G. Geographie. Mathematische und physikalische Geographie. — Anthropogeographie. — Länderkunde. — Geschichte der Geographie und der geographischen Entdeckungen. — Kartenentwurfslehre und praktische Übungen.

H. Anthropologie. Einführung in das Studium der Anthropologie und der anthropologischen Methoden. — Völkerkunde. — Urgeschichte und Grundlagen der Kulturgeschichte.

V. Studienplan für Pharmazeuten.

A. Anfang mit dem Sommersemester.

I. Semester (Sommer). Physik. — Anorganische Chemie. — Botanik (allgemeine und spezielle), nebst Demonstrationen und botanisch-mikroskopischen Übungen. Exkursionen. — Zoologie. — Mineralogie. — Chemisches Laboratorium. Qualitative Analyse.

II. Semester (Winter). Physik und physikalisches Praktikum. — Organische Chemie. — Mikroskopische Übungen der Pharmakognosie etc. und Angewandte Anatomie. — Botanik (Kryptogamen). — Chemisches Laboratorium. Quantitative (gravimetrische und titrimetrische) Analyse.

III. Semester (Sommer). Pharmazeutische und gerichtliche Chemie (organischer Teil). — Pharmakognosie. — Mikroskopische Übungen der Pharmakognosie etc. — Chemie der Nahrungs- und Genussmittel. — Repetitorium der Chemie und Physik. — Laboratorium des pharmazeutischen Institutes. Präparate, toxikologische und pharmazeutisch-praktische Analyse.

IV. Semester (Winter). Pharmazeutische und gerichtliche Chemie (anorganischer Teil). — Mikroskopische Übungen der Pharmakognosie etc. — Bestimmen kryptogamischer Pflanzen. — Harn-Analyse. — Laboratorium des pharmazeutischen Institutes, Präparate, toxikologische und mikroskopische Analyse.

B. Anfang mit dem Wintersemester.

I. Semester (Winter). Physik. — Anorganische Chemie. — Botanik (Kryptogamen) und mikroskopische Übungen. — Zoologie. — Mineralogie. — Chemisches Laboratorium. Qualitative Analyse.

II. Semester (Sommer). Physik. — Organische Chemie. — Botanik (allgemeine und spezielle) und botanische Exkursionen. — Mikroskopische Übungen der Pharmakognosie und Angewandte Botanik. — Chemisches Laboratorium. Quantitative (gravimetrische und titrimetrische) Analyse.

III. Semester (Winter). Pharmazeutische und gerichtliche Chemie (anorganischer Teil). — Mikroskopische Übungen der Pharmakognosie etc. — Physikalische Praktikum. — Chemie der Nahrungs- und Genussmittel. — Harn-Analyse. — Laboratorium des pharmazeutischen Institutes. Präparate, toxikologische und pharmazeutisch-praktische Analyse.

IV. Semester (Sommer). Pharmazeutische und gerichtliche Chemie (organischer Teil). — Pharmakognosie. — Mikroskopische Übungen der Pharmakognosie etc. — Repetitorien der Physik, Chemie und Botanik. — Laboratorium des pharmazeutischen Institutes. Präparate, toxikologische und mikroskopische Analyse.

Bei Fortsetzung der Studien ist alsdann noch zu hören: Pharmakologie. — Bakteriologie und bakteriologisches Praktikum. — Physiologische Chemie. — Physikalische Chemie. — Hygiene. — Gerichtliche Medizin. — Toxikologie.

Arbeiten für Vorgerücktere auf dem Gebiete der Pharmakognosie und pharmazeutischen Chemie (im Laboratorium des pharmazeutischen Institutes).

VI. Studienplan der Tierarzneischule.

Eintritt im Sommer.		Eintritt im Winter.	
(Winter)	I. Semester.	(Sommer)	
6 Std. Physik.		6 Std. Physik.	
2 „ Mineralogie.		2 „ Geologie.	
2 „ Histologie.		6 „ Anorganische Chemie.	
3 „ Osteologie.		6 „ Botanik mit Exkursionen.	
4 „ System. Anatomie I.		4 „ Osteologie.	
4 „ Zoologie.		1 „ Anatomie.	
12 „ Präparirübungen.		4 „ Zoologie.	
(Sommer)	II. Semester.	(Winter)	
6 Std. Physik.		6 Std. Physik.	
6 „ Anorganische Chemie.		6 „ Organische Chemie.	
2 „ Geologie.		2 „ Mineralogie.	
6 „ Botanik mit Exkursionen.		4 „ Zoologie.	
4 „ Osteologie.		4 „ System. Anatomie I.	
4 „ Histologischer Kurs.		2 „ Histologie.	
1 „ Anatomie.		3 „ Osteologie.	
4 „ Zoologie.		12 „ Präparirübungen.	
(Winter)	III. Semester.	(Sommer)	
6 Std. Organische Chemie.		4 Std. Physiologie I.	
5 „ Physiologie I.		1 „ Anatomie.	
3 „ System. Anatomie II.		3 „ Embryologie.	
12 „ Präparirübungen.		10 „ Arbeiten im chemischen Laboratorium.	
2 „ Repetitor. der Botanik.		4 „ Histolog.-prakt. Kurs.	
1 „ „ „ Chemie.		4 „ Allgemeine Pathologie.	
2 „ „ „ Physik.			
(Sommer)	IV. Semester.	(Winter)	
4 Std. Allgemeine Pathologie.		4 Std. Patholog. Anatomie.	
5 „ Arzneimittellehre.		5 „ Physiologie II.	
3 „ Operationslehre.		3 „ System. Anatomie II.	
3 „ Embryologie.		2 „ Allgemeine Therapie.	
4 „ Physiologie II.		12 „ Präparirübungen.	
10 „ Arbeiten im chemischen Laboratorium.		2 „ Repetitor. der Botanik.	
		2 „ „ „ Physik.	
		1 „ „ „ Chemie.	
(Winter)	V. Semester.	(Sommer)	
5 Std. Spezielle Pathologie u. Therapie.		4 Std. Spezielle Pathologie u. Therapie.	
5 „ Chirurgie.		4 „ Chirurgie.	
2 „ Allgemeine Therapie.		3 „ Operationslehre.	
4 „ Patholog. Anatomie.		4 „ Extérieur des Pferdes.	
3 „ Hufbeschlag.		5 „ Arzneimittellehre.	
6 „ Operationsübungen.			
9—12 Std. Vorbereitungsklinik und pharm. Übungen.		9—12 Std. Vorbereitungsklinik und pharm. Übungen.	
(Sommer)	VI. Semester.	(Winter)	
9—12 Std. Spitalklinik.		9—12 Std. Spitalklinik.	
Ambulat.-Klinik.		Ambulat.-Klinik.	
3 Std. Gerichtliche Tierheilkunde.		4 Std. Pathol.-histol. Kurs.	
2 „ Encyklopädie der Landwirtschaft.		3 „ Seuchenlehre u. Veter.-Polizei.	
4 „ Spezielle Pathologie u. Therapie.		4 „ Tierzucht.	
		2 „ Geburtshilfe.	

4 Std. Chirurgie.	2 Std. Extérieur des Rindes.
4 „ Extérieur des Pferdes.	5 „ Spezielle Pathologie u. Therapie.
4 „ Gesundheitspflege.	5 „ Chirurgie.
2 „ Geschichte der Medizin.	3 „ Hufbeschlag.
Sektionen.	6 „ Operationsübungen.
	Sektionen.

(Winter)	VII. Semester.	(Sommer)
3 Std. Seuchenlehre und Veter.-Polizei.	3 Std. Gerichtliche Tierheilkunde.	
4 „ Tierzucht.	2 „ Encyklopädie der Landwirtschaft.	
9—12 Std. Spitalklinik.	9—12 Std. Spitalklinik.	
Ambulat.-Klinik.	Ambulat.-Klinik.	
6 Std. Operationsübungen.	2 Std. Geschichte der Veter.-Medizin.	
2 „ Extérieur des Rindes.	4 „ Gesundheitspflege.	
2 „ Geburtshilfe.	Sektionen.	
4 „ Pathol.-histol. Kurs.	6 „ Bakteriologischer Kurs.	
Sektionen.		

51.6. Statuten der staatlichen Studentenkrankenkasse an der Hochschule Bern.
(Genehmigt vom Regierungsrat am 10. Februar 1892.)

§ 1. Die Leitung der staatlichen Studentenkrankenkasse wird einer Kommission übertragen. Dieselbe besteht aus dem jeweiligen Rektor, einem vom Senate aus seiner Mitte zu wählenden und wieder wählbaren Mitgliede der medizinischen Fakultät, aus dem Ökonomeverwalter der Hochschule und einem von der Academia aus ihrer Mitte zu wählenden Mitgliede. Die Oberaufsicht führt die Erziehungsdirektion.

§ 2. Jeder Studirende hat bei seiner ersten hiesigen Immatrikulation Fr. 5 an die staatliche Studentenkrankenkasse zu entrichten. Dafür wird ihm in allen Krankheitsfällen unentgeltliche ärztliche Besorgung sowie Verpflegung im Inselspital oder Gemeindelazaret zu teil.

§ 3. Die Herren Ärzte, welche sich zur unentgeltlichen Behandlung der Studirenden verpflichtet haben, sind berechtigt, die nötigen Medikamente aus der Staatsapothek e gratis verabfolgen zu lassen. Doch sind von dieser letzteren Vergünstigung solche Patienten auszuschliessen, bei welchen ein ausschweifender Lebenswandel ausser Zweifel steht.

§ 4. Mit Rücksicht auf die der staatlichen Studentenkrankenkasse zur Verfügung stehenden finanziellen Mittel wird die Dauer der unentgeltlichen Darreichung der Medikamente auf 30 Tage festgesetzt. Doch ist die Kommission berechtigt, in besondern Fällen, auf Ansuchen der betreffenden Patienten, diese Frist zu verlängern.

Übergangsbestimmung. Die gegenwärtig schon immatrikulirten Studirenden sind von der Aufnahmegebühr in die staatliche Krankenkasse befreit.

Bern, den 10. Juli 1891.

Der Erziehungsdirektor: Dr. Gobat.

52.7. Reglement über die Habilitation an der katholisch-theologischen Fakultät der Hochschule Bern. (Vom 29. Januar 1892.)

§ 1. Wer sich an der katholisch-theologischen Fakultät der Universität Bern zu habilitiren wünscht, hat an die Erziehungsdirektion des Kantons Bern ein entsprechendes schriftliches Gesuch zu richten.

§ 2. Dem Gesuch sind beizufügen:

a. das Lizentiatendiplom des Petenten, das rite, d. h. auf Grund eines Exams und einer Dissertation erworben sein muss; in Ausnahmefällen, wenn

ein Ehrendoktordiplom oder hervorragende literarische Leistungen vorliegen, kann von einer Einreichung des Lizentiatendiploms abgesehen werden;

- b. ein Exemplar der gedruckten Dissertation oder deren Äquivalentes;
- c. als Habilitationsschrift eine wissenschaftliche Spezialuntersuchung aus dem Fach, über welches der Petent zu lesen beabsichtigt, in lateinischer, deutscher, französischer, italienischer oder englischer Sprache. Die Dissertation darf nicht als Habilitationsschrift benutzt werden;
- d. ein Curriculum vitæ in gleicher Sprache.

§ 3. Ist die Habilitationsschrift von der Fakultät für genügend erklärt worden, so hat der Petent vor versammelter Fakultät eine nicht öffentliche Probevorlesung über ein von ihm gewähltes Thema zu halten.

§ 4. An die Probevorlesung schliesst sich ein Colloquium über das Fach in seinem vollen Umfang, für welches sich der Petent habilitiren will. Das Colloquium wird in erster Linie von den für jenes Fach angestellten Professoren abgenommen und darf nicht über zwei Stunden dauern.

§ 5. Hat die Fakultät durch Mehrheitsbeschluss die Probevorlesung und das Colloquium für genügend erklärt, so wird der Erziehungsdirektion die Zulassung des Petenten zur Habilitation empfohlen. Gleichzeitig wird der Petent eingeladen, vor Aufnahme seiner Lehrtätigkeit eine öffentliche Antrittsvorlesung über ein von ihm zu wählendes Thema zu halten.

§ 6. Wird die Habilitationsschrift oder die Probevorlesung und das Colloquium von der Fakultät für ungenügend erklärt, so beantragt die Fakultät bei der Erziehungsdirektion die Abweisung des Petenten. Eine Wiedermeldung ist erst nach Ablauf eines Jahres gestattet.

§ 7. Nach erfolgter Habilitation darf der Privatdozent über dasjenige Fach lesen, für welches er sich habilitirt hat. Will er eine Vorlesung über einen andern Gegenstand halten, so hat er hiefür erst die Bewilligung der Fakultät einzuholen.

§ 8. Wenn ein Privatdozent ohne Urlaub vier Semester nicht gelesen hat, so kann die Fakultät bei der Erziehungsdirektion den Antrag auf Streichung desselben stellen.

53. 8. Reglement betreffend die Habilitation an der juristischen Fakultät der Hochschule Bern. (Vom 3. Mai 1892.)

§ 1. Wer an der juristischen Fakultät der Hochschule Vorlesungen als Privatdozent zu halten wünscht, hat der Erziehungsdirektion des Kantons Bern ein schriftliches Gesuch einzureichen und in demselben die Fächer zu bezeichnen, welche er zu lehren wünscht.

§ 2. Dem Gesuch sind beizulegen:

- a. eine Lebensbeschreibung des Bewerbers, aus welcher besonders der Gang seiner Studien ersichtlich ist;
- b. das Doktordiplom;
- c. die Doktordissertation;
- d. eine Habilitationsschrift. Die Doktordissertation darf als solche nicht verwendet werden.

§ 3. Die Erziehungsdirektion übermittelt das Gesuch und die Beilagen der Fakultät zur Begutachtung.

Liegen die erforderlichen Ausweise vor und erachtet die Fakultät die Habilitationsschrift als genügend, so wird der Bewerber zu einem Probevortrag vor die Fakultät zugelassen. Die Wahl des Themas steht ihm frei.

§ 4. Die Sprache ist die deutsche oder die französische.

§ 5. Die Fakultät begutachtet das Gesuch schriftlich.

§ 6. Auf Antrag der Fakultät kann die Erziehungsdirektion Personen, die sich durch hervorragende Leistungen in den Fächern ausgezeichnet haben, welche sie zu lehren wünschen, die Erfüllung der vorgenannten Erfordernisse ganz oder teilweise erlassen.

§ 7. Erteilt die Erziehungsdirektion dem Bewerber die Erlaubnis, Vorlesungen an der juristischen Fakultät zu halten, so ladet sie ihn gleichzeitig ein, seine Tätigkeit mit einer Antrittsvorlesung zu eröffnen.

§ 8. Wenn ein Privatdozent ohne Urlaub während vier Semestern nicht gelesen hat, so kann die Erziehungsdirektion auf Antrag der Fakultät die Erlaubnis als erloschen erklären.

54. 9. Reglement über die Habilitation an der medizinischen Fakultät der Hochschule Bern. (Vom 10. März 1892.)

§ 1. Wer sich an der medizinischen Fakultät der Hochschule habilitiren will, hat sich an die Erziehungsdirektion mit einer schriftlichen Eingabe zu wenden. In derselben muss das Fach, in welchem der Gesuchsteller zu lesen beabsichtigt, genau angegeben sein.

§ 2. Dem Gesuche sind folgende Belege beizufügen:

- a. ein Curriculum vitæ (Schilderung des Lebenslaufes und Bildungsganges);
- b. das medizinische Doktordiplom (nach § 36 des Hochschulgesetzes), sowie die betreffenden Prüfungszeugnisse und Inauguraldissertation;
- c. das Zeugnis über die abgelegte Endprüfung (nach §§ 33 und 36 des Hochschulgesetzes).

§ 3. Wer das Zeugnis über die abgelegte Endprüfung nicht beizubringen vermag, kann als Ersatz desselben folgendes beifügen:

- a. die Zeugnisse über die abgelegten Staatsprüfungen;
- b. den Nachweis, dass er sich mit dem Fache, für welches er sich habilitiren will, längere Zeit und eingehend beschäftigt hat (Assistenz oder Arbeit in einem medizinischen Institute, einer Klinik etc.);
- c. etwaige wissenschaftliche Arbeiten;
- d. eine Habilitationsschrift aus dem Fache, über welches der Gesuchsteller zu lesen gedenkt. Eine bereits publizierte Arbeit, mit Ausnahme der Inauguraldissertation, kann als Ersatz der Habilitationsschrift dienen.

§ 4. Die Erziehungsdirektion übermittelt das Gesuch mit Belegen der medizinischen Fakultät zur Begutachtung und Antragstellung.

§ 5. Die Gesuche derer, welche die Endprüfung bestanden haben, werden sofort von der Fakultät beraten und erledigt.

§ 6. Zur Behandlung der Belege, welche als Ersatz der Endprüfung dienen, gilt folgendes Vorgehen: Die Habilitationsschrift wird zunächst einer Prüfung unterzogen. Hiebei sind die Bestimmungen des Reglements über die Erteilung des Doktorgrades betreffs der Inaugural-Dissertation massgebend. Wird die Habilitationsschrift nicht genehmigt, so ist damit der Antrag auf Abweisung ausgesprochen. Wird sie jedoch angenommen, so hat der Gesuchsteller vor der Fakultät einen kürzern, freien Vortrag über ein Thema zu halten, welches mit ihm von der Fakultät vereinbart wird. Daran schliesst sich ein Colloquium, welchem die Habilitationsschrift als Grundlage zu dienen hat.

§ 7. Die Entscheidung der Fakultät über die Zulassung wird mit $\frac{2}{3}$ der Stimmen getroffen und in einem motivierten Gutachten der Erziehungsdirektion vorgelegt.

§ 8. Wenn ein Privatdozent ohne Urlaub vier Semester nicht gelesen hat, so kann die Fakultät bei der Erziehungsdirektion den Antrag auf Streichung desselben stellen.

55. 10. Reglement für das mathematische Seminar an der Hochschule zu Bern.
(Vom 31. Dezember 1892.)

§ 1. Das mathematische Seminar, welches an der Hochschule in Bern unter Leitung der Professoren der Mathematik besteht, hat den Zweck, seine Mitglieder zu wissenschaftlichem Studium der Mathematik und zugewandter Wissenschaften anzuleiten, dieselben in der praktischen Ausbildung zu fördern und ihnen auch die erforderlichen literarischen Hilfsmittel an die Hand zu geben.

§ 2. Dieses Seminar zerfällt je nach dem Bedürfnis in Sektionen; jede Sektion hält wöchentlich mindestens zwei Übungsstunden ab, in welchen einerseits die verschiedenen Gebiete der Mathematik im Anschluss an die Vorlesungen durchgenommen, andererseits aber auch schriftliche Arbeiten über freigewählte Themata vorgetragen, besprochen und beurteilt werden.

§ 3. Jeder immatrikulierte Hörer der Universität Bern kann auf persönliche Anmeldung bei einem der Vorsteher hin als Mitglied sich aufnehmen lassen; dadurch verpflichtet er sich, die Übungen der betreffenden Sektion unausgesetzt zu besuchen und dem Seminar eine selbständige schriftliche Arbeit zur Beurteilung einzureichen.

§ 4. Zur Prämirung der besten schriftlichen Arbeiten der Mitglieder kann aus dem Schulseckelfonds jedes Semester ein erster Preis von Fr. 75 und ein zweiter von Fr. 50 ausgerichtet werden. Die Zuerkennung erfolgt durch die Erziehungsdirektion auf den motivierten Antrag der leitenden Professoren.

§ 5. Zur Gründung und Äufnung der Seminarbibliothek und zur Anschaffung von Modellen wird ein Kredit von jährlich Fr. 100 ausgesetzt.

§ 6. Die Vorsteher erstatten alljährlich der Erziehungsdirektion über die Tätigkeit und den Gang des Seminars schriftlichen Bericht.

56. 11. Reglement für das Philosophische Seminar an der Universität Bern. (Vom 18. Mai 1892.)

§ 1. An der Hochschule Bern besteht ein philosophisches Seminar unter der Leitung des Professors der allgemeinen Philosophie.

§ 2. Das Seminar zerfällt in zwei Abteilungen: eine exegetisch-kritische, in welcher die Klassiker der Philosophie, meist im Anschluss an die jeweilige philosophiegeschichtliche Vorlesung des Fachprofessors, im Originaltext gelesen und interpretiert werden, und eine rhetorisch-pädagogische, in welcher die ordentlichen Mitglieder des Seminars freie Vorträge aus den verschiedenen Gebieten der systematischen und historischen Philosophie halten, an welche sich alsdann eine freie Diskussion knüpft, an der sich auch die ausserordentlichen Mitglieder des Seminars beteiligen dürfen. Es soll dadurch einmal eine grössere Vertiefung in die philosophischen Probleme, andermal eine höhere Fertigkeit im freien Vortrag und im wissenschaftlichen Diskutieren erstrebt werden.

§ 3. Jede Abteilung hält wöchentlich mindestens eine Übungsstunde ab. Für die exegetisch-kritische Abteilung wird vom Vorsteher jeweilen ein Referent ernannt, der in der betreffenden Woche einen bestimmten Abschnitt vorzutragen hat. Für die rhetorisch-pädagogische Abteilung haben die Vortragenden sich rechtzeitig unter Angabe des gewählten Themas an den Vorsteher zu wenden, damit derselbe den Mitgliedern des Seminars mindestens acht Tage vorher das Thema, behufs Vorbereitung auf die Diskussion, mitzuteilen in der Lage ist.

§ 4. Ordentliches Mitglied des Seminars wird in der Regel, wer während mindestens eines Semesters an den Übungen beider Abteilungen regelmässig und aktiv teilgenommen hat. Als ausserordentliches Mitglied kann sich jeder immatrikulierte Hörer der Universität Bern durch persönliche Anmeldung bei dem Vorsteher aufnehmen lassen. Mit der Anmeldung verpflichtet sich jeder Teilnehmer, an den Übungen der von ihm gewählten Abteilung unausgesetzt teilzunehmen.

§ 5. Die Teilnahme am Seminar ist unentgeltlich.

§ 6. Zur Prämierung der besten schriftlichen Arbeiten bezw. Vorträge können aus dem Schulseckelfonds Preise von Fr. 75 und Fr. 50 bewilligt werden. Die Zuerkennung erfolgt durch die Erziehungsdirektion auf den motivierten Antrag des leitenden Professors.

§ 7. Zur Gründung und Äufnung einer Seminarbibliothek wird ein Kredit von jährlich Fr. 150 ausgesetzt.

§ 8. Über die Verhältnisse des philosophischen Seminars erstattet der Vorsteher desselben alljährlich im Frühjahr einen Bericht an die Erziehungsdirektion.

57. 12. Vertrag zwischen der Erziehungsdirektion des Kantons Bern und der bernischen Musikgesellschaft. (Vom 22. März 1892, vom Reg.-Rat genehmigt am 1. April 1892.)

Art. 1. Die bernische Musikgesellschaft verpflichtet sich, in der Musikschule den an der Hochschule studirenden Lehramtskandidaten Musikunterricht zu erteilen, um dieselben zur richtigen Erteilung des Gesang- und Musikunterrichtes, sowie zur Leitung von Volksgesangvereinen zu befähigen.

Art. 2. Der Staat leistet hierfür an die bernische Musikgesellschaft einen jährlichen Beitrag von Fr. 1500, in vierteljährlichen Raten zahlbar.

Art. 3. Der Unterricht erstreckt sich auf Instrumentalmusik, Sologesang und Chorgesang.

Zum Chorgesang, mit welchem Unterricht in der elementaren Theorie verbunden sein soll, werden sämtliche Lehramtskandidaten vereinigt und zwar jede Woche eine Stunde.

Sologesang und Instrumentalmusik werden für 12 bis 15 Schüler, in Klassen von je dreien, in zwei Stunden per Klasse und per Woche, unterrichtet; dabei kann jeder Kandidat *ein* Fach frei wählen (Sologesang oder Klavier oder Violine oder Violoncell oder Orgel).

Art. 4. Die Dauer des Unterrichtes soll die nämliche sein, wie für den übrigen Unterricht an der Musikschule.

Art. 5. Dieser Vertrag wird vorläufig auf ein Jahr, vom Frühling 1892 bis Frühling 1893, abgeschlossen; derselbe unterliegt der Genehmigung des Regierungsrates.

58. 13. Gesetz betreffend Änderung des Universitätsgesetzes des Kantons Baselstadt. (Vom 23. Juni 1892.)

Der Grosse Rat des Kantons Baselstadt, in der Absicht, mit Einrichtung der Barfüsserkirche zu einem Sammlungsgebäude eine neue Ordnung der Verhältnisse der antiquarischen und der mittelalterlichen Sammlung eintreten zu lassen, beschliesst folgende Änderungen des Universitätsgesetzes vom 30. Januar 1866.

§ 35. Die zur Universität gehörigen Sammlungen und Anstalten sind:

1. die öffentliche Bibliothek,
2. die Kunstsammlung,
3. das historische Museum,
4. die ethnographische Sammlung u. s. w.

§ 38. Das historische Museum, welches die bisherige mittelalterliche Sammlung und die bisherige antiquarische Sammlung mit Ausschluss der ethnographischen Gegenstände umfasst, steht unter Aufsicht und Leitung einer Kommission von neun Mitgliedern, wovon der Erziehungsrat fünf, die Regenz vier ernennt.

Unter dieser Kommission stehen:

I. Der Konservator, welcher die unmittelbare Aufsicht über das Museum hat. Er wird vom Erziehungsrat auf den Vorschlag der Kuratel, welche zuvor das Gutachten der Kommission des historischen Museums einzuholen hat, auf eine Amtsdauer von sechs Jahren gewählt; die Wahl unterliegt der Bestätigung des Regierungsrates. Er bezieht eine Besoldung von Fr. 2000—3000 und wohnt, wo es sich nicht um seine persönlichen Verhältnisse handelt, den Sitzungen der Kommission mit beratender Stimme bei.

II. Der Abwart. Er wird von der Kommission auf unbestimmte Zeit ernannt und erhält einen jährlichen Gehalt von Fr. 1500—2200 nebst freier Wohnung und Heizung.

Die Kommission erlässt unter Genehmigung des Erziehungsrates ihr Verwaltungsreglement, sowie die Amtsordnungen des Konservators und des Abwarts.

Das historische Museum ist für seine Verwaltung und Vermehrung ausser dem Staatsbeitrag angewiesen auf freiwillige Beiträge und Schenkungen von Vereinen und Privaten, sowie auf die Eintrittsgelder.

§ 38 b. Die ethnographische Sammlung steht unter einer Kommission von wenigstens drei Mitgliedern und ist für ihre Verwaltung und Vermehrung hauptsächlich auf freiwillige Beiträge und Schenkungen angewiesen.

§ 48. Die Mitglieder sämtlicher Kommissionen werden auf eine Amtsdauer von sechs Jahren gewählt und sind nach deren Ablauf wieder wählbar. Die Präsidenten der Kunstkommision, der Museumskommission und der Kommission des historischen Museums werden vom Erziehungsrat, die der übrigen Kommissionen von der Regenz ernannt.

§ 49. Für die Sammlungen und Anstalten wird ausser den oben genannten aus dem Universitätsgut fliessenden Einnahmen und den für die Hilfsanstalten in den §§ 36, 38, 40, 42, 44, 47 genannten Gehalten ein jährlicher Staatsbeitrag von Fr. 18,000 ausgesetzt. Daraus erhalten vorerst:

- | | |
|-------------------------------------|-----------------|
| a. die Bibliothek | Fr. 2500 |
| b. das historische Museum | „ 3000 u. s. w. |

Basel, den 23. Juni 1892.

Namens des Grossen Rates,

Der Präsident: Rob. Stünzi-Sprüngli.

Der I. Sekretär: Dr. S. Scheuermann.

59. 14. Grossratsbeschluss betreffend Nachtrag zum Universitätsgesetz (Professur für Hygiene) des Kantons Baselstadt. (Vom 21. April 1892.)

Der Grosse Rat des Kantons Baselstadt, in Betracht, dass eine Erweiterung der medizinischen Fakultät notwendig geworden ist, beschliesst folgende Änderungen des Universitätsgesetzes vom 30. Januar 1866:

1. Der § 9 erhält die Fassung:

„Die medizinische Fakultät hat in der Regel acht Professuren.“

2. Die in § 11 aufgeführten 29 Professuren werden um eine und die in § 35 aufgeführten Sammlungen und Anstalten um die „hygienische Anstalt“ vermehrt.

3. § 40 erhält zu Absatz I den Zusatz; „die hygienische Anstalt unter dem der Hygiene“, und als dritten Absatz:

„Für die hygienische Anstalt, für Hilfsarbeiter und Bedienung wird ein jährlicher Kredit von Fr. 5000 angewiesen.“

Basel, den 21. April 1892.

Namens des Grossen Rates,

Der Präsident: Dr. Isaak Iselin.

Der I. Sekretär: Dr. S. Scheuermann.

60. 15. Amtsordnung für den Professor der Hygiene an der Universität Basel.
(Vom 15. Juni 1892.)

§ 1. Dem Professor der Hygiene wird, ausser den gesetzlich festgestellten Obliegenheiten, die ihm aus seiner akademischen Stellung erwachsen, die schulärztliche Beaufsichtigung der öffentlichen und privaten Schulen des Kantons übertragen; er hat deshalb dafür zu sorgen, dass die gesundheitsgefährlichen Einflüsse der Schule bekämpft und die gesunde körperliche Entwicklung der Jugend gefördert werden.

§ 2. Auf Grund der von ihm bei seinen Schulbesuchen oder auf andern Wege gemachten Wahrnehmungen wird er sich zur Abstellung von Übelständen, zu Verbesserungen, zur Vornahme von Untersuchungen u. dgl. mit dem Erziehungsdepartement oder den Schulvorstehern eventuell Lehrern ins Einvernehmen setzen und die gutscheinenden Anträge stellen.

§ 3. Insbesondere hat er zu begutachten: Gesuche um Dispensation vom Unterricht oder einzelnen Unterrichtsfächern, Anträge betreffend Versetzung in die Spezialklassen für schwachbegabte Kinder, Situations- und Baupläne von Schulhäusern und andere Fragen schulhygienischen Charakters, welche ihm vom Erziehungsdepartement vorgelegt werden.

§ 4. Er hat über seine Tätigkeit dem Erziehungsdepartement alljährlich einen Bericht zu erstatten.

Basel, den 15. Juni 1892.

Im Namen des Erziehungsrates,
Der Präsident: Zutt.
Der Sekretär: H. Zehntner.

61. 16. Ordnung über Habilitation und Pflichten der Privatdozenten an der Universität Basel. (Vom 9. Dezember 1892.)

A. Erteilung der venia docendi.

§ 1. Für die Erlangung der venia docendi als Privatdozent gelten folgende Bestimmungen:

1. der Bewerber muss im Besitz eines akademischen Grades sein;
2. der Bewerber hat sich vor der Fakultät, in der er zu lehren wünscht, über seine wissenschaftliche Fähigkeit und seine Lehrbefähigung auszuweisen. Wenn die Fakultät findet, dass die vorhandenen Druckschriften und die bisherige Lehrtätigkeit nicht ausreichen, so ist sie berechtigt, weitere Ausweise zu verlangen, wie: eine besondere Habilitationsschrift, ein Colloquium, eine Probevorlesung, eine praktische Arbeit u. s. w.

Über den bei der Anmeldung und Behandlung derselben einzuschlagenden Geschäftsgang und die Anordnung der zur Prüfung des Bewerbers nötigen Massnahmen können die Fakultäten, entsprechend ihren besondern Verhältnissen, innerhalb obiger Wegleitung noch näher die ihnen passend scheinenden Bestimmungen aufstellen. Dieselben sollen zunächst der Regenz, sodann der Kuratel zur Genehmigung vorgelegt werden.

§ 2. Der Bewerber hat sich beim Dekan der betreffenden Fakultät zu melden; der Dekan bringt die Angelegenheit vor die Fakultät.

Wenn die Fakultät findet, der Bewerber sei in jeder Beziehung geeignet für das von ihm zu übernehmende Lehrfach, so stellt und begründet sie bei der Regenz den Antrag, die venia docendi zu erteilen. Bewilligt die Regenz das Gesuch, so erfolgt die Anzeige hievon an die Kuratel zur Genehmigung.

§ 3. Die Aufnahme des Privatdozenten geschieht, indem er von dem Dekan auf die Erfüllung seiner Pflichten ins Handgelübde genommen wird, worauf er beim Rektor seinen Namen in das Album der Universität einträgt.

B. Pflichten der Privatdozenten.

§ 4. Jeder Privatdozent ist verpflichtet:

1. vor dem Beginn seiner Universitätsvorlesungen eine öffentliche Habilitationsvorlesung zu halten;
2. für jedes Semester wenigstens zwei Stunden Vorlesungen wöchentlich anzuzeigen und dieselben zu halten, sobald sich wenigstens zwei Zuhörer dazu melden. Von dieser Pflicht kann die Fakultät den Dozenten zeitweilig entbinden, wenn er bei ihr darum einkommt.

C. Entziehung der venia docendi.

§ 5. Die Fakultät ist berechtigt, durch die Regenz bei der Kuratel die Entziehung der venia docendi zu beantragen, wenn der Dozent entweder die Habilitationsvorlesung in dem Semester, das auf die Erteilung der venia docendi folgt, nicht hält, oder zwei Semester hintereinander den in No. 2 des § 4 ausgedrückten Pflichten sich nicht unterzieht.

§ 6. Ausserdem kann die Kuratel entweder von sich aus oder auf Antrag der Fakultät und der Regenz aus andern in § 19 des Universitätsgesetzes vorgesehenen Gründen die venia docendi entziehen.

D. Ehrendozenten.

§ 7. Die einzelnen Fakultäten können zur Vervollständigung der Lehrkräfte von sich aus einen Gelehrten um Mitwirkung an der Universität gehen.

Auf solche Ehrendozenten finden mit Ausnahme der Notwendigkeit eines akademischen Grades die oben aufgestellten Bestimmungen und Pflichten keine Anwendung. Auch in solchen Fällen muss die Erteilung der venia docendi von der Regenz bewilligt und von der Kuratel bestätigt werden.

Basel, den 9. Dezember 1892.

Im Namen des Erziehungsrates,
Der Präsident: Zutt.
Der Sekretär: H. Zehntner.

62. 17. Reglement für das medizinische Doktorexamen der Universität Basel.

§ 1. Die Meldung zum medizinischen Doktorexamen geschieht beim Dekan der Fakultät durch eine schriftliche Eingabe. Derselben sind beizulegen:

1. ein Curriculum vitae;
2. die Zeugnisse über die besuchten akademischen Vorlesungen;
3. ein Sittenzeugnis von der Hochschule, an welcher der Kandidat seine Hauptstudien gemacht hat;
4. eine wissenschaftliche Abhandlung nach freier Wahl aus irgend einem Gebiete der Medizin oder der Naturwissenschaften.

§ 2. Der Dekan teilt die Papiere des Kandidaten der Fakultät mit, welche über die Zulassung zum Examen entscheidet.

§ 3. Die Prüfung ist teils schriftlich (Tentamen), teils mündlich (Rigorosum).

§ 4. Die schriftliche Prüfung besteht in der Bearbeitung von fünf Fragen, welche durch die speziellen Vertreter der betreffenden Fächer dem Dekane versiegelt zugestellt werden. Die Fragen haben sich zu beziehen auf:

1. Anatomie; 2. Physiologie; 3. Pathologische Anatomie und pathologische Physiologie; 4. spezielle Pathologie und Therapie; 5. Chirurgie.

§ 5. Die Bearbeitung der schriftlichen Fragen hat unter Aufsicht des Dekanes in Klausur zu geschehen; dabei ist der Kandidat durch Handversprechen zu verpflichten, dass er sich keinerlei geschriebener oder gedruckter Hilfsmittel bedienen werde.

§ 6. Die Antworten des Kandidaten werden nach deren Vollendung vom Dekane unterschrieben, mit den nötigen Zeitangaben über Tag und Dauer der Ausarbeitung versehen und bei den Fakultätsmitgliedern in Zirkulation gesetzt. Letztere haben sich schriftlich darüber auszusprechen, ob sie die Arbeiten für genügend zur Zulassung zum weiteren Examen erachten. Bei diesen, wie bei allen folgenden Abstimmungen entscheidet die Majorität der Examinatoren.

§ 7. Im Falle der Abweisung kann die Fakultät für die allfällige Wiederholung der Prüfung eine Zeit bestimmen, vor welcher der Kandidat das Examen nicht wiederholen darf.

§ 8. Zu der mündlichen Prüfung sind die sämtlichen Professoren der Fakultät einzuladen. Die Prüfungsfächer sind in der Regel:

1. Anatomie; 2. Physiologie; 3. Pathologische Anatomie und Physiologie; 4. spezielle Pathologie und Therapie; 5. Materia medica; 6. Chirurgie; 7. Geburtshilfe.

§ 9. Die Prüfung eines Examinators soll nicht über eine halbe Stunde dauern.

§ 10. Es wird über die mündliche Prüfung vom Schreiber der Fakultät (oder von dessen Stellvertreter) ein Protokoll geführt.

§ 11. Die Grade, mit denen der Dokortitel erteilt wird, sind:

1. Summa cum laude; 2. Insigni cum laude; 3. Magna cum laude; 4. Cum laude; 5. Rite.

§ 12. Bei der Beurteilung der schriftlichen Arbeiten sowohl, als bei der mündlichen Prüfung, soll neben den Spezialkenntnissen in den betreffenden Fächern, insbesondere auch auf das Vorhandensein einer allgemein wissenschaftlichen und besonders einer umfassenderen naturwissenschaftlichen Grundlage Rücksicht genommen werden.

§ 13. Die Promotion erfolgt durch Ablegung des medizinischen Eides in die Hand des Dekans vor versammelter Fakultät.

§ 14. Der Druck der Dissertation hat in der Regel der Promotion und der Erteilung des Diploms voranzugehen. Unter besonderen Umständen kann hierin durch die Fakultät eine Änderung beschlossen werden. Von der Dissertation sind jeweilen 200 Exemplare an die Fakultät abzuliefern.

§ 15. Eine Promotion solcher Bewerber, welche die hiesige Prüfung nicht bestanden haben, ist nicht zulässig; dagegen kann die Fakultät den Dokortitel an hervorragende Persönlichkeiten honoris causa übertragen.

§ 16. Die Gebühren für das Doktorexamen betragen Fr. 350, nämlich für das Tentamen Fr. 100, Rigorosum Fr. 200, Promotion Fr. 50. Dieselben sind nach stattgehabter Anmeldung beim Schreiber der Fakultät zu entrichten.

§ 17. Wird der Kandidat nach dem schriftlichen oder mündlichen Examen zurückgewiesen, so sind die Gebühren für die zurückgelegte Prüfung verfallen. Die Wiederholung der Prüfung ist unentgeltlich.

§ 18. Für Kandidaten, welche die eidgenössische Fachprüfung bestanden haben, beträgt die Gesamtgebühr für das Doktorexamen Fr. 250; sie haben ihrer Meldung die bei der Fachprüfung erhaltenen Einzelnoten beizulegen. Die Fakultät kann für solche Bewerber eine Vereinfachung der Prüfung beschliessen.

63. 18. Ordnung für die Benützung der öffentlichen Bibliothek der Universität Basel. (Universitätsbibliothek Basel.) (Vom 9. Dezember 1892.)

§ 1. Die Bibliothek ist täglich geöffnet mit Ausnahme 1. der Sonntage, 2. der Weihnachtsferien (24. Dezember bis 2. Januar), 3. der drei Fastnachmittage, 4. der Tage von Mittwoch vor bis Montag nach Ostern, 5. des Himmelfahrtstages, 6. des Samstags vor und des Montags nach Pfingsten, 7. zweier Wochen in der ersten Hälfte August, 8. des Tages der Rektoratsfeier der Universität.

§ 2. Das Ausleihzimmer ist geöffnet von 10—12¹/₂ Uhr vormittags und 2—4 Uhr nachmittags. Während dieser Stunden können Bücher sowohl abgeholt als zurückgebracht werden.

§ 3. Zum Entleihen von Büchern nach Hause wird die Hinterlegung eines Bürgscheines verlangt:

1. von Studirenden, sowie allen denjenigen Personen, die keine selbständige Stellung innehaben;
2. von Personen, die den Beamten der Bibliothek unbekannt und nicht auf sonstige Weise empfohlen sind.

Die Bürgscheine haben zwei Jahre Gültigkeit; Formulare zu solchen sind im Ausleihzimmer unentgeltlich zu beziehen.

Als Bürgen werden in Basel ansässige Personen angenommen, die vermöge ihrer Stellung die erforderliche Sicherheit gewähren.

§ 4. Wer ein Buch zu entleihen wünscht, hat einen mit Unterschrift versehenen Bestellzettel entweder in den am hinteren Portal des Museums (Martinsgasse) angebrachten Schalter zu legen oder frankirt durch die Post unter der Adresse „Universitätsbibliothek Basel“ einzusenden. Die bis 9, 10, 11 Uhr vormittags und 2 Uhr nachmittags bestellten Bücher stehen je eine Stunde nach diesen Terminen zur Ausgabe bereit.

§ 5. Die Ausgabe der Bücher findet statt gegen Ausfüllung der im Ausleihzimmer aufliegenden Formulare, die den genauen Titel des Werkes, Namen, Stand und Wohnung des Empfängers enthalten müssen. Für jedes entliehene Werk ist ein besonderer Empfangsschein erforderlich. Dieser wird bei Rücklieferung des Werkes zurückgegeben.

Es können die Empfangscheine auch als Bestellscheine verwendet werden; in diesem Falle ist für jedes Werk ein besonderer Schein auszustellen. Formulare zu solchen Scheinen sind im Ausleihzimmer und beim Pedellen, 25 Stück à 10 Cts., erhältlich.

§ 6. Ist ein verlangtes Buch ausgeliehen oder nicht ausleihbar, so wird der Bestellzettel dem Besteller zurückgegeben. Ist ein verlangtes Buch nicht vorhanden, so wird der Bestellzettel zum Zwecke der Berücksichtigung bei den Anschaffungen zurückbehalten.

§ 7. Bücher, die nicht innerhalb dreier Tage nach der Bestellung in Empfang genommen worden sind, werden an ihren Platz zurückgebracht und müssen von neuem bestellt werden.

§ 8. Die Entleiher sollen nicht mehr als 12 Bände gleichzeitig in Händen haben. Zur Überschreitung dieser Zahl sind die Lehrer der hiesigen höheren Unterrichtsanstalten ohne weiteres berechtigt, während die übrigen Benützer hiefür die Einwilligung des Oberbibliothekars nachzusuchen haben.

§ 9. Besonders wertvolle Werke, Karten, ungebundene Zeitschriftenhefte, sowie wissenschaftliche Jahresberichte werden nur in Ausnahmefällen und nur für eine kürzere Dauer, bibliographische Nachschlagebücher u. dgl. nie ausgeliehen.

Für die Entleihung von Handschriften und Inkunabeln bedarf es der Einwilligung des Oberbibliothekars.

§ 10. Nach vorausgegangener Bekanntmachung am schwarzen Brett und in den Zeitungen, findet alljährlich gegen Ende des Sommersemesters eine Revision statt, zu der die ausgeliehenen Bücher zurückzugeben sind. Ausserdem haben Studirende am Ende jedes Semesters die entliehenen Bücher zurückzuliefern.

§ 11. Die Universitätslehrer sind berechtigt, Bücher, deren Leihfrist nach § 10 abgelaufen ist, noch ein weiteres Jahr zu behalten; in diesem Fall haben sie in der Woche vor der Revision mündlich oder schriftlich eine darauf bezügliche Anzeige an die Bibliotheksverwaltung zu richten.

Den übrigen Benützern kann auf ein genügend motivirtes und ebenfalls in der Woche vor der Revision gestelltes Begehren hin die Verlängerung der nach § 10 abgelaufenen Leihfrist zugestanden werden.

Die Leihfrist wird nur einmal verlängert; nachher muss das Buch zurückgegeben resp. vorgewiesen und von neuem bestellt werden.

§ 12. Für Werke, die in Universitätsinstituten längere Zeit zu bestimmten Zwecken benützt werden müssen, gilt die in § 10 festgesetzte Leihfrist nicht. (Vgl. jedoch § 13 Nr. 3.)

§ 13. Zur Rückgabe wird schriftlich aufgefordert:

1. wer ein von einem anderen Besteller verlangtes Buch schon über einen Monat lang benützt hat;
2. wer ein entliehenes Buch innerhalb der Ausleihefrist (§§ 10, 11) nicht zurückbringt;
3. wer ein Buch in Händen hat, das im Interesse des Bibliotheksdienstes zurückverlangt werden muss.

Für die in diesen Fällen geforderte Rückgabe wird jeweilen eine Frist von mindestens drei Tagen angesetzt. Wird der Rücklieferungstermin nicht eingehalten, so wird das Buch durch den Bibliotheksdienner abgeholt, an den für jeden Gang eine Gebühr von einem Franken zu entrichten ist.

§ 14. Wer auf länger als einen Monat verreist, hat die entliehenen Bücher vor Antritt der Reise zurückzugeben; jedoch kann es gestattet werden, entliehene Bücher auf Reisen mitzunehmen.

§ 15. Der Lesesaal ist geöffnet vormittags 10—12¹/₂ Uhr, nachmittags im Sommer 2—6 (Samstags 2—4), im Winter 2—4 Uhr.

§ 16. Für die Bestellung der im Lesesaal zu benützenden Bücher gelten die Bestimmungen des § 4; ausserdem können im Lesesaal selbst (jedoch nur bis 4 Uhr) Bestellungen aufgegeben werden; diese gelangen, soweit tunlich, zu sofortiger Erledigung. Die Zettel, auf denen die für den Lesesaal gewünschten Bücher bestellt werden, müssen deutlich mit der Bezeichnung „Lesesaal“ versehen sein.

§ 17. Jedermann hat bei seinem Weggang die im Lesesaal benützten Bücher dem Aufsichtsbeamten einzuhändigen und, falls er sie weiter zu benützen wünscht, einen seinen Namen tragenden Zettel beizulegen.

Bücher, die drei Tage lang hintereinander nicht benützt worden sind, werden an ihren Platz zurückgebracht und müssen von neuem bestellt werden.

§ 18. An denselben Benützer werden nur 12 Bände gleichzeitig abgegeben.

§ 19. Das Betreten der Bücherräume ist gestattet:

1. den Professoren der Universität;
2. den Mitgliedern der Kommission des Naturhistorischen Museums laut Ordnung für das Naturhistorische Museum vom 11. Dezember 1890, § 8 al. 1.

Diese haben überdies das Recht, die Bücher, die sie zu entleihen oder im Lesesaal zu benützen wünschen, selbst aus den Bücherräumen zu holen.

Allen andern Benützern der Bibliothek ist es untersagt, ohne ausdrückliche Erlaubnis des Oberbibliothekars die Bücherräume zu betreten.

§ 20. Über die Verleihung von Büchern nach auswärts und über die Vermittlung von Büchern aus andern Bibliotheken an hiesige Benützer bestimmen besondere Ordnungen das Nähere.

§ 21. Die Benützer haben die ihnen eingehändigten Werke sorgfältig zu behandeln. Alles Hineinschreiben oder Anstreichen mit Tinte oder Stift, das Knicken der Blätter und falsche Brechen der Tafeln ist untersagt.

§ 22. Wer ein entliehenes Buch verliert oder beschädigt, ist verpflichtet, es durch ein neues Exemplar zu ersetzen.

§ 23. Wer sich den vorstehenden Bestimmungen nicht in allen Teilen unterzieht, muss gewärtigen, von der Benützung der Bibliothek ohne weiteres ausgeschlossen zu werden.

Diese Ordnung tritt mit dem 1. Januar 1893 an die Stelle der Ordnung vom 7. Juni 1867.

Also vom Erziehungsrat genehmigt.

Basel, den 9. Dezember 1892.

Der Präsident: Zutt.

Der Sekretär: H. Zehntner.

64. 19. Loi modifiant l'article 158 de la Loi du 5 juin 1886 sur l'Instruction publique du Canton de Genève. (Du 22 juin 1892.)

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève, fait savoir que :

Le Grand Conseil,

Sur la proposition du Conseil d'Etat;

Décète ce qui suit:

Art. 1^{er}. L'article 158 de la Loi du 5 juin 1886 sur l'Instruction publique et modifié comme suit:

„Art. 158. Le Sénat confère, après examens, les grades de bachelier, de licencié et de docteur. Il délivre aussi des diplômes de chimistes et des diplômes de pharmaciens.

„Ces examens peuvent être fractionnés.“

Art. 2. L'urgence est déclarée.

Le Conseil d'Etat est chargé de faire promulguer les présentes dans la forme et le terme prescrits.

Fait et donné à Genève le vingt-deux juin mil huit cent quatre vingt douze sous le sceau de la République et les signatures du Président et du Secrétaire du Grand Conseil.

Le Président du Grand Conseil: J. Rutty.

Le Secrétaire du Grand Conseil: L. Chauffat.

Le Conseil d'Etat,

Vu l'article 3 de la Loi constitutionnelle sur le Referendum facultatif du 26 avril 1879;

Vu l'urgence;

Arrête:

De promulguer la Loi du 22 juin 1892 modifiant l'article 158 de la Loi du 5 juin 1886 sur l'Instruction publique pour être exécutoire dans tout le canton dès le jour de demain.

Certifié conforme,

Le Chancelier: J. Leclerc.

Genève, le 24 juin 1892.

65. 20. Arrêté législatif approuvant la création à l'Université de Genève d'une chaire ordinaire de logique, de classification et de méthode des sciences. (Du 6 juillet 1892.)

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève fait savoir que :

Le Grand Conseil,

Vu les préavis de la Faculté des lettres, du Sénat universitaire et de la Commission scolaire;

Sur la proposition du Conseil d'Etat;

Arrête :

Article unique. D'approuver la création à l'Université de Genève d'une chaire ordinaire de logique, de classification et de méthode des sciences.

Le Conseil d'Etat est chargé de faire promulguer les présentes dans la forme et le terme prescrits.

Fait et donné à Genève le six juillet mil huit cent quatre-vingt-douze, sous le sceau de la République et les signatures du Président et du Secrétaire du Grand Conseil.

Le Président du Grand Conseil: J. Rutty.

Le Secrétaire du Grand Conseil: L. Chauffat.

Le Conseil d'Etat,

Vu la Loi constitutionnelle sur le Referendum facultatif du 25 mai 1879 et la Loi organique sur l'exercice du Referendum du 25 juin 1879;

Considérant que le texte de l'Arrêté législatif du 6 juillet 1892 approuvant la création d'une chaire ordinaire de logique, de classification et de méthode des sciences a été publié le 9 juillet 1892 dans la Feuille d'Avis;

Considérant que le délai de trente jours dès la publication est expiré le 7 août 1892 sans qu'aucune demande de votation populaire ait été formulée par les électeurs;

Arrête :

De promulguer l'Arrêté législatif ci-dessus pour être exécutoire dans tout le Canton dès le jour de demain.

Certifié conforme,

Le Chancelier: J. Leclerc.

Genève, le 8 août 1892.

66. 21. Loi approuvant la création d'une chaire extraordinaire de chimie technique et théorique à l'Université de Genève. (Du 20 janvier 1892.)

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève fait savoir que:

Le Grand Conseil,

Vu l'article 132 de la loi du 5 juin 1886 sur l'Instruction publique;

Vu les préavis du Sénat universitaire, de la Faculté des Sciences et de la Commission scolaire;

Sur la proposition du Conseil d'Etat;

Décète ce qui suit:

Art. 1^{er}. La création d'une chaire extraordinaire de chimie technique et théorique à l'Université est approuvée.

Art. 2. Un crédit de 1500 francs est ouvert au Conseil d'Etat en sus de la rubrique 32, lettre a) du budget de 1892.

Art. 3. L'urgence est déclarée.

Le Conseil d'Etat est chargé de faire promulguer les présentes dans la forme et le terme prescrits.

Fait et donné à Genève le vingt janvier mil huit cent quatre-vingt-douze, sous le sceau de la République et les signatures du Président et du Secrétaire du Grand Conseil.

Le Président du Grand Conseil: J. Rutty.

Le Secrétaire du Grand Conseil: L. Chauffat.

Le Conseil d'Etat,

Vu l'article 3 de la Loi constitutionnelle sur le Referendum facultatif;

Kant. Genf, Loi ouvrant au Conseil d'Etat un crédit de 200,000 fr. pour 143
la construction d'un bâtiment d'anatomie pathologique à l'Université.

Vu l'urgence;

Arrête:

De promulguer la loi du 20 janvier 1892 approuvant la création d'une chaire extraordinaire de chimie technique et théorique à l'Université, pour être exécutoire dans tout le Canton dès le jour de demain.

Genève, le 23 janvier 1892.

Certifié conforme,
Le Chancelier: J. Leclerc.

67. 22. Loi ouvrant au Conseil d'Etat un crédit de 200,000 francs pour la construction d'un bâtiment d'anatomie pathologique à l'Université de Genève. (Du 6 juillet 1892.)

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève fait savoir que:

Le Grand Conseil,

Sur la proposition du Conseil d'Etat;

Décète ce qui suit:

Art. 1^{er}. Il est ouvert au Conseil d'Etat un crédit de 200,000 francs pour la construction d'un bâtiment d'anatomie pathologique, conformément aux plans et devis arrêtés par le Conseil d'Etat en date du 28 juin 1892.

Art. 2. Le Conseil d'Etat est autorisé à émettre provisoirement des rescriptions pour couvrir cette dépense, qui sera ultérieurement consolidée par un emprunt.

Le Conseil d'Etat est chargé de faire promulguer les présentes dans la forme et le terme prescrits.

Fait et donné à Genève le six juillet mil huit cent quatre-vingt-douze, sous le sceau de la République et les signatures du Président et du Secrétaire du Grand Conseil.

Le Président du Grand Conseil: J. Rutty.

Le Secrétaire du Grand Conseil: L. Chauffat.

Le Conseil d'Etat,

Vu la Loi constitutionnelle sur le Referendum facultatif du 25 mai 1879 et la Loi organique sur l'exercice du Referendum du 25 juin 1879;

Considérant que le texte de la Loi du 6 juillet 1892 ouvrant au Conseil d'Etat un crédit de 200,000 francs pour la construction d'un bâtiment d'anatomie pathologique a été publié le 9 juillet 1892 dans la Feuille d'Avis;

Considérant que le délai de 30 jours dès la publication est expiré le 7 août 1892 sans qu'aucune demande de votation populaire ait été formulée par les électeurs;

Arrête:

De promulguer la Loi ci-dessus pour être exécutoire dans tout le Canton dès le jour de demain.

Genève, le 8 août 1892.

Certifié conforme,
Le Chancelier: J. Leclerc.

68. 23. Regulativ des Kantons St. Gallen betreffend die Erteilung von Stipendien für das Studium an Hochschulen gemäss Art. 10, zweiter Satz, der kantonalen Verfassung vom 16. November 1890. (Vom 16. März 1892.)

Art. 1. Der Staat unterstützt die höhere Ausbildung talentvoller, aber unbemittelter Schüler auf Hochschulen durch Stipendien.

Art. 2. Tüchtige, aber unbemittelte Kantonsangehörige, welche durch Fleiss und besondere Begabung sich auszeichnen, können für die durchschnittliche Dauer der Studienzeit mit jährlichen Stipendien von Fr. 100—500 unterstützt werden.

Art. 3. Die Bewerbung um ein Stipendium hat innerhalb der jeweiligen durch öffentliche Bekanntmachung festgesetzten Frist bei dem Erziehungsdepartement zu geschehen, und zwar durch Einreichung eines schriftlichen Gesuches unter Beilegung von Zeugnissen über sittliches Verhalten und Vorbildung. Ferner sind in ein Formular, welches bei der Erziehungskanzlei zu beziehen ist, die nötigen Angaben über die persönlichen Verhältnisse und allfällige anderweitige Unterstützungen einzutragen.

Art. 4. Dem Erziehungsrat steht das Recht zu, von Bewerbern um ein Stipendium eine Prüfung zu verlangen.

Art. 5. Die Festsetzung der Stipendien findet alljährlich vor Ostern für das folgende Schuljahr durch den Erziehungsrat statt.

Art. 6. Die Stipendien werden für ein Jahr erteilt und kommen je für ein halbes Jahr zur Auszahlung.

Art. 7. Die Stipendiaten haben nach Ablauf jedes Semesters einen von Zeugnissen begleiteten, eingehenden Bericht über ihren Studiengang dem Erziehungsrat zu übersenden.

Wäre der Ausweis nicht befriedigend, so kann der Erziehungsrat den für ein zweites Semester schon zuerkannten Beitrag sistiren.

Art. 8. Das vorstehende Regulativ, durch welches dasjenige vom 5. Februar 1891 aufgehoben wird, tritt sofort in Kraft und ist in die Gesetzessammlung und in das amtliche Schulblatt aufzunehmen.

St. Gallen, den 16. März 1892.

Im Namen des Erziehungsrates,
Der Präsident: Dr. J. A. Kaiser.
Der Aktuar: Dütschler.

Genehmigt vom Regierungsrat.

St. Gallen, den 18. März 1892.

Namens des Regierungsrates,
Der Staatsschreiber: Müller.

A n h a n g.

69.1. Règlements de l'Ecole des arts industriels à Genève. (Arrêtés par le Conseil d'Etat le 8 juin 1889. (Nouvelle édition en 1892.)¹⁾

Règlement général.

Art. 1^{er}. Le Conseil d'Etat a la direction et l'administration générale de l'Ecole.

Art. 2. Il délègue un de ses membres pour présider la Commission de surveillance.

Art. 3. La Commission de surveillance a pour mandat de préavisier sur toutes les questions relatives à l'administration et à la direction générale de l'Ecole.

Art. 4. L'enseignement est gratuit.

Art. 5. Les élèves forment deux catégories: les élèves réguliers et les élèves externes.

Art. 6. Les élèves réguliers sont ceux qui font leur éducation artistique complète ou qui font l'apprentissage d'une branche spéciale. Ils devront suivre alternativement les leçons indiquées au programme des études et se livrer à l'exécution pratique des travaux relatifs à la profession qu'ils veulent embrasser. Ils auront seuls le droit de participer aux concours réguliers de l'Ecole.

¹⁾ Ces règlements ne sont pas contenus dans l'annuaire statistique de 1889.

Art. 7. Pour être admis comme élève régulier, il faut être âgé de 14 ans révolus et s'engager à suivre les cours de dessin des Ecoles municipales aux heures indiquées par l'administration de l'Ecole.

Art. 8. Les élèves externes (apprentis, ouvriers ou industriels) devront indiquer en s'inscrivant et conformément à l'horaire des leçons, les heures, qu'ils désirent consacrer aux études ou aux travaux d'exécution, ainsi que la nature de ces derniers.

Art. 9. Peuvent être admis comme élèves externes les personnes fournissant la preuve qu'elles possèdent les connaissances préliminaires suffisantes pour suivre avec fruit l'enseignement donné dans l'Ecole et justifier des aptitudes nécessaires à l'exécution des travaux.

L'admission d'un élève en qualité d'externe devra toujours être approuvée par la Commission de surveillance.

Art. 10. Lorsqu'il y a lieu d'offrir, seulement à titre de rémunération, une part du produit des travaux dont le placement est assuré, cette rémunération devra être approuvée par la Commission de surveillance, sur le préavis de MM. les professeurs et du Secrétaire-inspecteur.

Dans le courant de l'année il pourra être organisé des concours primés dont le programme paraîtra en temps opportun. Les récompenses seront accordées soit sur l'ensemble des travaux de l'année, soit sur des concours spéciaux organisés par la Commission.

Les études ont pour but d'acheminer aux industries suivantes :

1. La sculpture décorative du bâtiment. — 2. Le moulage et la retouche du plâtre. — 3. La sculpture sur pierre et marbre (mise aux points). — 4. La sculpture sur bois. — 5. L'orfèvrerie artistique. — 6. Le bronze d'art. — 7. Le fer forgé artistique. — 8. La xylographie (gravure sur bois). — 9. La céramique et la peinture décorative.

Les études sont faites d'après le modèle vivant, la plante, le plâtre et l'estampe.

Programmes des études.

Classes de modelage.

Figure.

Application au modelage des connaissances acquises par l'élève en dessin ; copies d'après la bosse de la tête humaine en bas et hauts reliefs — puis en ronde bosse.

Etudes de fragments d'après l'antique, les maîtres et moulages sur nature.

Application des principes élémentaires de l'anatomie. Copie de fragments humains. Ostéologie et myologie.

Copies de modèles d'ensemble, bas-reliefs ou rondes bosses suivant la profession industrielle de chaque élève.

Traductions de copies en réduction ou augmentation d'après le plâtre, l'estampe et la photographie.

Mêmes études avec changements destinés à familiariser l'élève avec les principes de la composition.

Etudes de proportions anatomiques. Etudes de draperies. Etudes d'animaux.

Eléments des styles appliqués à la figure décorative. Etudes d'académies d'après le modèle vivant. Programmes appuyés d'exemples pris dans les maîtres.

Esquisses libres en ronde bosse ou bas relief, en vue de leur reproduction en bronze, marbre, bois, etc.

Retouche du plâtre.

Ornement.

Copies d'après modèles en relief de tous les styles.

Agrandissements et réductions.

Retouche du plâtre, moulures taillées et principaux ornements élémentaires appliqués à la décoration architecturale.

Composition d'après documents de styles, dessins de maîtres de toutes les époques. Adaptation à la spécialité professionnelle de chaque élève.

Retouche du plâtre de compositions modelées et moulées en vue de leur exécution.

Compositions de décorations d'ensemble et de pièces décoratives s'appliquant aux différentes branches d'art industriel (bronze, ciselure, sculpture sur bois, pierre ou marbre, ferronnerie et céramique).

Mêmes études graduées en s'étendant toujours davantage sur les généralités.

Fleurs et feuilles d'après nature.

Classes de céramique et décoration.

Enseignement de la décoration picturale appliquée à la céramique, au dessin industriel et à la peinture sur papier, toile ou étoffe.

Études d'après nature (dessin et aquarelle), étude des différents caractères de l'ornementation des siècles passés. (Jardin pour les études de plein air.)

Copie ou arrangement d'un style donné à l'aide de documents anciens.

Essais de compositions décoratives à l'aide de documents donnés et plus spécialement à l'aide de documents résultant d'observations ou études faites par l'élève d'après nature.

Compositions et arrangements décoratifs s'appliquant à des objets divers et s'exécutant sur les différentes matières suivantes: faïence, porcelaine (plats, vases, assiettes, revêtements, etc.) soie, écrans, panneaux, tapisserie en laine (gros ou petit point) toile peinte, enfin à divers objets sur lesquels le dessin décoratif et industriel peut être reproduit par impression.

Procédés de peinture enseignés:

1^o l'aquarelle; 2^o la gouache; 3^o la peinture vitrifiable sur porcelaine ou faïence émaillée, sur biscuit de faïence, sur émail cru ou cuit et sur terre crue; 4^o les divers procédés de peinture céramique.

Technique des matières. Les terres, leur façonnage, les biscuits, les oxydes métalliques et leur dérivés, les émaux et enfin les matériaux employés pour la décoration en céramique.

Façonnage, (en terres à faïence ou autre matières, céramiques diverses) au moyen du tour de potier des divers dessins conçus par les élèves, en vue d'une exécution pratique qui, dans certains cas s'effectue au moyen du moulage ou du coulage.

Laboratoire pour les analyses qualitatives et quantitatives, des matières premières; ainsi que pour effectuer les recherches se rattachant à la technique céramique.

Classe de ciselure.

Etude de la ciselure pour l'acier, le fer, le bronze et les métaux précieux.

Etude de repoussé, recingle, pris sur pièce et poinçons.

Figures et ornements à l'usage de la petite et grande orfèvrerie, bijouterie, etc.

Retouche et ciselure de la fonte (originaux et surmoulés).

Classe de sculpture sur pierre et bois.

Enseignement élémentaire de la sculpture sur pierre et bois.

Connaissance de l'outillage servant au travail des différentes matières, pierres tendres, pierres dures, bois et marbre.

Enseignement de la mise aux points d'après modèles de la grandeur de l'exécution, cours pratique de la figure, continuation de la sculpture d'ornements sur pierre.

Mise aux points de figures, bustes et statuettes en pierre.

Cours gradué de sculpture sur bois, ornements et figures.

Sculpture décorative d'ornements à hauts reliefs pour la décoration du bâtiment.

Sculpture sur marbre, figure et ornement, mise aux points avec agrandissements ou réductions des modèles.

Sculpture sur bois pour l'ameublement et la grande décoration.

Sculpture de figures et ornements sur pierre, marbre et bois, exécution de modèles créés par les élèves.

Classe de Xylographie (gravure sur bois).

Etudes préliminaires, tons plats, découpage de traits, festons, etc.

Fac-simile progressifs de dessins à la plume ou au crayon.

Interprétation de dessins variés et de photographies d'après des tableaux ou dessins de maîtres.

Gravure de dessins exécutés par l'élève.

Classe de serrurerie artistique (fer forgé).

Enseignement pratique de l'outillage d'un atelier de serrurerie, soufflets, forges, machines à percer, tours, marteaux, étaux, outillage d'établis, limes diverses, etc.

Etudes des différentes qualités de fers, fontes et aciers, houilles et charbons.

Premiers éléments de forge, chauffe du fer et de l'acier, soudures et travaux de forge.

Principes de limage à traits croisés, en travers, en long, premiers éléments d'ajustage, de perçage et de tournage du fer; arrangement des outils, burins, ciseaux, mèches, etc.

Trempe de l'acier.

Travaux d'ajustage et de montage.

Principes du repoussé de la tôle (feuilles, objets divers).

Exécution de travaux et d'objets d'art réunissant les connaissances acquises de la forge, de la lime, du tournage et du repoussé.

Cours de styles.

Enseignement oral de l'histoire de l'Art et des différents styles.

Moulage.

Etudes des différents procédés de moulage. Creux perdus, moules à pièces, à la gélatine et au fil.

Musée de moulages.

A l'usage des Ecoles et des particuliers (catalogue).

Magasin des produits.

Ventes d'objets d'art exécutés dans l'Ecole.

Bibliothèque.

Ouvrages contenant toutes les spécialités et styles de l'art industriel. (Textes et planches.)

Règlement intérieur.

Art. 1^{er}. Les élèves sont astreints à prendre le plus grand soin des modèles et outils qui leur sont confiés; ils en sont responsables, et en cas de minorité d'âge, la responsabilité incombe à leurs parents ou tuteurs. Ils doivent égale-

ment aux ordres de la Direction et tenir compte des avis donnés par MM. les professeurs.

Art. 2. Il est formellement interdit d'emporter hors de l'Ecole les modèles, les outils, ainsi que les études sans l'autorisation du Secrétaire-inspecteur.

Art. 3. La fréquentation régulière de l'Ecole est obligatoire. Il ne pourra être dévié à cette règle sans l'autorisation de la Commission de surveillance.

Art. 4. Il sera pris note pour chaque élève des heures d'entrée et de sortie. Les absences doivent être motivées, et aucun élève ne peut s'absenter des leçons sans autorisation spéciale.

Après le premier avertissement, les parents ou les patrons sont avisés des retards ou absences. Au deuxième avertissement, il est prononcé un renvoi temporaire de huit jours. En cas de récidive, le renvoi définitif de l'élève pourra être prononcé.

Art. 5. En dehors des cours de l'Ecole, les élèves réguliers sont astreints à suivre les cours publics, soit le matin, soit le soir, d'après les indications de la Commission. Un horaire général de ces cours sera affiché dans l'Ecole, et des examens pourront être exigés sur les matières de ces cours.

Art. 6. Les leçons obligatoires données aux Ecoles municipales doivent être suivies avec la même régularité et dans les mêmes conditions que celles données à l'Ecole des Arts industriels.

Art. 7. L'ordre le plus complet doit régner pendant la durée des leçons; après avertissement, l'expulsion temporaire d'un élève (régulier ou externe) pourra être prononcé par le Secrétaire-inspecteur ou par la Commission. Cette expulsion ne pourra se prolonger au-delà de huit jours. La Commission de surveillance prononcera seule sur les expulsions définitives.

Art. 8. La police intérieure de l'Ecole est confiée au Secrétaire-inspecteur. Les surveillants sont placés sous ses ordres.

En cas d'insubordination, le Secrétaire-inspecteur pourra réclamer l'intervention de la Commission de surveillance.

Il en sera de même pour les employés qui exercent plus particulièrement la surveillance des salles, des corridors et de toutes les dépendances de l'Ecole.

Règlement spécial pour la classe de céramique.

Art. 1^{er}. La classe est ouverte tous les jours de huit heures à midi et de deux heures à six heures du soir.

Art. 2. L'enseignement est gratuit. Il a lieu tous les jours de dix heures à midi et de deux heures à cinq heures du soir.

Art. 3. Toutes les dispositions d'ordre intérieur contenues dans le règlement général de l'Ecole sont applicables à la Classe de céramique.

Art. 4. Les élèves des deux sexes devront se munir à leur frais du matériel nécessaire aux études, ainsi que toutes les fournitures (outils, émaux, couleurs, formes décoratives, etc.), conformément aux indications du professeur.

Art. 5. Les élèves externes seront reçus aux mêmes conditions et devront adresser leur demande d'admission en indiquant les heures qu'ils désirent consacrer aux études. Ils ne pourront être admis que si le nombre des élèves réguliers laisse des places disponibles.

Art. 6. Les artistes ou industriels qui désirent participer aux avantages des cuissons et des manipulations diverses du laboratoire, devront en adresser la demande à M. le Secrétaire-inspecteur. Celui-ci leur fera connaître dans quelles conditions il peut être adhéré à leur demande.

Horaire général des leçons et personnel enseignant.

Modelage et retouche du plâtre, figure et ornement: de huit heures à midi. MM. les professeurs J. Salmson et A. Huguet.

Céramique, aquarelle et décoration, de dix heures à midi et de deux heures à cinq heures du soir, M. J. Mittey, professeur.

Ciselure, de huit heures à midi et de deux heures à six heures du soir. M. J. Jerdelet, maître de ciselure.

Sculpture sur pierre et bois (mise aux points), de deux heures à six heures du soir. M. N. Jacques, maître d'exécution pratique.

Xylographie (gravure sur bois), de dix heures à midi et de deux heures à six heures du soir. M. A. Martin, professeur.

Serrurerie artistique (fer forgé) de deux heures à six heures. En hiver, cours du soir pour les adultes. M. J. Vailly, maître de serrurerie.

Cours oral de styles. M. Bourdillon, architecte, professeur.

Moulage, de huit heures à midi et de deux heures à six heures. M. F. Biagi, maître mouleur.

Les correspondances concernant l'enseignement doivent être adressés à la Commission de surveillance et celles d'admission au Secrétaire-inspecteur, M. Bécharat-Gaillard, qui reçoit également les correspondances concernant l'administration.

M. le Secrétaire-inspecteur reçoit tous les jours de neuf heures à onze heures et de deux heures à quatre heures.

Certifié conforme,

Le Chancelier: J. Leclerc.